REVUE DE PARIS

5.
3

REVUE DE PARIS

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

TOME TROISIÈME

Mai-Juin 1938

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

—

1938

RIODI
NERA
NIV. C

MA
P.-
GE

★

AN
CO
Dr
ÉM
VI
FI
A.

4

RIODICAL ROOM
ERAL LIBRARY
IV. OF MICH.

MAY 12 1938

REVUE DE PARIS

1er MAI 1938

MARCEL ACHARD	*Le Corsaire.* — I	5
P.-E. FLANDIN	*La Chance de M. Daladier.* . .	46
GEORGES SIMENON	*Le Cheval blanc.* — I	52
★ ★ ★	*Avant la Troisième rencontre Hitler-Mussolini*	80
ANDRÉ THÉRIVE	*Au Collège de France*	91
CONSTANTIN DE GRUNWALD	*Madame de Lieven et Metternich*	106
Dr ADOLPHE JAVAL	*L'État nourricier*	127
ÉMILE MAGNE	*L'Abbé Michel de Pure.* — Fin.	156
VIATOR	*Fin de l'Autriche*	186
FRANÇOIS PORCHÉ	*Le Théâtre*	211
A. ALBERT-PETIT	*L'Histoire.*	222

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

45e ANNÉE *NUMÉRO 9*

L'élévation constante des tarifs d'imprimerie, du prix du papier et des frais de transport — élévation qui depuis deux ans correspond globalement à une hausse de cent pour cent — nous contraint, à notre grand regret, d'élever le prix de vente de nos livraisons.

A partir du 15 *Mai la livraison de la REVUE DE PARIS sera vendue dix francs au lieu de sept francs cinquante.*

En ce qui concerne le prix de l'abonnement, nous ferons effort, aussi longtemps que possible, pour ne pas le modifier. Les tarifs d'abonnement restent donc les mêmes qu'antérieurement.

Harr (P.)

LE CORSAIRE[1]

CONTE EN 2 ACTES ET 6 TABLEAUX

PERSONNAGES

Personnages du passé.

ÉVANGÉLINE — PAMÉLA, négresse — LE DUC. — KID JACKSON — CRISTOBAL N'A-QU'UN-ŒIL — FLANIGAN — VENT-DEBOUT. Pirates.

Personnages du présent.

FRANK O'HARA — BENJAMIN W. LEY — CADWELL — RICKARD — KASBERG — JONES — GREGORI — UN CAPITAINE ANGLAIS — GEORGIA SWANEE — KAY MORGAN — ADÉLAÏDE, négresse — SMITH — HAINES — BLORE. Personnel du studio, deux grooms.

Les rôles de Kid Jackson et de Frank O'Hara sont joués par le même artiste, de même que ceux d'Évangéline et de Georgia Swanee, de Paméla et d'Adélaïde.

ACTE I

SCÈNE I

OCTOBRE 1936. UN STUDIO DES AMERICAN PICTURES A HOLLYWOOD.

Le rideau se lève sur la scène vide. Autant qu'une demi-obscurité assez mystérieuse permette d'en juger, le décor représente la cabine d'un long-courrier du XVIIIe siècle. Des boiseries courent le long de la pièce. Un énorme coffre de bois clouté à gauche. Un lit au fond.

1. Copyright by Marcel Achard 1938.

Des armes au mur. Quelques livres. Une table très épaisse, au centre. Une pendule, très ouvragée, détonne dans cet ensemble austère. L'élément essentiel est un hublot ouvert sur l'obscurité.

Silence assez long.

Soudain deux coups de feu retentissent, suivis immédiatement d'un hurlement.

UNE VOIX DE FEMME. — Au secours !

Nouveau silence. Un groom qui porte deux téléphones traverse la scène en courant. Lumière. Miss Kay Morgan entre, suivie d'un groom portant une table et une chaise. Le porteur de téléphone revient.

KAY. — Faites allumer !

(L'un des grooms donne encore plus de lumière, tandis que l'autre met en service les téléphones sur la table qu'il a installée au premier plan, à gauche.)

(Nouveau coup de feu.)

KAY. — Et fermez la porte. On ne s'entend plus.

(Le groom obéit.)

KAY, *au téléphone.* — Allo ! Ici miss Morgan. Voulez-vous noter, s'il vous plaît, M. Ley sera sur le plateau sept à midi. Merci. *(Dans le deuxième téléphone.)* Allo ! ici miss Morgan. Voulez-vous noter, s'il vous plaît, M. Ley sera sur le plateau sept à midi. Merci.

(Miss Morgan est le type de la secrétaire américaine. Assez jolie, vêtue à la dernière mode de la dernière star en vogue. Elle ne manque ni de drôlerie, ni d'insolence. Dès que son patron, le célèbre Benjamin W. Ley paraît, elle adorne son charmant nez d'énormes lunettes d'écaille, qu'elle quitte aussitôt qu'il sort. Dans ses moments de loisir, qui sont rares, elle mâche une carotte crue au lieu de chewing gum.)

UN DES GROOMS. — M. Ley sera vraiment ici à midi ?

KAY. — Oui.

LE GROOM. — Le grand producteur Benjamin Doublevé Ley ?

KAY, *sèchement.* — Oui. Et alors ?

LE GROOM, *hâtivement.* — Rien. Rien.

(Sonnerie.)

KAY, *au téléphone.* — Allo, ici miss Morgan. — Oui M. Benjamin Doublevé Ley est de retour à Hollywood. En effet, il sera à midi sur le plateau sept. Aviez-vous un rendez-vous ? — Non ? Alors il faut voir M. Kohn. — Pour voir M. Kohn, voyez M. Kahn. — M. Kahn ne reçoit que sur rendez-vous.

(Elle raccroche.)

(Le premier coup de midi sonne à une horloge imitée du Big Ben de l'Abbaye de Westminster. Kay met ses lunettes. Benjamin W. Ley entre, suivi de son état-major, les auteurs Rickard et Cadwell. C'est un israélite qui a prodigieusement réussi. Il se souvient trop souvent du Bronx où il est né pour être tout à fait naturel. Mais ses yeux très beaux ont parfois des éclairs.)

B.W. LEY. — Midi ?

KAY, *consultant sa montre.* — Correct.

RICKARD, CADWELL, *goguenards.* — Correct.

(Tout le monde s'installe.)

B.W. LEY *(tout en étalant sur la table le contenu d'une volumineuse serviette).* — Nous avons une rude journée devant nous, messieurs, une rude journée.

CADWELL. — Ah ! Ah ! *(A Rickard.)* Prépare tes cinq dollars.

B.W. LEY, *à Kay.* — Tout d'abord, je ne déjeunerai pas.

KAY, *au téléphone.* — Allo ! Ici, miss Morgan : M. Ley ne déjeunera pas. Merci.

B.W. LEY. — Et je ne saurai trop vous conseiller, messieurs, d'en faire autant.

RICKARD, *tendant un billet à Cadwell.* — Voilà tes cinq dollars.

CADWELL. — O. K.

B.W. LEY, *un peu trop solennel.* — Messieurs, je vous ai réunis pour vous parler de notre prochain film, *La Belle des Caraïbes.* Je veux que ce soit l'événement de l'année. Je ferai ce qu'il faudra, tout ce qu'il faudra. Je ne reculerai devant aucun sacrifice. J'ai déjà commencé, je continuerai.

(Applaudissements discrets des deux auteurs.)

B.W. LEY, *continuant.* — Messieurs, j'ai tenu à vous consulter...

RICKARD. — Vous consultez vos auteurs, maintenant ? Ça c'est gentil.

CADWELL, *net.* — Écoutez, W., mon travail est terminé. Je vous ai remis mon manuscrit. Vous n'avez plus qu'à le faire corriger par l'accessoiriste, comme d'habitude.

B.W. LEY. — Ne soyez donc pas tout le temps spirituel. J'ai pensé que vous aviez peut-être des idées sur votre film.

CADWELL. — Qu'est-ce qui a bien pu vous faire croire ça ?

B.W. LEY. — En avez-vous ?

CADWELL. — Oui.

B.W. LEY, *à Rickard.* — Et vous ?

RICKARD. — Oui.

B.W. LEY. — Votre film vous intéresse ?

CADWELL. — Je l'ai relu ce matin et il m'a passionné comme s'il n'avait pas été de moi.

B.W. LEY. — Et vous ?

RICKARD. — Moi aussi. Il m'a passionné comme s'il n'avait pas été de lui.

B.W. LEY, *concluant.* — Et il m'a passionné comme s'il n'avait pas été de vous. Et je vais vous dire pourquoi, messieurs. C'est parce que c'est une histoire vraie.

CADWELL. — Oh !

B.W. LEY. — Si, messieurs, une histoire vraie! Donnez-moi une histoire vraie et je fais de la beauté, automatiquement.

CADWELL ET RICKARD. — Bravo!

B.W. KEY. — J'ai lu attentivement votre manuscrit, Cadwell. Il est très bien.

CADWELL, *à Rickard.* — Voilà tes cinq dollars.

B.W. LEY. — Vous aviez parié que je dirais le contraire?

CADWELL. — On ne peut rien vous cacher.

B.W. LEY. — C'était enfantin. Je sais toujours reconnaître la beauté quand je la trouve et c'est pourquoi, Rickard, je n'aime pas les modifications que vous avez apportées au texte de Cadwell.

RICKARD. — Ah!

B.W. LEY. — C'est très joli, c'est peut-être plus joli. Mais ce n'est pas juste.

RICKARD, *à Cadwell.* — Qu'est-ce que je te dois?

CADWELL. — Je ne sais pas. Il a dit « plus joli », mais il a aussi dit « pas juste ».

RICKARD. — Quitte ou double?

CADWELL. — O. K.

B.W. LEY. — Vous êtes très amusants, mais j'ai besoin de votre attention pendant cinq minutes. Pourquoi votre travail est-il parfait, Cadwell?

CADWELL. — Oui. Pourquoi?

RICKARD. — Pourquoi?

B.W. LEY. — Il est parfait parce que vous avez travaillé sur un vrai journal de bord et sur les vrais souvenirs du lieutenant de Kid Jackson.

CADWELL. — Peut-être.

B.W. LEY. — Tous les épisodes que vous racontez sont vécus. La vérité, c'est toujours là qu'il faut en venir.

CADWELL. — Vous ne plaisantez pas, W.?

B.W. LEY. — Non. Pourquoi?

CADWELL. — Vous, W., vous êtes venu à la vérité?

B.W. LEY. — Oui.

CADWELL. — C'est depuis avant-hier, alors? Parce que la dernière fois que je vous ai vu, vous étiez tout à fait normal.

B.W. LEY, *qui s'énerve.* — Je vous répète, messieurs, que nous avons une rude journée devant nous.

CADWELL. — Avec un producteur qui travaille dans la vérité, vous pouvez le dire!

(Une jeune femme traverse la scène en ondulant de la croupe. Les trois hommes s'interrompent en la regardant jusqu'à ce qu'elle ait disparu.)

B.W. LEY. — Une rude journée. Oui, je travaille dans la vérité.

Et j'en suis fier. *(Montrant le décor.)* Savez-vous où nous sommes, messieurs?

CADWELL. — Oh! maintenant! *(Geste vague.)*

B.W. LEY. — Nous sommes sur le trois-mâts *La Fortune*. Ceci est la reproduction exacte, d'après une gravure de l'époque, de la cabine de Kid Jackson.

KAY, *au téléphone*. — Allo! Ici, miss Morgan. M. Ley a fait reproduire exactement la cabine du célèbre pirate Kid Jackson...

B.W. LEY, *l'interrompant*. — Inutile. C'est dans les journaux de ce matin.

KAY, *au téléphone*. — Excusez-moi. C'est dans les journaux de ce matin. Merci.

B.W. LEY. — La table sur laquelle il mangeait était toute semblable à celle-là. Son lit était pareillement tendu d'étoffes rouges. Il y avait quatre sabords comme ici. Des bancs comme ceux-là autour de la cabine. *(Il entr'ouvre le tiroir.)* Cette pendule, il l'a entendue sonner. C'était la sienne. J'ai même fait mieux... Vous voyez ce coffre? *(Il désigne l'énorme coffre clouté.)*

RICKARD. — Je le vois *encore*.

B.W. LEY. — Il a appartenu à Kid Jackson.

RICKARD. — Non?

B.W. LEY. — Officiel. Garanti. Papiers d'antiquaire et tout.

CADWELL. — Cher?

B.W. LEY. — Pas, si vous imaginez que Kid Jackson s'en est servi. C'est là qu'il rangeait ses prises les plus sérieuses.

CADWELL, *sincère*. — C'est assez émouvant, tu ne trouves pas? *(Il ouvre le coffre.)*

RICKARD. — Il était prévoyant, Jackson. Car le coffre est profond. *(Ils sont tous trois penchés sur le coffre.)*

B.W. LEY. — Pas tellement!

RICKARD. — C'est vrai qu'il a pillé tant de navires!

CADWELL. — Il n'épargnait personne et s'attaquait aussi bien aux Anglais qu'aux Français, aux Espagnols ou aux Hollandais.

B.W. LEY, *rêveur*. — Quelle fortune il devait avoir!

CADWELL. — Il ne tenait pas à ses richesses. Au contraire, il s'en fatiguait.

B.W. LEY, *un cri du cœur*. — Comment?

CADWELL. — Il disait : « Je n'ai pas besoin d'or, puisque je peux prendre ce qui me manque. »

RICKARD. — Sans doute un de vos ancêtres, W.

B.W. LEY, *qui n'écoute pas, tâtant le coffre*. — Je me demande s'il n'y a pas un mécanisme secret.

CADWELL. — C'est bien possible.

B.W. LEY, *qui disparaît presque dans le coffre.* — Un double fond, ou quelque chose de ce genre.

RICKARD, *ironique.* — Dans lequel serait caché le plan de l'île au trésor, par exemple.

CADWELL. — Comment s'appelait l'antiquaire qui vous l'a vendu?

B.W. LEY, *sortant la tête.* — Moch.

CADWELL. — Alors, à votre place, je ne chercherais plus...

R.W. LEY, *dans le coffre.* — Ah! Ah!

RICKARD. — Vous avez trouvé le mécanisme?

B.W. LEY, *se relevant.* — Non. Regardez. Qu'est-ce que c'est que ça?

RICKARD. — Cette petite tache?

B.W. LEY. — Oui.

RICKARD. — On dirait du sang.

B.W. LEY. — Ce serait trop beau.

CADWELL, *incrédule.* — Du sang?

B.W. LEY. — Eh oui! Du sang de Kid Jackson! Un sang de près de deux siècles!

KAY, *au téléphone.* — Allo! Ici, miss Morgan...

B.W. LEY, *impérieusement.* — Pas encore!

(Kay raccroche silencieusement.)

RICKARD. — C'est peut-être un machiniste qui s'est coupé en le transportant.

B.W. LEY. — Jamais de la vie. Ce serait trop simple. *(Net.)* Kid Jackson a été blessé en défendant son coffre.

CADWELL. — Vous le prenez pour un producteur?

B.W. LEY. — C'était un pirate, tout de même.

CADWELL. — C'est possible. Mais il faudrait s'entendre. Est-ce que nous racontons une histoire de pirate, ou une histoire d'amour?

B.W. LEY. — Une histoire d'amour, bien entendu.

RICKARD. — A la bonne heure! Un homme, une femme, je ne sors pas de là.

CADWELL, *à Rickard.* — Si nous essayions de parler sérieusement une seconde. W., vous avez eu la gentillesse de nous consulter au sujet de ce film. Je vous en remercie parce que, par hasard, j'y tiens. Ce n'est pas, en effet, une banale histoire de pirate. C'est une grande histoire d'amour.

RICKARD, *sérieux pour la première fois.* — Il a raison.

CADWELL. — Ce que nous en avons fait, je l'ignore. Mais je sais que nous l'avons écrite avec tendresse, avec fièvre, avec conviction.

RICKARD. — Comme au temps où nous nous croyions encore des artistes.

CADWELL. — L'amour de Kid Jackson et d'Évangéline, c'est très beau. C'est émouvant, même pour des types comme nous qui n'avons pas la réputation d'être particulièrement tendres...

RICKARD. — Alors, concluez.

CADWELL. — Supprimez l'amour de votre film et qu'est-ce que vous avez?

RICKARD. — Oui, qu'est-ce que vous avez? Allons, dites-lui ce qu'il a. Moi, je n'ose pas.

CADWELL. — Vous avez un film de Kammerstein.

RICKARD. — Tu es dur.

CADWELL. — Un film de Kammerstein, ni plus ni moins.

B.W. LEY, *indigné*. — Écoutez, Cadwell...

CADWELL. — Qu'est-ce que c'est, un film de Kammerstein? Des pirates, encore des pirates. La mer, encore la mer. Des navires, encore des navires.

B.W. LEY. — Pardon. C'est que je tiens beaucoup à la mer et aux navires.

RICKARD. — Nous, nous avons une histoire!

CADWELL. — Kid Jackson était un pirate, c'est entendu. Mais comme Tristan était chevalier. Pas davantage!

RICKARD. — Plutôt moins.

CADWELL. — D'ailleurs, pirate, c'est vite dit. C'était un corsaire et un gentleman.

B.W. LEY, *surpris*. — Un gentleman?

RICKARD. — Tu emploies toujours des mots dont il ne connaît pas le sens.

B.W. LEY, *qui s'énerve*. — Mais puisque je vous dis que je suis d'accord!

RICKARD. — Ah! bon! *(A Cadwell.)* Il est d'accord.

B.W. LEY. — Je n'ai pas l'intention de rien modifier à votre récit. D'ailleurs, j'ai essayé, je n'ai pas pu.

CADWELL, *intéressé*. — Ah!

B.W. LEY, *assis sur le coffre*. — Oui. C'est bizarre et c'est bien la première fois que ça m'arrive. Parce que j'en ai tripatouillé des films! Eh bien, dans celui-là, il y avait de petites choses qui me déplaisaient et que je voulais supprimer. C'est impossible.

RICKARD. — Tiens! tiens!

B.W. LEY. — Et même des épisodes que je voulais seulement changer de place. J'y ai renoncé.

CADWELL. — Tant mieux!

B.W. LEY. — Je voulais rajouter votre scène de la cale, Rickard.

RICKARD. — Jolie, hein?

B.W. LEY. — Très jolie. Mais elle détonne. Il n'y a rien à faire.

RICKARD. — Elle détonne? Vous voulez dire qu'elle explose?

B.W. LEY. — C'est comme le dénouement.

RICKARD. — Le dénouement?

CADWELL. — Quoi, le dénouement?

B.W. LEY. — Je trouvais que ça ne finissait pas bien, et même que ça finissait mal. Je cherchais autre chose. Eh! bien non, il faut que ça finisse mal.

CADWELL. — Ça ne peut pas ne pas finir mal.

RICKARD. — Moi, j'avais une autre impression : c'était que tout en finissant mal, l'histoire n'était pourtant pas finie.

CADWELL ET B.W. LEY, *ensemble.* — C'est vrai aussi.

CADWELL. — Mais ce qui est beau, c'est qu'elle ne finisse pas.

(Kasberg entre, regarde autour de lui, voit le hublot, le coffre et éclate.)

KASBERG. — Donc, c'était vrai.

B.W. LEY. — Tiens! Kasberg!

KASBERG. — Cette chose ignoble était vraie.

RICKARD, *à Cadwell.* — Il parle comme tu écris.

KASBERG. — Vous faites une histoire de pirates, vous?

B.W. LEY, *négligemment.* — Blore! Coupez donc la lumière, voulez-vous? *(A Kasberg.)* Pas exactement. Ce serait plutôt une histoire d'amour.

KASBERG. — Inutile de couper la lumière. Inutile de mentir. Je viens de chez Winkopf.

RICKARD. — Alors, s'il vient de chez Winkopf!

B.W. LEY. — C'est vrai. Je fais un film de pirates. Et alors?

KASBERG. — Et alors! Et moi?

B.W. LEY. — Vous?

RICKARD. — Lui?

KASBERG. — Oui, oui. Je ne parle pas de Kammerstein.

RICKARD. — Et pourtant, Kammerstein...

KASBERG. — Ni de Kulbig. C'est leur affaire. Mais moi?

B.W. LEY. — J'avoue que je ne comprends pas.

KASBERG. — Vous n'avez pas peur que je parle devant eux? *(Il désigne Rickard et Cadwell.)*

B.W. LEY. — Pas du tout.

KASBERG, *attaquant.* — Qui vous a dit que Kammerstein allait faire un film de pirates? Moi.

CADWELL ET RICKARD, *ensemble.* — Lui!

KASBERG. — Qui vous a dit d'annoncer tout de suite votre projet de porter à l'écran la vie de Kid Jackson, pour empêcher Kammerstein de le faire comme il en avait envie?

CADWELL ET RICKARD, *ensemble.* — Lui!

KASBERG. — Qui vous a signalé le lot de costumes du XVIIIe siècle dont la Paramount voulait se débarrasser?

CADWELL ET RICKARD, *ensemble.* — Lui! Encore lui! Toujours lui!

KASBERG. — Je devais même toucher un dollar par costume.

B.W. LEY, *rectifiant.* — Un demi-dollar.

KASBERG. — Un dollar.

CADWELL, *à B. W. Ley.* — Qu'est-ce que ça peut vous faire maintenant, puisqu'il ne touchera plus rien?

B.W. LEY. — C'est pour le principe.

KASBERG. — Parce que je ne toucherai rien?

B.W. LEY, *formel.* — Rien.

KASBERG, *indigné.* — Mais vous me devez de l'argent!

B.W. LEY. — Comment, je vous dois de l'argent?

KASBERG. — Oui, vous me devez de l'argent. J'ai donné dix dollars au chef de la figuration de la Paramount et je paie la secrétaire de Kammerstein trente dollars par mois, pour me dire ce que fait son patron. *(B. W. Ley se retourne lentement vers Kay, imité par Rickard et Cadwell. Il la fixe assez longtemps. Elle soutient son regard sans sourciller.)*

B.W. LEY, *à Kay après un silence.* — Vous viendrez me voir à six heures.

KAY. — Certainement.

KASBERG, *violent.* — Vous ne voulez pas me rembourser?

B.W. LEY. — Il n'en est pas question.

KASBERG. — Alors, vous pensez que je vais perdre mes quarante dollars de pourboire. *(Il fait un rapide calcul.)* Cinq et deux : sept et huit : quinze et vingt-deux : trente-sept... *(Résumant.)* Trois cent soixante-dix dollars de commission ici, plus cent cinquante peut-être à la Paramount — c'est-à-dire, en tout *(il reprend ses calculs) :* sept et cinq : douze et quatre : seize et je retiens un... Quatre et un : cinq... Cinq cent soixante...

RICKARD, *feignant de calculer avec lui.* — J'ai dû me tromper... Je trouve trente-six.

KASBERG, *résumant.* — Vous pensez que je vais perdre cinq cent soixante dollars parce que vous faites un film de pirates? Ah! mais non...

B.W. LEY, *très calme.* — Ah! mais si...

KASBERG. — Je vais vous étonner, W., mais vous allez me donner mes cinq cent soixante dollars... ou je dirai tout.

CADWELL. — Il aime mieux que vous disiez tout.

KASBERG, *prévenant.* — Vous serez très embêté.

B.W. LEY. — Je ne crois pas.

KASBERG. — Vous croyez peut-être qu'il s'agit du coup que vous avez fait à Sam Hermann?

B.W. LEY. — Je ne crois pas ça.

KASBERG. — Tant mieux, car ce n'est pas de lui qu'il s'agit. Ce

n'est pas non plus votre histoire d'Agua-Caliente qui n'était pourtant pas mal non plus.

B.W. LEY. — Vous me flattez.

KASBERG. — Ni celle des avions où vous avez supprimé Tannenbaum d'une façon qui... enfin... assez hardie.

RICKARD, *à Cadwell.* — Il n'en racontera pas une, tu verras.

KASBERG. — Ni l'affaire de Chicago, ni celle de la pellicule, ni celle des hippopotames.

B.W. LEY, *qui ne s'en souvient pas.* — Des hippopotames?

KASBERG. — Ceux dont vous aviez besoin dans *la Reine de la Jungle...*

B.W. LEY, *riant, assez content de lui.* — Ah! oui...

KASBERG. — Restons dans l'actualité. Ne parlons que de *la Belle des Caraïbes. (Attaquant.)* Vous avez acheté un voilier, n'est-ce pas, pour votre nouveau film?

B.W. LEY, *inquiet.* — *L'Argonaute?* Oui... un trois-mâts superbe.

KASBERG. — Superbe, je n'en doute pas... Et l'assurance?

B.W. LEY. — Quelle assurance?

KASBERG. — Je vous parle de l'assurance, parce qu'on m'a parlé d'une certaine question d'assurance...

B.W. LEY, *l'interrompant.* — Écoutez, Kasberg, il ne faut pas s'énerver.

KASBERG. — Oh! je ne m'énerve plus!

B.W. LEY, *indulgent.* — Je vous aurai mal compris tout à l'heure.

KASBERG. — Sûrement.

B.W. LEY. — Il doit y avoir quelque chose à faire à propos de ces cinq cent quarante dollars...

KASBERG. — Cinq cent soixante.

B.W. LEY. — Cinq cent soixante!

KASBERG. — Ben voyons!

B.W. LEY. — Allons donc en parler dans mon bureau.

KASBERG. — Je ne demande pas mieux.

B.W. LEY. — On a toujours intérêt à s'expliquer.

KASBERG. — A qui le dites-vous? C'est ma devise... Allons! au revoir, messieurs...

(Il sort avec B. W. Ley. Un silence. Cadwell et Richard se regardent. Kay s'abîme dans ses notes.)

RICKARD. — La vérité, c'est toujours là qu'il faut en venir!

CADWELL. — Alors, voilà pourquoi nous avons écrit ce film : pour embêter Kammerstein, pour utiliser un lot de vieux costumes, pour faciliter une escroquerie à l'assurance, enfin pour faire gagner à W. une dizaine de milliers de dollars.

RICKARD. — Tu t'en étonnes?

CADWELL. — Voilà pourquoi Kid Jackson et Évangéline se sont aimés jusqu'à créer de la légende?

RICKARD. — Hé ! oui !

CADWELL, *ricanant.* — Voilà l'aboutissement de tant de rêves et de tant de poésie ?

RICKARD. — Qu'est-ce qui t'indigne si fort ? Si c'était de la poésie qu'il te fallait, tu n'avais qu'à écrire en vers l'histoire d'Évangéline. Personne ne t'aurait trahi que toi. Personne que toi n'aurait trahi Évangéline. Seulement, ce n'était pas ce que tu voulais. Tu n'étais pas assez sûr de tes vers. Cette histoire, tu voulais la raconter à d'autres. Au plus grand nombre d'autres possible. C'est pourquoi tu en as fait un film. Eh ! bien, à partir de ce moment-là, tu devais t'attendre à tout. Tu savais bien qu'elle deviendrait la proie des crapules ou, en tout cas, des hommes d'affaires, puisque tu allais avoir besoin d'argent. Toutes ces combinaisons louches, toutes ces malversations, toutes ces petites canailleries, c'est tout de même la poésie qu'elles vont servir.

CADWELL, *révolté.* — Ah ! Tout de même !

RICKARD. — D'ailleurs, c'est peut-être un fumier qui nous est nécessaire. Peut-être ne pouvons-nous construire solidement que sur la boue... Il y a peut-être eu des pots-de-vin même à l'origine des cathédrales.

(Sonnerie.)

KAY, *au téléphone.* — Ici, miss Morgan. Non, il n'est pas là, mon chéri. *(Aux auteurs) :* C'est personnel.

CADWELL. — On s'en doutait.

KAY. — Oui, mon chéri — Oui, mon chéri — Oui, mon chéri *(Choquée et ravie.)* Oh ! mon chéri ! — A ce soir, mon chéri. *(Elle raccroche.)*

B.W. LEY, *entrant et désignant le téléphone.* — Qu'est-ce que c'était ?

KAY. — Quelqu'un qui se trompait de numéro.

B.W. LEY. — Ah ! *(Très officiel.)* Où en étions-nous ?

RICKARD. — Au trois-mâts *L'Argonaute.*

B.W. LEY. *très sec.* — Pas de malentendu entre nous, n'est-ce pas, messieurs ?

RICKARD. — Oh ! il n'y en a pas !

B.W. LEY. — J'ai eu l'air de céder tout à l'heure...

RICKARD. — L'air seulement, nous avons bien compris.

B.W. LEY, *un peu démonté.* — Une campagne contre nous serait bien gênante, en ce moment.

CADWELL. — Écoutez, W. *(Il le fixe.)* Ça ne nous regarde pas.

B.W. LEY, *bonhomme.* — Et puis, comme vous dites, ça ne vous regarde pas. Ce sont les petites difficultés du métier de producteur. — Cigare ? — Revenons aux choses sérieuses.

RICKARD. — Oui.

B.W. LEY. — Qui voyez-vous pour personnifier Kid Jackson ?

RICKARD. — C'est difficile.

B.W. LEY. — Je ne crois pas.

RICKARD. — Vous avez une idée?

CADWELL. — Non. Il a un contrat.

B.W. LEY. — C'est vrai, j'ai un contrat. Mais c'est aussi une bonne idée?

RICKARD. — Qui?

B.W. LEY. — Frank O'Hara.

CADWELL. — Mon vieux copain Frank?

RICKARD, *définitif*. — Formidable!

B.W. LEY, *ravi*. — N'est-ce pas?

RICKARD. — C'est le triomphe assuré.

B.W. LEY, *affolé*. — Ne dites jamais de choses pareilles. *(Sans mot dire, Kay tend gravement à B. W. Ley un bâton rond visiblement destiné à cet usage.)* Ou alors, touchez du bois. *(Il tend le bâton à Rickard qui le touche.)*

RICKARD, *à Kay qui veut le lui reprendre*. — Laissez-le nous, Kay, nous pouvons en avoir besoin d'une minute à l'autre.

CADWELL. — C'est exactement l'homme qu'il faut; d'abord, ce n'est pas un acteur.

RICKARD. — Qu'est-ce que c'est, alors?

CADWELL. — Un aventurier qui fait du cinéma, au lieu de courir les aventures.

RICKARD. — Ah! Ah!

CADWELL. — Une brute avec de l'esprit.

B.W. LEY. — Une brute qui reçoit deux cents lettres de femmes par jour, ne l'oubliez pas...

RICKARD. — Oh! Je voudrais l'oublier que je ne pourrais pas. Car enfin il n'a rien d'extraordinaire.

CADWELL. — Il est indifférent et il est fort.

RICKARD, *ricanant*. — Deux choses qui déplaisent aux femmes.

CADWELL. — De deux choses qui leur déplaît, on peut très bien en faire une qui leur plaît.

RICKARD, *feignant d'écrire sur sa manchette*. — Je note. Tu permets?

B.W. LEY. — Frank O'Hara en chef pirate, le monde entier voudra voir ça. Seulement acceptera-t-il, toute la question est là?

RICKARD, *en tendant le bâton à B. W. Ley*. — Sûrement.

B.W. LEY, *touchant le bâton*. — Je n'en suis pas sûr du tout. Mais je l'ai envoyé chercher. Il va venir d'une minute à l'autre. Écoutez, je compte sur vous pour m'aider. Vous aimez cette histoire. Si vous la racontez bien, il acceptera.

CADWELL. — Nous essaierons.

(Un groom entre affolé avec une chaise.)

LES TROIS. — Qu'est-ce que c'est? Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce qu'il y a?

LE GROOM. — C'est la chaise.

B.W. LEY. — Quelle chaise?

LE GROOM. — La chaise de M. O'Hara.

(Un homme entre en coup de vent comme dans un mélodrame, une mitraillette à la main, un mouchoir taché de sang sur le front. Il semble à l'extrême limite de la fatigue.)

L'HOMME. — Ma chaise! Ma chaise!

B.W. LEY, *empressé.* — Sa chaise! *(Kay donne une chaise, l'homme s'y écroule.)*

L'HOMME. — Ah! Je crève!

RICKARD. — C'est visible.

L'HOMME. — Douze fois de suite que je meurs ce matin.

RICKARD. — Rien de plus fatiguant.

L'HOMME. — Et j'agonise cinq minutes chaque fois.

B.W. LEY, *consterné.* — Vous avez tourné douze fois la scène?

L'HOMME. — Oui, je n'en finissais pas de mourir.

B.W. LEY. — Mais pourquoi douze fois?

L'HOMME. — C'est à cause de cette pauvre Ferguson qui doit crier « Au secours! » Elle n'en sort pas. *(Il enlève son bandeau et se recoiffe hâtivement.)*

B.W. LEY. — Ce n'est pourtant pas difficile de crier « Au secours! »

L'HOMME. — Pour vous, sûrement. Moi, je suis comme elle. C'est quelque chose que je ne saurais pas dire.

B.W. LEY. — Il fallait le couper, alors.

L'HOMME. — Impossible. C'est parce qu'elle braille que les policiers reviennent. Sans ça, vous pensez bien qu'ils ne pourraient pas m'avoir. *(Il allume une cigarette.)*

B.W. LEY. — O'Hara, j'ai à vous parler.

FRANK, *soupçonneux.* — Ah! Ah!

B.W. LEY. — Vous commencez un autre film après-demain.

FRANK. — Ma plaie n'aura pas le temps de se refermer. *(Il désigne le bandeau sanglant qu'il a quitté.)*

B.W. LEY, *enthousiaste.* — Une chose formidable : *La Belle des Caraïbes.*

FRANK. — Gangster?

B.W. LEY. — Mieux que ça : Flibustier.

FRANK. — Avec des bottes et le genre mousquetaire?

B.W. LEY, *embarrassé.* — Tout de même un peu, nécessairement.

FRANK. — Alors, non.

CADWELL. — Je t'assure que si.

FRANK. — Mais, mon vieux, si pour sortir je mets un chapeau, j'ai l'air déguisé. Alors tu m'imagines avec des bottes?

CADWELL. — Tu t'y feras.

FRANK. — Je ne suis pas un comédien, mon vieux. Je fais du cinéma parce qu'il n'y a personne.

RICKARD. — Pas de fausse modestie.

FRANK, *à Cadwell.* — Tu me connais, je ne suis pas venu ici pour être star. Je me disais : avec un peu de chance, je me caserai peut-être comme électricien.

RICKARD. — Vous êtes bon, comme électricien?

FRANK, *sans répondre, à B. W. Ley.* — Voyez-vous, W., il ne faut pas me sortir de Broadway ou de Chicago. Là, je fais illusion. Ce sont deux choses que je connais tellement bien que j'ai tout de suite l'air d'en être. Mais je ne serais même pas capable de jouer un cow-boy.

RICKARD. — Ah ! le succès ne vous a pas grisé !

FRANK. — Pourtant, je le connais leur Far-West. J'étais pianiste dans l'Oregon, au temps du muet. Le pianiste sur lequel on était prié de ne pas tirer, c'était moi.

CADWELL. — Tu as été pianiste *aussi?*

FRANK. — Pianiste, c'est une façon de parler. Seulement, là-bas, je n'avais pas de concurrence. Alors, avec quelques fox-trot, *l'Éveil du Printemps* et *la Chevauchée des Walkyries*, je leur accompagnais n'importe quel film.

B.W. LEY, *doucereux.* — Pour en revenir à mon petit corsaire...

FRANK, *catégorique.* — Pour en revenir à votre petit corsaire, c'est non.

B.W. LEY. — Oh !

FRANK. — Comprenez-moi. Je suis un type de demain. D'aujourd'hui à la rigueur.

RICKARD, *avec une admiration peut-être un peu ironique.* — Ah !

FRANK. — Mais, transplanté dans le passé, je ne veux plus rien dire.

B.W. LEY, *avec force.* — Écoutez, O'Hara, je ne peux pas vous obliger à faire ce que je vous demande, c'est entendu. Seulement...

FRANK. — Hein?

B.W. LEY. — Je pourrai peut-être vous causer quelques embêtements.

FRANK, *hochant la tête.* — Par moment, W., je me demande si vous n'auriez pas intérêt à passer un an ou deux en prison, pour réfléchir.

RICKARD. — Bien sûr que si, voyons... La question ne se pose pas.

B.W. LEY, *penaud.* — Je plaisantais...

FRANK, *reprenant.* — Moi pas. Mais alors, parlons sérieusement — d'un idiot à l'autre. C'est très cher, un film de pirates.

B.W. LEY. — A qui le dites-vous !

FRANK. — Presque aussi cher qu'une expédition au Pôle Nord.

B.W. LEY. — Presque.

FRANK. — Vous voulez perdre tout cet argent?

B.W. LEY, *aigre.* — Il n'est pas question de perdre cet argent. *Pour conjurer le sort, il tourne autour de sa chaise. Richard lui tend le bâton porte-bonheur.)*

FRANK. — Mais, avec moi, c'est fait. Il est perdu!

CADWELL. — Je ne crois pas. On ne te propose pas un pirate ordinaire.

RICKARD. — Il n'aurait plus manqué que ça.

FRANK. — Qu'est-ce qu'on me propose alors?

CADWELL. — Kid Jackson.

FRANK, *frappé.* — Ah!... Évidemment...

B.W. LEY, *avec chaleur.* — Blore! Allumez! Ceci est la reproduction exacte de sa cabine à bord de *La Fortune.*

FRANK, *regardant autour de lui.* — Évidemment...

B.W. LEY, *en bon vendeur.* — Ce coffre lui a appartenu. Et cette petite tache, c'est son sang qui l'a faite.

FRANK, *devant le coffre.* — Cher vieux Kid! *(Rêveur.)* Quand j'étais gosse... et que nous jouions aux pirates, c'était toujours moi Kid Jackson. Et ce que j'ai dû assommer de copains pour le rester.

CADWELL. — Après ce film, mon petit, tu seras Kid Jackson pour tous les gosses du monde. Même dans ta rue, ceux qui voudront jouer aux pirates seront obligés de t'imiter.

FRANK. — Cette façon qu'il avait de jeter son sabre sur la table en entrant, hein?

B.W. LEY. — C'est dans le film.

FRANK. — Et quand il a fait sauter le navire hollandais avec Cristobal N'a-qu'un-Œil?

B.W. LEY. — Ça aussi.

FRANK. — C'est magnifique. Malheureusement, votre histoire doit se passer sur la mer de temps en temps, tout de même.

B.W. LEY, *déconcerté.* — Ah! De temps en temps, oui.

RICKARD. — Pour des pirates, c'est préférable.

FRANK. — Ce qui veut dire que, moi aussi, je devrais probablement aller sur la mer?

B.W. LEY. — Ah! probablement, oui.

FRANK. — Sur quelle mer?

CADWELL. — La mer Caraïbe.

FRANK. — Et c'est sans doute assez loin d'ici, la mer Caraïbe?

B.W. LEY. — Euh!... assez...

FRANK. — Il faudra vivre sur un voilier?

B.W. LEY. — Pour ainsi dire.

FRANK. — Pendant quelques semaines, quelques mois peut-être?

B.W. LEY. — Peut-être.

FRANK. — Alors, tant pis ; les gosses de ma rue verront Kid Jackson autrement que moi.

B.W. LEY. — Ce n'est pas votre dernier mot?

FRANK, *poli*. — Si.

(Silence.)

B.W. LEY. — Vous n'allez pas me faire une chose pareille?

FRANK. — J'ai, grâce à vous, depuis un an, une vie peut-être un peu ignoble, mais extrêmement agréable ; j'y tiens.

B.W. LEY, *soulignant*. — Et c'est grâce à moi !

FRANK. — Je n'ai pas encore inauguré ma nouvelle piscine, et ils comptent sur moi pour gagner le championnat de polo.

B.W. LEY. — Ce n'est pas sérieux.

FRANK, *avec satisfaction*. — Mais si ! Votre argent m'a pourri comme les autres.

B.W. LEY. — Allons donc ! Pas vous !

CADWELL, *attaquant*. — Je crois qu'il faut renoncer à votre idée, W.

B.W. LEY, *éperdu*. — Comment, renoncer? Mais il n'en est pas question. Si c'est ma ruine que vous voulez, dites-le tout de suite.

CADWELL. — D'ailleurs, il a raison au fond. Il n'est pas l'homme qu'il faut pour Jackson.

FRANK, *souriant*. — Inutile de chatouiller mon amour-propre, mon vieux. Je fais du cinéma, parce qu'il n'y a personne.

CADWELL. — Tu aurais été merveilleux dans le cyclone, dans les abordages et dans les scènes d'orgie. Parce que c'est tout de même un peu le genre gangster. Mais, dans les scènes d'amour !...

FRANK. — Quoi? Les scènes d'amour?

CADWELL. — Tu ne sais pas ce que c'est.

FRANK. — Je reçois deux cents lettres par jour et je ne sais pas ce que c'est?

CADWELL. — Oh ! Si tu les lisais, tu pourrais peut-être apprendre.

FRANK, *pincé*. — C'est amusant.

CADWELL. — Mais, mon vieux, dans *l'Ange de Chicago*, quand tu enlevais la petite dans tes bras, tu avais l'air de transporter une caisse de dynamite.

FRANK. — Tu oublies que j'étais traqué.

RICKARD. — Pas à ce point là.

CADWELL. — Dans *la Porte de l'Enfer*, quand la blonde te prenait sur ses genoux, tu avais l'air de t'asseoir sur la chaise électrique.

FRANK. — Et la gifle que je lui donnais, ce n'était pas de l'amour?

CADWELL. — La gifle n'était pas mal.

RICKARD. — Pas assez nuancée, peut-être.

FRANK, *exaspéré*. — C'était donc un amant tellement extraordinaire, votre Kid Jackson?

CADWELL. — Son histoire avec Évangéline, c'est aussi beau que Roméo et Juliette.

FRANK. — Ils se sont tellement aimés?

CADWELL. — Oui. Et c'était presque aussi difficile.

FRANK. — Des histoires de famille, aussi?

CADWELL. — Bien plus grave que ça.

FRANK. — Rien n'est plus grave que les histoires de famille. C'est un orphelin qui vous le dit.

CADWELL. — Réfléchis à la distance qui les sépare. Évangéline est la fille d'un grand seigneur anglais. Lui est un hors-la-loi. Sa tête est mise à prix.

FRANK. — C'est entendu, leur amour rencontre des obstacles. Bon. Mais ça s'arrange tout de même à la fin?

CADWELL. — Non.

FRANK. — Tu ne vas pas me dire que ton histoire finit mal?

CADWELL. — Ah! si... Elle finit mal.

B.W. LEY, *reprenant les arguments de Cadwell.* — Elle ne peut pas ne pas finir mal.

FRANK. — Et tu penses que je vais accepter une histoire qui finit mal?

B.W. LEY. — J'ai essayé d'arranger ça. Mais, ce qui est bizarre et presque inquiétant : j'ai eu beau la retourner dans tous les sens, je n'ai rien pu y changer.

CADWELL, *geste significatif.* — Alors... tu admettras que si *lui* n'a rien pu y changer...

FRANK. — Que nous ne nous mariions pas, je l'admets... Mais enfin elle est tout de même ma maîtresse?

CADWELL. — Non.

FRANK. — Comment, non?

B.W. LEY. — Oh! On n'est pas sûr, remarquez bien. Mais enfin, on ne croit pas.

FRANK. — Je ne l'épouse pas et elle n'est pas ma maîtresse? Vous voulez me couler?

RICKARD. — Doucement. Ce n'est pas sa faute. Elle meurt.

FRANK. — Ah! Si ce n'est pas sa faute...

CADWELL. — Et elle meurt d'amour...

FRANK. — Pour moi, bien entendu?

RICKARD. — Oui. *(Rectifiant.)* Enfin, pour lui.

FRANK. — Si j'en juge par ses portraits, il n'était pourtant pas joli, joli...

CADWELL. — Pas assez peut-être. Elle l'était pour deux.

FRANK. — Tu dis qu'elle s'appelait Évangéline?

CADWELL. — Oui. Tellement blonde et transparente. Un ange avec des lèvres de femme.

FRANK. — Un ange avec des lèvres de femme! Et on rencontre des êtres pareils en courant les mers?

CADWELL. — Telle fut du moins la chance de Kid Jackson.

RICKARD. — C'est dans cette cabine qu'ils se virent pour la première fois.

CADWELL. — Elle était assise là.

B.W. LEY. — Kay, voulez-vous prendre la place?

(Kay, va s'asseoir dans la cabine en mâchant son cheving-gum.)

RICKARD. — Derrière elle se tenait son père, le vieux duc.

B.W. LEY. — Voulez-vous que je fasse le vieux duc?

FRANK. — Au point où nous en sommes...

(W. Ley se place derrière Kay.)

CADWELL. — Ils attendaient avec angoisse qu'on décidât de leur sort.

FRANK. — Mais comment étaient-ils arrivés là?

CADWELL. — Ils avaient quitté Liverpool vingt jours auparavant. Son père l'avait fiancée au gouverneur des Petites Antilles et le mariage devait être célébré au lendemain de leur arrivée.

FRANK, *s'asseyant.* — Allez! Raconte.

RICKARD. — Voilà tes cinq dollars.

CADWELL, *à Rickard.* — Merci. *(A Frank sur un ton très différent.)* Donc, en ce temps-là, Kid Jackson courait les Caraïbes. La mer était pour lui.

RICKARD. — Les armes aussi.

(La lumière descend lentement.)

CADWELL. — Il avait coulé deux bateaux espagnols au large de La Vera-Cruz quand, le troisième jour, il aperçut la voile rouge de *La Destinée*, qui lui apportait Évangéline.

RICKARD. — Le voyage semblait maudit : toutes les tempêtes de l'Atlantique s'étaient trouvées sur la route du navire. Les marins murmuraient qu'on leur avait jeté le mauvais sort.

CADWELL. — Et c'était peut-être vrai, puisqu'Évangéline allait rejoindre, pour l'épouser, un homme qu'elle n'aimait pas, de l'autre côté de la terre.

RICKARD. — Et le Kid faillit ne pas aborder le navire d'Évangéline, parce que ses cales étaient pleines et ses marins saouls de victoire et de rhum jamaïquin.

CADWELL. — Seulement, son destin était de la rencontrer.

RICKARD. — Et pour cela, de tuer des hommes.

CADWELL. — Et il décida d'attaquer.

RICKARD. — L'abordage fut terrible.

CADWELL. — Ils luttèrent pendant des heures.

RICKARD. — Mais Kid Jackson n'avait jamais été vaincu et il attendait sa grande chance.

CADWELL. — Elle vint ! Après la victoire.

RICKARD. — Après que les pirates eurent coulé le navire.

CADWELL. — Il s'inquiéta de ses prisonniers.

RICKARD. — On les avait descendus dans cette cabine.

CADWELL. — Ils étaient aux places que j'ai dites...

(L'obscurité se fait sur la scène. Dans cette obscurité et sur la musique, la voix de Cadwell, étrangement modifiée par le haut-parleur, continue...)

CADWELL. — Quand soudain éclate une décharge de mousqueterie.

SCÈNE II

FÉVRIER 1716. LA CABINE DU TROIS-MÂTS *La Fortune*, SUR LES MERS CARAÏBES.

La musique cesse. La lumière se fait sur le décor de la scène première. Ont seulement disparu les chaises, le bureau et le téléphone. Et le hublot s'ouvre sur une mer ensoleillée. Évangéline est assise devant la lourde table et elle est vraiment telle que l'a décrite Cadwell : « un ange avec des lèvres de femme ». Le Duc a mis ses mains sur les épaules de sa fille et, comme elle, écoute. Un moment d'attente angoissée.

Soudain éclate une décharge de mousqueterie...

UNE VOIX DE FEMME, *hurlant.* — Au secours !

ÉVANGÉLINE. — Recevez-les, Vierge de la mer.

(Un long silence.)

LE DUC. — L'heure est venue, Évangéline. Il n'y avait plus qu'eux entre la mort et nous.

ÉVANGÉLINE, *très simplement.* — Je suis prête.

LE DUC. — Comment ne le serais-tu pas, cher ange, à dix-sept ans ! *(Avec amertume.)* Quelles fautes Dieu t'a-t-il laissé le temps de commettre ?

ÉVANGÉLINE, *en souriant.* — Je ne crois pas avoir fait beaucoup de mal.

LE DUC. — C'est peut-être celui que j'ai causé que tu expies...

ÉVANGÉLINE, *incrédule.* — Vous ? Mon père ?

LE DUC. — Le nom que tu viens de me donner t'a caché l'homme que j'étais... Écoute, Évangéline, il est des questions que tu ne m'as pas posées, auxquelles il est temps de répondre maintenant. Des choses que je t'ai cachées, que tu es en droit d'apprendre.

ÉVANGÉLINE. — A quoi bon ?

(Roulement de tambour funèbre.)

ÉVANGÉLINE. — Prions !

LE DUC. — Je ne saurais prier le Dieu qui autorise de pareilles choses.

ÉVANGÉLINE. — Pardonnez-lui ce blasphème, Seigneur, il va perdre son enfant.

(A ce moment éclate au dehors le chœur joyeux des pirates.)

Nargue la mer, nargue le sort
Nargue la fille et la tempête,
Sache que ta potence est prête.
L'espoir est puni de mort.

(Silence.)

LE DUC. — Ils viennent. Ils seront ici dans un instant. Pardonne-moi Évangéline.

ÉVANGÉLINE. — Qu'ai-je à vous pardonner ? Je ne tenais pas encore la vie.

(Paméla entre et se jette aux pieds d'Évangéline.)

PAMÉLA, *entre deux sanglots.* — Maîtresse, maîtresse, ils les ont tous tués.

LE DUC, *atterré.* — Tous ?

PAMÉLA. — Tous. Même Romulus. Même le pauvre nègre.

LE DUC. — Mais pourquoi ?

PAMÉLA. — Je ne sais pas. *(Elle ne peut pas comprendre.)* Même Romulus !

LE DUC. — Ils les ont jugés ?

PAMÉLA. — Pas jugés. Tués. Les douze blancs et mon homme. Ils sont treize morts maintenant. Romulus a demandé pardon aux autres de mourir avec eux. *(Elle pleure.)* Le capitaine lui a serré la main. Il savait bien que ce n'était pas sa faute.

ÉVANGÉLINE, *bouleversée.* — Mon pauvre Romulus !

PAMÉLA. — N'est-ce pas, maîtresse ? S'ils se mettent à tuer les nègres maintenant ?

LE DUC, *les dents serrées.* — Ils seront vengés.

PAMÉLA, *avec rage.* — Pas Romulus. On vengera les autres. On ne vengera pas Romulus. Personne ne venge les pauvres nègres.

LE DUC, *solennel.* — Si, je te jure que si.

PAMÉLA, *sanglote.* — Un cuisinier !... Voilà que ces démons fusillent aussi les cuisiniers.

LE DUC. — Tu étais là ? Tu as vu ?

PAMÉLA. — Oui, j'ai vu. C'est un misérable avec un grand œil tout noir et un petit œil tout vert qui a fait le signe avec son épée. *(Elle pleure.)* Ils sont tombés tous en même temps.

LE DUC. — Mais nous ? Pourquoi ne nous ont-ils pas tués avec les autres ?

PAMÉLA. — J'ai essayé. Ils m'ont chassée du plat de leur sabre en

me disant : « Ce n'est pas un jeu pour les femmes ». *(Avec étonnement.)* Ils riaient.

ÉVANGÉLINE, *s'agenouillant au milieu de la cabine.* — Mon Dieu ! Je ne vous ai jamais rien demandé. Je vous ai prié tous les jours mieux qu'aucune de mes compagnes. J'eusse été votre servante si mon père n'en avait autrement décidé. Je sais que vous êtes bon, mais je sais aussi que vous êtes juste. *(Sauvagement.)* Faites qu'on les pende.

PAMÉLA, *répétant avec ferveur.* — Faites qu'on les pende.

ÉVANGÉLINE. — Et faites qu'ils souffrent beaucoup avant de mourir.

PAMÉLA. — Et faites qu'ils souffrent beaucoup avant de mourir.

ÉVANGÉLINE. — Ainsi soit-il.

(Elle fait le signe de la croix.)

(Kid Jackson est entré suivi de Cristobal N'a-qu'un-Œil. L'allure et le costume de Kid Jackson diffèrent peu de ceux qu'on imagine à Jean Bart. Seulement sa dureté est aristocratique et il est courtois. Cristobal N'a-qu'un-Œil est le type même du pirate. Un carré noir couvre son œil droit. Il est enveloppé d'un long manteau noir et le seul ornement de son costume est une énorme ceinture de cuir, au travers de laquelle sont passés deux pistolets et de laquelle pend une interminable colichemarde. N'a-qu'un-Œil s'appuie dans le chambranle de la porte et y demeure, suivant la scène d'un œil aigu.)

KID JACKSON. — Voilà des prières comme je les aime.

(Il jette lourdement son épée sur la table. Évangéline s'est relevée.)

N'A-QU'UN-ŒIL. — Chiennes de femmes ! Tu devrais les faire fouetter.

(Il fait aussi le signe de la croix.)

KID. — Une de vos demandes en tout cas était inutile, Mesdames. Nous serons pendus, c'est certain... si nous ne sommes pas noyés. *(Il rit.)*

LE DUC. — Épargnez-nous vos facéties. Nous sommes prêts.

KID. — A quoi ?

LE DUC. — A mourir. Notre heure n'est-elle pas venue ?

KID. — Nullement.

LE DUC. — Nous n'allez pas nous assassiner comme les autres ?

KID. — Non.

LE DUC. — De quel droit, je vous prie ? Nous sommes aussi innocents qu'eux.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Ce vieillard me déplaît.

KID. — Tout d'abord parce que votre Seigneurie fera un otage des plus convenables. Ensuite, parce que j'ai obtenu qu'on épargnerait les femmes.

LE DUC, *amer.* — Les femmes seulement.

KID. — Oui. Vous le savez. *(Avec un regret qui semble sincère.)* J'ai dû me séparer de vos compagnons.

LE DUC. — Vous êtes un homme affreux.

KID, *argument sans réplique.* — Nous manquons d'eau. (*Silence.*) Douze soifs de plus nous eussent été fatales. J'ai d'ailleurs fait connaître à ces messieurs les raisons de mon geste. (*A Cristobal.*) Tu t'es excusé, n'est-ce pas?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Ces messieurs ont très bien compris.

KID. — C'étaient des marins.

PAMÉLA, *dans une espèce d'aboiement sauvage.* — Pas Romulus. Romulus était cuisinier, et vous l'avez tué quand même.

KID, *avec reproche.* — Oh! Pourquoi le nègre?

N'A-QU'UN-ŒIL. — J'ai pensé qu'il boirait beaucoup.

KID. — Je regrette d'avoir eu à fusiller vos amis. On vous dira que ce n'est pas là mon habitude. Mais au cours d'un naufrage, on assomme impitoyablement celui qui veut monter dans une barque trop chargée. C'est ce que j'ai fait.

LE DUC. — Bourreau!

KID. — Vous me jugerez autrement quand, dans huit jours, ce sera leur mort qui vous permettra de boire.

(A ce moment, Kid Jackson qui n'avait pas encore vu le visage d'Évangéline, l'aperçoit.)

KID, *profondément.* — Comme vous êtes belle!

ÉVANGÉLINE. — Vous venez de m'en punir.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Je t'avais dit qu'elle était belle.

KID, *sans quitter des yeux la jeune fille, désignant à Cristobal le Duc et Paméla.* — Emmène-les...

N'A-QU'UN-ŒIL. — Hé là! Hé là! Doucement.

KID. — Doucement?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Elle n'est pas à toi.

KID. — A qui est-elle donc?

N'A-QU'UN-ŒIL. — A moi peut-être.

KID. — Et ma part de prise?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Ta part de prise, c'est qu'on *épargne* les femmes.

KID. — Eh bien?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Ta part de prise, c'est *leur ration d'eau*, et j'estime que les camarades ont été généreux en acceptant. Tu leur demandes quelques heures de leur vie.

KID. — Alors, elle n'est pas à moi?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Peut-être, si. Mais il faut que tu la gagnes.

KID. — Sur qui?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Sur moi. *(Le Duc fait un mouvement vers l'épée de Jackson.)* — Et si le père bouge, je lui casse la tête, tout otage qu'il est.

ÉVANGÉLINE. — Ne craignez rien pour moi, mon père.

LE DUC. — Comment tolérer ce marché qu'ils font de ton honneur?

ÉVANGÉLINE. — Mon honneur n'est pas en question. Je le prouverai l'heure venue.

KID, *bonhomme*. — Peut-être, en effet, pourrions-nous épargner nos discussions à ce vieil homme. *(Il appelle.)* : Flanigan !

(Un pirate des plus affreux paraît. Une barbe hirsute lui mange le visage, des boucles d'or énormes trouent ses larges oreilles.)

FLANIGAN. — Capitaine ?

KID. — Emmène ces deux-là dans la cabine de Cristobal. Et reviens avec eux quand je te rappellerai. *(Le Duc et Paméla sortent accompagnés de Flanigan.) (Un long silence.)*

KID, *à N'a-qu'un-Œil*. — Ne me la cèderas-tu pas de bon vouloir ?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Non, elle me plaît.

ÉVANGÉLINE, *avec un étonnement infini, sans répulsion*. — Je lui plais ?

KID. — Autrefois, tu recherchais les brunes un peu grasses.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Elle est trop maigre, je l'admets. Mais elle est courageuse. J'aime le courage, même dans l'amour.

ÉVANGÉLINE, *sans frayeur, très froidement*. — C'est horrible.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Et puis, c'étaient par trop de Hollandaises et d'Espagnoles, avoue-le.

ÉVANGÉLINE, *sincèrement étonnée*. — Et les Espagnoles ne sont pas tuées ?

N'A-QU'UN-ŒIL, *gracieux*. — Non, mon petit diamant, jamais.

ÉVANGÉLINE. — Et les Hollandaises ne vous ont pas tué ?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Elles ont manqué de le faire. Mais tu ne peux pas encore comprendre comment.

(Il rit d'un rire équivoque.)

KID, *brusquement*. — Je te la paie son poids d'or.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Elle est trop maigre.

KID. — Son poids de pierreries.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Je comptais lui donner les miennes.

KID. — Son poids d'eau.

N'A-QU'UN-ŒIL, *abasourdi*. — Son poids d'eau ?

KID. — Et je déduirai celui de la jarre.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Mais tu es fou. Tu mourras de soif.

KID. — J'ai encore plus soif d'elle.

ÉVANGÉLINE, *très surprise sans être flattée*. — Vous m'avez à peine vue.

KID, *simplement*. — Je vous connaissais avant de vous avoir rencontrée. Vous êtes celle que j'attendais.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Mais son poids d'eau, c'est presque cinquante litres ?

KID. — Je le sais.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Tu donneras cinquante litres pour cette fille ?

KID, *argument sans réplique.* — Nous manquons d'eau. (*Silence.*) Douze soifs de plus nous eussent été fatales. J'ai d'ailleurs fait connaître à ces messieurs les raisons de mon geste. (*A Cristobal.*) Tu t'es excusé, n'est-ce pas?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Ces messieurs ont très bien compris.

KID. — C'étaient des marins.

PAMÉLA, *dans une espèce d'aboiement sauvage.* — Pas Romulus. Romulus était cuisinier, et vous l'avez tué quand même.

KID, *avec reproche.* — Oh! Pourquoi le nègre?

N'A-QU'UN-ŒIL. — J'ai pensé qu'il boirait beaucoup.

KID. — Je regrette d'avoir eu à fusiller vos amis. On vous dira que ce n'est pas là mon habitude. Mais au cours d'un naufrage, on assomme impitoyablement celui qui veut monter dans une barque trop chargée. C'est ce que j'ai fait.

LE DUC. — Bourreau!

KID. — Vous me jugerez autrement quand, dans huit jours, ce sera leur mort qui vous permettra de boire.

(A ce moment, Kid Jackson qui n'avait pas encore vu le visage d'Évangéline, l'aperçoit.)

KID, *profondément.* — Comme vous êtes belle!

ÉVANGÉLINE. — Vous venez de m'en punir.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Je t'avais dit qu'elle était belle.

KID, *sans quitter des yeux la jeune fille, désignant à Cristobal le Duc et Paméla.* — Emmène-les...

N'A-QU'UN-ŒIL. — Hé là! Hé là! Doucement.

KID. — Doucement?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Elle n'est pas à toi.

KID. — A qui est-elle donc?

N'A-QU'UN-ŒIL. — A moi peut-être.

KID. — Et ma part de prise?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Ta part de prise, c'est qu'on *épargne* les femmes.

KID. — Eh bien?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Ta part de prise, c'est *leur ration d'eau*, et j'estime que les camarades ont été généreux en acceptant. Tu leur demandes quelques heures de leur vie.

KID. — Alors, elle n'est pas à moi?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Peut-être, si. Mais il faut que tu la gagnes.

KID. — Sur qui?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Sur moi. *(Le Duc fait un mouvement vers l'épée de Jackson.)* — Et si le père bouge, je lui casse la tête, tout otage qu'il est.

ÉVANGÉLINE. — Ne craignez rien pour moi, mon père.

LE DUC. — Comment tolérer ce marché qu'ils font de ton honneur?

ÉVANGÉLINE. — Mon honneur n'est pas en question. Je le prouverai l'heure venue.

KID, *bonhomme*. — Peut-être, en effet, pourrions-nous épargner nos discussions à ce vieil homme. *(Il appelle.)* : Flanigan !

(Un pirate des plus affreux paraît. Une barbe hirsute lui mange le visage, des boucles d'or énormes trouent ses larges oreilles.)

FLANIGAN. — Capitaine ?

KID. — Emmène ces deux-là dans la cabine de Cristobal. Et reviens avec eux quand je te rappellerai. *(Le Duc et Paméla sortent accompagnés de Flanigan.) (Un long silence.)*

KID, *à N'a-qu'un-Œil*. — Ne me la cèderas-tu pas de bon vouloir ?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Non, elle me plaît.

ÉVANGÉLINE, *avec un étonnement infini, sans répulsion*. — Je lui plais ?

KID. — Autrefois, tu recherchais les brunes un peu grasses.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Elle est trop maigre, je l'admets. Mais elle est courageuse. J'aime le courage, même dans l'amour.

ÉVANGÉLINE, *sans frayeur, très froidement*. — C'est horrible.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Et puis, c'étaient par trop de Hollandaises et d'Espagnoles, avoue-le.

ÉVANGÉLINE, *sincèrement étonnée*. — Et les Espagnoles ne sont pas tuées ?

N'A-QU'UN-ŒIL, *gracieux*. — Non, mon petit diamant, jamais.

ÉVANGÉLINE. — Et les Hollandaises ne vous ont pas tué ?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Elles ont manqué de le faire. Mais tu ne peux pas encore comprendre comment.

(Il rit d'un rire équivoque.)

KID, *brusquement*. — Je te la paie son poids d'or.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Elle est trop maigre.

KID. — Son poids de pierreries.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Je comptais lui donner les miennes.

KID. — Son poids d'eau.

N'A-QU'UN-ŒIL, *abasourdi*. — Son poids d'eau ?

KID. — Et je déduirai celui de la jarre.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Mais tu es fou. Tu mourras de soif.

KID. — J'ai encore plus soif d'elle.

ÉVANGÉLINE, *très surprise sans être flattée*. — Vous m'avez à peine vue.

KID, *simplement*. — Je vous connaissais avant de vous avoir rencontrée. Vous êtes celle que j'attendais.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Mais son poids d'eau, c'est presque cinquante litres ?

KID. — Je le sais.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Tu donneras cinquante litres pour cette fille ?

KID, *joyeusement.* — Oui.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Je refuse alors. Car elle est un danger pour toi.

ÉVANGÉLINE, *sans coquetterie.* — Je suis déjà un danger pour vous?

KID. — Un danger de toutes les secondes.

N'A-QU'UN-ŒIL, *furieux.* — Tu oses l'admettre devant moi?

KID, *menaçant.* — N'oublie pas que sa vie est ma part de prise.

N'A-QU'UN-ŒIL. — A quoi la jouons-nous? Au passe dix?

ÉVANGÉLINE, *sans expression.* — Vous allez me jouer aux dés?

KID. — Et je vous conseille de prier votre Dieu que je gagne.

ÉVANGÉLINE. — C'est fait.

(Cristobal N'a-qu'un-Œil tire alors trois dés de sa poche, fait le signe de la croix, dirige contre Évangéline deux doigts en forme de cornes, pour conjurer le sort, souffle sur les dés et les lance.)

N'A-QU'UN-ŒIL. — Seize! *(Avec un rire.)* Tu ne pourras pas faire mieux!

(Silence.)

KID. — Laissez-moi vous regarder avant que de vous perdre.

ÉVANGÉLINE. — Vous ne m'avez pas encore perdue.

N'A-QU'UN-ŒIL, *impatient.* — Qu'attends-tu?

KID. — Je me donne deux minutes d'espoir. *(A Évangéline) :* Comme vous êtes belle! *(A Cristobal) :* Écoute, Cristobal, si tu me la donnes, tu seras le chef, je t'obéirai.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Imbécile, crois-tu que les autres accepteraient?

KID. — Tu la veux autant que moi?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Oui. Et j'ai seize!

KID. — Le sort en est jeté. *(Il agite les dés dans sa main) :* Priez la Vierge : c'est d'elle surtout que vous avez besoin, en ce moment. *(En s'éloignant, il lance les dés) :* Dix-huit!

N'A-QU'UN-ŒIL, *qui regarde les dés.* — Tu as triché.

KID. — Remercie le diable que nous soyons seuls. Si quelqu'un d'autre t'avait entendu dire cela, je te tuais sur place.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Hé! Je ne l'aurais pas dit.

KID. — Maintenant, écoute-moi, Cristobal Je n'admettrai aucun accident. Ni la vergue qui tombe sur elle, ni le paquet de mer qui l'enlève. Ta vie me repondra de la sienne.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Je le déplore.

KID, *à Évangéline, très joyeux.* — Je vous ai gagnée. Gagnée!

ÉVANGÉLINE. — Je ne suis ni Espagnole, ni Hollandaise. Vous vous réjouissez trop vite.

KID. — Pourquoi?

ÉVANGÉLINE. — Vous m'avez conseillé de recourir à la Madone, alors je l'ai priée aussi contre vous.

KID. — Je lui brûlerai quelques cierges et quelques hérétiques.

ÉVANGÉLINE. — On ne l'achète pas si facilement. Elle défend l'honneur des filles.

KID. — Quel besoin en aura-t-elle? Je vous respecterai.

N'A-QU'UN-ŒIL, *au comble de la surprise.* — Quoi?

KID. — Vous ne serez à moi que lorsqu'il vous plaira.

ÉVANGÉLINE. — Je mourrai donc vierge.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Comment, les sacrifices que tu faisais, c'était pour la garder inutilisée?

KID, *à Évangéline.* — Je veux vous devoir à vous-même et non au hasard de la guerre.

ÉVANGÉLINE, *avec une grande curiosité.* — Est-ce possible? Vous croyez sincèrement que je vous aimerai un jour?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Imbécile! La force seule te donnera cette femme.

KID. — Elle connaît ma force. C'est ma faiblesse qui l'étonnera.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Si tu veux qu'elle t'aime, attache-la sur ton lit.

(Il sort. Kid et Évangéline se regardent.)

ÉVANGÉLINE. — Ma reconnaissance m'oblige sans doute à tolérer que vous me parliez d'amour!...

KID. — Je ne veux rien devoir à votre reconnaissance!

ÉVANGÉLINE. — Que voulez-vous?

KID. — Te regarder.

ÉVANGÉLINE. — Vous avez besoin d'être seul pour cela?

KID. — Oui. Depuis que je suis seul, je te vois mieux. L'idée qu'il se faisait de toi m'empêchait de te connaître.

ÉVANGÉLINE. — Et maintenant?

KID. — J'ai vu ma chance sur ton visage.

ÉVANGÉLINE. — Où est-elle?

KID. — Sur tes lèvres. Tu as des lèvres vivantes.

ÉVANGÉLINE. — Pour vous dire : « Non... »

KID. — Le reste n'a pas l'air vrai. Je ne compte que sur tes lèvres.

ÉVANGÉLINE. — A tort...

KID. — Tu me parlais de ta reconnaissance tout à l'heure. Ne m'en garde pas. Il est vrai que je t'ai sauvé la vie. Mais pour combien de temps? Nous pouvons mourir d'un boulet, ce qui est glorieux. Dans un cyclone, ce qui est horrible. De soif, ce qui est long. Je peux mourir pendu...

ÉVANGÉLINE. — ... Ce qui me sauve.

KID. — Non, et c'est pour cela que tu ne me dois rien. Je viens de comprendre une chose en te regardant, c'est que je ne mourrai tranquille que si tu meurs avant moi.

ÉVANGÉLINE. — Voilà une fâcheuse nouvelle...

KID. — Je ne pourrai pas supporter l'idée de te laisser à un autre. Au premier risque sérieux, je te tuerai.

ÉVANGÉLINE. — Vous ne pouvez déjà m'aimer tant que cela...

KID. — Si...

ÉVANGÉLINE. — Vous me tuerez?

KID. — Par derrière, lâchement, pour en avoir le courage.

ÉVANGÉLINE. — C'est très touchant. L'idée que vous me tuerez ne suffit pourtant pas à vous satisfaire.

KID. — Presque.

ÉVANGÉLINE. — Vous espérez aussi que je vous aimerai?

KID. — Je n'espère jamais. Mais je sais attendre...

ÉVANGÉLINE. — Nous n'aurons pas beaucoup de temps.

KID. — ...Peut-être parce que je n'ai pas beaucoup de temps.

ÉVANGÉLINE. — Si vous dites vrai, je vais vous faire souffrir.

KID. — Je veux souffrir. C'est la seule sensation que je n'aie pas encore connue.

ÉVANGÉLINE. — A votre aise...

KID. — Je ne t'aimerais pas si j'avais peur de souffrir. Tu es si jolie.

ÉVANGÉLINE. — Je suis si jolie? *(Avec une coquetterie involontaire)* : Vous acceptiez pourtant de me perdre tout à l'heure.

KID, *riant*. — Quand?

ÉVANGÉLINE. — Aux dés...

KID, *riant toujours*. — Si j'avais perdu, je le tuais.

ÉVANGÉLINE. — C'est votre ami pourtant...

KID. — Il l'a bien prouvé, quand il s'est aperçu que je trichais. Il ne l'aurait pas accepté d'un autre.

ÉVANGÉLINE, *étonnée*. — Vous avez triché?

KID. — Naturellement. Cristobal aussi a une bonne Vierge très puissante. J'ai craint pour la tienne. Comment aurais-je accepté de te perdre, moi qui offrais pour toi cinquante litres d'eau?

ÉVANGÉLINE. — Je n'ai jamais eu soif. Je me rends sans doute mal compte.

KID. — Pourquoi ne peux-tu pas m'aimer? Est-ce à cause de ce fiancé que tu as?

ÉVANGÉLINE. — Vous savez que je suis fiancée?

KID. — Mes matelots se partageaient ton trousseau, tout à l'heure. Tu aurais dû voir mon nègre dans ta robe de mariée.

(Il rit.)

ÉVANGÉLINE. — Cela m'est égal, l'étoffe ne m'en plaisait pas.

KID, *dur*. — Qui est ton fiancé?

ÉVANGÉLINE. — Je ne l'ai jamais vu. Son père et le mien ont tout décidé par lettres.

KID, *avec rage*. — Et je n'ai pas coulé le bateau qui les portait.

ÉVANGÉLINE. — Non.

KID, *attaquant*. — Ainsi donc, tu ne peux pas m'aimer. Moi qui,

depuis que je te connais, t'ai sauvé deux fois la vie, mais tu cours les mers pour t'offrir à cet homme que tu n'as jamais vu. Ces baisers qui te déshonoreraient, si je te les donnais, tu vas les tendre à cette bouche que tu ne connais pas. Je suis un pirate, c'est vrai, mais le crime de cet homme, j'ai refusé de le commettre. J'ai refusé de t'attacher sur mon lit alors que lui t'enchaîne au sien par la parole de ton père.

ÉVANGÉLINE. — Me conseillez-vous de tricher comme vous?

(Il rit, désarmé.)

KID. — Approche.

ÉVANGÉLINE. — Non.

KID. — As-tu peur? *(Elle approche, presque tout contre lui.)* Pourquoi ne veux-tu pas m'aimer? Ce ne serait même pas un crime.

ÉVANGÉLINE. — Je ne veux pas.

KID. — Si j'avais tué ton père, cela rendrait la chose un peu plus difficile, mais puisque je l'ai sauvé.

(Il la soulève dans ses bras. Elle le gifle. Il rit. N'a-qu'un-Œil, Flanigan et Vent-Debout sont entrés silencieusement dans la pièce. Ils ont le pistolet au poing.)

(Kid les aperçoit, repose à terre Évangéline nullement effrayée.)

KID, *très froidement.* — Oh! Oh! Qu'est-ce? Une mutinerie?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Donne-lui le nom que tu voudras. Nous exigeons cette femme.

KID. — Pour la tuer?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Oui, nous te le promettons. *Seulement* pour la tuer.

KID. — Il était dit qu'aujourd'hui on ne te parlerait que de cela.

N'A-QU'UN-ŒIL, *trompé par cette bonhomie.* — Tu nous la donnes?

KID. — Depuis quand mes parts de prises sont-elles remises en question par le premier venu?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Cette femme te porte malheur. Songe à ce qu'elle t'a déjà fait faire aujourd'hui.

KID. — Expliquons-nous. *(Il avance sur N'a-qu'un-Œil.)* Cristobal, je t'ai laissé la Consuelita; et pourtant, c'étaient son mauvais œil et le tien qui nous avaient jetés sur les rochers.

FLANIGAN. — C'est bien vrai.

KID, *se retournant violemment sur lui.* — Flanigan, je t'ai laissé le petit Chinois et pourtant c'étaient vos chienneries napolitaines à tous deux qui nous avaient lancés dans le cyclone.

FLANIGAN. — Ou le timonier...

KID. — La fille de Java était malade. J'ai laissé Nicanor mourir de sa maladie puisque cela lui plaisait.

VENT-DEBOUT. — Oui.

KID. — Alors de quel droit venez-vous maintenant discuter les prises de votre chef?

VENT-DEBOUT. — Tu as offert cinquante litres pour sa vie.

KID. — Mais toi-même, Vent-Debout, n'as-tu pas jeté aux requins notre meilleur gabier, parce qu'il plaisait trop à la Française?

VENT-DEBOUT. — Jamais.

KID. — Vous parlez de mauvais œil. Vous craignez qu'elle ne vous porte malheur. Regardez-la donc au contraire, elle vous préservera de la tempête.

ÉVANGÉLINE, *avec violence*. — Je ne veux pas.

KID, *bonhomme*. — On ne choisit pas ses protégés. Si tu crois que Notre-Dame du Bon-Secours est flattée d'être la patronne de Cristobal...

N'A-QU'UN-ŒIL. — Trêve de madrigaux. Donne-nous cette femme.

KID, *avec une immense fureur*. — Ah! ça! Ne me suis-je pas fait comprendre?

N'A-QU'UN-ŒIL. — Il est envoûté. Je vous l'avais dit.

KID. — Qui est votre chef, messieurs les mutins?

FLANIGAN, *désignant Cristobal*. — Lui.

N'A-QU'UN-ŒIL, *hardiment*. — Moi.

KID. — Joli fait d'armes à consigner sur ton journal, traître borgne.

N'A-QU'UN-ŒIL, *chaleureux*. — Nous n'avons d'autre maître que toi. Mais nous avons besoin de ton intelligence et de ta volonté. Cette fille te les dérobe. Nous voulons garder notre Kid. Laisse-nous la tuer, je t'en prie. Alors tu n'y penseras plus.

KID. — Non, car c'est à ce moment-là que je ne pourrai penser à autre chose.

FLANIGAN. — Tu crois cela parce que tu n'as pas satisfait ton envie. Prends-la d'abord et donne-la nous.

KID. — Qui es-tu, chacal, pour octroyer des permissions à Kid Jackson? Je te ferai fouetter jusqu'à ce que ta peau tombe en rubans.

FLANIGAN. — Si tu veux, mais tue-la.

VENT-DEBOUT. — Tue-la.

KID, *à haute voix*. — N'ai-je donc que ces trois chiens sur mon navire? A moi, vous autres!

N'A-QU'UN-ŒIL. — Ils pensent comme nous.

KID, *ricanant*. — Jusqu'ici c'était moi qui pensais pour tout le monde. Puisqu'il en est autrement désormais, je me résigne.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Nous te retrouvons.

KID. — Oh! pas comme vous l'entendez. Vous ne toucherez pas, bien entendu, à un seul des cheveux de celle-ci. Seulement, voici mon coffre. *(Il l'attire par un prodigieux effort au milieu de la cabine.)* Il est à vous.

FLANIGAN et VENT-DEBOUT. — Hurrah!

KID. — Il est plein jusqu'au bord de diamants, d'or et de pierreries. *(A Cristobal)* : Je compte sur vous pour que chacun en ait sa juste part. Ce sera le présent d'adieu de votre *ancien* capitaine.

N'A-QU'UN-ŒIL. — De notre ancien capitaine? Que veux-tu dire?

KID, *sur un ton glacé.* — Où quelqu'un discute, il n'y a pas place pour moi.

FLANIGAN, *avec véhémence.* — Mais c'est impossible.

KID. — En échange de tout cela et des victoires que je vous ai données, et de la gloire que je vous ai value, je vous demande peu de chose : une chaloupe avec deux jours d'eau et deux jours de vivres, pour nous embarquer, elle et moi.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Quelle folie ! Tu es à six jours de la terre.

KID. — Je ne refuse pas six jours de provisions. J'en demande deux. *(A Évangéline) :* Viendras-tu?

(Silence d'Évangéline.)

FLANIGAN. — Elle ne répond pas.

VENT-DEBOUT. — Elle t'abandonne...

N'A-QU'UN-ŒIL. — Tu nous auras trahis inutilement.

KID, *sans se retourner, à Évangéline.* — Sois tranquille pour ton père. Ils ne se priveront pas d'un pareil otage, surtout moi parti. Viendras-tu?

ÉVANGÉLINE, *après un dernier regard aux pirates.* — Oui.

KID. — Merci. *(A Cristobal)* Donnez des ordres, capitaine.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Non. Nous avons plus besoin de toi que nous n'avons peur d'elle. Reste et garde-la.

KID. — Si je reste *(à Vent-Debout et à Flanigan) :* c'est le fouet pour vous deux. *(A N'a-qu'un-Œil) :* et les fers pour toi.

N'A-QU'UN-ŒIL. — Nous le savons.

FLANIGAN. — Euh!... Mais... le coffre?...

KID. — Kid Jackson ne reprend pas ce qu'il a donné.

VENT-DEBOUT et FLANIGAN. — Hurrah !...

VENT-DEBOUT. — Capitaine... une dernière faveur. Quand j'aurai reçu le fouet, pourrais-je avoir la négresse?

KID. — Non.

VENT-DEBOUT, *mécontent.* — Qui l'aura donc?

KID. — Personne. Celui qui lui plaira.

VENT-DEBOUT, *entre ses dents.* — S'il faut plaire aux négresses maintenant.

KID. — Je t'avais chargé des prisonniers, Flanigan.

FLANIGAN. — Willard les garde.

KID. — Amène-les.

(Flanigan et Vent-Debout sortent. Avant de sortir, Flanigan crache dans la direction d'Évangéline.)

N'A-QU'UN-ŒIL. — Quand prendrai-je les fers?

KID *va au hublot.* — La mer est calme. *(Il se retourne vers Cristobal.)* Je n'ai pas besoin de toi.

N'A-QU'UN-ŒIL. — C'est bien. Capitaine, je descends. *(Kid lui serre la main.)*

(Il sort.)

(Ils sont seuls une fois encore. Il s'approche d'elle, l'embrasse longuement sans qu'elle se défende. Elle se dégage soudain et le gifle. Le Duc paraît.)

KID, *giflant le Duc.* — Faites passer ! *(Gaîment.)* Excusez-moi... mais il n'y a que vous qui puissiez la lui rendre.

(Il sort.)

LE DUC. — Une arme. Que n'ai-je une arme !

(Paméla entre en coup de vent.)

PAMÉLA, *affolée.* — Maîtresse... un horrible homme barbu est venu tout à l'heure. Il m'a dit qu'il voulait s'amuser de moi... *(Avec indignation.)* De moi ! Même Romulus ne voulait plus ! Quels sauvages !...

ÉVANGÉLINE. — Rassure-toi. Le chef a promis qu'on ne te toucherait pas.

(Flanigan paraît dans l'embrasure de la porte.)

FLANIGAN. — Ah ! tu croyais nous prendre notre chef ?

(De la porte, il tire un coup de pistolet, le Duc s'est jeté devant sa fille. Il tombe. Flanigan s'enfuit. Mélodrame à l'orchestre.)

ÉVANGÉLINE, *se jetant à genoux.* — Mon père...

PAMÉLA. — Monseigneur...

LE DUC. — C'est fini. J'ai mon compte.

PAMÉLA. — J'étais là et je vous ai laissé mourir.

ÉVANGÉLINE. — Pourquoi m'avoir sauvée, mon père ? Cela m'eût évité le péché de me donner la mort.

LE DUC, *avec un faible sourire.* — Je n'ai pas eu le temps de réfléchir. Maintenant, pardonne-moi très vite, car mes minutes sont comptées, je suis si coupable envers toi, si coupable.

ÉVANGÉLINE. — Vous, mon père ?...

LE DUC. — Ce mariage, c'est mon orgueil qui l'a voulu.

ÉVANGÉLINE. *se défendant contre cette idée.* — Non. Non !

LE DUC. — Ma fille, je m'accuse... je m'accuse de m'être servi de toi... je m'accuse de t'avoir vendue... et à quel homme horrible... C'est peut-être un grand bonheur que ces coquins ne nous aient pas permis d'arriver.

ÉVANGÉLINE. — Un grand bonheur ?

LE DUC. — Tu m'as pardonné ta mort. Tu ne m'aurais peut-être pas pardonné ta vie.

(Évangéline regarde la porte par où le Kid est sorti.)

LE DUC. — Adieu, Évangéline. *(Il expire.)*

ÉVANGÉLINE. — Recevez-le, Seigneur !

PAMÉLA, *avec rage.* — Et vengez-le, Seigneur. Vengez-le.

ÉVANGÉLINE. — Faites qu'on pende le borgne !

(La lumière diminue progressivement pendant la prière, pour s'éteindre complètement sur le dernier mot d'Évangéline, tandis qu'éclate la chanson des pirates. Deuxième sonnerie. La musique cesse. On entend dans l'obscurité la voix de Kay, bizarrement transformée.)

KAY. — Allo, miss Morgan. Monsieur Ley n'est pas visible en ce moment. De quoi s'agit-il ?

B.W. LEY. — Je n'y suis pour personne.

KAY. — C'est la salle de projection B. On demande à quelle heure vous voulez voir les trois premières bobines du *Poison des Borgia* ?

B.W. LEY. — Cinq heures.

KAY, *au téléphone*. — Cinq heures. Merci.

(La lumière est complètement revenue. Les personnages sont à la même place qu'à la fin de la scène première.)

SCÈNE III

OCTOBRE 1936. LE STUDIO, UN QUART D'HEURE APRÈS LA SCÈNE PREMIÈRE

(Tous parlent avec la plus grande exaltation.)

FRANK. — Et alors, elle a dit : « Faites qu'on pende le borgne » ?

CADWELL. — Oui. La tempête s'était levée.

RICKARD. — La négresse pleurait dans l'ombre.

CADWELL. — Et Évangéline était seule visible, sous la flamme vacillante de la lampe.

FRANK. — C'est très joli. C'est vraiment une première rencontre comme on s'en souhaiterait.

B.W. LEY. — N'est-ce pas ?

FRANK. — Oui. J'aime bien ce début.

B.W. LEY. — N'est-ce pas ? Il est violent, robuste, il se passe des choses.

CADWELL. — Je te l'ai raconté à ma manière. Avec une façon de voir et des mots peut-être un peu trop d'aujourd'hui, mais c'est bien ainsi qu'ils se rencontrèrent.

FRANK. — C'est historique ?

RICKARD. — Tout ce que nous avons dit, vous le retrouverez dans les mémoires de Cristobal N'a-qu'un-Œil.

B.W. LEY. — Et alors, vous imaginez les premiers plans qu'il y a là-dedans.

RICKARD, *assez vertement*. — Ce n'est pas le métier qui l'intéresse pour le moment. C'est l'histoire.

FRANK. — Je parie que la deuxième gifle qu'elle lui a donnée était moins forte que la première.

CADWELL. — Probablement.

FRANK *se lève, va au coffre, l'ouvre et dit d'un air songeur.* — Vieux Kid. Alors, c'était son coffre.

B.W. LEY. — Officiel. Garanti. Papiers d'antiquaire et tout.

FRANK. — Ma parole, c'est à en rêver.

B.W. LEY. — La pendule aussi. Elle est signée. Il avait dû la voler à un vice-roi quelconque.

FRANK, *devant la pendule.* — Elle marche?

B.W. LEY. — Ah! non... elle doit être arrêtée depuis cent ans, à peu près.

FRANK. — Dommage. Ça m'aurait amusé.

RICKARD, *à Cadwell.* — Ton ami s'amuse d'un rien.

FRANK, *s'asseyant.* — Pour reprendre la chose où tu l'as laissée... Maintenant, Évangéline l'aime naturellement?

CADWELL. — Naturellement. — Mais elle n'en sait rien encore.

FRANCK. — Je me demande ce qu'il faut faire pour la décider.

CADWELL, *excusant Évangéline.* — C'est une jeune fille.

FRANK. — Et alors?

RICKARD, *à Cadwell.* — Toujours ta manie des mots dont personne ne comprend le sens.

FRANK. — Vous vous trompez. J'en ai rencontré une en 21.

RICKARD, *s'excusant.* — Oh!... mes excuses.

FRANK. — Seulement j'estime qu'après ce que le Kid a fait, elle devrait être folle de lui... jeune fille ou pas. *(A Kay) :* N'est-ce pas, mademoiselle?

KAY. — Je ne sais pas, monsieur.

FRANK. — Vous n'avez jamais été jeune fille?

KAY, *digne.* — J'ai tout de suite été dactylo.

FRANK. — Pardon.

B.W. LEY. — Pour en revenir au Kid, vous acceptez, O'Hara, hein? Vous acceptez?

FRANK, *revenu au coffre.* — Fallait-il qu'il l'aime pour tricher...

RICKARD, *surpris.* — C'est ce qui vous étonne le plus?

FRANK. — Pas vous? Pour moi, c'est ce qu'il a fait de plus remarquable.

B.W. LEY, *nerveux.* — Mais enfin, vous acceptez, n'est-ce pas? Vous acceptez?

FRANK. — Probablement.

B.W. LEY. — Merci.

FRANK. — Seulement faudrait couper la gifle au vieux.

CADWELL. — Pourquoi?

FRANK. — Les gosses n'aimeront pas ça...

CADWELL. — Les grandes personnes non plus.

FRANK, *geste de mépris.* — Oh, mais ça... alors... hein? Je pense aux gosses.

CADWELL. — Kid Jackson était un pirate, ne l'oublie pas.

RICKARD. — Et ceci se passait en 1716.

CADWELL. — Et après tout, il l'a vraiment donnée.

FRANK. — Je sais bien que c'était pour la rendre à la petite et que le bonhomme n'est guère intéressant. Mais que ce pauvre vieux reçoive cette mornifle juste au moment de mourir... c'est déplaisant, c'est une chose qui déplaît.

CADWELL. — Jackson faisait des choses comme celles-là.

RICKARD. — Il faut les garder pour que son caractère soit juste.

FRANK. — Tant pis. *(Passionnément.)* Est-ce vrai qu'ils manquaient tellement d'eau?

CADWELL. — Je te ferai lire le journal de bord. Ça été horrible.

FRANK, *rêveur.* — Je suis resté deux jours sans boire, une fois. Alors, je les admire, tu comprends.

CADWELL. — Je comprends.

FRANK. — D'ailleurs, je ne sais pas si c'est à cause de ton histoire, mais je crève de soif.

B.W. LEY. — Que voulez-vous boire?

FRANK. — Whisky.

RICKARD. — Deux.

CADWELL. — Trois.

B.W. LEY, *au groom.* — Quatre. Et vite... vite...

LE GROOM, *avec une dignité immense.* — Mon camarade ici est peut-être le plus rapide groom vivant.

(En effet, le second est parti comme une flèche.)

FRANK. — Ah! W, j'ai quelqu'un d'indispensable pour vous. Un copain à moi... J'ai sûrement de l'acrobatie à faire... des choses un peu dangereuses?...

B.W. LEY. — Ça, oui...

FRANK. — Alors, voilà votre homme. Il n'a peur de rien. Il n'a rien à perdre. Pour vous le décrire en un mot, c'est moi avant votre argent.

B.W. LEY. — Nous verrons.

FRANK. — Cent dollars par semaine. Merci.

B.W. LEY, *protestant.* — Ah, mon cher...

FRANK, *catégorique.* — Merci. Dis donc, la maladie de la fille de Java, est-ce que tu crois que c'était...

CADWELL. — Bien entendu!

(Le groom est arrivé avec les whisky.)

FRANK, *le verre à la main.* — Ah! Bon! Et maintenant nous arrivons tout doucement à la chose principale : Évangéline.

RICKARD, *perplexe.* — Ah ! oui... qui ?

FRANK. — N'a-qu'un-Œil, le borgne, dit d'elle une chose très juste : c'est un petit diamant.

CADWELL. — Ne cherchez pas : je l'ai.

FRANK. — Pas de précipitation : Il s'agit de ne pas se jeter sur un bouchon de carafe.

CADWELL. — Je l'ai. En vous racontant l'histoire et même en l'écrivant, c'était elle que je voyais.

B.W. LEY. — Qui ?

CADWELL. — Georgia Swanee.

B.W. LEY, *étonné.* — Georgia Swanee ?

FRANK. — L'idiote ?

CADWELL. — Ce n'est pas une idiote.

FRANK. — Je ne la connais pas. Mais c'est ce que tout le monde dit.

CADWELL. — On dit bien que tu es une brute.

FRANK. — Justement, c'est vrai.

CADWELL. — Georgia n'a pas d'esprit. Elle n'a pas le sens de la plaisanterie. Il faut lui raconter trois fois une histoire avant qu'elle la comprenne. Mais c'est un des personnages les plus poétiques que j'aie jamais rencontrés.

FRANK. — A cause de ça, peut-être ?

CADWELL. — Elle a des yeux admirables. — Et c'est l'essentiel.

FRANK. — Tu disais que c'étaient les lèvres tout à l'heure.

CADWELL. — Je vous le répète, prenez Georgia Swanee.

B.W. LEY. — Pourquoi pas ?

CADWELL. — Vous la croyez idiote parce qu'elle a traîné dans les cours de vos studios sans s'intéresser aux personnages que vous lui confiez et pour lesquels elle n'est pas faite. Mais regardez-la mieux.

FRANK, *ironique.* — Elle nous préservera de la tempête ?

CADWELL. — Tu ne saurais mieux dire. — Je vous le répète, ce n'est pas après avoir écrit l'histoire que j'ai pensé à elle pour la jouer ; c'est parce que j'ai pensé à elle que j'ai retrouvé Évangéline.

FRANK, *caustique.* — Oh ! alors...

CADWELL. — Bien que ne la connaissant pas, tu l'as tout de même vue ?

FRANK. — Quelquefois, le soir.

CADWELL. — Alors ?

FRANK. — Alors, je voudrais savoir comment elle est quand je ne suis pas saoul.

RICKARD, *sérieux.* — Elle est très belle.

FRANK. — Possible. Moi, je trouve qu'elle n'a pas l'air de vivre.

CADWELL, *enthousiaste.* — Tu ne saurais mieux dire. Mais Évangéline, c'est justement quelqu'un qui n'a pas l'air de vivre.

(Silence très court.)

FRANK. — Elle est la maîtresse de Richard Jones, n'est-ce pas?

CADWELL. — Quel rapport?

FRANK. — Que veux-tu? Je trouve incroyable qu'on soit la maîtresse de Richard Jones.

CADWELL. — Pourquoi? Il est charmant! Il est jeune, il est riche. Il l'adore. Et, excuse-la, elle ne te connaissait pas.

FRANK. — Nous l'aurons tout le temps dans les jambes.

B.W. LEY. — C'est probable. Et je dois vous prévenir, il est maladroit comme un jeune chien. Il m'a mis souvent dans des situations embarrassantes.

FRANK. — Vous?

B.W. LEY. — Il dit tout ce qu'il pense. C'est effrayant.

FRANK. — Et malgré Jones, vous tenez à Georgia Swanee?

B.W. LEY, *à Cadwell.* — Oui. *(Un petit silence.)*

FRANK. — Comment peut-on voir cette merveille?

B.W. LEY. — Rien de plus facile.

KAY, *au téléphone.* — Monsieur Ley attend miss Swanee. Merci. *(Elle raccroche.)*

CADWELL. — Comment? Miss Swanee est ici?

B.W. LEY. — Elle tourne *Lucrèce Borgia.*

FRANK. — Et vous ferez jouer Évangéline par Lucrèce Borgia?

CADWELL. — Sans hésiter.

B.W. LEY. — Et si vous êtes d'accord, c'est fait.

FRANK. — Bravo.

B.W. LEY. — Voilà comment nous travaillons ici. Nous ne perdons pas de temps à réfléchir...

CADWELL, *à Rickard, qui fait un geste pour sortir.* — Où vas-tu?

RICKARD. — Je m'en vais. Elle me plaît trop. Et je n'ai pas envie de souffrir. *(Il sort nonchalamment.)*

FRANK. — Oh, oh... c'est donc un danger public, ta petite camarade?

CADWELL. — Elle est très belle.

FRANK. — Écoute, Cad, je crois que j'aimerais mieux Virginia Hell.

CADWELL. — Tu as peur?

FRANK. — Non, mais j'ai fait deux trois plaisanteries sur ta merveille.

CADWELL. — Sans la connaître.

FRANK. — Où serait le mérite? Et elle a dit que si elle me rencontrait, elle me donnerait des gifles.

B.W. LEY. — Excellent.

FRANK. — Pourquoi?

B.W. LEY. — Excellente publicité!

FRANK, *formel.* — Je n'aime pas recevoir des gifles.

B.W. LEY, *à Frank.* — Tout peut encore s'arranger : échangez-la contre son poids de whisky.

(Entre Adélaïde, l'habilleuse de miss Swanee. C'est une négresse qui ressemble beaucoup à Paméla.)

ADÉLAÏDE. — Est-ce qu'il y a des roses ici ?

FRANK, *étonné.* — Des roses ?

B.W. LEY. — Miss Swanee ne vient pas ?

ADÉLAÏDE. — Elle attend à la porte. Elle attend de savoir s'il y a des roses.

FRANK. — Et une fanfare aussi, peut-être ?

ADÉLAÏDE. — S'il y a des roses, il faut les enlever tout de suite.

FRANK. — Pourquoi ?

ADÉLAÏDE, *sèchement.* — Parce que mademoiselle se trouverait mal.

FRANK, *goguenard.* — Oh... alors, ça...

B.W. LEY, *nerveux.* — C'est très sérieux. L'autre jour, elle est entrée par hasard dans le jardin à la française et elle est tombée raide.

FRANK. — Raide ?

B.W. LEY. — Pendant trois quarts d'heure. Et j'avais sept cents figurants qui attendaient.

FRANK. — Truquage.

B.W. LEY. — J'aurais bien voulu. Quel procès je lui aurais fait ! Mais le docteur a été catégorique. C'est un cas peu fréquent, mais connu. Une reine de France a eu ça. (Une Médicis. Pas la célèbre, l'autre.)

FRANK, *sincèrement admiratif.* — Elle s'évanouit quand elle voit une rose ?

CADWELL. — Telle est Georgia.

B.W. LEY. — Dites à miss Swanee qu'elle peut entrer, qu'il n'y a pas de roses.

ADÉLAÏDE. — Une chaise, vite... Mademoiselle est exténuée... Quatre fois qu'elle empoisonne son frère ce matin.

B.W. LEY, *atterré.* — On a refait quatre fois la scène ?

ADÉLAÏDE. — A cause de son frère, il paraît qu'il meurt mal.

B.W. LEY. — Comment, mal ?

ADÉLAÏDE, *sans malice.* — Beaucoup trop naturellement.

B.W. LEY. — C'est extrêmement ennuyeux.

(Un silence assez long pour être gênant.)

FRANK. — Quel silence !

(Georgia entre. Elle est dans le costume de Lucrèce Borgia.)

FRANK, *à Cadwell.* — Comme elle est belle...

CADWELL. — Je te l'ai assez dit.

GEORGIA, *regardant autour d'elle.* — Oh !... *(Elle aperçoit le coffre.)* Oh !...

CADWELL. — Qu'avez-vous ?

B.W. LEY, *déjà inquiet.* — Une rose dans un coin que nous n'aurons pas vue...

GEORGIA. — Non, ce n'est rien. Rien du tout. *(Elle se lève, regarde autour d'elle.)* Excusez-moi. *(Elle aperçoit la pendule.)* Oh !

FRANK. — C'est peut-être mon eau de Cologne.

(Il hume l'air.)

GEORGIA, *venant à lui.* — Je reconnais cet humour. *(Elle le regarde.)* Monsieur O'Hara sans doute ?

FRANK. — C'est pour les gifles ?

GEORGIA. — Peut-être.

FRANK. — Alors, oui.

(Silence. Ils se fixent.)

GEORGIA. — On m'a rapporté vos plaisanteries, monsieur. Vous devez être bien spirituel.

FRANK, *profondément.* — Comme vous êtes belle...

GEORGIA. — Je sais que vous le pensez, vous l'avez dit à qui voulait l'entendre : « C'est une belle statue... Surtout par le cerveau. »

(Elle lui tourne le dos. Rires de Kay et de B.W. Ley.)

GEORGIA. — Mais je ne suis pas venue ici pour gifler monsieur O'Hara. De quoi s'agit-il ?

B.W. LEY. — Vous avez fini Lucrèce Borgia, n'est-ce pas ?

GEORGIA. — Presque. Dès que j'aurai empoisonné César.

B.W. LEY. — Alors, après demain, vous deviendrez Évangéline.

GEORGIA. — Qu'est-ce que c'était Évangéline ?

FRANK. — Un ange avec des lèvres de femme.

B.W. LEY. — Expliquez-lui Cadwell.

FRANK, *vexé, répétant avec force.* — C'était un ange avec des lèvres de femme.

CADWELL. — Voici en deux mots : Évangéline était une jeune fille extrêmement jolie. Son père, lord Bilmore, l'avait fiancée au fils du gouverneur des Petites Antilles, un jeune débauché sans scrupule et sans honneur. Alors qu'elle se rendait à Port-d'Espagne pour l'épouser, le navire qui la portait fut attaqué par des pirates.

GEORGIA. — Ah !... mon Dieu !

CADWELL. — Son père et elle furent emmenés prisonniers à bord de *la Fortune.*

GEORGIA. — Ah !... mon Dieu ! c'est horrible !

FRANK. — Attendez, ce n'est pas tout.

CADWELL. — Peu après leur arrivée, lord Bilmore se faisait tuer par un pirate d'un coup de pistolet.

GEORGIA. — Je le savais. Je le savais. C'est épouvantable.

CADWELL. — Qu'y a-t-il ? Qu'avez-vous ?

GEORGIA. — Vous me racontez mon rêve.

B.W. LEY. — Votre rêve ?

CADWELL. — Vous avez fait ce rêve cette nuit?

GEORGIA, *très naturellement*. — Depuis dix ans, je le fais presque toutes les nuits. Presque toutes les nuits, je suis enlevée par des pirates. Et mon père, un charpentier de gratte-ciel, est tué dans sa petite cotte bleue par un pirate. Presque toutes les nuits.

B.W. LEY. — C'est bizarre.

GEORGIA. — Mais je ne vous ai pas dit le plus extraordinaire. J'aime le chef de ces pirates. Je l'aime comme une folle.

CADWELL. — Comment est-il ce chef pirate?

GEORGIA. — Je ne sais pas. Je ne vois pas son visage.

CADWELL. — Est-ce qu'il a l'air d'un fantôme?

GEORGIA. — Pas tout le temps. Quand je suis seule avec lui, je le vois mieux.

FRANK. — Ah!

GEORGIA. — Et ce n'est pas tout. J'ai paru étonnée, tout à l'heure en entrant ici?

B.W. LEY. — Oui.

GEORGIA. — Eh bien, cette cabine, c'est celle de mon rêve. Exactement. Avec la pendule là où elle est. Et les armes. Seulement, ce coffre est là-bas à droite.

B.W. LEY. — Ah! ... le coffre est à droite?

CADWELL. — Est-ce que c'est un coffre comme celui-là?

GEORGIA. — Exactement comme celui-là.

CADWELL. — Avec des clous dorés?

GEORGIA. — Des clous dorés tout pareils.

CADWELL. — Et à l'intérieur, qu'y a-t-il?

GEORGIA. — De l'or, des diamants, des perles, des bijoux.

CADWELL. — Il n'y a rien d'autre?

GEORGIA. — Non.

CADWELL. — Cherchez bien.

GEORGIA. — Ah!... dans mon rêve, il y a aussi une tache de sang.

CADWELL et B.W. LEY. — Une tache de sang.

GEORGIA, *rêveuse*. — Il n'a jamais voulu me dire qui l'avait faite.

FRANK, *incrédule*. — Vous avez lu beaucoup d'histoires de pirates?

GEORGIA. — Quand j'étais petite, sûrement.

FRANK. — Vous avez entendu parler de Kid Jackson.

GEORGIA. — Naturellement, comme tout le monde.

FRANK. — Est-ce que c'est Kid Jackson, le chef de vos pirates?

GEORGIA, *nerveusement*. — Je ne sais pas.

CADWELL. — Et le navire?

GEORGIA. — Je n'en connais que cette cabine. Je sais que c'est un navire à voiles, parce qu'il en parle.

CADWELL. — Votre père, comment le voyez-vous?

GEORGIA. — Tel qu'il était à la maison. Tout le temps ivre. Les pirates ne l'aiment pas.

CADWELL. — Votre mère est-elle là aussi?

GEORGIA. — Oui. Mais je ne sais pas pourquoi, c'est une négresse.

B.W. LEY. — Tout à fait extraordinaire.

CADWELL. — Est-ce que vous mourez dans votre rêve?

GEORGIA. — Non.

CADWELL. — Et lui?

GEORGIA. — Lui non plus. Je me réveille quand j'entends le canon.

B.W. LEY. — Elle entend le canon.

GEORGIA. — Il me dit : « Adieu mon amour » et je me réveille.

CADWELL. — Et votre rêve est toujours le même?

GEORGIA. — Toujours... je vois d'abord une petite île peinte en rose comme sur une carte, elle porte son nom inscrit en travers, mais je ne peux pas le lire. La frégate gagne la haute mer. Et le cauchemar commence.

CADWELL. — Pourquoi le cauchemar?

GEORGIA. — Parce que nous avons toujours soif.

(Silence.)

B.W. LEY, *avec enthousiasme.* — Miss Swanee, nous allons « tourner » votre rêve. *(Emporté par le lyrisme.)* Tout y sera : Votre père tué, la soif, votre amour pour le corsaire, le canon, la négresse et même la tache de sang. *(Il ouvre le coffre.)* Là.

GEORGIA, *qui n'ose pas regarder.* — Ah!... mon Dieu...

B.W. LEY, *appuyant sur chaque mot.* — Ceci est la reproduction exacte de la cabine de Kid Jackson.

FRANK. — Telle que vous l'avez probablement vue dans un de vos livres de petite fille.

B.W. LEY. — Et ceci est son coffre tel qu'il a été racheté au Musée de la Marine de la République de l'Équateur.

GEORGIA, *doucement.* — Il y a un mécanisme secret, n'est-ce pas?

B.W. LEY. — C'est du moins ce que je pensais. Mais personne n'a pu le découvrir.

GEORGIA. — Dans mon rêve, on appuyait à gauche sous le couvercle.

B.W. LEY, *fébrile.* — A gauche... sous le couvercle?

GEORGIA. — Ici. *(Elle appuie, déclic.)*

B.W. LEY, *triomphant.* — Un double fond, je l'avais bien dit.

FRANK, *à Cadwell.* — Elle me fait peur, ta Georgia Swanee.

(Tous sont penchés sur le coffre.)

B.W. LEY. — Les pirates ont toujours une cachette pour leur trésor. *(Il tire quelque chose du coffre.)* Qu'est-ce que c'est que ça?

KAY. — Un châle noir.

B.W. LEY, *déçu.* — Ce sont là ses trésors, un châle et une fleur?

CADWELL. — Et cette fleur est une rose.

FRANK. — Elle va tomber raide.

CADWELL. — Pas devant celle-là.

FRANK. — Je te jure qu'elle me fait peur.

GEORGIA, *pensive*. — Une rose. Je n'ai jamais vu de rose dans mon rêve.

CADWELL, *lyrique*. — Pour une raison bien simple. Parce que vous ne l'avez pas fini. Parce que vous ne savez pas la fin de l'histoire.

FRANK, *rectifiant*. — Parce que vous n'avez pas lu la fin de l'histoire.

GEORGIA. — L'histoire ne s'arrête pas à : « Adieu mon amour » ?

CADWELL. — Non.

FRANK. — Non.

GEORGIA. — Elle ne s'arrête pas quand on hisse le pavillon noir ?

CADWELL. — Non.

FRANK. — Hé, non.

GEORGIA. — Mais ils sont quatre contre lui.

CADWELL. — Ils sont quatre, en effet.

GEORGIA. — Mais il est perdu.

CADWELL. — Je sais bien. C'est pourtant alors que la grande histoire d'amour commence. Une histoire peut-être encore plus grande que je ne croyais.

GEORGIA. — Ah !

CADWELL. — Vous aviez raison, W. Nous ferons le plus grand film de l'année.

(Un temps.)

B.W. LEY. — J'en suis sûr.

(Sonnerie.)

KAY. — On vous demande sur le plateau 2.

B.W. LEY, *mystérieusement*. — J'y vais. *(Aux autres.)* Cadwell va vous finir l'histoire quand je reviendrai ; mais avant je voudrais voir quelque chose. *(A Frank et à Georgia.)* Approchez-vous l'un de l'autre. Encore. Plus près. Prenez-la dans vos bras.

FRANK. — Est-ce qu'elle y est ? Je ne tiens qu'un peu de nuage.

B.W. LEY. — C'est ce que je craignais, elle est trop petite. Pour le baiser final, ce sera navrant.

FRANK. — Parce qu'il y a tout de même un baiser final ?

B.W. LEY. — Oh ! Mais celui-là n'est pas comme les autres, vous verrez.

FRANK. — Ah ! Vous n'avez pas peur de la censure ?

B.W. LEY, *offusqué*. — C'est un baiser tragique, mais très correct. *(Très affairé.)* Voyons ! voyons ! *(Il s'éloigne et simule un opérateur qui cherche son champ de prise de vue.)* Ceinturez-la. Serrez. Mieux.

FRANK. — C'est assez serré comme ça ?

B.W. LEY. — Très bien. Feignez de vous embrasser maintenant.
(Frank embrasse Georgia. Un vrai baiser. Elle le gifle.)

FRANK, *bouffonnant à W.* — Faites passer.
(Il fait le simulacre du geste de Kid Jackson...)

B.W. LEY.— Hé là ! Hé là !

FRANK *(à Georgia).* — Excusez-moi, mais j'avais besoin de savoir que vous n'étiez pas un fantôme...

GEORGIA, *avec rage.* — Vous êtes une brute.

B.W. LEY. — C'est entendu. Seulement, c'est exactement le baiser qu'il me faut.

FRANK. — Vous l'aurez.

B.W. LEY. — Je reviens dans dix minutes. Dans dix minutes, Cadwell vous racontera la suite.
(Il sort.)

CADWELL. — Allons fumer une cigarette à l'air pur en attendant.
(Il se lève.)

KAY. — Oh ! oui. Une vraie cigarette.

FRANK. — Et n'oublie pas. Tu en es à : « Adieu, mon amour ».
(Kay, Cadwell et Frank sortent. Georgia va vers le coffre, y prend la rose et le châle. Elle entre dans la cabine et regarde longuement autour d'elle. Frank, qui est revenu presque aussitôt, l'examine avec une curiosité aiguë. Georgia noue le châle d'Évangéline à son cou avec une grande coquetterie. Puis elle porte la rose à ses lèvres et la respire longuement.

Silence.

Georgia lève enfin les yeux sur Frank. Un long regard intense. Soudain, la pendule sonne quatre coups. Frank lève brusquement la tête.)

FRANK. — Une pendule qui n'avait pas sonné depuis cent ans !
(Ils se regardent.)

(Le rideau tombe lentement.)

MARCEL ACHARD

FIN DU PREMIER ACTE

(A suivre)

LA CHANCE DE M. DALADIER

Le Gouvernement présidé par M. Daladier a obtenu une quasi-unanimité, aussi bien à la Chambre des députés qu'au Sénat.

Si le vote sénatorial ne présente aucune équivoque, certains prétendront qu'il n'en est pas de même pour celui de la Chambre.

Aucun débat politique n'a, en effet, accompagné la présentation du nouveau Cabinet devant la Chambre. L'ordre du jour pur et simple a clôturé une très courte discussion sur des interpellations qui, en fait, n'ont pas été discutées. On peut, en somme, résumer ainsi la situation du Cabinet Daladier devant la Chambre :

Entraînés par les communistes, qui avaient, dès l'abord, manifesté leur intention de voter la confiance au Gouvernement Daladier, les socialistes, après quelques hésitations, se sont ralliés à ce point de vue. Les uns et les autres ont tenu à marquer, dans leur explication de vote, qu'ils accordaient à M. Daladier leur confiance, tout en restant fidèles au programme du Front populaire. Ainsi apparaissait le désir de ces deux partis de ne pas rompre, dans le pays, une union électorale qui leur est profitable dans les élections partielles et, d'autre part, de préserver, sur le plan parlementaire, une collaboration des trois grands partis au cas où — une nouvelle crise ministérielle surgissant — le problème de la constitution d'un gouvernement de Front popu-

laire intégral pourrait se poser. Le parti communiste et le parti socialiste agissaient donc, en la circonstance, beaucoup plus en présivion de la mort que de la vie du Cabinet Daladier.

On a, naturellement, prêté aux partis du centre et de la droite des préoccupations analogues. S'ils ont voté pour le Gouvernement, c'est, dit-on, parce qu'ils voulaient prouver l'existence d'une majorité parlementaire de remplacement, pouvant se substituer, le cas échéant, à celle du Front populaire.

Si cela était vrai, M. Daladier apparaîtrait ainsi comme un martyr écartelé, que les uns tireraient à gauche, lui affirmant qu'il doit s'orienter comme ses prédécesseurs vers le Front populaire, les autres à droite, pour l'inciter à gouverner avec le seul souci des réalités politiques, économiques et financières, sans se préoccuper de l'esprit partisan.

Certes, l'on ne peut dire que cette appréciation des faits soit tout à fait inexacte. Cependant, et au moins en ce qui concerne l'attitude du centre et de la droite, elle est manifestement exagérée.

L'ancienne minorité est, en effet, pénétrée de la gravité des circonstances et des périls qui menacent la France, à l'extérieur comme à l'intérieur. M. Léon Blum lui avait proposé l'unanimité nationale sous forme du grand rassemblement autour du Front populaire. On se souvient que cette proposition avait été écartée, pour cette raison que le programme du Front populaire semblait, à la minorité, incompatible avec le redressement nécessaire de la politique française. Cependant, la minorité avait dès lors affirmé qu'elle donnerait volontiers son appui à tout gouvernement résolu à pratiquer une politique de salut public.

Les déclarations de M. Daladier, l'appel qu'il a adressé à tous les partis, la constitution même de son cabinet et, plus encore, les projets financiers déposés le jour même de sa comparution devant les Chambres, ont incité les groupes du centre et de la droite à penser que M. Daladier, s'affranchissant de la stricte formation du Front populaire et de son programme limité, pouvait devenir le chef de ce gouvernement de salut public que toute la France attend.

J'ai souligné, en effet, dans la très courte discussion qui a accompagné le vote du projet de pleins pouvoirs, combien l'esprit et la lettre de l'exposé des motifs accompagnant la demande de pleins pouvoirs étaient différents de ceux du projet analogue déposé par M. Léon Blum.

M. Léon Blum considérait, à son avis, que l'appel à l'épargne, pour couvrir les dépenses de réarmement, était impossible et se lançait dans une gigantesque inflation de la monnaie et du crédit. Au contraire, M. Marchandeau renonçait à toute cette partie des projets de M. Léon Blum et basait sa politique sur le rétablissement de la confiance et le recours normal à un crédit public restauré. Sans doute, le nouveau ministre des Finances réclamait-il une nouvelle avance de la Banque de France à l'État de 10 milliards. Il est déplorable que nous en soyons, en effet, arrivés à ce point qu'à chaque crise ministérielle il soit nécessaire d'augmenter le plafond des avances de la Banque de France, parce que, dans l'intervalle, la situation du Trésor s'est chaque fois aggravée. Ce sont les conséquences de l'instabilité gouvernementale, et plus encore de l'instabilité dans la gestion des finances publiques. Mais en dehors de ces crédits nécessaires pour faire face aux échéances, avant que l'action du Gouvernement ait pu recréer un climat favorable au rétablissement de la confiance et du crédit public, M. Marchandeau a déclaré ne vouloir recourir qu'à des moyens normaux pour assurer les échéances futures du Trésor. C'est là, on en conviendra, une différence essentielle de politique et, je dirai plus, de mentalité. Les solutions préconisées par M. Léon Blum ne pouvaient qu'aboutir, par l'inflation, au contrôle des changes et, par le contrôle des changes, à la dictature économique d'abord, politique ensuite, totale enfin.

M. Marchandeau réprouve l'inflation, repousse le contrôle des changes et cherche une solution dans l'effort de la nation tout entière ; mais il est clair que, pour obtenir ce sacrifice de l'ensemble de la nation, il faut que soient rétablies les bases légales des activités nationales. Par là, la politique financière se rattache à la politique économique et à la politique sociale. Il est inutile d'insister sur le fait que la prolongation des grèves, surtout dans les usines travaillant pour

la défense nationale, que l'occupation des usines constituent des éléments opposés au redressement de la confiance, aussi bien en France qu'à l'étranger. M. Daladier a, à cet égard, formulé des déclarations catégoriques. Reste à savoir la mesure dans laquelle il lui sera permis de donner suite à ces intentions excellentes.

Il faut donc examiner objectivement les chances de M. Daladier.

Elles sont plus grandes qu'on ne le croit généralement. Les événements se sont, en effet, chargés d'user certains slogans et les masses ouvrières, dont le bon sens est proverbial, commencent de voir clair. Les récentes grèves ont démontré que les travailleurs suivaient avec beaucoup moins d'entrain les agitateurs. La résistance s'organise contre l'agitation dans les usines, surtout quand celle-ci a un caractère politique. Ce fut, sans doute, une grande erreur du syndicalisme de justifier, par des revendications telles que l'intervention en Espagne, des mouvements de grèves, sans même vouloir juger dans quelle mesure cette intervention était ou non populaire dans les masses ouvrières. Le fait même que des mouvements soient basés sur autre chose que des revendications strictement professionnelles, constitue une lourde erreur dans l'action syndicale. Si le Gouvernement se montre donc énergique dans la protection de la liberté du travail, il n'aura, dans bien des cas, qu'à laisser faire les ouvriers eux-mêmes.

Waldeck-Rousseau disait que le droit pour un ouvrier qui voulait travailler, de pouvoir travailler, était aussi sacré que le droit de cent ouvriers voulant faire la grève, de faire la grève. Il semble qu'on ait oublié cette formule depuis quelque temps, mais il suffirait de la remettre en vigueur pour que le calme se rétablisse dans la classe ouvrière. Sans doute, les conflits qui ont pour base le décalage des salaires et du coût de la vie demeureront, mais ces conflits-là sont moins dangereux, d'autant plus que le patronat a fort bien compris, de son côté, combien il devenait indispensable que les relations entre les employeurs et les salariés soient basées sur la justice, l'équité et le respect des lois.

Et voilà donc la première chance que M. Daladier rencontre sur le terrain social.

Sur le terrain économique, il n'est pas douteux, non plus, que les possibilités de reprise sont grandes. Les énormes dépenses du réarmement ajoutent, dans le circuit de la production et de la consommation, des éléments favorables. Ils se trouvent complétés par la reprise saisonnière, qui coïncide avec les beaux jours. La dépréciation du franc amènera, en outre, un grand afflux de touristes en France pour peu que le calme et l'ordre soient rétablis. Enfin, les stocks de marchandises sont presque épuisés dans bien des cas et la moindre reprise des affaires amènerait, par contagion et de proche en proche, une reprise générale.

Et voilà la seconde chance de M. Daladier.

Enfin, et cela est peut être la principale chance de M. Daladier, les problèmes de la politique extérieure approchent d'une solution favorable.

Après la conclusion de l'accord anglo-italien, il est clair que la reprise de relations normales entre la France et l'Italie s'impose et que personne ne peut plus la discuter. Par ailleurs, la guerre civile d'Espagne est certainement entrée dans sa phase finale. Même les plus ardents soutiens du Gouvernement rouge de Valence ne doutent plus de la victoire finale du général Franco. Si la résistance se prolonge, c'est probablement dans l'espoir qu'une médiation pourrait intervenir *in extremis* dans les deux partis. Il est peu probable, d'ailleurs, qu'une telle médiation puisse se produire, ni même qu'elle puisse être avantageusement tentée ; mais les difficultés qu'ont connues les gouvernements précédant celui de M. Daladier, dans leurs rapports avec le Gouvernement espagnol, diminuent dans la mesure où l'intervention française, même sous forme d'envoi d'armes et de munitions, n'aurait plus désormais aucune valeur effective. Il est donc à prévoir que ceux qui la réclamaient avec le plus d'insistance chercheront peut-être à se dégager d'une situation qui soulignerait leur échec.

Enfin, quels que soient les succès de l'Allemagne dans sa politique d'expansion, il n'est pas douteux que l'Anschluss intégral ait inquiété tous ses voisins et ait provoqué, chez eux, moins de crainte que de résistance. Il est peu probable, dans ces conditions — surtout si l'on tient compte des immenses

progrès réalisés par l'Angleterre dans son réarmement et si l'on fait entrer aussi en ligne de compte l'esprit d'union qui se manifeste en France dans un patriotisme résolu — que Hitler prenne des initiatives nouvelles en Europe, qui risqueraient de déclencher une guerre générale.

L'horizon ainsi éclairci, dans la politique intérieure comme dans la politique extérieure, permet à M. Daladier d'agir beaucoup plus librement.

Il a devant lui, jusqu'au 31 mai, une liberté d'action totale. Au delà du 31 mai, et même à défaut du maintien d'une unanimité parlementaire sans doute difficile à concevoir et à réaliser, il a le choix de deux majorités. Rien, sans doute, n'est résolu ; mais tout semble, dans ces conditions, pouvoir l'être.

Tous les Français souhaiteront, en dehors de toutes les considérations de parti, que M. Daladier réussisse dans la tâche qu'il a courageusement entreprise.

PIERRE-ÉTIENNE FLANDIN

LE CHEVAL BLANC

I

— Tu devrais le poser par terre, Maurice...

Pourquoi cette phrase-là plutôt qu'une autre? Et pourquoi cette minute-là plutôt que n'importe laquelle des minutes de ce dimanche de Pentecôte?

Le gamin n'essaya pas de comprendre. Il ne savait pas que cela aurait de l'importance, que l'image de son père qu'il allait enregistrer serait la seule qu'il évoquerait plus tard, quand il serait un homme et, plus tard encore, un vieillard.

Il leva la tête, car il n'avait que sept ans, et son père lui parut extraordinairement grand, prolongé par Christian qui était à califourchon sur ses épaules et par l'ombre que projetait le soleil couchant.

— Donne-moi au moins ton chapeau qu'il va abîmer...

Car Christian se tenait à deux mains au canotier paternel. Il ne s'agitait pas, ne considérait pas comme un jeu d'être ainsi porté.

Plus tard, son frère Émile devait se souvenir de lui aussi, comme des moindres détails de ce retour et du vert spécial des roseaux sous les derniers feux du soleil.

Christian, sur les épaules de son père, avait la gravité sereine d'une majesté orientale sur le dos de l'éléphant sacré. Ses yeux d'un bleu très clair semblaient vides, mais chacun savait dans la famille que, trois ou six mois plus tard, il se met-

trait soudain à dévider l'histoire de cette journée, avec des détails ayant échappé à tous les autres.

— *Donne-moi au moins ton chapeau, qu'il va abîmer...*

Ce fut comme au cinéma. Mère entra dans le champ et leva le bras pour saisir le chapeau de paille, mais elle resta floue et Émile ne se souvint même pas de la robe qu'elle portait : une robe claire, sûrement, qu'elle avait dû faire à la maison.

L'attention du gamin restait centrée sur père qui, maintenant, n'avait plus de chapeau et tenait dans chaque main un petit mollet rond de Christian.

Quant à celui-ci, il s'était accoudé au crâne un peu dégarni de son père et sa tête, qu'il avait très grosse, dodelinait au rythme de la marche.

Peu importe l'heure qu'il était. Il était l'heure du coucher de soleil, l'heure de s'asseoir enfin, de boire et de manger. Émile l'avait déjà dit une demi-heure plus tôt :

— J'ai soif...

Et on lui avait répondu :

— Tu boiras à Pouilly...

Il avait toujours soif et ses parents ne voulaient jamais s'arrêter pour boire !

Ce n'était pas seulement l'heure du soleil rouge, de la soif et de la faim, mais encore l'heure du vertige, des pieds qui butent dans la poussière du chemin et d'un étrange goût fade dans la bouche. Mère elle-même, si elle avait parlé franchement, aurait avoué qu'elle n'en pouvait plus.

Seulement, ça n'aurait servi de rien. Ce grand corps de père, que précédait une ombre gigantesque, marchait à grands pas, comme un géant, avec Christian en équilibre sur ses épaules. Il pouvait marcher ainsi des heures, des journées et Émile était persuadé qu'il ne s'inquiétait pas du paysage.

On décidait, comme ce dimanche-là :

— On va descendre la Loire, de Sancerre à Pouilly. On couchera à Pouilly et, le lendemain, on marchera encore un peu...

On en parlait comme d'une fête ! Mais ce n'était une fête que pour père. Le matin, il fallait s'habiller trop tôt et courir pour ne pas rater le train. On mangeait des sandwichs au bord de l'eau, à cause du prix exagéré des restaurants, et on

marchait, on marchait, et père avait en marchant cet air extatique, ce regard inspiré fixé sur le lointain comme s'il entendait des musiques, comme s'il conduisait les siens vers des régions bienheureuses.

— Tu marches trop vite, père... Émile est essoufflé...

Et c'était mère qui était essoufflée !

On arrivait au bout, enfin ! Des maisons, à gauche, un vrai quai, un pont aux arches nombreuses rompaient la monotonie de cette Loire semée de bancs de sable et d'îlots de broussaille.

La route nationale n'était pas loin et on entendait les autos. Puis on marcha sur du pavé.

— Si tu posais Christian par terre ?

Mère avait toujours peur qu'on parût ridicule, mais père prétendait que des enfants ne rendent personne ridicule.

Il s'arrêtait au bord de la route nationale qui traverse Pouilly, observait les terrasses des hôtels et des restaurants.

La route était bleue ; les maisons blanches reflétaient du bleu, mais les vélums étaient rayés de rouge et de blanc, sauf un, tout neuf, d'un beau ton orangé.

— On pourrait encore rentrer chez nous en car, soupira maman.

Car l'hôtel coûte cher !

Mais non ! C'était Pentecôte et on avait décidé de déserter Nevers pendant deux jours.

Devant un des hôtels, il y avait un banc peint en vert et des baquets verts plantés de lauriers. Ce n'était pas trop moderne. Cela s'harmonisait avec le genre de la famille et père monta sur le trottoir, se débarrassa de Christian qu'il posa sur le banc où il s'assit à son tour, en faisant :

— Ha !...

Un « Ha »... de bonheur, le « Ha »... de quelqu'un qui a accompli son devoir, atteint son but et qu'aucune arrière-pensée n'a le droit d'assaillir.

— Informe-toi d'abord du prix...

Mais oui ! Mais oui ! En attendant, toute la famille prenait place sur le banc incurvé et l'on voyait les autos passer à toute vitesse, corner avant de s'engouffrer dans le virage.

— Deux grenadines, dit père à une bonne en tablier blanc. Et toi, maman ?

— Rien, merci... On va bientôt manger...

— Deux grenadines et... attendez... un petit pernod, oui !

Un bref regard à mère pour lui demander pardon. Mais c'était Pentecôte et il avait porté Christian sur ses épaules sur plus de quatre kilomètres !

Le reste fut brouillé. Émile n'avait pas sommeil à proprement parler, mais il avait le sang à la tête, les yeux qui picotaient à cause de la poussière et toujours, malgré la grenadine, un goût imprécis dans la bouche, le goût des dimanches d'été où l'on marchait sans fin dans un paysage immobile.

Père passa à l'intérieur et revint parler à maman, parler de prix, naturellement. Et naturellement aussi on ne mangea pas le menu qui était affiché, mais un potage et un légume.

On voyait quelques personnes dans la salle, un papier de tenture à petites fleurs, des glaces, des réclames, une horloge ancienne et des couverts mis à toutes les tables, avec les serviettes en éventail dans les verres.

C'était une très jeune fille qui servait et Émile ne remarqua rien. Ou plutôt si ! Il crut se souvenir, plus tard, des années et des années après, que mère avait haussé par deux fois les épaules.

Père était gai, peut-être trop gai. Il n'avait pas l'habitude de prendre l'apéritif. Il regardait autour de lui avec la mine gourmande de quelqu'un qui ne veut rien manquer de la fête.

— Jusqu'où comptes-tu aller demain ?

— Cela dépendra... On fera toujours une dizaine de kilomètres...

Un détail important pour Émile, pour lui seul. Il vit une porte s'entr'ouvrir et quelqu'un regarder dans la salle. C'était un cuisinier en blanc, coiffé d'un haut bonnet. Or, c'était la première fois que le gamin mangeait de la cuisine de cuisinier, la première fois tout au moins qu'il en avait conscience.

— Je mets les enfants au lit ?

Émile grogna, par principe ; il grognait toujours quand on voulait le faire dormir. N'empêche qu'il trébucha dans l'escalier, un escalier ciré, avec un tapis rouge au milieu, une barre de cuivre à chaque marche. C'était une vieille maison, un vieux corridor pavé de rouge, des vieilles chambres. Une

fenêtre était ouverte sur la rue et mère la ferma, les isolant tous les trois de la route.

Émile se trouva dans un lit avec son frère, alors qu'il ne faisait pas encore tout à fait noir et il geignit :

— Ouvre la fenêtre...

Sa mère céda. Les autos traversèrent à nouveau l'espace et des voix montèrent, étonnamment nettes, comme elles le sont certains soirs d'été.

— Je peux descendre un moment? Vous serez sages?

La chambre était déjà feutrée de sommeil et la porte se referma sans bruit.

La nuit fut un mélange intime de réalité et de rêve. Ainsi Émile eut vaguement conscience que la voix de son père lui parvenait de la terrasse, mais il ne pouvait le voir, assis sur le banc, tandis que la petite servante si jolie lui versait son café.

Mère descendait juste à ce moment, cherchait d'abord dans la salle à manger, paraissait sur le seuil.

— Tu es là?... disait-elle.

— Il fait si doux!... Tu ne prends pas de café?

— Merci.

— Les enfants dorment?

La petite servante rentra. Quelqu'un l'appelait, criait :

— Rose!...

Donc, c'était Rose. Maman s'asseyait près de père sur le banc vert incurvé et tous les deux restaient peut-être là une heure, tandis que la nuit devenait noire. Des autos passaient toujours et parfois Émile avait l'impression angoissante qu'elles entraient par la fenêtre et fonçaient vers son lit.

Ce qui l'éveilla, ce fut une lumière. Mère était rentrée dans la chambre voisine et s'y déshabillait, laissant la porte entr'ouverte.

— Soif..., fit Émile pour l'attirer.

— Tu ne dors pas?

— Soif...

Christian, à côté de lui, avait le visage brûlant, cramoisi.

— Ne bois pas trop vite...

— Et père?

— Il va monter...

— Qu'est-ce qu'il fait?

Il sentit que quelque chose clochait, mais il n'y prit garde.

— Il joue aux cartes...

C'était simple. Au moment où Maurice Arbelet allait rentrer se coucher avec sa femme, un homme sympathique, gras et joyeux, qui avait bien dîné, s'était dressé sur le seuil.

— Pardon, monsieur... Excusez-moi, madame... Vous ne voudriez pas faire le quatrième, par hasard?

Alors, le regard qu'avait père en ces occasions, comme tout à l'heure pour le pernod, un regard humble et gentil, qui faisait hausser les épaules à mère.

— Si ça t'amuse...

— Mille points, dans ce cas !... Pas davantage...

Maintenant, madame Arbelet était couchée et il y avait moins d'autos sur la route. Par contre, on entendait parfois dans la maison un heurt de verres ou de bouteilles, un murmure de voix.

Arbelet était un tout petit peu fébrile, parce qu'il avait des remords. Il aurait dû être là-haut, près de sa femme. Et il n'aurait pas dû accepter le marc-dégustation qu'avaient proposé ses compagnons.

Ceux-là, c'étaient, ou des célibataires, ou des gens qui ne s'inquiétent pas de leur famille. Ils avaient l'habitude de vivre au café, de boire, de jouer aux cartes et de regarder les servantes.

— Je coupe et je rejoue trèfle du roi... A vous, monsieur...

La pièce était vide. Il n'y avait pas d'autres clients qu'eux. C'était, à côté du restaurant, une paisible salle de café assez vieillotte. Le patron, son bonnet de chef toujours sur la tête, était là, debout derrière le plus gros des joueurs qu'il semblait connaître et regardait son jeu.

— Je joue très rarement, balbutia Arbelet pour s'excuser d'une faute...

Par la porte du restaurant, on voyait Rose qui desservait les tables. Elle n'avait sûrement pas plus de seize ans.

Émile dormait. Christian dormait. Madame Arbelet, les yeux ouverts, attendait, et un halo de lumière venu du dehors baignait la chambre.

On fit encore mille points, puis la belle en quinze cents et

à la fin le patron était à cheval sur une chaise derrière Arbelet.

Il y avait déjà eu deux tournées quand il offrit la troisième, qu'il était impossible de refuser.

— Cent cinquante de neuf ! annonça Maurice Arbelet.

L'instant d'avant, Rose était venue demander :

— Je peux monter ?

Et Arbelet avait eu l'impression que le patron lui adressait un léger signe d'intelligence. Il était troublé, surexcité à l'idée que cet homme allait peut-être retrouver la gamine dans sa chambre. Il ne pouvait s'empêcher d'y penser sans cesse, d'évoquer des images précises.

— Vous n'avez plus d'atouts ?

— Pardon... J'ai le dix... Excusez-moi...

Presque toutes les lampes étaient éteintes. Il n'en restait que deux d'allumées au-dessus des joueurs.

— Et voilà !... Vous avez gagné !..

Il se rendit compte de ce qui se passait quand il rit, car il reconnaissait ce rire-là.

— Que ma femme ne s'en aperçoive pas..., se dit-il.

Il monta en tenant la rampe, s'efforça de ne pas se tromper de porte et y réussit. Par contre, il renversa une chaise et faillit tomber avec elle.

— Pourquoi n'allumes-tu pas ? demanda une voix venue du lit.

On comprenait que madame Arbelet n'avait pas dormi, qu'elle n'était pas engourdie, qu'elle avait les yeux grands ouverts et tout son sang-froid.

— ... A cause des enfants...

— Tu sais bien qu'ils ne se réveilleront pas...

Il s'ingénia à ne jamais se montrer de face, car sa femme devinerait aussitôt, mais elle avait deviné dès son entrée bruyante. Elle demanda, sans reproche, d'ailleurs :

— Qu'as-tu bu ?

— Un verre de marc... C'est le patron...

Il se coucha, dit bonsoir, frôla une joue de ses lèvres, se rendit à peine compte qu'il avait oublié d'éteindre et que sa femme devait se relever pour le faire.

Ensuite, un trou. Un trou grouillant de sensations désagréables, de rêves informes parmi lesquels, deux ou trois fois, il

lui sembla que sa femme se penchait sur lui et le forçait à se tourner sur le côté droit.

Quand il se réveilla, ce fut d'une secousse et il se trouva assis sur son lit, puis debout sur la carpette.

— Qu'est-ce que tu as?

Il ne pouvait pas parler. C'eût été dangereux. Il s'expliqua d'un geste qui indiquait son estomac barbouillé et il endossa son veston, enfila son pantalon, se précipita dans le corridor. Il cherchait une indication sur les portes, mais aucune ne portait celle qu'il espérait et il descendit, se trouva dans l'obscurité du couloir dallé.

Alors, il entendit un grognement et l'instant d'après il heurtait quelque chose, un pied chaussé d'une pantoufle et qui se trouvait étrangement suspendu à hauteur de son ventre.

Il ne comprenait pas. On bougeait. Une ampoule s'éclairait et alors il devinait qu'à son arrivée un homme dormait sur le canapé du corridor, les pieds dépassant l'accoudoir.

— ... C'que vous voulez?

Est-ce que l'autre comprit? Toujours est-il qu'il désigna, au fond du corridor, une porte qui donnait sur une cour. Tout cela était gris, avec des rayons d'électricité sale qui rendaient les objets miteux.

— Je...

Avant qu'Arbelet eût atteint la porte, il était trop tard. Il vomissait par terre, dans le couloir, avec la frousse que d'en haut sa femme l'entendît.

Maintenant qu'il avait commencé et qu'il faudrait quand même nettoyer, autant finir à cet endroit! Entre deux hoquets, il éprouvait le besoin de s'excuser par un vague sourire. Il balbutia :

— Je ne sais pas ce que j'ai eu...

Il se tenait à la boule de cuivre terminant la rampe d'escalier. De ce côté, c'était sombre. Il n'y avait d'éclairé que l'autre bout du couloir, avec le canapé en cuir rougeâtre qui servait de lit à l'homme et cet homme enfin, debout, plus grand que nature.

Arbelet l'avait regardé deux fois sans le regarder, c'est-à-dire en ne voyant qu'une silhouette épaisse, une sorte de vieux costume avachi et des pantoufles informes de malade.

Maintenant que ça allait mieux, il tournait entièrement la tête.

— Je pourrais avoir un verre d'eau?

L'homme entrait dans le café obscur, entrechoquait des verres, ouvrait un robinet. Puis il rentrait dans la lumière et Arbelet regardait son visage, d'abord sans comprendre, avait le temps de saisir le verre et de le porter à ses lèvres avant de tressaillir.

Alors, il oubliait de boire et balbutiait :

— Oncle Félix...

La lumière devait blesser les gros yeux aux bords rougeâtres, car l'homme faisait une grimace en levant le front et en observant son interlocuteur.

— C'est toi?..., se contenta-t-il de grogner.

Puis, tandis que son neveu buvait, par contenance :

— Qu'est-ce que tu fais ici?

— Je suis à Nevers, depuis trois ans...

— Avec ta femme?

Il avait sommeil. Il était énorme, pas comme un homme puissant, mais comme un être gonflé, gonflé de graisses molles ou de choses malsaines, et il se balançait lentement, à vous donner mal au cœur

— Et vous? questionnait Arbelet sans réfléchir.

— Quoi, moi?

— Qu'est-ce que?...

Comme si c'était la peine de le demander! Il n'y avait qu'à regarder le canapé où on distinguait encore le creux fait par le corps.

Celui qui couchait là ne pouvait être que le gardien de nuit. Il avait une barbe de plusieurs jours, des poils gris, drus comme des épines, des cheveux qu'il avait dû couper à grands coups de ciseaux.

— C'est pas la peine d'en parler à Germaine..., murmura-t-il sans conviction. J'aime autant ne pas la voir...

— Mais depuis quand êtes-vous?...

L'homme se contenta d'un geste, d'un geste qui signifiait :

— A quoi bon?... Perdons pas notre temps...

Il avait sommeil. Il sentait la mauvaise sueur, l'humain

pas lavé. Et il se souvenait en regardant par terre qu'il lui fallait encore nettoyer les saletés de son neveu.

— Va !

Arbelet monta l'escalier sans rien trouver à ajouter, se retourna une fois, timidement, rentra dans sa chambre tout à fait dégrisé.

— Ça va mieux ? s'inquiéta Germaine.

— C'est fini, oui...

— Qu'est-ce que tu as ?

Juste à ce moment, Émile se réveillait, voyait de la lumière chez ses parents et son père qui passait dans le rectangle clair de la porte ouverte.

— Rien... Je n'avais pas digéré...

— Tu n'as pas pris froid, au moins ? Tu es allé dehors ?

— Non...

— A qui parlais-tu ?

Arbelet se déshabillait et son fils écoutait sans le vouloir.

— A personne... Je veux dire au gardien de nuit...

— Tu es tout drôle...

— Moi ?

— Pas si fort... Tu vas réveiller les enfants...

Ils chuchotèrent. Mais, chose curieuse, Émile entendait encore mieux que quand ils parlaient à mi-voix, malgré les chuintements à la fin des mots.

— ...Il vaut mieux que tu ne le voies pas...

— Qui ?

— Ton oncle Félix... C'est lui qui est en bas...

— Comme gardien de nuit ? Qu'est-ce qu'il t'a dit ?

— Rien... Il...

On avait éteint la lumière. Cependant la chambre des parents était toujours éclairée du dehors par les reflets d'un bec de gaz.

— Il sait que je suis ici ?

— Oui...

— Il n'a pas demandé à me voir ?

Il y avait de longs silences, pendant lesquels on n'entendait que la respiration régulière de Christian.

— J'ai été tellement gêné !... Maintenant, je pense à un détail... C'est lui qui...

— Qui quoi?

— Qui va devoir... Écoute, Germaine!... Je n'ai pas eu le temps d'atteindre la cour... Si bien que c'est ton oncle Félix qui est obligé de...

Un mouvement et un grincement des ressorts.

— Il vaut mieux que je descende...

— Dis, Maurice... Tu as de l'argent sur toi?

— A peu près 300 francs...

— Il y a 200 francs dans mon sac, sur la cheminée... Je me demande si tu fais bien de...

Émile reconnut le bruit catactéristique du fermoir du sac à main. Puis il se rendormit sans s'en rendre compte et, quand il ouvrit les yeux, le vacarme de la route nationale pénétrait avec le soleil par les fenêtres larges ouvertes.

II

La rencontre avec Arbelet n'avait en rien changé le cours de la nuit de Félix, ni son humeur. Il avait ouvert le placard aux brosses et aux torchons; ensuite, sans se presser, il avait nettoyé le carreau du corridor en grommelant :

— C'est de la m...!

Mais il ne faisait pas allusion aux vomissures de son neveu; il ne visait ni celui-ci, ni personne.

D'ailleurs, quand il parlait tout seul, ce qui lui arrivait fréquemment, par petites phrases, par mots isolés qu'il mâchait jusqu'à les rendre méconnaissables, Félix ne faisait jamais d'allusion directe à quelqu'un ou à quelque chose.

Il disait :

— C'est de la m...!

Et, pour comprendre, il aurait fallu être lui, avoir vécu ce qu'il avait vécu, être gardien de nuit, malade ou pourri dans tous les morceaux de son corps, sentir mauvais au point de s'en apercevoir et se demander chaque fois qu'on se couche si la carcasse consentira le lendemain à se redresser.

— C'est de la m...!

Pas quelqu'un en particulier. Ni peut-être même les gens en général. Mais lui, Félix, par exemple! Lui et tout ce qui lui arrivait. Le sort! Ou le destin! Ou encore...

Souvent aussi, presque chaque nuit, surtout quand des voyageurs de commerce le réveillaient dans son premier sommeil, il grondait :

— Faudra bien que j'en tue un...

Le patron l'avait entendu plusieurs fois. Thérèse aussi. Et la petite Rose. Il ne s'en cachait pas. Il ne plaisantait pas. Il disait cela en faisant ce qu'il avait à faire et il était persuadé que cela arriverait un jour.

En attendant, il achevait de nettoyer par terre, puis il allait dans le café regarder l'heure au cadran cerné de noir qu'il éclairait de sa lampe de poche.

Il était une heure moins dix. Même un cadran d'horloge, deux aiguilles à une place, dans un angle déterminé, n'avaient pas un sens identique pour lui et pour les autres.

Une heure moins dix, cela signifiait qu'il ne valait plus la peine de se recoucher sur le canapé roux du corridor. Une autre partie de la nuit commençait, celle où l'on ne risquait plus l'arrivée de clients.

Pour le cas improbable, Félix laissait néanmoins ouverte la porte du fond qui donnait sur la cour. Au moment où il ouvrait cette porte, c'était toujours la même bouffée de froid humide, puis, là-bas vers la droite, un léger bruit de chaîne, un mouvement du chien dans sa niche.

Félix allumait une pipe. Quelquefois, en se retournant, il lui arrivait de voir une fenêtre éclairée : un client malade, ou quelqu'un qui ne pouvait pas dormir et qui lisait.

Cela ne le regardait pas. Il traversait la cour jusqu'aux anciennes écuries transformées en garage. Près de la porte, il trouvait de vieilles bottes de caoutchouc qu'il avait réparées avec des morceaux de chambre à air. Il tournait le commutateur et une lampe de vingt-cinq bougies, une seule, s'allumait dans un vaste espace grisaille.

Le chien, dans sa niche, était recouché. Félix avait les mouvements lents, d'abord parce qu'il était inutile de se presser, ensuite parce que tout en lui était plus ou moins malade.

Il s'approchait d'une des formes tapies dans la pénombre. C'étaient des voitures, la plupart du temps des voitures de série, mais parfois de très belles autos.

La suite dépendait du nombre qu'il devait en laver : une,

deux ou trois. L'eau était glacée, même en été. On avait installé un jet, mais c'était un jet de jardin, pas assez fort pour décoller la boue des carrosseries et surtout des roues.

— Faudra bien que j'en tue un...

Il disait cela en lavant. Il lui arrivait de se tromper :

— Faudra bien que j'en tue une...

Et, à y regarder de près, il ne devait pas s'agir d'une femme, mais d'une automobile. De sales bêtes, pleines de recoins sales, de surfaces lisses sur lesquelles l'éponge trace des nuages si on ne la rince pas assez souvent — de sales bêtes aux arêtes dures, coupantes, faites exprès pour qu'on s'y écorche.

Il ne fallait pas oublier d'enlever les bouts de cigarettes à l'intérieur ! Les clients ne laissaient jamais la clef de contact, si bien que Félix était obligé de pousser les autos en maniant le volant par la vitre ouverte !

De la m..., voilà ! Tout ! S'il n'y avait que deux voitures à laver, c'était fini à quatre heures du matin, au moment où on entendait passer les premières camionnettes pour le marché de Nevers.

Félix choisissait une des autos, la plus grande, une qu'il venait de laver et s'installait sur la banquette du fond où il pouvait dormir une heure et demie.

◘

C'était tant pis pour son neveu et non pour lui. La preuve, c'est qu'il n'y avait presque pas pensé, pas du tout, en somme, sinon un instant pour imaginer sa nièce dans son lit. Et ça, c'était machinal...

Maintenant qu'il faisait clair et que le chien, dans la cour, tirait sur sa chaîne, Félix sortait péniblement de son auto et se dirigeait vers le café.

Tout était réglé à la minute. C'est ce qu'il y a encore de mieux dans la vie. On sait où on va, et ce qui vous attend à chaque tournant.

Il y avait un petit réchaud à gaz, à un seul bec, avec un caoutchouc rouge, derrière le comptoir. On sentait le gaz un bon moment. Le réchaud s'allumait avec toujours le même « plouf » et Félix remplissait une casserole au robinet.

Il n'avait pas besoin d'écouter. Probablement qu'un autre que lui n'aurait rien entendu. Mais tout pourri qu'il était, il aurait perçu le pas d'un rat à l'autre bout de l'hôtel.

Cela ne regardait personne, mais il était ainsi fait. En même temps qu'il entendait, il voyait ! Ou c'était tout comme ! Ainsi, au premier, trois chambres plus loin, juste au-dessus du lustre de la salle à manger, le patron se levait. Le lustre vibrait à peine. Il fallait le savoir pour s'en rendre compte : n'empêche qu'il vibrait !

Le patron aurait fort bien pu ne pas se lever d'aussi bonne heure. Il n'allait pas aux Halles. On lui apportait la viande, le poisson et les légumes. Quant au café des clients qui se levaient avant huit heures, c'était du café réchauffé sur le réchaud de Félix.

Le patron se levait néanmoins !

Et il n'en avait pas envie ! Il avait sommeil ! Il avait toujours sommeil, du matin au soir. Il était fatigué, avec un teint gris, des yeux cernés, pas d'appétit.

Mais il se levait, en évitant de faire du bruit afin de ne pas réveiller sa femme. Il attrapait son pantalon, poussait sa chemise de nuit dedans, passait des pantoufles et se précipitait dans le corridor.

Tout ça à cause de Rose. Rose n'aurait pas été là que c'en aurait été une autre ! La preuve c'est que, dans la journée, il guettait le moment où Thérèse, qui n'était pas belle et qui avait toujours son gamin de cinq ans autour des jupes, descendrait à la cave pour se précipiter derrière elle.

Félix savait tout ! Tout ce qui se passait dans la maison ! Tout ce que chacun faisait et comment chacun se lavait !

Il se donnait juste le temps d'avaler le café qu'il venait de se faire, avec trois morceaux de sucre. Le temps aussi d'entendre, ou plutôt de deviner qu'à l'autre bout de la maison, au deuxième, dans la mansarde, vibrait le réveille-matin de Thérèse.

Il traversait la cour et entrait au garage où il faisait à peine plus clair que la nuit : un rectangle lumineux dans l'axe de la porte.

Il y avait des poules, des outils, des caisses et des tonneaux. A hauteur d'un premier étage ordinaire, il y avait aussi une

sorte de galerie où l'on montait par une échelle. A certain endroit de cette galerie, des sacs et une bâche formaient cloison, en tout cas empêchaient que d'en bas on pût voir un lit de fer et un broc. L'ensemble constituait la chambre de Félix.

Bien souvent, pendant la journée, des clients venaient se raconter leurs petites affaires dans le garage, en croyant ne pas être entendus. Pas un ne s'était douté que le vieux était couché juste au-dessus d'eux et n'avait qu'à pencher la tête pour les voir par les trous des sacs !

Il n'y avait pas que cela ! Il y avait les deux caisses superposées sur lesquelles, maintenant, Félix montait. Peut-être qu'un jour ou l'autre il dégringolerait de cet échafaudage et irait se rompre le cou parmi les autos? En attendant, il se hissait chaque matin sur ses caisses. Il atteignait ainsi, dans le toit, une lucarne qui n'en était pas une, qui datait de deux ou de quatre siècles et qui avait servi à éclairer Dieu sait quoi. Quelqu'un ne prétendait-il pas que, jadis, le garage avait été la maison principale?

Juste en face, c'était la fenêtre de Rose et, comme cette fenêtre ne donnait sur rien d'autre que sur un toit, elle était sans rideau. La plupart du temps, la fenêtre était ouverte et, si la lucarne n'avait été mastiquée, Félix eût tout entendu.

Toujours la même comédie, depuis trois mois que c'était arrivé pour la première fois ! Avant, c'était Thérèse qui habitait cette chambre et, avec elle, ça se passait tout autrement, car elle avait de l'habitude et du vice.

On avait engagé Rose. Les premiers temps, le patron, M. Jean, comme on l'appelait, avait tourné autour, avec de drôles de rires, en inventant des prétextes pour être seul dans un coin avec elle ! Jusqu'à lui apprendre à cirer les chaussures, parce que ce travail-là se faisait dans la buanderie !

Un matin, Félix l'avait vu entrer, alors que la petite n'avait que son pantalon sur le corps et elle avait tendu sa serviette devant sa poitrine.

Maintenant, elle feignait de dormir, jusqu'au dernier moment. Cinq minutes après, c'était fini et le patron s'en allait. Puis, comme s'il éprouvait le besoin de s'ébrouer, on le voyait en bas, on l'entendait aller et venir, tripoter le

fourneau, ouvrir les volets, regarder sur la route et dans la cour.

Quant à Félix, il restait encore à son poste, à regarder Rose qui s'habillait sans entrain.

— C'est de la ...

Non ! Il disait plutôt :

— Faudra bien que j'en tue un...

Pourquoi pas :

— Le jour où j'en tiendrai une...

Personne ne savait qu'il était là ! Personne ne le connaissait ! Et tous, tant qu'ils étaient, y compris la patronne, madame Fernande, qui vivait deux fenêtres plus loin, allaient et venaient sans se douter qu'il épiait leur intimité !

Ce n'était pas encore l'heure de madame Fernande ! Elle, c'était plus tard, à partir de huit heures du matin, et sa toilette durait jusqu'à dix heures, avec une heure rien que pour la coiffure et les ongles !

En somme, le patron en avait trois, sans compter les autres, les occasions, et celles qu'il allait voir à Nevers ou à La Charité !

— Qu'est-ce que vous faites ?

Il faillit dégringoler de son perchoir, non parce qu'il avait peur, mais parce qu'il était surpris. Ce n'était rien ! C'était Thérèse, une fille qui, à vingt-quatre ans, était toute fanée. Elle était sale, méchante. Elle avait un mari, un Polonais, qui travaillait à la carrière de Tracy, à quinze kilomètres de là, et qui ne venait la voir que quand il était saoul.

— Laissez-moi voir, vieux saligaud...

Sans attendre qu'il lui cédât la place, elle se hissa près de lui, regarda, conclut :

— Mince alors !

Le patron était encore dans la chambre de Rose et Thérèse constatait :

— Dire qu'il lui faut ça toute la journée ! Qu'est-ce que je venais faire, moi ?... Ah ! oui, c'est le 3 qui va partir et qui veut qu'on lui fasse le plein d'essence...

Ainsi, minute après minute, geste après geste, case par case, la maison s'était mise en mouvement, la journée s'était engrenée.

Avec un soleil déjà haut, déjà chaud, qui dissipait la brume

au-dessus de la Loire et qui séchait la route où la nuit avait mis de larges taches de mouillé.

— Tu as commandé le petit déjeuner?

Maurice Arbelet était presque prêt. Il se tenait devant la fenêtre ouverte pendant que sa femme habillait Christian et que celui-ci, comme tous les matins, mettait près d'une demi-heure à se réveiller.

— Tu crois qu'il faut prendre le petit déjeuner?

Question d'argent! Émile se hâta d'affirmer :

— J'ai faim...

Et sa mère répliqua :

— Nous achèterons des croissants à la boulangerie et nous les mangerons en route...

Pourquoi aussi compter 6 francs un petit déjeuner composé de café et de deux croissants?

— Tu crois que les enfants ne sont pas trop fatigués pour continuer à pied?

Celui qui était fatigué, c'était Arbelet, mais il n'osait pas le dire. Il se sentait vague. Ses tempes étaient un peu douloureuses.

On entendait Thérèse qui arrangeait la terrasse et qui jetait des seaux d'eau sur le trottoir. Des gens parlaient à voix haute, sur un seuil. La journée était presque neuve.

— Faisons toujours quelques kilomètres. Il sera temps, n'importe où, d'arrêter l'autocar...

Maman essuyait les brosses à dent, enveloppait le savon dans du papier, roulait une serviette, serrait tout cela dans un vaste sac à main qui servait pour les excursions.

Elle oublia le peigne, y pensa à temps. Arbelet avait dit :

— Je descends toujours...

Émile, bien entendu, s'était écrié :

— Moi aussi!...

— Reste avec moi..., ordonna la mère qui pensait à l'oncle Félix.

Et son mari, qui y pensait aussi, lui lança un regard d'intelligence.

Valait-il mieux revoir l'oncle ou ne pas le revoir? En tout cas, les enfants ne devaient pas savoir que quelqu'un de la

famille était tombé aussi bas dans l'échelle des êtres.

La première personne qu'Arbelet rencontra, alors qu'il descendait l'escalier, ce fut Rose, qui se dépêchait et qui sentait le savon.

— Pardon, monsieur...

— Faites, je vous en prie...

Elle courait. Elle descendait l'escalier par sauts de trois marches. Elle avait à peine seize ans !

— Sers vite les petits déjeuners du 6 et du 7..., lui lança le patron quand elle entra dans le café.

Le 6 et le 7, c'était la famille Arbelet et Maurice s'interposa :

— Ce n'est pas la peine... Nous ne déjeunerons pas...

— Vous ne prendrez pas de café ?

— Jamais d'aussi bonne heure, non...

Arbelet rougissait, s'en voulait de rougir ainsi chaque fois qu'il était question d'argent.

— Vous me préparerez la note...

— Elle sera vite faite... 40 et 30... 70 francs...

Naturellement, c'était plus qu'Arbelet n'avait prévu ! C'était toujours plus !

— Il y a les consommations d'hier au soir... Vous aviez une tournée, n'est-ce pas ?... Plus un verre, plus la grenadine et l'apéritif...

Maman descendait et Arbelet avait hâte de payer, plus hâte encore que le patron se tût.

Il entendait que dans la cour on manœuvrait la pompe à essence, mais il ignorait que c'était son oncle Félix. Un client descendait, un des joueurs de la veille, et peut-être que lui aussi allait parler des tournées.

— Nous marchons toujours..., annonça maman.

A cet instant, cela signifiait :

— Je vais avec les enfants jusqu'à la boulangerie pour acheter des croissants...

— C'est ça !... J'attends ma monnaie et je vous suis...

Il avait envie d'une tasse de café. C'était ridicule d'en avoir une telle envie et surtout d'en faire un cas de conscience, mais c'était ainsi. Il avisa Rose. Déjà il se sentait coupable de la façon dont il la regardait.

— Mademoiselle... Vous me donnerez un café, s'il vous plaît...

Il pouvait voir les siens, avec maman qui tenait les enfants par la main, atteindre l'autre trottoir. On aurait pu croire que la nature transpirait déjà, que la ville exhalait une odeur d'été et, quand on lui servit son café, quand Rose se pencha, Arbelet se surprit à la respirer, à dégager son odeur de toutes les odeurs du matin.

— Arrosé ?

Il ne comprit pas tout de suite.

— Non ! merci ... Seulement un morceau de sucre...

Pourquoi regardait-il par les portes ouvertes ? Pourquoi n'était-il pas en paix avec sa conscience ? Ce n'était pourtant pas à cause de l'oncle ! Pas non plus tellement à cause de la partie de belote et des trois verres de marc !

Il apercevait la cuisine et, dans un coin, une vieille femme obèse qui commençait à éplucher des légumes. Dehors, Thérèse, pliée en deux, passait un torchon mouillé sur le bord du trottoir et sa robe remontait, laissant voir ses jambes nues.

Le patron, au comptoir, regardait rêveusement un menu qu'il n'avait pas encore rédigé et Arbelet s'émerveilla qu'il n'eût pas trente-deux ans.

Pourquoi s'émerveiller ? Qu'est-ce qu'il y avait d'extraordinaire dans cette maison ? En quoi le sort du patron du Cheval Blanc était-il plus enviable que celui de n'importe qui ?

— Rose !... Va voir dans le frigidaire combien il reste de poulets...

Les Arbelet n'avaient pas de frigidaire, mais ils étaient décidés à en acheter un. Ils mangeaient rarement du poulet. Il n'y avait pas, dans leur maison, de portes ouvertes à toutes les surprises, une cour où ronronnait un moteur d'auto, ni la route et le charcutier d'en face, ni les lauriers dans les baquets peints en vert...

Il n'y avait pas...

Il donna 10 francs de pourboire et s'en voulut, car il n'aurait pas osé le dire à sa femme. Il avait entendu le timbre d'une boutique, une boulangerie, où sa famille venait d'entrer, à cent mètres de là.

Il avala honteusement son café. Il aurait voulu s'attarder

encore, sans raison, mais il s'arracha au Cheval Blanc, arpenta le trottoir à grands pas, vit la boulangère plonger la main dans un bocal pour y prendre des bonbons rouges et verts que Christian avait dû réclamer.

Maman, elle, comptait soigneusement la monnaie qu'elle posait pièce à pièce sur le marbre du comptoir. Comme elle sortait, Arbelet l'entendit qui déclarait:

— Pas dans la rue... Ce n'est pas convenable...

Il fallait attendre, pour manger les croissants, d'être sortis de la ville. Une chose était d'ores et déjà certaine : on aurait soif ! Émile surtout, qui avait toujours soif !

— Au prochain village..., promettrait maman.

Et le gamin répéterait tous les cent mètres :

— C'est encore loin, le village ?

— Regarde devant toi...

Est-ce parce qu'il pensait à ce mot familier qu'Arbelet ne résista pas au désir de se retourner ?

Se sentait-il coupable au point de se croire obligé de prononcer :

— J'ai essayé de le rencontrer...

— Tu l'as vu ?

— Non... Il faudra que nous fassions quelque chose...

— Tu ne trouves pas que nous avons fait assez ?

Christian, à l'énorme tête sur un petit corps boudiné, butait déjà en regardant trop loin devant lui, au delà des objets visibles. Émile donnait des coups de pied dans une pierre et s'étonnait qu'on ne lui eût pas encore rappelé qu'il usait ses souliers.

— On ne peut pourtant pas le laisser dans une situation pareille, disait le père.

— C'est la faute à qui ? répliquait la mère.

Et, comme Émile levait la tête vers elle, elle s'empressa d'ajouter :

— Ne parlons pas de ça maintenant...

— Qui est-ce, maman ?

— Qui ?

— L'homme qui est dans une situation...

On tournait à droite et, abandonnant la grand'route, on empruntait un chemin qui conduisait au bord de la Loire.

— Donne-leur les croissants...

Il y avait encore des gouttes de rosée sur les orties du talus et le sol, fait d'une croûte de boue durcie, gardait la trace des sabots d'un troupeau de vaches.

Mère soupira, comme toujours :

— Ça sent bon !...

Et Arbelet faillit se retourner une fois de plus. Il était triste. Non, maussade ! Un peu des deux ! Avec aussi une pointe d'inquiétude...

La patronne du Cheval Blanc, madame Fernande, qui était une belle femme de trente ans, aux formes moëlleuses, au visage doux et régulier, venait d'ouvrir sa fenêtre au soleil du matin et des millions de petits grains de poussière s'échappaient du lit pour rejoindre l'embrasement de la nature.

A quelques mètres, c'était le toit de vieilles tuiles du garage et, dans ce toit, une lucarne glauque à laquelle nul n'avait jamais pensé.

Vers dix heures seulement, quand madame Fernande descendrait à la caisse, le vieux Félix pourrait s'étendre sur son lit de fer et, indifférent désormais aux bruits et aux images de la maison, s'enfoncer dans un lourd sommeil de bête malade.

— Tu ne le manges pas ? demandait madame Arbelet à son mari, en lui montrant le dernier croissant.

Elle le partagea entre les deux enfants.

III

On ne sut pour ainsi dire rien. Mais y avait-il vraiment quelque chose à savoir ? On attrapait des bribes par-ci par-là, des bribes d'événements qui n'en étaient pas encore et qui faisaient pourtant partie de l'avenir.

Des fils se nouaient, voilà ! Même pas. Ils s'emmêlaient comme des ficelles, les ficelles de plusieurs destinées, trois ou quatre, peut-être plus, sans que rien prouvât que cela ferait un nœud.

Nine commença. Elle était assise dans son coin de cuisine, près de la fenêtre, d'où elle ne bougeait pas depuis le matin jusqu'au soir. A son habitude, elle entassait des épluchures

dans son tablier de toile bleue, et un seau à demi-plein d'eau, entre ses pantoufles, attendait les pommes de terre.

Comme sur les tableaux d'intérieurs hollandais, la lumière, qui pénétrait de biais par la fenêtre, n'éclairait qu'elle, laissant le reste de la cuisine dans le clair-obscur.

Qui était là à ce moment et quelle heure était-il au juste? On était jeudi, car le fils de Thérèse n'était pas à l'école et traînait dans la cour en se demandant quel mal il allait pouvoir faire.

Il n'était pas dix heures car, au-dessus des têtes, on entendait encore les pas de madame Fernande, qui n'avait pas quitté sa chambre.

Donc, un peu moins de dix heures. Dans la cour, l'air était calme, presque gluant. La pompe à essence, en plein soleil, était d'un rouge saignant. Une après l'autre, les pommes de terre de Nine tombaient dans le seau et en faisaient jaillir quelques gouttes d'eau.

— Qu'y a-t-il eu, ce matin?

Thérèse était là, occupée à un sale travail, car elle avait les manches troussées et du noir sur le visage. Le patron était là aussi, à prendre des victuailles dans le frigidaire.

Quand Nine parlait, elle ne semblait jamais s'adresser à quelqu'un, ni attendre de réponse. Elle dévidait sa phrase, sans bouger, pour se débarrasser d'une idée qui lui trottait dans la tête. L'idée sortie, c'était fini et peu importait que quelqu'un la ramassât.

— C'est le jeune couple..., répliqua Thérèse, de mauvaise humeur.

Et le patron, méfiant, d'intervenir :

— Qu'est-ce qui s'est passé avec le jeune couple?

Ce n'était rien, moins que rien. Depuis quarante ans qu'elle était là, à éplucher des légumes dans le même coin où l'hydropisie l'avait tout doucement enflée, Nine avait bien le droit de prononcer, au bout d'une heure, une petite phrase en l'air. Et Thérèse celui de répondre ! Et le patron le droit de demander de quoi il s'agissait !

— Ils se sont fait réveiller à quatre heures pour aller à la pêche..., grogna Thérèse.

Et M. Jean lui lança un vilain petit coup d'œil, car il n'aimait pas qu'on fît mine de se plaindre.

— Qu'est-ce que ça peut te faire? C'est toi qui as dû te lever?

— C'est Félix...

— Alors?

— Alors rien...

C'était pourtant une de ces matinées qu'enfant on n'a vécues que quelquefois, par miracle, et qui restent dans la mémoire comme la synthèse de l'été.

Riri, le gamin de Thérèse, portait un tablier à petits carreaux roses devenu trop court et, les mains dans les poches, jouait à donner des coups de pied dans les cailloux.

Nine avait les lèvres entr'ouvertes comme par un sourire. On ne savait pas au juste si c'était un sourire ou une conformation particulière de la bouche. Elle ressemblait si peu aux autres qu'on ne cherchait pas à ramener ses expressions à celles du commun des mortels.

C'était Nine! Un être qui avait toujours été pareil à lui-même. Était-elle différente quand elle était arrivée, quarante ans plus tôt, du temps du grand'père de madame Fernande? Elle était déjà aussi grosse, aussi molle et elle avait de la peine à marcher puisqu'on ne lui avait jamais fait faire le service de table.

D'où venait-elle? De quel village? On l'ignorait, c'était sans importance. Elle s'était assise là et elle y était restée.

Le plus extraordinaire, c'est qu'un beau jour elle avait eu un enfant, sans que jamais on eût vu d'homme dans sa vie. Il est vrai que l'enfant était mort tout de suite...

◘

— La voilà qui descend!

Il n'était pas besoin de demander si Thérèse aimait madame Fernande. Il suffisait de l'entendre annoncer :

— La voilà qui descend!

C'était si flagrant que M. Jean releva le mot.

— Tu ne pourrais pas parler autrement?

— Qu'est-ce que j'ai dit de mal?

La journée était mal commencée. Madame Fernande était en bas, mais elle allait droit à la caisse sans passer par la

cuisine. On l'entendait qui disait à Rose, occupée à dresser les couverts dans la salle :

— Les jeunes mariés ne sont pas rentrés?

Encore une fois, le regard de M. Jean croisa celui de Thérèse. Et, sans raison précise, il se sentit furieux contre elle. Était-ce à cause de ses cheveux en désordre et de son air mal lavé? Ou parce qu'elle prenait toujours des mines de victime?

— Qu'est-ce que tu as, ce matin?

— Je n'ai rien...

Il préparait des raviolis, étendant sa pâte au rouleau sur le bois enfariné de la table. La voix de sa femme l'appela :

— Jean!...

— Un instant!...

Comme par hasard, il retrouva le regard de la servante. Il n'en finit pas moins d'étendre sa pâte, s'essuya les doigts à son tablier, franchit le seuil de pierre de la salle.

C'était, à cette heure, le côté ensoleillé de la maison. En venant de la cuisine, on croyait sortir d'une cave. Toutes les nappes blanches ruisselaient de lumière et par la porte ouverte on découvrait la route, les lauriers, le banc vert.

— Combien as-tu pris?

Madame Fernande, bien peignée, douce et sereine, avait rangé devant elle des piles de monnaie. Un crayon à la main, elle attendait.

— Ce matin? demandait M. Jean qui, malgré lui, avait des yeux de coupable.

Car il était toujours coupable de quelque chose envers elle!

— Oui... On a présenté une traite?

— Je ne crois pas... Pourquoi demandes-tu ça?

— Il manque 300 francs...

C'était le jour, décidément! Jean aurait pu se donner le temps de réfléchir. Au lieu de cela, il dit sottement :

— Ah! oui... J'ai donné de l'argent au boucher...

— Tu as sa note?

— Non... Il avait besoin de monnaie... Je lui ai remis 300 francs...

Des bribes, rien que des bribes! Il venait de se souvenir que, de bonne heure, alors qu'il cassait la croûte, Thérèse était venue lui demander de l'argent. Que lui avait-elle raconté

au juste? Il avait oublié. Il pensait à autre chose. En tout cas, il ne lui en avait pas donné.

Maintenant, il fallait avertir le boucher pour qu'il ne vende pas la mèche.

— Tu as fait le menu?

— Il est déjà affiché...

Le matin, il ne parlait pas à sa femme, qui dormait encore. Quand elle descendait, ils faisaient tous les deux comme s'ils s'étaient déjà vus.

— Je continue mes raviolis...

Mais il ne devait pas les continuer aussitôt. En rentrant dans la cuisine, il remarqua l'absence de Thérèse, demanda :

— Où est-elle?

Nine se contenta d'un mouvement de la tête dans la direction de la fenêtre. On voyait, dans la cour, Thérèse qui se dirigeait vers le cellier où, chaque matin, elle remplissait de blanc fumé les fillettes qu'on posait sur les tables du restaurant.

Elle profita de ce qu'elle passait près de son fils pour le secouer et elle dut l'envoyer jouer dehors, car le gosse s'éloigna vers la porte cochère.

Alors M. Jean traversa la cour à son tour et quand, un instant plus tard, Rose entra dans la cuisine, elle s'étonna.

— Il n'y a personne?

La vieille Nine recommença son geste vers la cour vide. Ou plutôt elle n'était déjà plus vide. Félix sortait du garage, les cheveux hirsutes, les traits brouillés, comme quand il venait de se lever. Il faut croire qu'il entendait du bruit du côté du cellier, car il regardait dans cette direction et s'était même arrêté pour écouter.

A force de vivre ensemble, on en arrive à deviner. Rose, qui pourtant ne savait rien, questionna :

— Qu'est-ce qui se passe?

Or, quand Nine n'avait rien à dire, elle ne répondait pas. Madame Fernande était toujours à la caisse, à recopier le menu en vingt exemplaires, un pour chaque table. Rose aurait dû monter changer de tablier et se relaver avant de servir.

Dans la cour, Félix s'approchait cahin-caha, en écoutant

toujours et, quand il ouvrit la porte de la cuisine, on perçut des éclats de voix qui venaient du cellier.

— C'est de là...

Il fallait qu'il le dise, autrement il n'aurait plus été lui ! Et il avait l'air dégoûté, submergé par la dégoûtation du monde !

Cela ne l'empêchait pas d'ouvrir le frigidaire et d'y fouiner de ses mains sales, exprès ! Car il le faisait exprès de pêcher, par exemple, des anchois dans la sauce et de les manger, puis de remettre ses doigts gras dans le plat.

Rose lui en avait tant de fois fait la remarque qu'elle ne dit rien. Elle voyait M. Jean qui sortait du cellier à grands pas, dans l'attitude d'un homme furieux. Il ne parcourait que quelques mètres et, retrouvant sans doute un reste de colère, faisait demi-tour, disparaissait par la porte entr'ouverte. Parfois on le voyait, dans l'ombre du cellier, qui gesticulait. On crut entendre un cri.

Au même moment, on se retourna, car madame Fernande était sur le seuil et demandait calmement :

— Qu'est-ce qu'il y a ?

— Rien, madame...

— Dites-moi, Félix, qu'est-ce que vous avez servi aux jeunes mariés, ce matin ?

— Du café au lait, du pain et du beurre...

— Ils n'ont rien pris d'autre avant de partir ?

Elle vit bien son mari qui sortait, définitivement cette fois, du cellier, et qui traversait le rectangle ensoleillé de la cour. Mais elle n'y prêta pas attention et regagna sa caisse.

Debout, Félix mangeait. Il mangeait toujours de la sorte, des choses qu'il prenait dans le frigidaire, et on y était tellement habitué que son couvert n'était jamais mis et qu'on ne l'appelait pas à l'heure des repas.

Le premier mouvement de Jean, une fois dans la cuisine, fut de se remettre à ses raviolis, mais, d'instinct, il alla d'abord jeter un coup d'œil à la salle et il aperçut le boucher accoudé à la caisse.

Tant pis ! Qu'est-ce qu'il pouvait y faire ? Il valait mieux s'atteler au travail, en attendant de voir comment cela se passerait.

Le plus curieux c'est que, pour se calmer, il adressa exactement à Félix la même phrase que sa femme.

— Qu'est-ce que tu leur as servi, ce matin?

Des jeunes mariés qui avaient la passion de la pêche et qui, depuis quatre heures, étaient tapis quelque part dans les roseaux du bord de la Loire!

◘

En apparence, la vie continuait comme les autres jours, comme dans tous les hôtels échelonnés le long des routes nationales. Pour s'apercevoir d'une anomalie, il aurait fallu être du métier. Et encore! Dès que la porte s'ouvrait, ou qu'une auto s'arrêtait sur le seuil, les visages changeaient d'expression, sauf celui de madame Fernande qui n'en avait pas besoin, car elle avait son visage tranquille de tous les jours.

Elle n'avait rien dit! Ni du boucher, ni des 300 francs! Elle se levait lorsqu'il le fallait, s'approchait des gens avec un sourire aimable.

— Trois couverts? Vous préférez être près de la fenêtre? Rose! Trois couverts ici... Prendrez-vous le menu à 25 francs ou celui à 18?

L'air commençait à sentir l'essence. Dans la cuisine, du beurre ou de la graisse grésillait, des flammes montaient chaque fois qu'on déplaçait une casserole du fourneau et M. Jean, l'œil dur, faisait des portions.

Rose n'avait pas encore compris. Ce qu'elle savait, c'est qu'en sortant du cellier, Thérèse était montée dans sa chambre où il avait fallu aller la chercher. Rose lui avait parlé à travers la porte.

— Monsieur Jean te dis de descendre tout de suite...

— Je m'en f...!

— Il y a au moins quinze clients d'arrivés...

— Je m'en f...!

— Ouvre!...

— Non!...

Un peu plus tard, madame Fernande demandait sans s'émouvoir, voyant Rose assurer seule le service :

— Thérèse n'est pas ici?

— Elle va descendre...

Et, en effet, elle était descendue, les yeux rouges, avec trop de poudre et de rouge sur les joues, les lèvres maquillées comme si le fard avait fondu. On n'en voyait pas moins qu'elle avait un bleu près de la tempe et Rose avait regardé M. Jean avec une certaine crainte.

Du moment que Félix avait mangé, il était allé se recoucher, comme toujours, car ce n'est qu'à trois heures qu'il commençait à laver la cour.

— Deux quenelles, deux !...

Madame Fernande notait tout sur de petites fiches, laissait errer son regard sur les tables où, chaque jour, d'autres inconnus mangeaient les mêmes quenelles de brochet en faisant des réflexions à peu près identiques et en posant les mêmes questions.

Par les fenêtres ouvertes, elle vit revenir les jeunes mariés chargés de leur attirail de pêche et ils se lavèrent les mains à la fontaine du corridor.

Ceux-là, arrivés depuis deux jours, étaient déjà familiers. L'homme s'approchait de la caisse.

— Qu'est-ce que vous allez nous donner à manger ? Nous mourons de faim...

— Vous avez commandé quelque chose de spécial ?

Et madame Fernande appela :

— Jean !...

— Oui...

Tout en parlant côté cuisine, elle ne perdait pas de vue le côté café et, entendant du bruit, elle avertissait Thérèse.

— Allez voir ce que c'est...

Presque aussitôt des éclats de voix, puis un silence, puis encore des éclats de voix. Des clients s'arrêtaient un instant de manger pour écouter.

GEORGES SIMENON

(A suivre)

AVANT LA TROISIÈME RENCONTRE

HITLER-MUSSOLINI

DANS quelques heures, le Führer sera l'hôte du Duce. Tout est prêt, de la frontière des Alpes aux côtes de la mer Tyrrhénienne, pour le recevoir, depuis les maisons qui bordent la voie ferrée — et dont les propriétaires ont reçu l'ordre de reblanchir les façades — jusqu'à l'enthousiasme des foules, jusqu'aux premières pages des journaux. C'est la troisième fois que M. Mussolini et M. Hitler se rencontreront. Comment ne pas songer, à la veille de cette entrevue nouvelle, à celles qui l'ont précédée, et qui l'expliquent?

■

La première, celle de Venise, est du 14 juin 1934. A ce moment, l'Italie a pris nettement position en Europe Centrale. Il y a trois mois que les protocoles italo-austro-hongrois ont été signés. Ils ont pour objet d'orienter vers Rome la politique de Vienne et de Budapest, de la soustraire à la fois à l'influence de la Petite-Entente et à celle de l'Allemagne. D'autre part, M. Mussolini songe déjà — on ne le saura que plus tard — à sa campagne africaine. Il ne pourra se lancer dans cette aventure lointaine que si la situation européenne est aussi claire, aussi stable que possible. Un entretien d'homme à homme avec le chef du troisième Reich est nécessaire. Le bruit, qui en a couru à maintes reprises et qui toujours a été démenti, circule à nouveau. Une semaine après, la rencontre a lieu.

M. Hitler descend d'avion presque sans escorte, en tout cas sans apparat. Il avait souhaité que la conversation eût un caractère privé. Il se trouve dans une ville en fête. Le Grand Canal est pavoisé. Les Vénitiens sont aux fenêtres, ils voient passer le canot automobile qui porte les trois couleurs italiennes et la croix gammée et à l'arrière duquel se tiennent debout un personnage humble, en imperméable de voyage, le Führer, et leur Duce radieux, en uniforme, et qui répond d'un geste large à leurs ovations. Car c'est à lui surtout que s'adressent les applaudissements. Il les appelle, il les attire, il les accapare, et celui pour qui, en principe, la ville des doges est en liesse, ne peut manquer de s'en rendre compte dès son arrivée. Son impression n'est pas bonne. Au cours des conversations en tête-à-tête, il prend sa revanche en développant longuement, et dans un style confus pour son auditeur latin, sa conception germanique du monde. M. Mussolini ne le suit pas. C'est à son tour d'éprouver une sorte de malaise devant les ambitions diffuses de l'Allemand. Quand les deux hommes se séparent, non seulement aucune entente n'est réalisée, mais les suspicions réciproques se sont accentuées. L'Italie et l'Allemagne suivent des voies différentes.

Le 30 juin, on apprend à Rome que le Führer vient de procéder, d'une façon sanglante, à l' « épuration » du parti nazi. Officiellement on ne réagit pas, mais l'indignation est profonde. Le mois suivant, alors que, sur une petite plage de l'Adriatique, M. Mussolini attend son ami Dollfuss, la nouvelle arrive que le chancelier d'Autriche a été assassiné. Un mois après l'entrevue de Venise, les troupes italiennes sont mobilisées sur le Brenner.

Les mois passent. L'expédition d'Éthiopie est décidée. La rumeur en circule dès septembre 1934. L'Italie, qui a renoncé à l'amitié allemande, gagne celle de la France en signant les accords de janvier 1935. Ses rapports avec la Grande-Bretagne n'ont jamais cessé d'être excellents. En avril, la conférence de Stresa consacre la nouvelle direction de la politique européenne de Rome. On sait le reste, l'approche du conflit africain, la présence de la Home Fleet dans la Méditerranée, les sanctions, les progrès de la grande querelle italo-anglaise, et la façon dont la jeune réconciliation franco-

italienne fut étouffée, et surtout l'occasion inespérée qui s'offrit alors pour l'Allemagne de sortir de son isolement en repêchant de main de maître l'Italie, menacée par cinquante-deux nations.

L'entente italo-allemande est cimentée en octobre 1936 par les accords de Berchtesgaden. Elle est solennellement consacrée par la deuxième rencontre Hitler-Mussolini en septembre 1937. Le Führer et le Duce ont médité sur les raisons qui avaient fait échouer la tentative de Venise. Aucune des erreurs qui, de part et d'autre, avaient alors été commises ne fut répétée.

Quand, à Munich, M. Mussolini fit son apparition sur la place de la gare, le premier spectacle qui s'offrit à ses yeux fut celui de deux faisceaux immenses et d'un arc de triomphe orné d'un M colossal. Le premier air qu'il entendit, aussitôt après les hymnes nationaux, fut le refrain du régiment dans les rangs duquel il avait combattu pendant la guerre. A la Maison Brune, dans le bureau même de M. Hitler, ce qui le frappa, ce fut son propre buste. Et, d'un bout à l'autre du voyage, l'illusion se poursuivit. Les rues étaient parfois entièrement drapées d'une seule couleur, mais toujours de vert, de blanc ou de rouge. Dans la forêt innombrable des étendards allemands et italiens mêlés, partout les pavillons italiens dominaient. L'armée que le Duce passa en revue, les usines de guerre qu'il visita, les foules qui, nuit et jour, se massaient pour l'acclamer, il eut le sentiment qu'elles étaient siennes. Tout avait été organisé — et avec quelle maîtrise — pour qu'il eût le sentiment qu'un peuple entier, joyeux, discipliné, puissant, avec sa foi en l'avenir et sa volonté de réaliser, se donnait à lui tout entier. Quels qu'aient pu jamais être les rêves de ce condottiere de génie, jusqu'alors limités par les moyens dont il disposait, il put avoir, pendant son séjour en Allemagne, la certitude qu'ils n'étaient pas des chimères, qu'un instrument à sa taille était à sa disposition et qu'il agirait désormais sur le monde comme il l'entendrait.

Sans doute, l'entente Italo-allemande a-t-elle pour base une collaboration sur un pied d'égalité entre Rome et Berlin, en vue d'une politique commune, mais M. Mussolini doit naturellement penser, après les accueils indescriptibles dont il a été l'objet dans toutes les provinces du Reich, que les directives

de cette politique, c'est lui qui les donnera, parce que c'est de lui qu'on les attend. Hitler s'est effacé devant lui et la nation allemande l'a reçu moins comme le chef d'une nation amie que comme un guide et un maître.

■

Et, de fait, par deux fois au moins, M. Mussolini a tenté de peser sur la politique allemande pour en accentuer ou en dévier le cours. La première occasion se présenta le 28 octobre, jour anniversaire de la marche sur Rome.

La campagne d'Éthiopie, en dirigeant vers l'Afrique presque tous les efforts italiens, les avait, par cela même, détournés de l'Europe centrale. D'ailleurs, l'Italie ne s'était posée en champion de l'indépendance autrichienne que d'accord avec la France et la Grande-Bretagne, ou plutôt elle espérait, en luttant contre l'Anschluss toujours menaçant, obtenir de la France et de la Grande-Bretagne une sorte de tolérance à l'égard des aventures éventuelles qu'elle pourrait tenter dans d'autres secteurs. L'affaire des sanctions lui avait montré que ce calcul s'était révélé inexact et, maintenant qu'un fossé profond la séparait des deux démocraties occidentales, il lui devenait singulièrement difficile de monter seule la garde contre une Allemagne amie. L'idée que l'Autriche serait un jour ou l'autre, non pas absorbée par le Reich, mais soumise à une influence allemande indiscutée, était désormais admise à Rome. Elle l'était pourtant avec plus de résignation que de joie, comme une éventualité contre laquelle on ne peut rien plutôt que comme une perspective que l'on souhaite. Aussi, quand M. Hitler fit savoir au monde que ce qu'il revendiquait maintenant c'étaient les colonies, cette déclaration fut-elle accueillie à Rome avec soulagement. Les ambitions allemandes s'éloignaient de l'Europe et, si elles se réalisaient, ce devait être aux dépens de la Grande-Bretagne et de la France. Les événements ont montré depuis que la revendication coloniale n'était, au moment où elle fut faite, qu'une manœuvre et que le plan d'extension du Reich tel qu'il a été formulé une fois pour toutes, est suivi à la lettre, la récupération des colonies perdues ne devant se faire qu'après l'accroissement territorial en Europe. Mais M. Mussolini

ne laissa pas échapper la minute favorable : devant soixante-dix mille personnes assemblées au stade monumental de Rome, qu'on inaugurait pour la circonstance, en présence du ministre allemand Rudolf Hess et d'une nombreuse délégation national-socialiste, il réclama pour l'Allemagne un empire au delà des mers, il reprit à son compte et amplifia la nouvelle thèse hitlérienne. A Berlin, malgré une satisfaction apparente, on vit parfaitement le danger et l'on s'inquiéta. « Mon Dieu, dit l'anecdote, préservez-moi de mes amis ! »

Peu après, l'Angleterre qui, d'accord avec la France, avait en vain tenté d'amorcer avec l'Italie des négociations directes sur l'Espagne, se tourne vers l'Allemagne. Ses avances ne sont pas écartées systématiquement. Une conversation semble possible. Les intentions, à peine cachées, de Londres, sont de ramener Berlin sur le chemin de Genève. C'est au tour de Rome à s'inquiéter. Et brusquement, le 11 décembre, le peuple italien est convoqué sur les places publiques. A dix heures du soir, la voix de son chef lui annonce que l'Italie se retire de la Société des Nations.

La surprise fut grande. L'Italien moyen était persuadé que, depuis longtemps, son pays n'appartenait plus à cette assemblée internationale, sur laquelle quotidiennement ses journaux déversaient leurs sarcasmes. Quant à l'observateur plus averti, il se demanda pourquoi, après tant d'occasions qui auraient justifié cette démission, elle devenait une réalité au moment où l'on s'y attendait le moins. Il ne voyait pas qu'en se retirant de la Ligue, l'Italie rendait impossible une rentrée éventuelle — et d'ailleurs improbable — de l'Allemagne. L'ébauche de négociations anglo-allemandes était mise en pièces, et la discipline de l'axe Rome-Berlin joua si bien qu'un communiqué fit bientôt savoir que non seulement le Reich approuvait la décision italienne, mais que, pour sa part, il considérait son propre éloignement de Genève comme définitif.

■

Pourtant, depuis que s'étaient dissipées les fumées de son voyage triomphal en Allemagne, M. Mussolini se rendait compte que si l'axe Rome-Berlin était un levier formidable

pour celui qui l'aurait en mains, il présentait aussi des dangers. Les coquetteries anglo-allemandes n'avaient été qu'une alerte, mais riche de leçons. La situation financière et économique de l'Italie laisse à désirer. Le plan d'autarcie, quand il sera complètement réalisé, permettra peut-être à la péninsule de vivre sur elle-même, mais, pour l'instant, sa mise au point exige du pays de nouveaux sacrifices. Il a fallu tout récemment opérer un prélèvement de 10 p. 100 sur le capital des sociétés par actions, comme il avait déjà fallu faire un prélèvement sur le capital immobilier. La balance commerciale est en déficit. L'Éthiopie, l'Espagne coûtent cher. Que son seul allié puissant, le Reich, ait un jour intérêt à se détourner, même légèrement, de l'Italie et celle-ci se trouve isolée à un moment où elle aurait beaucoup à souffrir de cet isolement. Cet abandon, elle ne le craint pas, elle sait que son entente avec l'Allemagne n'est, ni pour l'une, ni pour l'autre, le résultat d'un caprice et qu'elle s'appuie sur des fondations très solides, mais elle sait aussi que l'Allemagne n'ignore rien de ce que signifierait pour elle, Italie, la simple menace d'un abandon. Elle sait que, par là, l'Allemagne a barre sur elle. Ce qu'elle souhaite, c'est une garantie à une amitié trop exclusive et cette garantie, elle la trouverait dans une réconciliation avec l'Angleterre.

Voilà longtemps que la réconciliation est dans l'air. Des lettres ont été échangées pendant l'été entre M. Chamberlain et M. Mussolini. Mais ce premier geste n'a pas eu de suites, malgré les bons offices d'intermédiaires officieux. On ne comprend pas, à Rome, que les discours conciliants prononcés par le Premier britannique alternent avec des déclarations moins encourageantes du ministre des Affaires étrangères. On veut bien entamer des pourparlers, mais à condition d'être sûr à l'avance des résultats, et l'on se fait de la politique britannique une idée presque machiavélique : on suppose que l'intention profonde de Londres c'est de gagner du temps, pour prendre sur l'Italie une vengeance éclatante. C'est pourquoi la reconnaissance de la conquête éthiopienne par l'Angleterre prend une valeur exceptionnelle ; c'est, aux yeux des Italiens, l'engagement solennel de la part de l'Angleterre qu'elle ne cherchera pas à briser l'Empire encore si jeune et qui s'est constitué malgré elle.

Le départ de M. Eden fut incontestablement pour l'Italie d'un grand prix. Des deux tendances du Cabinet britannique, celle qui l'emportait était celle vers laquelle allaient les sympathies italiennes. On put penser alors que la tâche de M. Chamberlain serait extrêmement difficile, qu'il se trouvait devant une opposition presque sans précédent en Angleterre, qu'il jouait tout le sort de sa politique sur la négociation italienne et que, le sachant, M. Mussolini pourrait obtenir de lui le maximum. C'était mal raisonner, car ses difficultés de politique intérieure furent pour M. Chamberlain un avantage et lord Perth put aisément convaincre le comte Ciano que trop d'exigence rendrait inacceptable, en Angleterre, un accord que, de part et d'autre, les deux gouvernements désiraient sincèrement.

Un événement inattendu — et capital — allait d'autre part précipiter le rapprochement : l'entrée des troupes allemandes en Autriche. Lorsque, le 9 mars, M. Schuschnigg annonça brusquement qu'un plébiscite aurait lieu le 13 et que la population aurait à se prononcer pour ou contre « une Autriche libre et allemande, indépendante et sociale, chrétienne et unie, pour ou contre la paix et le travail, et l'égalité des droits de tous ceux qui se rallient au peuple et à la patrie », la presse italienne, surprise, entonna l'hymne classique de l'amitié italo-autrichienne et l'on put croire un instant que le successeur de Dollfuss ne s'était décidé qu'après avoir consulté son puissant voisin italien, peut-être même sur son conseil. Il n'en était rien et on le vit bientôt quand les louanges unanimes allèrent au Führer. M. Mussolini lui-même a dit, par la suite, que M. Schuschnigg l'ayant mis, après décision prise, au courant de ses intentions, il lui aurait répondu : « Vous maniez une bombe qui vous éclatera entre les mains. »

A vrai dire, depuis que l'axe Rome-Berlin était en mouvement, M. Mussolini avait favorisé la pénétration allemande en Autriche, et cela au nom d'un des principes constants de sa politique, qu'il faut aller au devant du danger et faire soi-même la part du feu. M. Schuschnigg voulait se rapprocher de la Tchécoslovaquie, elle aussi menacée ; M. Mussolini l'en avait dissuadé de la façon la plus ferme. Il lui avait conseillé la collaboration avec les nazis et c'est en partie sous son

influence que M. Seyss-Inquart fut, pour la première fois, introduit dans l'antichambre du Gouvernement. Ce que M. Mussolini espérait, c'était que, puissance allemande, l'Autriche garderait au moins une apparence d'autonomie. Les faits allaient lui montrer le dynamisme allemand sous son vrai jour. Le 12 mars, les avant-gardes du Reich sont au Brenner. Officiers allemands et officiers italiens ont l'ordre de fraterniser. On se serre la main par-dessus la frontière.

Mais cette satisfaction de commande, la population italienne ne la partage pas. Elle a, cette population, l'habitude séculaire des gouvernements : tant d'empereurs, tant de papes, tant de rois et de princes ont régné sur son sol ! Elle est indulgente aux grands. Mais elle a aussi le bon sens des vieilles races terriennes ; la politique peut avoir des nécessités diverses, mais, elle, ne modifie pas si facilement ses sympathies et, de l'Allemand, elle se méfie. Et puis la guerre n'est pas si ancienne. Les Italiens n'ont pas oublié que, s'ils l'ont faite, c'était pour se débarrasser du lourd empire austro-hongrois, leur voisin, que cet empire a été brisé en morceaux et que le remplacer par un autre empire germanique, plus pesant encore, c'est annuler d'un coup tout le bénéfice de la victoire.

Aussi la réaction est-elle vive, exceptionnellement vive dans un climat où l'on admet mal l'expression des sentiments individuels. Le communiqué publié à Rome le 13 mars, à l'issue du grand Conseil — et surtout les discours de M. Mussolini du 15 et du 30 mars — n'ont d'autre objet que de répondre à cette inquiétude. Ce sont des justifications, des plaidoyers. Pour la première fois, ce ne sont pas des bulletins de victoire ou des défis. L'opinion italienne a besoin d'être rassurée. On va lui offrir l'accord avec l'Angleterre. La négociation a été prévue avant l'affaire autrichienne. Mais elle arrive à point. Il était temps.

Les Anglais, échaudés quelques mois auparavant par leur tentative de conversation avec l'Allemagne, que la méfiance italienne avait fait échouer, avaient, cette fois, redoublé de prudence. En même temps qu'ils proposaient à Rome de liquider une situation aigrie par deux années de malentendus, ils se tournaient vers Berlin et laissaient entendre qu'ils étaient prêts à causer. M. von Ribbentrop est à Londres

le jour où les premiers détachements allemands pénètrent en Autriche. Il a été reçu par le roi, il déjeune chez le premier ministre, il écoute avec respect les conseils de modération que celui-ci lui donne, il promet de les présenter à son Gouvernement, alors qu'il sait déjà que l'occupation militaire est chose faite. C'est l'Anschluss qui compromet dès la première heure la négociation anglo-allemande, comme c'est l'Anschluss qui favorise la négociation anglo-italienne.

L'accord signé à la veille de Pâques a été accueilli à Rome avec une joie profonde. Si l'on ne tenait compte que du texte de ce document, on serait en droit de s'étonner de tant d'enthousiasme du côté italien. Les clauses n'en peuvent être appliquées qu'après le retrait des troupes italiennes d'Espagne. La confiance n'est donc pas encore complète entre les deux signataires et l'Italie va-t-elle vraiment se désintéresser de la péninsule ibérique après tant de sang versé, tant d'argent dépensé? Mais, ici encore, l'opinion publique a son mot à dire. Elle n'a jamais, en Italie, été favorable à l'intervention en Espagne. Les familles qui ont eu quelque légionnaire mobilisé sont nombreuses. Plus vite on passera l'éponge sur ce tableau et mieux cela vaudra. D'ailleurs, l'accord ne prévoit pas que le Gouvernement fasciste ne pourra pas contracter avec celui du général Franco un traité d'alliance et encore moins entretenir avec lui des rapports comparables à ceux qu'il entretient avec l'Allemagne, par exemple. Le désintéressement prévu n'est pas un abandon. Et surtout, quelles que soient les stipulations de l'accord, ce que l'Italien de la rue y voit, c'est la fin de la menace anglaise, de cette crainte d'une vengeance froidement préparée dont chacun prêtait l'intention au Gouvernement britannique.

Voilà l'atmosphère dans laquelle se trouve l'Italie au moment où le rideau se lève sur le troisième acte des rapports personnels entre le Führer et le Duce. Les préparatifs en vue des fêtes qui commencent laissent prévoir qu'elles vont avoir un caractère aussi spectaculaire, aussi somptueux, aussi « totalitaire » que celles qui marquèrent le voyage de M. Mussolini en Allemagne. La baie de Naples sera le cadre de manœuvres navales exceptionnelles, auxquelles la plus grande partie de la flotte italienne, moderne, rapide, nombreuse,

prendra part. Le 9 mai, jour anniversaire de la fondation de l'empire, les troupes coloniales seront largement représentées à l'imposante revue qui sera passée à Florence. Des chœurs de voix italiennes répondront au concert de deux mille musiciens allemands, qui se firent entendre, en septembre dernier, au stade olympique de Berlin. La troisième rencontre des deux dictateurs ne le cédera en rien à la seconde. Extérieurement, elle en sera la réplique. Mais la signification en sera-t-elle la même?

On a été frappé que Berlin n'ait à aucun moment fait obstacle à la négociation anglo-italienne, et l'on peut se demander si M. Hitler n'y est pas très sincèrement favorable, s'il n'y voit pas le début d'une entente plus étendue à laquelle lui-même serait prochainement invité à participer? Il a toujours pensé, et affirmé, que la politique allemande ne devait se faire ni contre l'Italie, ni contre l'Angleterre, qu'elle devait trouver un double appui à Rome et à Londres. S'il en est ainsi, l'horizon européen s'éclairerait d'un jour plein de promesses. La collaboration franco-britannique est telle que la crainte pour la France de se trouver isolée ne saurait être envisagée et que la perspective d'une détente générale entre toutes les grandes puissances se dessinerait enfin. Mais n'est-ce pas là faire preuve d'un optimisme exagéré?

Deuxième hypothèse : l'accord anglo-italien est le premier indice d'un changement d'orientation dans la politique fasciste. Le voyage de M. Hitler à Rome n'est que la réalisation d'un engagement pris depuis longtemps. En soi, il ne s'explique plus. L'Italie a maintenant des raisons si profondes de se méfier de l'Allemagne qu'elle évolue vers un retour à ses amitiés antérieures. La politique de Stresa ne sera sans doute jamais ressuscitée et l'on insiste, en Italie, sur le fait que l'axe Rome-Berlin est plus intact que jamais. Mais, en fait, la rouille n'a-t-elle pas commencé à l'attaquer et ne peut-on pas supposer que la sagesse mussolinienne se ménage une éventuelle position de repli?

Dans un cas comme dans l'autre, on pose comme prémisse que les entretiens qui commencent sont réglés à l'avance, que le résultat en est dès maintenant connu des deux interlocuteurs. Rien n'autorise à l'affirmer. Au contraire. On a vu qu'à

Venise d'abord, à Munich et à Berlin ensuite, les facteurs psychologiques ont joué un rôle essentiel. Pourquoi en serait-il autrement maintenant ?

L'entente italo-allemande, telle qu'elle fut esquissée à Berchtesgaden en 1936, repose sur une répartition géographique des zones d'influence. Elle reconnaît à l'Allemagne un droit d'expansion en Europe centrale et orientale, tandis que la Méditerranée est tout entière réservée à l'Italie. L'Autriche, seule, était en principe territoire réservé. L'Anschluss a résolu ce problème en suspens. La part allemande s'est trouvée accrue au delà des conventions, mais, en échange, le Führer a clairement assuré M. Mussolini qu'il se considérait comme son débiteur. Le Duce a donc en poche une traite en blanc. Un affaiblissement quelconque de l'axe Rome-Berlin dévaloriserait cette traite. Il serait insensé de penser que le chef du Gouvernement italien veuille courir ce risque inutile. Sa position est excellente, puisque ce créancier a non seulement la parole de son débiteur, mais trouve également, dans l'accord qu'il vient de signer avec Londres et dans l'amélioration de ses rapports avec Paris, un double moyen de faire pression sur son débiteur. Cet avantage stratégique, va-t-il l'exploiter à des fins personnelles, pour obtenir quelque profit exclusivement italien ou plutôt ne songe-t-il pas à en faire profiter la communauté européenne? L'avenir le dira.

Quant aux atouts dont dispose M. Hitler, ils sont loin d'être négligeables. Il n'ignore pas que l'accord italo-britannique est un accord conditionnel, que, s'il parvient à entraîner son hôte sur un terrain qui rende difficile la solution du problème espagnol, il compromet le résultat des négociations qui viennent de se terminer entre le comte Ciano et lord Perth.

Ce qui est certain, c'est que la troisième rencontre Hitler-Mussolini présente une inconnue. Les chances d'une rupture de l'axe Rome-Berlin sont à peu près inexistantes, mais il sortira des conversations imminentes différent de ce qu'il est actuellement, soit renforcé et plus exclusif, soit au contraire intégré à une politique plus vaste et plus souple, dans laquelle la France, comme l'Angleterre, est appelée à jouer un rôle de premier plan.

★ ★ ★

AU COLLÈGE DE FRANCE

Et *dans Passy, suprême ivresse — les chauffeurs sauraient mon adresse*, a écrit Tristan Derème en des vers mémorables. C'est un fait que les conducteurs de taxi sont les meilleurs garants de la gloire. Tentez donc l'expérience : ils ne broncheront pas si vous les priez de vous mener à tel musée, à tel dancing ou à tel théâtre ; mais si vous criez succinctement « au Collège de France », ils marquent en général de l'hésitation... Que voulez-vous ? ils n'étaient pas encore en fonctions lorsque Mickiéwicz fit son cours incendiaire, lorsque M. Renan fut chahuté, ni même lorsque M. Bergson attirait les précieuses de 1910. Les leçons de M. Paul Valéry, « membre de l'Institut », qui, à onze heures du matin, provoquent un grand concours de monde, vont peut-être remettre le Collège à la mode, mais il n'y est pas encore tout à fait. Doit-on souhaiter qu'il y soit ? Doit-on même s'applaudir que cette institution vénérable existe ?

Des impertinents posent la question, à laquelle je ne voudrais point répondre. Un de mes amis dit souvent que depuis l'invention d'un certain Gutenberg, il n'y a plus aucune raison de faire des conférences. Ce n'est pas l'avis du public qui se presse dans certaines salles de la rive droite pour entendre de vive voix des écrivains diserts et des politiques éloquents.

Ce public-là aime la présence réelle, et il consacre plus volontiers du dérangement à une matinée ou une soirée mondaines que du recueillement à une lecture ; enfin il rêve

toujours, comme l'Anglais de la fable, qu'il verra un jour dévorer le dompteur, c'est-à-dire qu'il se produira devant lui une belle scène de trac ou de scandale. Une autre sorte de gens fréquente aux cours publics de la Sorbonne, où ils reçoivent l'impression flatteuse d'avaler la science toute mâchée, d'étudier sans obligation, ni sanction, et où des érudits, des savants cherchent visiblement à leur plaire. Le cours public des Facultés se justifie ainsi. C'est une publicité excellente pour l'enseignement supérieur, et c'est un exercice tonique pour les professeurs, qui pourraient aisément se croire dans leur séminaire souverains à la fois et oubliés du monde ; tels les naufragés qu'une île perdue a acceptés pour rois.

Mais rien de pareil au Collège de France puisque, depuis la fondation, l'État y dispense en quelque sorte un enseignement libre, y favorise uniquement la communication directe de la science avec la foule. Pourquoi pas? Les Bibliothèques sont bien régies par le même principe. Encore à la Nationale opère-t-on un tri entre les candidats-lecteurs, tandis que rue des Écoles le moindre flâneur, le moindre clochard peut entrer et boire à la source même les paroles d'un académicien, archéologue ou chimiste, coudoyer les quelques spécialistes qui viennent faire tapisserie devant leur confrère, supplanter les étudiants qui, d'aventure, auraient besoin de cultiver la faveur du maître ou leur propre vocation. Par bonheur, la presse n'a jamais été telle qu'on ait dû réformer les instructions de François Ier et distribuer des cartes sur inscription. Les maîtres éminents qui tiennent là une chaire savent bien que l'existence du Collège leur profite à eux, et non à la multitude...

L'État pourrait, à vrai dire, se contenter de les pensionner pour favoriser leurs recherches personnelles, quitte à en publier obligatoirement le résultat dans des fascicules périodiques. Mais ces écrits, les ferait-on payer au public avide? Les mânes de Guillaume Budé crieraient à la simonie. Les distribuerait-on alors dans la rue, ou chez le concierge, comme des prospectus? Le risible de cette conjecture montre bien qu'après tout le système des conférences, si archaïque qu'il paraisse, demeure le plus simple. Il suffit qu'il reste entendu que le Collège est avant tout un Prytanée de savants et que

de distribuer aux pauvres la gamelle intellectuelle constitue une charité subsidiaire : ainsi fait-on le soir auprès des corps de garde, sans nuire à la majesté de l'Armée.

◆ ◆

Je ne me permettrai donc jamais le moindre irrespect devant l'institution ainsi définie. J'ai eu trop de plaisir et d'avantages dans ma jeunesse à en venir écouter des cours, trop de regrets à ne pouvoir les suivre régulièrement. Plusieurs de mes confrères, et non des moindres, fréquentent là-bas dans la maturité de leur âge. Je pourrais vous citer ce poète catholique qui, dès qu'il est de loisir, vient comme un humble grimaud se perfectionner dans l'épigraphie grecque, et ce philosophe retraité qui ne manque pas une heure de philologie. Hélas ! depuis l'heureuse époque où Maurice Croiset nous expliquait divinement l'*Hélène* d'Euripide, et où j'avais le temps de goûter tantôt la fougueuse parole de M. Abel Lefranc, tantôt l'éloquence timide de M. Joseph Bédier, j'ai fait au Collège de France mille infidélités. J'ai voulu le revoir cependant, au bout de plusieurs lustres.

Il a fait toilette, voire peau neuve ; ce n'était pas de trop... De grands bâtiments à verrières, affectés aux laboratoires, se dressent sur la pente ardue de la Montagne-Sainte-Geneviève à la place d'un quartier pouilleux, plus sale qu'aucun ghetto, qui, jadis, encerclait le lycée Louis-le-Grand. Les bâtiments anciens sont maintenant fort propres ; c'est le lieu du monde où il y a le plus de colonnades, de passages couverts, et de portiques inutiles ; la tradition architecturale supposant que l'on ne converse doctement qu'entre des fûts, comme à l'École d'Athènes. Les professeurs ne sont pas très bien préservés contre l'admiration de leurs auditeurs : je veux dire que leur sortie les mène aisément dans les couloirs, et il y règne une charmante familiarité. Le service d'ordre est nul ; on ne saurait voir des huissiers, ni des bedeaux chamarrés dans ce temple modeste. Des portes de bois sans tambour suffisent à étouffer les discrets applaudissements. Les affiches sont, selon la règle, rarissimes et très mal éclairées. De simples notes dactylographiées, épinglées au mur, annoncent les changements

dans le service et l'absence, extrêmement fréquente, de certains maîtres... Le Collège de France compte sur ses propres mérites pour établir dans son enceinte une atmosphère noble ; il décourage le profane par sa familiarité même. Sauf certains claque-patins qui ne reculeraient, pour se chauffer, ni devant la sacristie d'une basilique, ni devant l'antichambre d'un Ministère, on peut être sûr que les visiteurs de la rue des Écoles, que n'attire aucune réclame, que ne guide aucun cornac, qui errent dans des corridors muets, qui se heurtent à des impasses, à des escaliers bouchés, à des portes condamnées, vraiment, sont dignes de l'initiation...

◆ ◆

Par exemple, si vous cherchez un soir M. Mario Roques, qui enseigne la philologie française, allez dans la Salle dite de médecine, qui se prête aux grands auditoires : de fait, il n'a jamais moins de cinquante personnes devant lui, sur des gradins spacieux, où règne la pénombre douce d'un éclairage indirect, reflété sur des murs propres. La lanterne à projection est braquée à mi-pente vers la chaire, comme une mitrailleuse abandonnée. Un petit buste vert, sur un piédouche de marbre, somnole dans la zone la plus sombre. Les fauteuils sont très secs, et comme ils semblent un peu étroits pour les assises des dames ou des hommes mûrs, ils ne cessent de craquer ; en revanche, ils sont pourvus d'accoudoirs larges et plats, fort commodes pour écrire; si l'on était dans un club anglo-saxon, on y poserait aisément son whisky. L'assistance mêle agréablement tous les âges : des crânes luisants, des tonsures de séminaristes voisinent avec des torsades blondes de jeunes étrangères. Quelques couples de bourgeois arrivent en retard et s'enfuient discrètement, s'étant visiblement trompés de salle, d'heure et de discipline.

Et pourtant, M. Mario Roques conquerrait les pires barbares aux questions qu'il traite. C'est l'orateur le plus spirituel, le plus vivant, le plus mordant qu'on puisse entendre. Le voir n'est pas non plus inutile. Il n'a plus la barbe noire et la chevelure un peu hirsute que je lui ai connues quand j'étais étudiant. Avec sa blanche moustache à la gauloise, son

monocle, son verbe haut, il évoque vaguement un rôle de composition : le châtelain gaillard, ci-devant chef d'escadrons du théâtre des Variétés, qu'il faut distinguer avec soin du père-noble ou du vieux gentilhomme selon André Lefaur. Il maintient sa voix dans un registre ironique et même sardonique ; il semble étouffer à tout moment de petits rires ; il esquisse des gestes qui, à l'origine, signifiaient : « Allons donc ! », car tous les conférenciers ont une mimique personnelle, complètement dépouillée de valeur figurative. Il détache admirablement les syllabes ; son timbre pourrait paraître parfois un peu criard, et ses *l* un peu dures ou vocalisées : il a assoupli sa langue à tant d'idiomes que cette singularité lui est bien permise. Mais sa technique oratoire ne se remarque même pas, tant il « enchaîne » avec verve et virtuosité un discours au propos difficile. Debout, remuant parfois quelques fiches dans le cercle doré de sa lampe, jetant parfois un mot sur le tableau avec une vitesse de prestidigitateur, ne laissant jamais le silence empiéter deux secondes sur son débit, il donne l'impression de la sûreté magistrale.

Et mieux encore, de la simplicité. Son langage est familier (comme celui de M. Renan dans cette enceinte, si l'on en croit un reportage de Jules Lemaître). M. Mario Roques a l'art d'illuminer et de réchauffer son sujet par des remarques personnelles ; il les présente sous la forme imprévue et familière qui peut le mieux accrocher l'attention de l'auditeur. « *La philologie, dit-il, c'est l'art de lire.* Et quand il s'agit de critiquer un texte, *il suffit de lire et non de parcourir.* » Est-ce à dire que trop de savants parcourent distraitement l'objet austère de leurs études ? Ou si le grief retombe sur les seuls gens de lettres, qui ne s'arrêtent qu'aux sommets d'une œuvre, sans cheminer patiemment dans les replis du massif ? M. Mario Roques, en étudiant les jeudis la *Chanson de Roland*, se targue en tout cas d'expliquer des passages dont le sens semble obvie et banal, et qui sont, au fond, très obscurs ; et inversement d'éclairer à la lueur du bon sens des expressions réputées difficiles, des passages désespérés. Dans ce double exercice il fait merveille. Je veux donner deux exemples :

Ganelon est allé porter un défi chez le roi sarrasin ; ayant parlé, il va *s'appuyer* à un pin, tandis que les compagnons

de l'émir invectivent contre lui. On comprend en général qu'il *s'adosse* à l'arbre pour faire tête, comme les héros d'Alexandre Dumas, ou comme Douglas Fairbanks avant de ferrailler contre une foule de poursuivants. « Non, dit M. Roques, il s'*accote* simplement dans une pose de dignité nonchalante, car *appuyer* signifie se tenir contre un *podium* quelconque ; contre un balustre de carton-pâte, quand on est chez le photographe de noces, ou contre un pilier, quand Nicolette va visiter Aucassin dans sa prison. »

Ailleurs, Charlemagne ayant appris le désastre de son arrière-garde, le trépas de son neveu, chevauche en grande tristesse et *sous son mantel en fait la contenance*. Tous les commentateurs s'évertuent à corriger le texte ou à le déclarer inintelligible : en fait, l'empereur *prend l'attitude* de sa douleur, *il en a bien la mine*, comme nous dirions ; c'est le sens propre de *contenance* et de *contènement*. Il s'est engoncé dans son manteau, un peu relevé jusqu'au casque, tel un *poncho* mexicain, simple couverture trouée, telle aussi une chasuble primitive qu'il est aisé de remonter lorsque le corps s'affaisse sous la fatigue ou le souci. « *Les philologues ne voient pas assez de cavaliers* », dit M. Mario Roques en décrivant ce jeu de scène d'après le souvenir des escadrons fourbus. — Mais, me direz-vous, ce sont là des arguties, des discussions sur pointes d'aiguilles ? Pas du tout : ce sont autant de remarques qui montrent que le poète du *Roland*, loin d'écrire par à-peu-près, esclave de l'assonance et du mètre, avait une vision très précise et pittoresque des choses. Il était un réaliste, et qui savait créer son expression. Il était « ce qu'on appelle un écrivain ».

L'exégèse des textes ainsi exercée équivaut à un rajeunissement, à un enrichissement. Elle ne peut être l'œuvre que d'un érudit qui connaît parfaitement les mots, mais aussi qui sent vivement les choses. Les critiques littéraires, ma foi, devraient tous aller faire un stage chez M. Mario Roques. Comme ils ne peuvent s'inscrire aisément à l'École pratique des Hautes-Études, pourquoi ne fréquenteraient-ils pas la « Salle de médecine » du Collège de France ?

Le samedi, M. Mario Roques étudie cette année les noms de couleurs en ancien français. Je lui ai entendu résumer l'his-

toire d'*écarlate*, qui fut à l'origine une étoffe *sigillée*, mais cette étymologie est presque dans le domaine public... La question des avatars et métamorphoses du mot *gueules* est aussi connue des gens qui ont lu M. Nyrop et ses charmants Mélanges posthumes. Vous savez peut-être que *gueules*, au sens héraldique de *couleur rouge*, a été rattaché au nom persan de la rose, *gûl* (cf. le *Gulistan* de Saadi) ; en réalité il s'agit bien des gueules, ou plutôt des *gosiers de martre* avec lesquels on bordait l'hermine ou le vair ; les bordures ou les revers étant roussâtres, sinon teints en rouge. M. Mario Roques se demande même si les *gueules* n'étaient pas dénommées ainsi à cause de leur proximité de la gorge de celui qui les portait, comme le *col* et le *cache-nez* qui ne touchent que de loin au *cou* et au *nez*... Retirez en tout cas à l'Orient la paternité du mot, comme vous lui enlèverez celle de *zinzolin*, que par tradition on tire du nom arabe de *sésame* sans s'être jamais demandé pourquoi diantre le sésame servirait de colorant. Non ! *Zinzolin* est italo-provençal, et son nom primitif *sizyphus* est gréco-latin : il désigne la couleur violâtre du *jujube*. M. Chincholle, ce journaliste qui reste célèbre à cause de Renan et de Maurice Barrès, portait, étant du Var, un nom dialectal de ce même fruit. Quant aux acceptions de ces mots de couleurs, elles varient comme la sensibilité même des hommes aux nuances : l'Académie de la Crusca définissait le *zinzolin* comme intermédiaire entre le jaune et le rouge ; mais *enzinzoliner*, au XVIIIe siècle, a signifié bleuir, car il s'agissait du moiré, du gorge-de-pigeon. Il est vrai que le *sinople* était rouge, et cependant pris pour *vert* par les héraldistes... M. Mario Roques, d'abondance, et s'excusant avec quelque hypocrisie d'un pédantisme pourtant si agréable, cause et disserte, lance des pointes aux savants et aux littérateurs, égratigne même Hugo au passage, pour avoir écrit qu'une aïeule porte *gueules sur azur*, « et parce que la science du blason est aussi stricte que celle des philatélistes ». Hugo n'est pas si fautif, car il y a eu des cas où l'on mettait émail sur émail, à condition d' « enquérir », bien entendu, et de prouver que les armes sont antérieures aux lois généalogiques. C'est, me dit-on, le cas pour celles de Jérusalem dont l'écu porte or sur argent, métal sur métal.

◆ ◆

Pour faire contraste, si l'on vous conviait à assister dans la petite salle 8 à un cours sur l'embryogénie de l'ornithorynque, vous flaireriez une plaisanterie : mais non, car M. Fauré-Frémiet y parle le jeudi avec beaucoup d'agrément et de sérieux.

L'auditoire est maigre : sept jeunes filles à chignon, un authentique mendiant, du style « vieux distributeur de prospectus », qui dort à poings fermés dans sa stalle. La salle est de plain-pied, éclairée par de grandes verrières. M. Fauré-Frémiet, svelte, austère et bésiclé, professe d'une voix gutturale et enrhumée où passent, chose curieuse, des chantonnements qui évoquent l'accent belge. Comme son exposé l'amène à dessiner sans cesse au tableau, à manier fort savamment les craies de couleur et l'éponge, il tourne le dos à son public, et, même quand il lui fait face, il ne le regarde point...

Il faut avouer que les savants sont moins portés par leur sujet sur les pentes douces de l'éloquence, et que M. Fauré-Frémiet a beaucoup de talent et de mérite ; car il dévide l'écheveau de sa parole sans jamais casser le fil, ni s'embrouiller. A peine laisse-t-il les transitions tomber dans le silence, ce qu'on appellerait des *trous* s'il s'agissait d'un exposé littéraire.

Un profane même comprend assez bien son cours d'embryogénie, compte tenu des mots difficiles que le professeur ne monte nullement en épingle : les *blastomères*, le matériel *méso-plastique*, les *trophoblastes*, les *lécithocèles*, les *vacuoles*, les *blastulas* passent dans son discours avec le même naturel que les *dactylo-épitrites* ou les *anapestes ïambiques* dans un cours de métrique ancienne. Il décrit et dessine à la fois les segmentations des cellules dans un ovule fécondé, en recouran à des mots simples qui forment métaphore : *nœud*, *gouttière*, *écusson*. Il ne s'agit de rien moins que de montrer l'évolution de l'être embryonnaire dans quelques espèces susceptibles d'être classées soit chez les homéothermes, savoir la catégorie des oiseaux et mammifères réunis, soit chez les sauropsidés, savoir les oiseaux et reptiles ensemble. Et voilà pourquoi

l'ornithorynque, dont l'œuf utérin mesure six millimètres de diamètre (et soixante centimètres sur le tableau noir de la salle 8) offre un cas particulièrement émouvant. Il paraît que cet animal se raréfie de plus en plus : je le crois volontiers, puisqu'on étudie *in vivo* ou *in vitro* les cellules qui devraient perpétuer sa race. Son cas, ainsi que celui des marsupiaux, forment la transition entre celui des reptiles, dont l'œuf possède un vitellus très abondant, et les mammifères, chez qui le placenta est énorme dès le début. Admirons et plaignons l'ornithorynque !

Le cours de M. Fauré-Frémiet sert à établir, on le voit, des homologies entre les êtres, au moins dans leur premier stade de développement, et à fonder leur classification. Il va de soi que ce n'est pas une moisson de recherches expérimentales qu'on doit y chercher directement. En un certain sens, nous avons affaire ici à une vulgarisation. Mais alors on se demande si cet enseignement, avec schémas de craie sur ardoise, a la même vertu que la démonstration par films. Des millions de gens ont acquis aujourd'hui des notions d'embryogénie grâce à ces documentaires prodigieux où l'on voit les spermatozoïdes investir, assaillir et pénétrer l'ovule, et celui-ci accepter un seul élu, se rétracter devant les autres, se gonfler en certaines zones, différencier ses cellules pour former un cœur, une tête, du moins un « matériel cordal » ou un « prolongement céphalique »... A cet égard la micro-cinématographie est reine, M. Fauré-Frémiet s'y réfère d'ailleurs de temps en temps, regrettant sans doute de n'avoir par sa démonstration que les moyens graphiques qu'on avait, je pense, chez Harvey ou chez Acquapendente. En tant que chercheur, son champ est immense. En tant que professeur, il est fort limité.

Ce cours pourrait être pris comme exemple de ceux qui, au Collège de France, ne sont au fond que la façade didactique appliquée sur un laboratoire. N'y a-t-il pas quelque routine et quelque archaïsme dans ce régime-là? il force des savants à pérorer de longues heures chaque année devant un public très restreint. Ces savants n'ont pas grand'chose à gagner dans cet exercice oral, leur clientèle non plus, car elle acquerrait les mêmes notions en lisant un mémoire de trente pages, imprimé ou ronéotypé. Pour les matières où l'exposé de vive

voix est vraiment surérogatoire, et où les spécialistes n'ont pas à se mélanger aux profanes, ni aux oisifs, je commence à douter que la forme du cours public ne soit pas un peu de temps perdu.

Mais non, elle ne le sera pas, si, par hasard, ces lignes décidaient un public immense à aller voir M. Fauré-Frémiet symboliser avec des ronds et des barres, comme Pascal la géométrie, le développement des blastomères de l'ornithorynque, et si des vocations nombreuses d'embryologiste y naissaient. « Dieu lui-même, disait Alphonse Karr, a besoin qu'on sonne les cloches. »

◆ ◆

En sortant de la vaste salle 8 où M. Édouard Le Roy professe sur l'*Exigence idéaliste et les grands problèmes de la philosophie*, je songeais encore à ces films dont nous parlions plus haut. Le spectacle qu'ils donnent pourrait inspirer de pénibles réflexions sur la contingence et l'humilité de notre être : un agrégat de cellules, une prolifération de hasard après la rencontre de deux infimes animalcules qu'anime un vouloir-vivre aveugle, et voilà formés Spinoza, l'épicier du coin, Judas ou Pasteur, Ravachol ou Confucius. Mais il faut réagir contre cette impression naïve, car, après tout, quelle domination n'exerce pas l'esprit humain sur la nature pour lui avoir ainsi arraché ses secrets, pour capter l'image de ses activités les plus mystérieuses ! Ce ne serait rien que de voir, il a fallu penser tout cela. Et je me remémorais tout bonnement des reparties, qui s'échangèrent à la table du colonel Bramble :

— *La pensée, monsieur, ce n'est que de la chimie.*

— *Et moi, monsieur, je dirais que la chimie c'est de la pensée !*

M. Édouard Le Roy développe savamment, éloquemment, méthodiquement, lentement cette idée-là dans son cours sur l'exigence idéaliste. Il y a quelque trente auditeurs dispersés devant lui ; l'amphithéâtre en tiendrait dix fois plus. Des demoiselles d'âge canonique, un monsieur chauve qui, en attendant le professeur, lisait l'*Imitation*, dans un petit livre relié de chagrin noir ; plusieurs prêtres jeunes, les uns en

clergymen, les autres sous la coule bénédictine, viennent écouter l'auteur du *Problème de Dieu*, dont la parole n'encourt pas l'Index comme les écrits. Au total, un public proche parent, à la densité près, de celui qu'on voit à l'Institut catholique. Public choisi et fidèle : presque chacun tient un cahier et prend des notes, humble cahier quadrillé, notes au crayon.

Le professeur ne semble pas d'ailleurs prêter attention à cette clientèle. Assis dans la pénombre, avec un tout petit cercle de lumière sur ses papiers, il lit avec adresse, mais avec exactitude, son texte rédigé à l'avance, sans s'adresser à des personnes terrestres. Tout au plus ne cesse-t-il de frotter ses mains, d'esquisser des gestes d'officiant ou d'illusionniste dont le naturel a été fort étudié...

Il faut en quelque sorte franchir la barrière de cette mimique et de cette voix d'orateur pour remarquer M. Le Roy lui-même, majestueux, solide, un binocle miroitant au-dessus de sa grande barbe bifide. Rien dans sa tenue, jaquette de fabricien et cravate noire, n'indique que l'on soit en 1910, en 1938, en 1880. Il ressemble tout à la fois à Moïse et à M. Chauchard, à un prophète devenu juriste et sénateur. Sa voix est parfaite ; son accent n'est pas sans évoquer celui du regretté Ferdinand Brunot. Ses phrases, très cadencées, se terminent souvent par trois membres disposés en équilibre. Son langage est constamment pur et simple, compte tenu des exigences où l'exposé philosophique plie, çà et là, les spécialistes. On peut dire que les deux heures par semaine où l'auteur de *Problème de Dieu* sauve, devant les stalles de bois, les droits de l'âme contre la matière, offrent, en ce triste siècle, un havre singulier pour l'esprit.

Il s'agit pour lui de montrer l'exigence idéaliste triomphant peu à peu des obstacles que lui opposent en apparence le sens commun et, plus généralement, notre individuation. Commençons par rappeler que le réel opposé à la pensée forme une antinomie bizarre : que serait un réel réputé par principe inconnaissable ? Qui autoriserait à l'appeler réel ? Le réel n'est donc pas foncièrement ennemi de la pensée, à laquelle il se montre seulement impénétrable, mais non inconcevable. Il en est une limitation provisoire. Toutes les formes de pensée sont réalistes, soit qu'au stade le plus simple, le

vulgaire hypostasie ses sensations, ce qui forme déjà une démarche ontologique, soit que le savant, à un niveau plus élevé, prenne le réel comme objet de connaissance et d'expérience. Un verre d'eau possible diffère d'un verre d'eau réel en ceci que ce dernier résiste aux tentatives de dissolution critique et se prête à des usages... (M. Édouard Le Roy choisit cet exemple avec plus d'idéalisme qu'on ne pense, car justement il n'a pas de verre d'eau sur sa table !)

Le critère du sensible est donc à la base de la première *procédure de réalisation* qui suit l'esprit, autrement dit des premiers travaux qu'il fait pour poser l'existence d'une réalité objective. Mais à mesure que progresse la science, la perception devient plus intellectuelle, s'exerce, si on peut dire, à travers des théories. Ce n'est plus la perception passive d'une réalité immédiate et donnée, c'est une perception active, une sorte de vérification des vues spirituelles que nous nous étions forgées du monde. Qu'il s'agisse de la lecture d'un texte, ou d'une recherche dans les domaines de l'astrophysique, de la microbiologie, nous nous élevons à la notion de faits réels qui ont commencé par être purement idéaux : le texte non encore déchiffré, l'existence de la planète Neptune, la présence d'un micro-organisme spécifique. Voire, un fait comme la rotation de la terre peut rester toujours étranger aux constats sensibles et s'imposer cependant. Le monde préhumain, le monde des premiers âges géologiques sera toujours, puisqu'il est révolu, dans le même cas. Il suffit que de tels faits s'insèrent pour le savant, dans le savoir acquis, dans le bagage de l'intelligence ; l'hypothèse devient alors un être. La notion la plus abstraite pour les philosophes anciens, celle de l'atome, est devenue pour vous une réalité concrète.

Ainsi la notion sensible du réel cède peu à peu à une notion intellectuelle. Ce qui caractérise le réel n'est en somme qu'un caractère d'*invariance*, qui atteste son objectivité, et laisse conjoindre les deux notions, l'empiriste et l'idéaliste, que nous en pouvions concevoir. Faut-il déclarer le primat de l'une ou de l'autre ? Alors c'est plutôt à la seconde, au critère idéaliste, que reviendrait cette dignité, car l'exigence rationnelle fonde et même supplée parfois l'expérience sensible.

Cela dit, comment faire état, d'une part, des revanches que

prend parfois le réel sensible sur la pensée constructive, et, d'autre part, des nasardes que donne çà et là la science au sens commun? On a fait l'hypothèse d'autres astres que Neptune et on n'a pu les découvrir. On n'a jamais pu admettre la rotation de la terre, certitude scientifique, dans le domaine des idées naturelles à l'homme : chaque enfant apporte l'idée contraire, ou plutôt inverse, et ne la corrige qu'artificiellement; autant dire que son « idéalisme » de primitif est sans cesse mensonger... Mais cela ne prouve rien contre l'esprit. Le rôle essentiel que joue la mathématique, la science la plus dépouillée de matière, dans l'investigation physique prouve assez que l'intelligence humaine se vainc elle-même et triomphe de ses défaites apparentes. Les deux critères jouent ensemble ou tour à tour, celui de l'*immédiat* et celui du *total*. Ils demeurent complémentaires, et c'est leur union qui accorde le réel intuitivement perçu avec le réel intelligiblement nécessaire, lorsque par hasard ils sont en conflit.

La pensée réside dans l'exercice de ces deux critères ; elle est une, mais sur des plans étagés, avec autant de formes, de discours, de disciplines et de notions du réel. Au lieu d'être une phosphorescence superficielle, elle s'approfondit et se transcende elle-même, jusqu'à une apparition de l'infini qu'elle atteint lorsqu'elle arrive au suprême concret. Car c'est de l'abstrait au concret qu'elle marche ainsi ; ses abstractions naturelles pouvant être fausses et arbitraires, tandis que la perception scientifique montre quelque chose qui résiste, quelque chose de solide et d'irréductible, le réel proprement dit. Le voile de Maya n'est pas seulement tissu d'apparences, il l'est aussi de routines et de théories fragiles : à l'homme de le déchirer.

Ne croyez pas que M. Édouard Le Roy s'exprime exactement dans les termes que je viens de dire, mais voici une formule qui lui appartient : « Le réel est tout le reste virtuel de la pensée dans le sens d'un concret croissant, le segment de la pensée totale qui s'enfonce vers le concret. » Le concret suprême, qu'il faut distinguer nettement du sensible, réside dans la valeur, c'est-à-dire dans ces perceptions multiformes et hiérarchisées où l'esprit a mis son ordre. A l'arrivée comme au départ, nous trouvons donc l'esprit construisant le monde ; mais jadis il le construi-

sait de façon fantaisiste, à présent il le construit avec précision et certitude : le point commun de ces modes de connaissance, c'est que la connaissance est toujours anticipée par lui. Même dans les recherches de la conscience sur elle-même; car le doute méthodique de Descartes, qui feint de faire table rase de tout, pose bien, malgré tout, une confiance de principe dans l'objet à découvrir, à livrer à la pensée. Le *cogito* est précédé d'un *cogitandum est*. Et ainsi, dans la recherche, il ne saurait y avoir de commencement absolu. Ni d'absolu réel, ce qui serait un non-sens. Le réel, devant être pensé, n'est pas absolu de nous.

Les approximations successives qu'opère ensuite l'esprit dans le réel préconçu servent à vérifier encore que le réel correspond à une résistance, à une opacité dans la rencontre de deux attitudes de la pensée spécialisées, et qui peuvent se réformer l'une l'autre. Certes, infinie en son principe et dans son appétit, la pensée humaine se manifeste sous une forme individuelle, défective et peccable, mais c'est la rançon même de la vie, de l'individuation, pour reprendre le mot écrit plus haut. L'homme est toujours capable d'un idéalisme militant, en voie de se conquérir ; mais il faut étudier les conséquences de son état de vivant, d'être imparfait, c'est-à-dire les questions que soulève l'opposition où il se trouve, à l'intérieur ou à l'extérieur, devant l'idéalisme : bref, les problèmes de la liberté, de la matière, de l'habitude, de la morale, tous les grands problèmes de la métaphysique, impliqués, on le voit, par la reconnaissance de l'*exigence idéaliste* et des obstacles pratiques qu'elle rencontre...

Nous n'ignorons pas où mène l'enseignement de M. Édouard Le Roy, dont la philosophie, comme celle de tous les penseurs dignes de ce nom, tourne toujours autour du même centre. Il a écrit quelque part que si l'absurde était la loi suprême des choses, le dernier mot du savoir aboutirait à en nier le premier, la science aboutirait à dissoudre son propre point de départ, donc à se dévorer elle-même. La pensée humaine, si elle veut s'exercer avec la moindre confiance, est donc en définitive ontologique et même théologique. Ou elle n'est rien qu'un feu follet, ou bien elle postule l'être non indépendant d'elle-même, non posé avant ou sans elle : car elle est l'être même, l'étoffe de toute réalité, et c'est Dieu qu'elle vit

secrètement « à son point d'origine intérieure », là où « elle en reçoit et veut indivisiblement la motion créatrice ».

La parole ferme et martelée de cet homme assis dans les ténèbres, et qui dégage de la clarté, cette démonstration qui semble parfois piétiner tant elle emprunte à l'éloquence verbale d'aisance et d'ampleur, la prudence obstinée de cette apologétique en faveur d'une âme pensante, individuelle dans ses actions visibles, universelle en son principe, et qui est une pensée-action, une *lumière qui se veut* et se réalise, tout cela compose, je crois, une des scènes où l'on trouverait facilement du sublime. Au delà des grandes vitres, la nuit verte de Paris s'est étendue sur le ciel ; les voitures ronflent et hurlent sur la chaussée luisante. Il n'y a plus, passé la colonnade et la grille, qu'un concierge morose se hâte de fermer, que de petites ombres modestes : la sortie des Catacombes quand les fidèles éteignaient leur lampe et cachaient sous leur manteau, dans un monde ignorant et hostile, une couloire, un calice ou une patène d'étain.

ANDRÉ THÉRIVE

MADAME DE LIEVEN ET METTERNICH

NOUVEAUX DOCUMENTS

On a voulu faire de madame de Lieven et de Metternich un grand couple d'amoureux voués à l'immortalité, quelque chose dans le genre d'Antoine et Cléopâtre ou de Roméo et Juliette. Rien n'est pourtant plus faux. La grandeur d'un vrai sentiment se mesure à la quantité de joies ou de souffrances qu'il procure aux deux êtres en présence. Les amours du chancelier d'Autriche et de la célèbre ambassadrice de Russie à Londres ne sont marquées ni par ces débordements de passion brûlante, ni par ces grands désespoirs qui anéantissent les âmes. Ces amours sont plutôt de l'ordre d'une courte liaison mondaine, chaîne facile et fleurie où deux êtres de rang et d'éducation égale se rencontrent, s'apprécient mutuellement et trouvent dans des transports passagers une satisfaction pour leurs sens autant que pour leur amour-propre et leurs intérêts réciproques.

Ces amours ont pourtant laissé leur trace dans l'histoire. La chance, et peut-être aussi son habileté personnelle, a favorisé la princesse de Lieven. De toutes les femmes qu'aima Metternich, elle était la seule qui posât pour la postérité : à ses propres yeux, sa liaison avec le grand homme d'État prenait le caractère d'un événement historique. Tandis que nous ignorons complètement ce que Metternich aurait pu écrire à ses autres maîtresses : à Caroline Murat, à la duchesse d'Abrantès, à madame de Bagration ou à madame de Sagan, la princesse de Lieven a conservé à bon escient les lettres qui

lui furent adressées du Ballhausplatz de Vienne. M. J. Hanoteau, le grand érudit, les a publiées avec des annotations précieuses en 1896. Madame de Lieven a aussi recopié, de sa propre écriture, une grande partie des missives qu'elle adressa à son amant et qui lui furent restituées après leur brouille par l'entremise du duc de Wellington. « A qui lèguerons-nous notre correspondance ? De quel brave homme ferons-nous la fortune ? », écrivait-elle à Metternich, le 1er mars 1822. Et à une autre occasion : « Il me semble que notre correspondance devrait être de la plus grande valeur pour l'historien de notre temps. » Pendant un siècle entier, cette dernière partie de la correspondance Metternich-Lieven est restée inaccessible aux curieux. Les fils de la princesse les conservaient jalousement dans leur lointain château de Livonie : Alexandre, le dernier survivant, qui disparut dans les années 1880, en interdit la publication pendant cinquante ans. Ce n'est que de nos jours, après la débâcle russe, que les princes de Lieven actuels ont découvert en des caisses poussièreuses, transportées en Allemagne, ces documents précieux : ils viennent d'être publiés à Londres, en traduction anglaise [1]. Et désormais, toutes les péripéties de la fameuse liaison, qui intrigua tellement les diplomates du XIXe siècle, nous sont intimement connues.

En 1818, lorsque Metternich rencontra madame de Lieven, il n'avait certes rien d'un Roméo. Le grand diplomate et le grand mondain, l'homme de toutes les astuces, le créateur du système politique destiné à porter son nom, venait de sortir vainqueur dans sa lutte contre l'hégémonie napoléonienne et vaincu dans ses démêlés amoureux avec la femme intrigante et perfide qu'était la duchesse de Sagan. Il avait connu le triomphe suprême du politicien et l'humiliation douloureuse de l'homme épris qu'on bafoue, qu'on trompe et qu'on ridiculise. Son mariage avec Éléonore de Kaunitz, datant de 1795, n'était qu'une union dictée par la raison et les intérêts : Metternich cherchait maintenant une consolatrice faite pour le comprendre et l'aimer. La Sagan et la Bagration, quoique

1. The private Letters of Princess Lieven to Prince Metternich, 1820-1826, edited with a biographical foreward by Peter Quennell, assisted in translation by Dilys Powell. (John Murray, London).

titrées et reçues dans le cercle des souverains, étaient des « irrégulières » ; Laure Junot et Caroline Murat, des parvenues, hissées par la fortune jusqu'à des hauteurs vertigineuses. Il lui fallait une femme de son rang, de son monde, de son niveau intellectuel ; une femme avec laquelle il n'aurait pas à craindre la rivalité d'un bel et insipide attaché. Son idéal, il croyait l'avoir trouvé en la personne de madame de Lieven.

Elle non plus n'avait rien d'une Juliette. L'altière ambassadrice, issue de cette famille de Benckendorff, dont l'histoire est intimement mêlée depuis la fin du XVIIIe siècle à celle des Romanoff, était mariée depuis de longues années au comte de Lieven (par la suite, prince et altesse sérénissime), fils de la gouvernante des tsars Alexandre et Nicolas. Elle avait été élevée près des marches du trône ; dans une de ses lettres, elle conte d'une façon extrêmement amusante l'intervention sévère de l'impératrice Marie de Russie dans ses rapports enfantins avec un petit admirateur, le comte Elmpt, dont elle était tombée amoureuse (« à un tel point que j'en étais malade») et auquel elle écrivit « ses premières lettres d'amour à l'âge de onze ans ».

L'impératrice Marie avait voulu marier Dorothée au comte Arakchéieff et gagner ainsi les bonnes grâces de cet homme, que sa fidélité à deux empereurs a rendu aussi célèbre que sa brutalité sans borne. « Dieu ! quel mari ! soupire rétrospectivement madame de Lieven. Je l'ai échappé belle parce que l'empereur Paul se disputa un peu plus tard avec sa femme et le favori ne voulut plus rien entendre de la petite protégée de l'impératrice. »

Elle avait quinze ans lorsqu'on lui trouva un conjoint mieux assorti. « Que j'étais heureuse de quitter mon couvent, écrit Dorothée, ravie de mes beaux vêtements ! Que ma robe de mariée m'allait bien ! Que j'étais fière de mon succès, lorsque l'impératrice me para de quelques-uns de ses bijoux et m'emmena vers l'empereur Paul ! Et lorsque celui-ci me conduisit dans son salon pour me présenter à sa Cour ! J'aurais voulu me marier tous les jours et je pensais à tout excepté que je prenais un mari... »

Après seize années de vie conjugale, madame de Lieven avait atteint le plein épanouissement de ses charmes féminins.

C'est à cette époque que Lawrence fit d'elle le portrait qu'on peut admirer actuellement à l'exposition de la peinture anglaise au Louvre. Le grand peintre l'a quelque peu embellie : en réalité, l'abondance de sa chevelure soyeuse, l'éclat de ses yeux noirs ne rachetaient pas un nez pointu, un cou trop long, un menton trop court, et surtout « la maigreur désespérante de sa silhouette »[1]. Mais « elle en imposait par sa dignité » (c'est Talleyrand qui le certifiait), par sa grâce hautaine et par la distinction suprême de ses manières. Faite des qualités les plus contradictoires elle se montrait, suivant son propre aveu, « active et paresseuse, gaie et mélancolique, courageuse et lâche ». Son intelligence était remarquable, elle connaissait les langues, elle jouait du piano à merveille, elle avait du tact, de la souplesse, l'esprit fin et perspicace, un langage net, serré, de promptes et heureuses réparties et, suivant l'expression d'une contemporaine, le talent d'exciter la conversation, de soutenir la curiosité, de feuilleter les hommes comme les hommes feuillettent les livres. Elle possédait un autre talent particulièrement appréciable pour quelqu'un d'aussi disert, d'aussi prolixe que l'était Metternich : elle savait bien écouter. Elle était malicieuse et mordante ; mais tout en allant parfois jusqu'à la médisance, elle conservait, tout comme Metternich, un grand fond d'indulgence pour les faiblesses de la nature humaine. Elle adorait la politique, non pas qu'elle eût telle idée, telle conviction à défendre ; c'était l'intrigue diplomatique, la lutte compliquée des chancelleries qui passionnait son âme inquiète et tourmentée ; elle aimait « l'art pour l'art » [2]. Sous certains rapports, elle devait être une personne insupportable et exaspérante, l'ambition se mêlant chez elle à la morgue aristocratique, le désir de paraître à celui de dominer. Elle ne recherchait que la société des grands : « J'aime la société des rois », déclare-t-elle d'une façon péremptoire. Dans une de ses lettres (du 9 décembre 1824), elle s'indigne de l'excentricité de Canning qui, lors d'une réception à l'ambassade de Russie, accapare

1. A. Chuquet. « Épisodes et Portraits ». Voir aussi le portrait de Lytton Strachey, dans « Miniatures ».

2. « Je crois, écrit-elle le 20 octobre 1823, que le désir de vivre est simplement la curiosité de savoir ce qui va arriver. Je ne voudrais pas mourir sans savoir ce qui résultera du Congrès de Vérone. »

pendant une heure M. Labensky, quatrième secrétaire, « un petit homme avec lequel je n'ai jamais parlé autrement que pour lui dire bonjour » [1].

La liaison de Metternich avec madame de Lieven s'est nouée au cours du Congrès d'Aix-la-Chapelle et l'homme d'État a fait lui-même, dans une lettre adressée le 28 novembre 1818 à sa maîtresse, le récit des préliminaires de leur commune passion, exactement comme s'il s'était agi des préliminaires d'un traité entre deux grandes puissances, sans rien omettre des dates de leurs brèves rencontres et de leurs conversations anodines. « Le 29 octobre, termine Metternich, je ne t'ai pas vue. Le 30, j'ai trouvé que la veille avait été bien froide et vide de sens. J'ignore le jour où tu es venue dans ma loge [2]; tu as eu la fièvre, mon amie, tu m'as appartenu. Ne me demande pas ce que j'ai éprouvé depuis... »

Le bonheur des deux amants n'est que de brève durée : le Congrès touchait à sa fin. Dès le 18 novembre, madame de Lieven, accompagnée de son mari, quitte Aix-la-Chapelle. A Bruxelles et à Paris, elle a encore quelques brèves entrevues avec Metternich. Ensuite, ils restent séparés pendant trois ans. En 1821, un voyage du roi d'Angleterre à Hanovre leur fournit l'occasion d'une rencontre dans cette ville ; elle ne se prolonge qu'une semaine.

L'année suivante, le Congrès de Vérone leur donne encore un prétexte pour se revoir. A partir de ce moment, le destin les sépare. En résumé, il ne s'agit que d'une passade : c'est l'évidence même. Le contact personnel est remplacé par une correspondance assidue, dans laquelle tous les deux mettent le meilleur de leur être, dévoilent leurs sentiments et leurs pensées les plus intimes et échangent des observations sans fin dans le domaine qui les passionne autant, sinon plus,

1. Nous tenons d'un vieux chambellan russe l'historiette suivante, qui est bien faite pour caractériser la mentalité de certains milieux qui surent conserver, jusqu'à la fin du XIXe siècle, les préjugés dont s'enorgueillissait madame de Lieven. Jeune diplomate, il s'était égaré pendant un grand bal, à la Cour de Berlin, dans le boudoir de l'impératrice Augusta (celle dont Jules Laforgue fut le lecteur). La souveraine le toise ; confus, il décline son nom et ses qualités. « Monsieur, lui dit là-dessus l'épouse de Guillaume Ier, j'adresse souvent la parole aux ambassadeurs, *parfois* aux chargés d'affaires, mais aux secrétaires et aux attachés, *jamais*. » Madame de Lieven n'aurait pu mieux dire.

2. Metternich veut dire « logement ». Il occupait la maison de la demoiselle Brammertz, louée 20 000 francs pour la durée de son séjour.

que l'amour — le domaine de la haute politique européenne.

Avec le temps, la correspondance prend de plus en plus un tour intellectuel et littéraire ; l'union amoureuse se transforme en alliance diplomatique : on critique l'activité de tel homme d'État, on approuve tel autre, on se signale les potins qui courent les salons. Metternich conte sa vie, fait part de ses chagrins, décrit ses voyages ou se lance dans des dissertations sur « le pressentiment » ou sur « le dualisme de la nature humaine ». Il prodigue aussi de sages conseils pour la vie conjugale, conseils quelque peu surprenants sous la plume d'un « amant » (« Je veux que tu sois bonne, douce, excellente pour ton mari... je n'ai jamais brouillé un ménage ; je respecte la loi, je veux qu'on l'observe. ») Et lorsque madame de Lieven, qui s'est empressée de suivre ces recommandations, annonce à Metternich la naissance prochaine d'un enfant, il la félicite avec effusion : « Tu crois que je suis fâché de ton état, écrit-il, ou plutôt de la cause de cet état ; mon amie, que veux-tu que je te dise, n'est-ce pas moi-même qui t'ai engagée à être bonne dans ton ménage? Je n'ai aucun droit de désirer que ton mari n'use de la plénitude de ses droits... tu auras un bel enfant, que tu aimeras bien et que j'aimerai parce qu'il sera le tien. »[1]

Cette lettre, où la sagesse mondaine du langage frise le cynisme, est une des dernières que la publication de J. Hanoteau nous ait fait connaître : son recueil s'arrête à avril 1819. Les missives de madame de Lieven qu'on vient d'éditer à Londres débutent au 6 janvier 1820. Pour la période précédente, nous ne disposons que de quelques brèves mots, qui nous font entrevoir une femme amoureuse, sincèrement éprise. Une nuit, elle voit Metternich en rêve : il l'avait prise sur ses genoux pour parler plus bas, et elle sent sous sa main le cœur de son amant qui bat si fort qu'elle se réveille : « C'est mon cœur qui te répondait. » Elle lui envoie un anneau d'or qui scellera leur union. Elle lui demande comment il a l'oreille faite. Elle le prie d'être tendre, très tendre à la fin de ses lettres. Elle écrit : « Mon ami, comme il est doux de t'aimer ! C'est une ravissante chose !... Aime-moi, mon bon Clément ;

1. On a parfois appelé le fils que mit au monde madame de Lieven « l'enfant du Congrès ». C'est de la pure médisance : les amants ne s'étaient pas vus depuis un an.

aime-moi de tout ton cœur ; aime-moi le jour, la nuit, toujours. » Et en apprenant son arrivée prochaine : « Il m'a pris une espèce de tremblement. Tout le bonheur, toute la peine qui accompagneront pour moi ton séjour ici se sont offerts à la fois à ma pensée... Bon ami, te revoir pour si peu de temps, te revoir pour te reperdre encore, jouir et trembler à tous les instants du jour... »

Il est difficile de dire jusqu'à quel point ce sentiment passionné survivait encore dans le cœur de madame de Lieven au début de 1820. Elle semble avoir pris grand soin d'éliminer des copies gardées dans ses cahiers tout ce qui aurait pu indiquer trop clairement la nature de ses sentiments. La première place est accordée aux événements politiques et mondains de cette Angleterre, où elle séjourne depuis de si longues années et où elle est devenue maintenant l'agent de Metternich et de la chancellerie viennoise.

Agent idéal, on peut bien le dire ; les remarques disséminées dans les lettres de l'ambassadrice indiquent une connaissance du caractère anglais, un don d'observation qui ferait honneur à un romancier. Dans le fond, elle adore les Anglais : (« Un homme intelligent devrait souhaiter être Anglais ») ; mais son anglomanie ne va pas très loin : aucun des travers et des ridicules de la vie anglaise ne lui échappe. Tous les jours, elle trouve des choses qui la surprennent et qui la choquent. « Je constate, déclare-t-elle à l'occasion d'une visite de Rostopchine, que posséder un nez vulgaire est en Angleterre la plus grande des malchances : c'est un crime sans rémission. » « Ici, écrit-elle, on fait très attention aux manières et l'on déploie le plus grand sans-gêne dans la conduite. Vous ne pouvez pas vous présenter devant une femme autrement qu'en souliers et culotte courte, mais vous ne vous dérangez pas pour lui offrir une chaise. » La liberté des mœurs mondaines, voilée par la candeur et la pudibonderie, l'amuse beaucoup. Au cours d'une soirée dansante, dans un château, tous les valseurs « qui ont des préoccupations sentimentales » partent les uns après les autres dans le jardin, où il fait nuit noire. « A la fin, la salle n'était occupée que par des petites filles, des danseurs du calibre de mon mari, de quelques vieilles femmes et de moi. Les

Anglaises m'étonnent toujours, malgré ma longue expérience du pays. J'aimerais prendre leur manque de discrétion pour le sommet de la naïveté. Mais après tout, n'ont-elles pas des maris? » Elle en est « stupéfaite ». Elle apprécie néanmoins l'art consommé avec lequel les jeunes ladies savent étaler leur « vertu » devant les étrangers. Lorsqu'elle reçoit des visiteurs de Russie et veut se débarrasser de leurs assiduités, elle n'a qu'à lancer sur les Moscovites trois ou quatre petites femmes bavardes, qu'elle tient toujours en réserve pour des occasions pareilles. « Mes garçons tombent dans le piège; ils deviennent amoureux fous et sont tout à fait surpris que cela n'aboutisse à rien. Ils quittent le pays également conscients de leurs propres succès et de la vertu anglaise. Comme cela, tout le monde est content. » Dans une lettre de Hatfield, célèbre propriété des Salisbury, l'épistolière dresse de la vie de château anglaise un tableau charmant, qui n'a rien perdu de sa fraîcheur : « Notre hôte, écrit-elle, a la plus grande maison, le plus large menton et la plus petite taille qu'on puisse imaginer; sa femme a beaucoup d'argent, de grandes dents et des yeux languissants. Nous formons une société nombreuse; il y a des diplomates, des ministres, de jolies femmes, des dandys parfumées, de longs corridors sombres, des chapelles, des tours, des chauves-souris dans les ciels-de-lit, tout ce qu'il faut pour une aventure. Je suis ennuyée parce que, moi, je n'en ai pas. »

Une autre qualité rend son activité particulièrement précieuse. Elle « aime les événements historiques » et se complait dans l'agitation. Au bout de peu d'années, elle possède des sources d'informations privées dans tous les camps. A la Cour, c'est le roi lui-même qui lui sert de confident; son frère, le duc d'York, « informateur utile », lui donne de temps à autre, son opinion sur la situation; parmi les membres du Cabinet, le duc de Wellington et Castlereagh n'ont pas de secrets pour elle. Lord Grey, un des chefs de l'opposition libérale, est le plus fidèle de ses admirateurs, et lorsque, plus tard, il se forme au sein de la majorité gouvernementale un groupe Canning qui a ses visées particulières, lady Granville se charge de renseigner l'ambassadrice de Russie sur tout ce qui se passe dans ce clan. « J'en sais beaucoup plus que les partis

intéressés, résume madame de Lieven, car on me traite des deux côtés comme si j'étais une Anglaise et l'on ne se gêne pas pour parler devant moi. »

A l'époque où débutent les lettres récemment publiées, l'Angleterre présentait pour l'observateur continental un intérêt tout particulier. Le roi George III, tombé depuis de longues années dans la démence, venait de mourir. « Il y a un pauvre roi fou de moins dans le monde, écrivait madame de Lieven, le 31 janvier 1820 ; il sera regretté comme s'il n'avait jamais été fou. Quelle race extraordinaire et privilégiée que celle de ces rois ! Dans une congrégation de onze souverains, la vieille Europe possédait encore récemment cinq lunatiques : les rois d'Angleterre, de Danemark, de Suède, notre Paul de Russie et la reine de Portugal. Et l'on s'étonne qu'il y ait des Jacobins ! » Celui qui succédait au pauvre malade après neuf ans de régence, George IV, jadis surnommé « le premier gentleman de l'Europe », célèbre pour ses extravagances, son dandysme, ses excentricités, présentait le flanc à des critiques d'un autre genre, mais non moins acerbes.

On se souvient de quelle stupeur fut saisi le monde l'année dernière en apprenant certains événements surprenants qui s'étaient déroulés à la Cour d'Angleterre. Pendant un siècle, on en avait perdu l'habitude. Mais « le prince charmant » qui porte aujourd'hui le titre de duc de Windsor ne faisait, en somme, que revenir à une vieille tradition. En 1820, la vie privée du nouveau roi était discutée d'une façon infiniment plus désobligeante que ne le fut jamais celle d'Édouard VIII, et pour cause... L'ancien dandy de Brighton, l'émule du beau Brummel, l'arbitre de toutes les élégances s'était transformé en un homme obèse, glouton et paillard, qui bravait l'opinion publique en affichant sa liaison récente avec la belle lady Conyngham et en intentant, devant la Chambre des Lords, un procès de divorce contre sa femme légitime, la reine Caroline de Brunswick.

La correspondance de madame de Lieven reflète d'une façon remarquable l'émotion qui s'était emparée du pays entier, surtout à partir du moment où la reine avait eu « l'insolence incroyable » de venir à Londres pour se justifier, devant la Haute Cour, des accusations d'adultère portées contre elle.

Aux yeux d'une grande partie du public, cette femme, un peu folle elle-même, qui parcourait le continent en compagnie de faquins italiens, en les comblant de faveurs et de distinctions honorifiques, était une « victime pure et innocente. » Un jour, rentrant de la campagne, madame de Lieven, tombe sur des manifestants qui vont présenter une adresse à la reine. « Ils marchaient gravement deux par deux, avec des bannières : « La Vertu triomphe »... il y avait parmi eux des boulangers, des verriers, des quakers accompagnés de leur femme et de leurs filles — les gens les plus moraux d'Angleterre ». Beaucoup de soldats et de constables se joignent en d'autres occasions aux protestataires. « Il y a désaffection dans l'armée : elle prend parti pour la reine. Si le peuple est aussi de son côté, que reste-t-il alors? »

L'Angleterre semblait à la veille d'une crise dynastique, sinon d'une guerre civile. « L'autre jour, je demandai à lord Harrowby, écrivait madame de Lieven à Metternich, ce qui se produirait si la reine était acquittée. » « Le roi irait régner sur le Hanovre », telle fut sa réponse. Heureusement le « common-sense » britannique prend le dessus. Abandonné par ses ministres, le roi se voit obligé de retirer le bill du divorce, qui vient de passer à la Chambre des Lords à une majorité si faible qu'elle équivaut à une défaite. La ville entière est illuminée. Madame de Lieven va assister à une procession qui se déroule devant la cathédrale de Saint-Paul, où cinquante mille hommes acclament Caroline. « C'était beau, absurde, effarant tout à la fois... Pas un seul soldat, un ordre parfait, enthousiasme et bonne humeur générale. La première bannière portait l'inscription : « La garde de la reine, le peuple. »

Heureusement cette fièvre populaire n'est pas de longue durée. L'issue favorable du procès a calmé les passions. Au printemps de l'année suivante, les Londoniens applaudissent avec frénésie une farce intitulée « Tom Thumb », qu'on joue au théâtre de Covent Garden. Un ministre y dit au roi : « Sire, la reine est saoule », et le roi répond : « *Damn the queen* ! » « Voilà où l'on en est avec la reine radicale, écrit madame de Lieven ; c'est une farce qui avait failli tourner au tragique. » Peu de temps après, la reine a assez

d'esprit pour mourir. Son affaire est classée, oubliée. John Bull s'est réconcilié avec son roi. Pourvu qu'on ne heurte pas de front la tradition puritaine, pourvu que le vice soit recouvert d'un voile d'hypocrisie, chaque Anglais a le droit de vivre à sa guise — et le roi comme tout autre.

Assuré de l'indulgence de ses sujets, George IV suivra désormais ses goûts de sultan oriental. Aucun regard indiscret ne pénètrera derrière les volets clos des résidences royales, excepté celui de madame de Lieven, admise en toute occasion dans le cercle intime du monarque. Mais, élevée dans la grande école diplomatique, l'ambassadrice de Russie saura garder le secret : elle ne le dévoilera à personne, si ce n'est à Nesselrode et à l'homme qu'elle aime. Sa majesté britannique est un monarque bouffon, qui tient du roi Ubu et du roi Pausole. « Je n'ai jamais vu un homme habillé d'une façon plus bizarre, note madame de Lieven, un jour où elle a été reçue par lui en tête à tête ; il était étendu de tout son long dans une robe de chambre de soie lilas, un bonnet de nuit en velours sur la tête, ses énormes pieds nus (car il avait la goutte) recouverts d'un filet de soie rose. » Une autre fois, où madame de Lieven assiste à l'ouverture solennelle de la Chambre des Lords par George IV elle ne parvient qu'avec difficulté à retenir son sérieux : « Les lourdes robes du roi, sa couronne descendant sur son nez, ses vêtements qui engonçaient son gros cou, tout conspirait à rehausser l'effet comique. » Pendant la longue attente des membres des Communes, le souverain s'amuse « à lancer des signaux » aux belles dames des galeries, et ceci, sans s'arrêter un seul instant, durant un quart d'heure. Dans son fameux pavillon de Brighton, ou dans son cottage de Windsor, le roi vit dans un déploiement de luxe « comme il n'y en a pas eu depuis les jours d'Héliogabale ». « On passe la soirée à moitié couché sur des coussins ; les lumières sont aveuglantes, l'éclairage de trois pièces coûte 150 guinées par soirée ; il y a des parfums, des musiques, des liqueurs. » Et, trônant au milieu de ses favoris et de ses favorites, il déclare à ses invités « que le diable m'emporte, je pense que je me suis fourvoyé en mauvaise compagnie ! » (Lettre du 26 janvier 1822). « Il s'enivre, constate madame de Lieven, comme on ne s'enivre plus. » Parfois, il se met alors à

chanter ; « afin de produire l'unique son musical dont sa gorge est capable ; il ferme les yeux et verse des larmes en fredonnant, sur un vieil air français : « A toi, à toi, je donne ma foi. » Mais le plus souvent, il pérore. C'est au moment « où la bouteille fait le tour des convives » qu'il aime à se lancer dans des confidences et à faire de grands discours décousus. Quelle riche récolte pour madame de Lieven ! « Si seulement je pouvais me rappeler quelque chose de ses idées, écrit-elle le 13 décembre 1821 ; j'ai dû me mordre trois fois les lèvres pour ne pas éclater de rire et j'ai fini par manger toutes les pelures d'orange pour cacher les grimaces de ma bouche... Nous avons eu la Pologne, les faiseurs de mystères, M. de la Harpe, les Cosaques du Don... les sapeurs du Hanovre, Benjamin Constant, l'infanterie hongroise, les prophéties du roi en 1814, Jésus-Christ et l'empereur Alexandre, qui voit maintenant les choses plus clairement, puisque le prince de Metternich le dit... Nous y serions encore si l'amiral Nagle ne s'était pas mis à ronfler si haut que le roi perdit patience et leva la séance. » Une autre fois, en février 1821, madame de Lieven réussit à rétablir scrupuleusement, comme le ferait une sténographe, les propos incohérents que lui adresse son commensal : « Ma chère, je ne suis pas un homme ordinaire, comme vous avez plus d'intelligence dans votre petit doigt que tous mes sujets pris ensemble, vous devez admettre que je ne suis pas un imbécile... Je vois tout en un éclair. Je suis un philosophe... J'ai fait des choses extravagantes et je n'en rougis pas ; mais j'ai toujours eu mes principes : galant avec toutes les femmes, fidèle à une... » Il reprend ensuite avec componction un discours sur « le plus ferme support du trône ! » ; il boit à la santé du duc de Montrose, à la prospérité de Dublin et de toute l'Irlande, échafaude des projets de voyage à Hanovre et à Vienne. (« Je mettrai un uniforme blanc et je ne serai plus un roi : je serai un général de l'armée autrichienne »), ensuite à Spa et à Paris où « on va rire et s'amuser. » Et lorsque madame de Lieven, en citant Racine, le compare à Pyrrhus, le souverain de répondre : « Oui, c'était un grand homme, mais, pour ma part, je préfère Henri IV. Pourtant, il n'aurait pas dû garder Sully : c'était une canaille... »

En la personne de sa favorite, lady Conyngham, George IV possède une digne comparse. « C'est une parvenue. Pas une seule idée dans la tête... Rien qu'une main pour recueillir des perles et des diamants et un énorme balcon pour les porter. » Voilà la caractéristique impitoyable que lui donne madame de Lieven. « Un jour, la favorite lui dit, en jetant un regard circulaire sur son salon installé « comme le boudoir d'une fée » : « Quel dommage si tout cela devait finir ! Vous devez admettre que c'est charmant. » Grande dame jusqu'au bout des ongles, madame de Lieven éclate de rire devant cette façon vulgaire d'exprimer ses pensées. « Ce n'est pas le cœur de son amant que regretterait la favorite, mais ses diamants, ses perles, ses beaux meubles et ses bons dîners. Elle peut bien se passer de sentiment, mais elle ne peut se passer de diamants. »

La première apparition de lady Conyngham dans le grand monde de Londres avait provoqué une vive sensation. Cette dame n'appartenait pas, selon le témoignage de madame de Lieven, « à ce genre de société qu'on invite à dîner »... « Tout le monde semblait être embarrassé. Personne ne voulait la saluer le premier. Il y eut une pause d'au moins cinq minutes pénible pour elle et pour les autres. Mais c'est une femme passablement gentille et, comme telle, elle s'assura au bout d'un moment quelques *How do you do?* »... « On s'habituera à tout », concluait avec résignation notre épistolière. Bientôt, la favorite sera reçue « dans certaines maisons » ; au bout de quelques semaines, madame de Lieven elle-même est obligée de l'inviter à l'ambassade de Russie, où sa rencontre avec la marquise de Hertford, l'ancienne favorite, âgée de soixante-trois ans, donne lieu à une scène de haute comédie mondaine. Sûre de l'appui du roi, lady Conyngham parvient à raffermir rapidement sa situation ; bientôt, elle oblige la société à compter avec ses caprices. Un jour, elle prétend exclure Castlereagh, ministre des Affaires étrangères, d'un grand banquet donné au corps diplomatique en l'honneur du prince de Danemark ! « Les affaires ne peuvent pas continuer ainsi, dira le ministre, rageur, à madame de Lieven. Nous ne pouvons pas tolérer une femme qui est assez puissante pour nous faire de tels

affronts. » On la tolèrera tout de même : l'incident du banquet sera aplani, grâce aux efforts de madame de Lieven, et tout rentrera dans l'ordre...

Le royal protecteur de lady Conyngham, tout excentrique qu'il est, possède assez de bon sens pour compter avec les réalités. Madame de Lieven elle-même est obligée de reconnaître « que ce déséquilibré a beaucoup de tact. » Il sait s'imposer à son entourage. « Le duc d'York ne craint personne au monde, sauf son frère », note l'ambassadrice. Il a beau traiter ses ministres « d'imbéciles », il ne se risquera jamais à entrer en conflit ouvert avec eux. En 1824, il renonce à passer l'hiver en Italie et « à laisser son royaume en panne », lorsque le duc de Wellington, digne prédécesseur de Stanley Baldwin, lui dit : « Très bien, sire, abdiquez ; car, si vous ne le faites pas, vous ne pouvez partir. » (Lettre du 4 octobre 1824). En vieillissant, il abandonne de plus en plus toute activité politique. « Le roi fait l'amour, sort et perd chaque jour un peu de l'intérêt si vif qu'il prenait jadis aux affaires, écrit madame de Lieven dès le 11 septembre 1823. Il pense encore comme il sied, du bon côté, mais de préférence, il ne pense pas du tout. » Le peuple l'oublie ; lorsqu'il paraît aux courses d'Ascot, l'enthousiasme est général, car « on le croyait fou ou mourant. »

Vigilante sentinelle, madame de Lieven restera jusqu'au bout auprès de George IV et de sa maîtresse. Elle subira la monotonie de ces réceptions officielles, pendant lesquelles elle s'occupe « d'abord à compter les bougies, ensuite les petites boules dorées qui décorent les bords du plafond et, après cela, à examiner et à comparer les oreilles de tous les invités. » Elle subira la tristesse encore plus grande des soirées intimes au cottage de Windsor, « ou l'on s'ennuie si royalement. » Elle devra même subir les assauts de galanterie du roi, qui, après s'être contenté longtemps d'appliquer « trois gros baisers bruyants » sur ses joues, s'avise soudainement qu'il est amoureux « depuis treize ans », lui fait une déclaration de trois heures et essaie même de forcer sa porte « avec des gestes et des regards passionnés, en posant son doigt sur ses lèvres ». Madame de Lieven le met en fuite en sonnant sa femme de chambre. Ils se retrouvent au salon,

où le roi lui fait un profond salut « genre Louis XIV » et ils se séparent en bonne amitié[1]...

Tant que dure sa correspondance avec Metternich, madame de Lieven s'efforcera d'appuyer de son influence auprès du roi les visées de la politique autrichienne, de provoquer des rencontres entre George IV et son amant, de « donner autant de conseils autocratiques qu'elle peut », en un mot de maintenir George IV dans le giron du fameux « système ». Étant donné les convictions du souverain, elle réussira presque toujours.

Avec les ministres anglais, les choses ne seront pas aussi faciles. Madame de Lieven a beau vivre dans leur intimité complète, assister aux jeux de saute-mouton de lord Liverpool, qui préside le Cabinet, faire « tourner » (en valsant il est vrai) Castlereagh, qui dirige les Affaires étrangères, passer de longues heures en tête-à-tête avec son successeur Canning et avec le duc de Wellington, la politique de la Grande-Bretagne évoluera sans tenir compte des désirs d'une étrangère ambitieuse.

La correspondance de madame de Lieven avec Metternich est remplie de renseignements curieux sur tous ces hommes, ainsi que sur les diplomates accrédités à la Cour de Saint-James. C'est une vraie galerie de portraits qui passe sous nos yeux : Wellington, *tory* intégral, « qui s'attaque à une question comme une batterie de canons », qui incite Metternich avec une brusquerie militaire à marcher contre Naples et « à jouer un rôle splendide en brisant la révolution italienne » ; lord Grey, leader de l'opposition, homme « magnifique », aux gestes toujours nobles, qui possède une voix « à la résonance de bronze » ; le duc d'York, « qu'on pourrait trouver touchant s'il avait plus d'esprit, plus de cheveux, moins de ventre et un teint plus pâle » ; Castlereagh enfin (devenu marquis de Londonderry), être infiniment séduisant, « seul

1. On a prétendu parfois que madame de Lieven a été la maîtresse de George IV. Invraisemblable en soi, cette légende est définitivement détruite par les lettres de l'ambassadrice. D'ailleurs, elle n'ignorait pas ces racontars : on en retrouve la preuve dans les lignes suivantes, écrites le 3 janvier 1823 : « Le roi adore mon petit garçon. J'étais très surprise de voir que tout le monde m'en parle à la Cour avec extase. C'est un gentil bébé et c'est tout. Mais non, les gens de la Cour le considèrent comme le plus bel enfant du monde, parce que le roi a découvert que George lui ressemblait. Vous voyez ce qui va arriver... Il finira par croire qu'il en est le père... »

homme en Angleterre qui comprenne la politique européenne », âme inquiète et tourmentée qui sombre dans la folie.

Après Castlereagh, c'est Canning, « esprit pervers », aux manières timides et embarrassées, d'une lourdeur indescriptible et pourtant « imbu du sentiment de supériorité que lui confère sa remarquable intelligence. » Ennemi de la Sainte-Alliance, Canning inaugure une politique nouvelle, isolationniste et libérale à la joie de l'opposition et à l'indignation de ses collègues *tories*. Madame de Lieven ne peut s'empêcher d'admirer « son immense vivacité, jointe à une obstination extraordinaire », sa conversation brillante, farcie d'erreurs et d'impertinences. « Il se moque toujours de quelqu'un, écrit-elle. Son grand sujet d'amusement est Biedermann, le malheureux chargé d'affaires de Saxe, très pédant, très humble, aux discours interminables ; Canning l'écoute indéfiniment, sans l'interrompre, pour s'amuser, comme d'autres vont au théâtre. C'est son favori parmi les diplomates. » Mais tout le monde ne possède pas l'indulgence amusée de l'ambassadrice. « Les ministres ne peuvent plus travailler avec lui... c'est une créature étrange. Il est en mauvais termes avec tous les Cabinets étrangers, avec tous ses collègues, avec les *tories* et, ce qui est le pire de tout, avec l'opposition. Il a accompli tout cela en deux mois... » George IV lui-même, le roi fainéant, est « décontenancé ». « Mes ministres veulent fomenter une révolution », dit-il un jour à madame de Lieven. Et, à une autre occasion : « Canning n'est pas plus capable de diriger les Affaires étrangères que ne l'est votre bébé. Il ignore tout de son emploi. Pas de tact, pas de jugement, pas la moindre idée du décorum. Que puis-je faire ? Puis-je changer de ministre ? Non, car j'aurais quelqu'un de pire. » Mais Canning a derrière lui l'opinion publique. De nouvelles couches sociales ont surgi en Angleterre ; en s'appuyant sur leur volonté, Canning triomphe de toutes les résistances et impose sa politique, à la Chambre des Communes, au Gouvernement et au souverain. « Je vois par vos dépêches que l'Angleterre vous ennuie et que sa politique vous irrite, déclare madame de Lieven en réponse aux critiques de Metternich. Mais c'est inutile d'espérer un changement : sa prospérité domestique justifie sa conduite. » Plus tard, en 1817,

madame de Lieven écrira : « C'est un homme d'un talent extraordinaire ; c'est un honnête homme. Ce n'est point du tout un jacobin... enfin qu'on me batte, mais je soutiens que nous devons aimer Canning. »[1]

Pour compléter cette collection de portraits, il nous reste à mentionner les croquis du duc Decazes et de Chateaubriand. Les deux hommes ont le malheur de déplaire à l'amie de Metternich. « Monsieur Decazes, écrit-elle, ne possède qu'une quantité modérée d'esprit et celui qu'il a est tout dirigé vers de petites intrigues. Il a mauvais goût, il fait l'important et le vaniteux. Il embrasse sa petite femme toute la journée. Elle est certainement la femme la plus laide du monde. Elle n'a que dix-huit ans et on lui en donnerait quarante. » (17 août 1820). Les sentiments de madame de Lieven à l'égard de l'auteur de *René* sont encore plus hostiles. Elle est déjà prévenue contre lui avant son arrivée, M. de Marcellus, le chargé d'affaires, ayant déclaré à un grand dîner diplomatique « qu'une duchesse était morte d'amour pour lui, qu'une autre était folle et qu'une troisième s'était brisé la cheville. » « La pensée de la cheville brisée sera trop forte pour que je puisse retenir mon sérieux lorsque je le rencontrerai », écrit-elle à Metternich. Effectivement, après avoir fait sa connaissance, elle ne tarde pas à l'accabler des épithètes les plus désobligeantes. « Chateaubriand est grossier, désagréable et affecte de traiter les Anglais comme s'ils étaient de la boue. Il s'attache aux petites choses et ignore les importantes. Il déploie un manque complet de goût et de courtoisie. Ses connaissances disent que c'est parce que personne n'est tombé amoureux de lui. Il se promène avec un air sentimental, rêveur et un cœur à vendre, mais personne n'en veut. » (5 mai 1822). Deux mois plus tard (3 juillet 1822), elle continue dans le même esprit : « Chateaubriand est le moins intéressant et le moins sentimental des hommes. Il entretient madame Lafont et elle fait les honneurs de sa maison. Il ne va nulle part sans elle... C'est un homme mal élevé, ficelé dans de beaux sentiments. Il passe des soirées avec elle et parle pendant trois heures de gloire, d'enthousiasme et j'imagine aussi de vertu. Je peux lui pardonner sa maîtresse, mais je ne peux pas pardonner à

1. E. Daudet : Une vie d'ambassadrice au siècle dernier : La princesse de Lieven.

un homme intelligent de dépenser l'enthousiasme, la gloire et la vertu pour une telle auditrice : un homme intelligent qui fait cela doit être un imbécile ! » Elle ne se prive pas du plaisir de commenter longuement les déconfitures mondaines de l'ambassadeur : « Chateaubriand est extrêmement impopulaire ici... Chateaubriand a donné hier un grand bal pour pendre la crémaillère ; il a essayé par tous les moyens les plus maladroits d'y faire venir le roi, mais il n'y a pas réussi et, pour se rattraper, il a rempli sa maison de la société la plus bizarrement assortie. » (25 juin 1822). « On ne l'aime pas ici et chacun semble s'être donné le mot pour s'amuser à ses dépens. » Dans le fond, c'est une antipathie tout irraisonnée qu'elle éprouve contre celui qu'elle appelle « le bossu sans bosse ». « Son esprit, écrit-elle, n'est pas du type que j'aime et il me glace. Je suis stupéfaite de sa vanité et de son affectation. » Mais les mots impitoyables qu'elle emploie en traçant le portrait du grand romantique français ne seront pas oubliés par son correspondant : ils créeront dans l'esprit de Metternich cette prévention contre Chateaubriand qui se manifestera d'une façon si flagrante au Congrès de Vérone. Ici, comme dans l'affaire de l'expédition punitive contre Naples (où elle transmet les avis belliqueux de Wellington), comme dans les démêlés de Canning avec le Cabinet de Vienne, madame de Lieven exercera une influence directe sur le cours de la politique européenne.

Mais que deviennent dans tout cela ses amours ? Dorothée est-elle pleinement satisfaite ? Est-elle vraiment un être exclusif, dénué de tempérament ? Le côté cérébral prime-t-il vraiment chez elle tout le reste ? Rien ne nous permet de le supposer. « Je suis femme et très femme, avoue-t-elle en écrivant à Metternich ; je veux les choses d'une façon passionnée... Je voudrais revenir dans soixante ans et voir ce que la postérité pensera de deux personnes intelligentes, dont le génie combiné visait à soustraire au temps deux semaines tous les trois ans pour se revoir. » Elle a beau disserter sur la politique, s'imposer une réserve extrême, soumettre ses lettres en les recopiant à une censure sévère, ce qui nous reste de sa correspondance avec Metternich nous permet d'y retrouver les traces d'un sentiment sincère et parfois même douloureux :

ici, une parole affectueuse, un compliment admiratif, une pointe de coquetterie ; là, un cri d'impatience ou de dépit amoureux. « Pourquoi n'êtes-vous pas en Angleterre ? écrit-elle un jour du bord de la mer... Pourquoi n'êtes-vous pas à Brighton, à la même auberge que moi, chez des voisins ? Pourquoi n'êtes-vous pas mon voisin ? Tout serait si simple ! Mais je deviens sotte. » En se promenant à Woburn, dans la campagne anglaise, elle s'écrie : « Je n'ai jamais vu deux arbres pousser ensemble sans regretter de ne pas être un arbre. N'auriez-vous pas aimé être l'autre arbre ? » Et comme si elle prévoyait la réponse ironique de son ami, elle ajoute spirituellement : « Vous nous voyez métamorphosés en deux pièces de bois ? » Parfois, elle essaye d'éveiller la jalousie de Metternich ; parfois, elle évoque avec émotion de tendres souvenirs ; parfois, elle s'extasie devant les missives du chancelier, qui nous semblent pourtant passablement pédantes et prétentieuses.

Son désir le plus cher est toujours de revoir Metternich. Metternich se rétracte, fait attendre ses réponses, laisse échapper les occasions de nouvelles rencontres. Est-ce l'éloignement qui en est la cause, ou les vicissitudes de la politique européenne ? « Tant que l'Autriche et Saint-Pétersbourg marchaient d'accord, écrit J. Hanoteau, aucun nuage ne pouvait s'élever entre l'ambassadrice et le ministre. Leur amour pourra-t-il résister aux déceptions de la question d'Orient ? » En 1823, madame de Lieven entreprend un voyage en Italie, avec le ferme espoir d'y retrouver son bien-aimé. Elle séjournera de longs mois à Milan, à Florence et à Rome ; mais Metternich ne viendra pas et la laissera même longuement sans nouvelles. Le dépit de madame de Lieven sera extrême : « Ainsi, vous ne venez pas en Italie ? Alors pourquoi m'avoir demandé de venir ? Votre lettre était catégorique... J'ai laissé tout mon confort, tous mes intérêts de la vie, toutes mes habitudes intellectuelles pour un ciel étranger qui réchauffe mon corps, mais laisse mon esprit complètement vide. » (20 octobre 1823). Elle ne veut pas se reconnaître battue ; elle se fait câline et tendre : « Nous devrions vivre tous deux heureux à Rome. Vous en êtes fou, je suis toute prête à en devenir folle ; ensemble, nous ferions un ménage heureux et harmonieux. » Elle s'insurge contre le traitement que la

Faculté inflige à Metternich : « Vous vous êtes mis entre les mains d'un docteur détestable : il vous défend de prendre l'air, mais d'où vos forces vous viendront-elles? Il vous faut de l'air, de l'exercice, la paix de l'esprit, la distraction. Pensez-y sérieusement, venez en Italie... Laissez monsieur Canning s'occuper de lui-même. » (23 décembre 1823). Mais voilà que le courrier de Vienne arrive sans apporter un mot du chancelier et madame de Lieven perd contenance. « Ah ! que vous êtes méchant, que vous êtes détestable ! Je suis furieuse. Je serai très hostile à l'Autriche aujourd'hui... c'est de la mauvaise politique que de ne pas m'écrire. »

Même après être rentrée à Londres pour y reprendre, comme elle le dit, son poste diplomatique, madame de Lieven persiste dans son espoir. Lorsqu'elle apprend, en mars 1825, que Metternich doit se rendre à Paris, au chevet de sa femme malade, elle lui écrit : « Vous ne pouvez pas être avec Canning, en termes plus mauvais. Pourquoi ne pas essayer de les améliorer en venant ici? » Piètre politique que cela ! La femme diplomate devrait bien le savoir. La question Canning n'est qu'un prétexte : « Vous serez si près de moi. Je trouverai la proximité plus dure à supporter que la distance. Nous sommes habitués à nos quatre cents lieues. Comment allons-nous nous faire à une distance qu'on peut couvrir en deux jours? » Ses appels resteront sans réponse ; la mort de madame de Metternich rendra d'ailleurs tout voyage d'agrément impossible. On retrouve dans la correspondance de madame de Lieven une invitation nouvelle, datée du 18 mai 1825. Partant pour un long séjour en Russie, elle écrit encore une fois : « Si vous pouvez suggérer une rencontre, faites-le moi savoir au plus vite. » Peine inutile !...

Cette fois, c'est la fin. A peine sorti de la période de son deuil, Metternich s'éprend d'une petite Viennoise métissée de sang italien, Marie-Antoinette de Leykam, « belle comme un ange et ange par toutes ses qualités morales et physiques », mais qui a le malheur de n'être ni princesse, ni comtesse ; fille d'un fonctionnaire, vaguement diplomate, et d'une cantatrice italienne, elle porte un titre de baronne de récente création. Sensation dans les capitales de l'Europe entière ! Bientôt, madame de Lieven aura appris les visites quotidiennes

du prince à mademoiselle de Leykam. « Certains la désignent, écrit-elle (16 mai 1826), comme votre future femme, d'autres comme votre présente maîtresse. Certainement, il doit y avoir quelque explication semblable à votre assiduité, car j'apprends que ni le père, ni la mère ne méritent ces visites mais que la fille est jolie. » Injure gratuite et impardonnable à l'égard de celle que Metternich considère d'ores et déjà comme sa fiancée. Mais le dépit de madame de Lieven ne connaît plus de bornes. « Si je devais me venger? s'écrie-t-elle; Dieu, non! Je ne veux pas me venger... Je vous prie de m'aimer comme vous l'avez toujours fait... Aujourd'hui, je vous en prie, malgré les jeunes femmes! Quel homme étrange vous êtes! Faire attention à une petite fille! J'aurais l'air ridicule si je devais me préoccuper d'un petit garçon! Ceci n'est pas une menace. Je préfèrerais me tuer. » Le 22 novembre 1826, madame de Lieven, repentante de ses « rosseries », lance un ultime appel : « Reprenons du commencement. Si vous êtes comme moi, vous devriez m'écrire souvent. Il nous serait difficile à vous et à moi de trouver dans le monde entier quelqu'un de notre calibre : nos cœurs concordent, nos esprits aussi et nos lettres sont très agréables... Je répète : vous ne trouverez personne de mieux que moi. Si vous trouvez votre semblable, montrez-le moi. Adieu! »

C'est par cette lettre que se termine le recueil. Quelques mois plus tard, Metternich épousera mademoiselle de Leykam, et madame de Lieven s'en ira colporter dans les salons de Londres et de Paris son mot célèbre : « Le chevalier de la Sainte-Alliance a fini par une mésalliance. »

Les deux amants « immortels » se retrouveront, à Brighton, vingt ans plus tard, après la chute de Metternich. Vieillis et désabusés, ils ne se comprendront plus[1].

C. DE GRUNWALD

1. A cette époque, madame de Lieven produisait sur la fille du chancelier l'effet d'une aïeule descendue de son cadre. La jalousie avait survécu à l'amour. Madame de Lieven, qui avait accablé la seconde femme du chancelier des pires sarcasmes, n'accordait pas plus d'indulgence à la troisième épouse : Mélanie de Zichy-Ferraris lui paraissait « grosse et vulgaire ». D'après les souvenirs du baron de Barante, madame de Lieven avait trouvé Metternich lui-même : « bien long, bien lent, bien lourd, très métaphysique et ennuyeux, plein de satisfaction intérieure et d'interminables bavardages. »

L'ÉTAT NOURRICIER

LE CHÔMAGE

Les statistiques officielles classent les chômeurs en deux catégories : ceux qui chôment partiellement, c'est-à-dire qui ne sont pas employés pendant la totalité du temps de travail réputé maximum par les lois sociales en vigueur, mais qui travaillent encore assez pour subvenir à leurs stricts besoins vitaux, et les chômeurs totaux ou presque et qui ne peuvent vivre sans le secours de la collectivité.

Pour ces derniers, la statistique est d'une rigoureuse précision. Au 1er avril 1938, ils étaient, en France, 398 254 sur une population de 41 millions d'habitants, soit moins de 1 p. 100. Mais la population totale est un mauvais terme de comparaison, puisqu'elle comprend tous les enfants, les vieillards et les rentiers.

La proportion des chômeurs n'a de signification que par rapport à la population *active* et nous manquons sur ce sujet de précisions et surtout de définitions. Une femme qui fait son ménage et élève ses enfants peut être d'une activité débordante sans devoir être comptée parmi la population active pour le sujet qui nous occupe. Nous baserons-nous sur la notion de salaire? Beaucoup de patrons n'en touchent pas directement. Et il y a aussi toute la catégorie des demi-rentiers qui ne recherchent, dans un travail réduit, qu'un complément de ressources et qui, s'ils sont retraités de l'État, font un travail qualifié de « noir », tantôt encouragé, tantôt

toléré, tantôt réprouvé suivant la versatilité des conceptions officielles.

Pour nous rendre compte du degré d'activité d'une agglomération d'individus, nous avons fait un sondage dans une commune rurale de 472 habitants, qui n'a été choisie que parce que nous connaissons personnellement la totalité des membres de cette collectivité et que nous avons pu dresser le bilan ci-dessous, sans poser aucune question et sans risquer d'erreur. Nous avons trouvé qu'il y avait :

43 p. 100 de la population (hommes et femmes) à activité complète ;

44 p. 100 de la population (vieillards, enfants, rentiers) à inactivité complète ;

13 p. 100 de la population à activité volontairement incomplète ou intermittente.

Sans vouloir conclure d'un si petit cas particulier au général, nous serions tentés d'admettre que moins de la moitié de la population est totalement inactive, mais que, si l'on tient compte des activités réduites à additionner, il pourrait être assez exact, pour établir le bilan des heures de travail et de services offertes et demandées, de tabler sur une activité totale de la moitié des habitants du pays.

*
* *

Sur 41 millions d'habitants en France métropolitaine, 3 800 000 sont des étrangers, attirés soit comme touristes, soit comme réfugiés politiques, mais surtout comme travailleurs. Nous nous prétendons grands colonisateurs ; nous sommes de grands colonisés, car si, en chiffres absolus, il y a d'autres pays qui comptent encore plus d'étrangers, nous sommes imbattables sur leur nombre par rapport à la superficie de notre territoire. En France, on compte 5 étrangers au kilomètre carré pour 1 en République Argentine, et 0,9 aux États-Unis, pays d'immigration par excellence.

Les étrangers séjournant en France et ayant une carte de travail étaient officiellement 1 215 000 au 1er janvier 1938, mais le Ministère du Travail reconnaît que beaucoup d'entre eux échappent à son contrôle et comme les étrangers n'amènent

pas, en général, leurs vieillards et leurs impotents, bien qu'ils soient plus prolifiques que les Français, on peut admettre que la bonne moitié est capable d'une activité totale.

Faisons le bilan : 400 000 chômeurs secourus au 1er avril 1938, dont un peu plus de 8 p. 100 d'étrangers et environ 1 500 000 étrangers sur le marché du travail national. Il y a encore actuellement, en France, un besoin de main-d'œuvre et de services très supérieur à ce que les nationaux peuvent fournir.

Le chômage est une question de répartition du travail.

Évidemment, il serait intéressant d'essayer de refouler tout au moins les 32 000 étrangers que nous entretenons comme chômeurs. Nous disons *essayer*, car la question est complexe et dépasse notre compétence. On invoque des arguments de moralité, de dignité, d'honneur national qui échappent à l'analyse. Nous entendons souvent évoquer un argument de réciprocité que nous tenons pour déplorable, car la France n'étant pas exportatrice de main-d'œuvre, nous sommes évidemment, si nous avons signé des conventions de réciprocité, les dindons de la farce.

Quant à essayer de refouler massivement les travailleurs étrangers, on reconnaît, en général, que ce serait sans effet sur le chômage. Il est même probable que cela l'aggraverait.

La population française n'augmente pas : elle ne se maintient presque étale que, d'une part, par les naturalisations et, d'autre part, par les progrès de la médecine et de l'hygiène qui diminuent la mortalité et augmentent l'âge moyen. Que la diminution de la mortalité infantile soit un progrès, personne ne le conteste, mais il faut avoir le courage de dire que la survie des vieillards n'est pas un bienfait économique.

Il est possible aux pays à natalité élevée de se payer le luxe de stériliser les procréateurs de mauvaise qualité, s'ils sont, au contraire de nous, plus spartiates que babyloniens. En France, la question ne se pose pas, parce que, pour essayer de continuer à faire figure par le nombre, il faut faire flèche de tout bois. Mais la statistique nous apprend que la population des 107 asiles augmente d'une façon continue. De 101 461 avant la guerre, elle est passée à 126 874 en 1933. La France s'étiole, la France vieillit.

Pour nourrir tous les vieillards et tous les pensionnés, il faut que la population active travaille d'autant plus qu'elle est moins nombreuse. Pour entretenir les inactifs, par l'intermédiaire de l'État, il faut qu'elle travaille colossalement : nous dirons même sans limite.

*
* *

Notre malheureuse condition démographique aurait dû nous procurer, tout au moins, ce petit avantage de ne jamais nous faire connaître le chômage, en usant au besoin, mais avec beaucoup de prudence, de l'admirable mécanisme régulateur que nous offre la migration des étrangers, car les besoins de main-d'œuvre sont mouvants et si certains métiers disparaissent entièrement, comme ceux de vidangeurs ou de porteurs d'eau à Paris, d'autres subissent des fluctuations qui dépendent de la mode et du standard de vie.

Pour des raisons fiscales que tout le monde connaît, le bâtiment chôme. Les ouvriers de cette corporation, lorsqu'ils ont fait choix d'un métier, ne pouvaient pas deviner que le Parlement voterait des lois rendant impossible une profession qui paraissait à l'abri d'une pareille catastrophe.

Pour maintenir un équilibre raisonnable entre les demandes et les offres d'emploi, il est donc indispensable que la main-d'œuvre s'adapte aux conditions toujours changeantes de l'existence, à moins que l'on n'admette que ce sont les usagers qui ont tort de ne pas adapter leurs besoins aux demandes de la main-d'œuvre et que les anciens vidangeurs auront droit d'être membres à vie de la corporation des chômeurs, si la Ville de Paris ne se décide pas à supprimer le tout à l'égout. C'est précisément parce que cette adaptation se fait très mal que nous avons, en France, un chômage qui ne devrait pas exister.

Pour remédier à cette situation, parfaitement connue des pouvoirs publics, il a été décidé de commencer, suivant l'usage, par une enquête et une statistique.

Un décret du 26 septembre 1937 ordonne un recensement qualitatif du chômage, alors que, jusqu'ici, aucune statistique d'ensemble n'existait par profession. On ne disposait

que de renseignements fragmentaires et d'impressions. C'était cependant suffisant pour savoir que, depuis bien des années, la métallurgie manque d'ouvriers qualifiés, que de nombreuses industries réclament des spécialistes, que l'agriculture manque de bras en permanence et que, si tant d'étrangers ont trouvé du travail en France, c'est parce qu'ils y exercent des métiers qui ne conviennent pas aux Français.

Sans doute, toutes les nations ont toujours appelé à leur secours des spécialistes étrangers. Louis XI avait fait venir des Flamands à La Rochelle et des Florentins à Lyon. Henri II appela des mineurs allemands et Colbert conféra aux Grecs qu'il attira à Marseille, sur le port, le titre de bourgeois de la ville, avec privilèges et exemptions, pour bien marquer son désir de les encourager à venir et à rester.

En France, avant la guerre, tous les vitriers ambulants étaient des Piémontais, tous les modèles pour peintres, florentins ou tout au moins italiens, mais ce sont là métiers à petits effectifs. Nous-mêmes avons toujours exporté quelques cuisiniers et garçons de café. Rien, dans les temps anciens, n'est comparable à la situation actuelle. Le Bureau international du Travail estime à 30 millions seulement les individus qui vivent hors de leur pays d'origine. Nous en possédons, à nous seuls, un dixième et qui existent à l'état massif dans des corporations à gros effectifs. Dans nos 76 exploitations houillères, qui occupaient, au 31 décembre 1937, 245 316 personnes, il y avait, dans l'ensemble, 32 p. 100 d'étrangers et 42 p. 100 au fond, où le travail est plus pénible qu'au jour. Nous avons 50 p. 100 d'étrangers dans nos mines de fer ; on ne peut exécuter de terrassements en France sans les Italiens, de vendanges sans les Espagnols, la culture des betteraves sans les Belges et les Polonais.

Sans doute, la masse étrangère occupe-t-elle les emplois les plus pénibles et les moins lucratifs ; sans doute aussi est-elle particulièrement nombreuse près des frontières et souvent aussi saisonnière. Mais comment expliquer son abondance incroyable dans certains métiers de choix ?... Pourquoi les étrangers sont-ils 80 p. 100 dans la fabrication des casquettes ?...

On a pris d'innombrables décrets pour limiter le nombre

d'étrangers susceptibles d'être employés dans certains travaux et surtout dans les entreprises concédées. Cela ne sert absolument à rien. Le temps est fort lointain où un patron pouvait espérer embaucher un étranger à un salaire moindre pour un travail égal et aucun patron n'aurait l'idée de refuser du travail à un Français pour le seul plaisir d'occuper un étranger. Le contingentement des étrangers limite les possibilités de travail des entreprises qui pourraient les embaucher et ne diminue pas d'une unité le nombre des chômeurs français secourus.

Il est à remarquer que l'État, qui, jusqu'ici, ne prend pas ses fonctionnaires parmi les étrangers et qui est, de beaucoup, le plus important des employeurs, ne suit pas les conseils qu'il donne aux autres et ne cherche pas à recruter ses salariés dans les offices publics de placement gratuit, qui ont obligatoirement, comme clientèle de fond, la totalité des chômeurs secourus. Lorsque, à la suite de la loi de 40 heures, les chemins de fer ont embauché 92 000 nouveaux agents, ils ont reçu plus de 500 000 demandes, ce qui les a dispensés de recourir aux offices des bureaux de placement. Il est bien évident que les agriculteurs, qui sont obligés, pour l'équilibre de leur budget, de payer de bas salaires à leurs ouvriers, ne pouvaient triompher dans une lutte de prix avec les compagnies de chemins de fer, qui ne déposent pas leur bilan pour quelques milliards de déficit. Les compagnies de chemins de fer ont enlevé à l'agriculture toute la main-d'œuvre qu'il leur a plu. Nous avons vu de jeunes cultivateurs, propriétaires d'un petit bien agricole, vendre ou laisser en friche les champs hérités des ancêtres pour s'embaucher comme manœuvres sur les voies. Et comme les chemins de fer font passer une visite médicale, n'embauchent que les jeunes et tiennent compte de l'aptitude et de l'instruction, ils n'ont certes pas pris ce qu'il y avait de moins bon dans la population ouvrière agricole. On comprend qu'ils n'aient pas décimé les troupes qui attendent l'employeur dans les offices publics de placement où l'on trouve surtout des déclassés. Les chemins de fer ont déclassé méthodiquement les milliers d'ouvriers agricoles qu'ils ont pris, parce qu'ils les ont jugés facilement reclassables. Leur embauchage n'a comporté que 2 p. 100 de chômeurs secourus

parce qu'ils considèrent l'immense majorité d'entre eux comme pratiquement impossibles à reclasser.

Le chômage est, en très grande partie, une question de classement.

*
* *

Le Ministère du Travail a été créé, en 1906, pour placer Viviani suivant la méthode, alors dans l'enfance, non pas d'adapter les ministres aux fonctions nécessaires et préconçues de l'administration du pays, mais d'adapter les Ministères aux nécessités des dosages politiques. Quoique somptueusement installé dans l'ancien archevêché de la rue de Grenelle, le Ministère du Travail fut considéré, au début, comme un pauvre petit Ministère sans éclat. Par un phénomène de caryocinèse, il a été géré récemment par cinq titulaires, dont on ne peut dire exactement lesquels étaient superposés ou juxtaposés. M. Chautemps, Ministre sans portefeuille, consacrait au Travail une importante fraction de son activité. M. Ramadier avait rang de ministre du Travail et avait délégué à M. Lafaye, sous-secrétaire d'État, les questions de chômage, tandis que M. Frossard, ministre d'État, était délégué aux grèves et que M. Philippe Serre était sous-secrétaire d'État pour l'immigration et la main-d'œuvre étrangère. Signalons en plus que M. Léon Courson était sous-secrétaire d'État aux Loisirs, qui oscillent entre la Santé publique et l'Éducation nationale. Nul doute que nous aurons prochainement un Ministère définitif des Loisirs, dont l'importance pourra dépasser celle du Ministère du Travail, s'il arrive à obtenir des sous-secrétariats d'État aux sports d'hiver et d'été, au tennis et au foot-ball.

Le Ministère du Travail, dont la nomenclature des services s'étale sur neuf pages condensées du Bottin, a six directions, comprenant chacune un nombre variable de bureaux dispersés dans divers quartiers de la capitale, sans faste et souvent sans indication extérieure, car si l'on avait mis des drapeaux à tous les immeubles occupés par les Ministères, Paris serait en état permanent de pavoisement.

On a calculé qu'un papier émané de la rue de Grenelle parcourait, en moyenne, quinze kilomètres pour y revenir, en

passant, sans faire le circuit complet, par la rue de Varenne, le boulevard Raspail, la rue de Vaugirard, la place Fontenoy, la rue d'Estrées, l'avenue de Lowendal et la rue du Cherche-Midi. A la rue de Grenelle, où la téléphoniste du standard connaît plus sûrement que le personnel des cabinets les adresses des annexes, on ne cache pas que la gestion d'une pareille administration qui n'a de centrale que le nom, présente de grandes difficultés.

Il est bien certain que le chômage entre, pour une bonne part, dans la prolifération des services.

*
* *

Avant la guerre, le chômage était rare et sporadique. En 1901, après la fermeture de l'Exposition universelle, il y eut, dans le département de la Seine, une crise de chômage analogue à celle de la période actuelle. On ne distribua aucun secours et tout se résorba, parce que les travailleurs retournèrent d'où ils venaient.

Vers la fin de la guerre est apparu un chômage qui a motivé l'ouverture de caisses spécialisées. Beaucoup d'entre elles ont été liquidées en 1920, rouvertes en 1921 et 1922, supprimées en 1923, 1924 et 1925 et rétablies seulement trois mois en 1926. Depuis 1930, elles sont devenues permanentes et de plus en plus nombreuses.

Nous ne ferons pas la nomenclature des 116 circulaires, décrets et règlements qui constituent, avec leur commentaire, le tome premier de 176 pages de la réglementation du chômage. On sait qu'en France, la perfection administrative n'est jamais atteinte du premier coup et que les points de vue changent encore plus vite que les circonstances. Disons seulement que toutes les municipalités et tous les départements ont le droit d'ouvrir des caisses de chômage et que l'État n'intervient que pour les subventionner et les contrôler.

Il y avait, au 31 décembre 1937, 1 659 fonds de chômage (72 départementaux et 1 587 communaux ou intercommunaux) constitués et intéressant environ 25 millions d'habitants, mais quelques-uns sont en sommeil et n'ont pas de chômeurs inscrits. On sait que le département de la Seine comprend

d'une façon assez régulière la moitié des chômeurs secourus.

A Paris, le candidat au secours de chômage doit aller faire une déclaration à la mairie de son arrondissement. Pour avoir le droit d'être inscrit, il doit prouver qu'il habitait le département de la Seine avant le 1er juillet 1935, date limite après laquelle les nouveaux venus ne sont plus admis. Il doit fournir, en un ou plusieurs certificats, la preuve de six mois de travail continu.

Une rapide enquête faite par des employés, en général temporaires et relevant de la préfecture de la Seine, doit établir les ressources familiales, car, dans une famille de travailleurs, chacun ne chôme pas forcément en même temps et l'on tient compte des salaires de la femme et des enfants vivant avec les parents. Les barèmes d'allocations sont forcément compliqués. Retenons seulement la règle de considérer comme maximum de secours le demi-salaire touché par le chômeur dans son dernier emploi, plus les allocations familiales qu'il toucherait s'il avait un patron et que l'État, patron du chômeur, prend naturellement à sa charge. Avant la généralisation des allocations familiales, un ouvrier chargé de famille qui travaillait dans une corporation non assujettie aux allocations et qui occupait un emploi relativement peu rémunéré, pouvait avoir intérêt à démissionner de son emploi pour se faire inscrire au chômage, ce qui le faisait bénéficier des allocations. On a souvent calculé qu'à partir de trois enfants et toujours à partir de quatre, un père de famille pouvait récupérer en allocations la seconde moitié de son salaire. Les allocations familiales étant maintenant généralisées, l'avantage de chômer est beaucoup plus rare et n'intervient plus que pour les employés de petits patrons n'ayant pu se faire affilier à aucune caisse. Mais comme les allocations sont variables suivant les professions et les départements, chaque cas nécessite un examen spécial et les chômeurs trouvent, en général, le temps de se livrer au calcul de leur cas personnel, ou d'aller consulter les spécialistes qui peuvent les aider dans ces comptes dépassant quelquefois leurs connaissances mathématiques.

A Paris, un chômeur seul touche actuellement 13 francs par jour (dimanche compris), dont 8 de l'État, 4 du départe-

ment et 1 de la ville. Un chômeur marié touche 6 francs par jour pour sa femme, plus 5 par enfant à sa charge. Un travailleur qui avait la chance ou l'adresse de gagner un gros salaire — supposons 50 francs — et qui a des certificats de six mois à ce prix peut, soit qu'il devienne un peu vieux ou moins agile, ne trouver par la suite que des emplois beaucoup moins rémunérés. S'il trouve du travail à moins de 26 francs par jour et s'il l'accepte, son nouveau plafond ne lui permettra plus de toucher les 13 francs qui constituaient le demi-salaire maximum que le chômage pouvait lui allouer. Il est bien évident qu'il peut avoir intérêt à ne pas travailler pour conserver, jusqu'à la fin de ses jours, son plafond calculé sur 50 francs.

Les secours de chômage sont payés à Paris par quatorzaine et *d'avance*, ce qui incite à la fraude et gaspille, dit-on, 16 millions par an, parce que le chômeur qui trouve une place s'arrange souvent pour entrer le lendemain du jour de paye à la mairie. Personne ne suppose qu'il viendra rendre l'argent.

Pour administrer les 200 000 chômeurs du département de la Seine, il a fallu créer une organisation nouvelle. Les arrondissements de Paris qui ont de vastes mairies et peu de chômeurs ont pu, pendant un certain temps, assurer ce nouveau service dans les locaux et avec le personnel des bureaux de bienfaisance. Mais dans des arrondissements comme le XXe, par exemple, qui a plus de 10 000 chômeurs secourus, il a fallu louer des locaux spéciaux et recruter un nombreux personnel.

Le département de la Seine a embauché des enquêteurs, payés 52 francs par journée de travail, pour aller prospecter à domicile tout chômeur en instance d'inscription. Ces enquêtes, dont l'élément principal est le dire d'une concierge plus souvent bienveillante qu'hostile, offrent peu de garanties et si le chômeur, une fois inscrit, a la sagesse de ne pas faire parler de lui, il peut jouir d'une assez longue tranquillité, car les enquêteurs sont trop peu nombreux pour renouveler périodiquement les visites à domicile. Dans un arrondissement de 2 500 chômeurs, avec 10 à 20 inscriptions nouvelles par jour, il y a deux enquêteurs. Il est vrai que la dénonciation, presque toujours anonyme, peut faire le travail de plusieurs enquêteurs, mais la délation n'est, en général, qu'une vengeance

personnelle et la majorité des Français répugne à risquer la plus infime part de sa tranquillité pour apporter le moindre concours à la réforme des abus, dans le seul intérêt de la morale ou des finances publiques. Et puis, le secours de chômage est secret. L'État qui, de plus en plus, oblige ceux qui vivent de leur travail à dévoiler le détail de leurs affaires, n'impose pas à ceux qui vivent aux dépens de la collectivité de faire semblables révélations. Si à la porte de chaque mairie on affichait les noms et adresses des chômeurs secourus, bien des abus seraient réprimés, dont une très minime partie vient à notre connaissance lorsqu'il y a scandale public.

Si Lætitia Toureaux n'avait pas été assassinée dans le métro, nous n'aurions jamais su qu'elle était inscrite au chômage depuis quatre ans, malgré ses multiples occupations, toutes lucratives.

Si Merlin, enchanteur professionnel, n'avait pas eu maille à partir avec la justice, le 7 février 1938, nous ignorerions encore l'intéressante théorie qu'il « soutenait », à savoir que son métier (vagabondage spécial) n'étant pas reconnu par les lois et ne figurant pas dans la nomenclature des professions régies par l'office public de placement, ses gains ne pouvaient entrer en ligne de compte dans les ressources de la famille et que l'on ne pouvait lui refuser les allocations de chômage.

Lorsque les resquilleurs du chômage se font prendre, on les poursuit en correctionnelle et, s'ils sont solvables, on leur reprend les sommes indûment touchées ; mais le public est mal impressionné par la révélation des scandales trop fréquents et s'imagine, probablement avec raison, que la distribution des secours de chômage donne lieu, dans les grandes villes, à d'énormes abus et que le contrôle du chômage est à peu près inexistant.

L'administration fait ce qu'elle peut, c'est-à-dire pas grand chose.

L'inspection divisionnaire du travail exerce son contrôle sur les fonds de chômage, surtout en vérifiant les écritures. De temps en temps, elle convoque inopinément et par pneumatiques un lot de chômeurs dans les mairies, mais elle n'est pas habilitée à faire ou à contrôler les enquêtes à domicile.

Tout chômeur est obligatoirement inscrit à l'office public

de placement qui, pour Paris, comporte 32 sections professionnelles. Dans la plupart des sections, le chômeur inscrit doit venir deux fois par semaine, à jour et à heure déterminés d'avance, pour faire pointer sa carte. Pour les professions dans lesquelles le travail *en extra* est particulièrement facile et tentant (garçons de café, maîtres d'hôtel), on multiplie les pointages jusqu'à cinq fois par semaine et à des heures particulièrement gênantes pour les chômeurs travaillant. N'empêche que le fraudeur passe très facilement à travers les mailles très larges de ce filet et qu'il est très facile, pour celui qui a un peu le sens de l'organisation, de concilier un travail parfaitement régulier avec le petit ennui du dérangement que lui impose le contrôle du chômage.

En province, il en est tout autrement. Les scandales des grandes villes ne sauraient s'y produire qu'avec la complicité d'une municipalité, comme à Drancy, mais c'est, heureusement, une infime exception.

Drancy, à six kilomètres de Paris, est une ville de 42 000 habitants (dont 10 p. 100 d'étrangers) : ville de lotissement, ville-dortoir, qui n'a ni agriculture, ni industrie. La population est donc extrêmement flottante et difficilement contrôlable.

Le maire socialiste qui tenait le pouvoir jusqu'en 1935, ayant voulu constituer une troupe de choc pour réunions publiques, attira des communes voisines (et même d'Afrique, dit-on) une cinquantaine d'Algériens, baptisés « gladiateurs », dont le standard de vie s'accommodait parfaitement bien des 10 francs par jour qui leur étaient attribués comme chômeurs. Pour les encadrer, on nomma, pour le service de la mairie, 14 appariteurs, dont les traitements municipaux réguliers étaient majorés d'indemnités substantielles les jours ou les nuits de travail exceptionnel.

Les communistes, qui s'emparèrent du pouvoir en 1935, dénoncèrent le scandale. L'Inspection du Travail, après une très longue enquête sur place, fixa à 480 000 francs la subvention de l'État indûment perçue avant mai 1935. Pour des raisons que chacun pourra dénommer, à son choix, humanitaires ou politiques, la réclamation fut réduite à 300 000 francs. Le Ministère du Travail prétend que la somme a été reversée au

Trésor, mais la municipalité le conteste et affirme que le préfet ne l'a jamais portée d'office au budget.

L'Inspection du Travail se vante volontiers de faire rentrer des sommes importantes par son contrôle. Lorsqu'on demande au ministre le montant total des récupérations pour 1937, on arrive sans doute à la limite des secrets d'État, car l'on ne reçoit que des réponses évasives ; mais il est possible aussi que le ministre n'ait aucun moyen de le savoir.

Nous admettons que, dans une petite ville qui ne dépasse pas 10 000 habitants, il y a toujours, soit un maire, soit un vieux conseiller municipal, soit un secrétaire de mairie ou garde-champêtre connaissant individuellement tous les habitants et pouvant dire, sans aucune enquête, si un tel, inscrit au chômage, travaille en fraude et pourquoi un tel ne travaille pas.

Dans un chef-lieu de 20 000 habitants, le chef du service des étrangers et de l'office de placement à la préfecture, nous a déclaré que, après deux ans d'ancienneté dans sa fonction, il pouvait appeler par leur nom et sans consulter aucune liste, les 400 chômeurs français inscrits de la ville, dire leur profession, dire où ils avaient travaillé en dernier lieu et pourquoi ils ne travaillaient plus.

*
* *

Les fonds de chômage sont municipaux ou départementaux, mais les fonds départementaux ne rayonnent pas forcément sur la totalité du département. Ils ne couvrent que les communes qui ont spécialement adhéré et qui tirent de ce groupement l'avantage d'être plus facilement subventionnées par le Conseil général qui répugne quelquefois à voter les secours en quelque sorte individuels.

Dans le département de l'Yonne, par exemple, Auxerre et Sens ont des fonds municipaux et sur 510 communes, 19 seulement, petites et grandes, font partie du fonds départemental. Ce fonds reçoit de l'État une participation de 60 p. 100. Le Conseil général lui alloue 20 p. 100 et les communes prennent à leur charge les 20 p. 100 restant. Le plafond des subventions est légalement de 95 p. 100 dans les cas extrêmes.

Une participation communale réduite à 5 p. 100 devrait

favoriser les abus. Chacun sait que les collectivités inférieures votent les dépenses d'autant plus facilement qu'elles sont payées par les collectivités supérieures ou lointaines, mais dans le cas particulier de la petite commune rurale, le chômeur jouit tout de même du préjugé défavorable de la part des agriculteurs qui n'ont pas le poil dans la main.

La commune de Beuzeville-la-Grenier (Seine-Inférieure), qui compte 700 habitants, n'avait qu'un seul chômeur, journalier de quarante-quatre ans. Si ce chômeur n'avait eu la bonne idée d'insulter le garde-champêtre et de passer en correctionnelle le 16 février 1938, les journaux n'auraient jamais eu l'occasion de nous révéler l'héroïsme d'un conseil municipal supprimant, sans formalité, un prototype.

Il est très difficile, lorsqu'on a embarqué les chômeurs, de les débarquer par trains complets.

Cependant la ville d'Auxerre a tenté l'opération. Elle entretenait, depuis plusieurs années, une petite compagnie de chômeurs dont l'effectif variait de 300 à 150, suivant les saisons. Profitant des basses eaux de mai 1937, elle mit brusquement les 153 derniers chômeurs sur le pavé et aucun ne mourut de faim par la suite.

Les chômeurs acceptèrent d'assez bonne grâce ces vacances non payées pendant l'été, mais ils entendaient être réintégrés dans leurs droits et privilèges pour l'hiver et, à une séance du conseil municipal du 21 janvier 1938, ils vinrent en nombre faire un chahut sensationnel, dont tous les journaux nous ont transmis les échos.

Le conseil municipal résista : il avait mis au point un petit programme de grands travaux, dont les adjudications étaient restées sans résultat de juin 1937 au 3 janvier 1938, pour la bonne raison que le cahier des charges obligeait les entrepreneurs à s'engager à prix ferme pour plusieurs années, alors qu'il flottait dans l'air un souffle d'échelle mobile.

La municipalité d'Auxerre n'était pas assez « front populaire » pour entreprendre les travaux en régie directe. Vu l'urgence, elle traita de gré à gré sans insister sur le prix ferme, mais elle imposait aux entrepreneurs d'embaucher pour les terrassements 60 p. 100 de chômeurs auxerrois et d'ouvrir immédiatement les chantiers.

Pour des raisons dogmatiques, que tout le monde connaît, les travaux à la tâche étaient interdits. Terrasser à prix unique d'heure ou de journée avec cette troupe bariolée des 153 chômeurs auxerrois parut impossible à exiger des entrepreneurs, qui avaient prévu, dans leurs calculs, de terrasser avec des terrassiers, c'est-à-dire avec des Italiens. On convoqua les pontifes de la C.G.T. pour sauver les principes en les violant et on décida que chaque ouvrier, pour 5 fr. 10 c. de l'heure, devrait remuer un cube de terre déterminé. En plus ou en moins du barème, la paye serait ajustée au travail fourni. Le travail à la tâche était intégralement rétabli, parce que la ville d'Auxerre n'avait pas eu le temps de s'assurer une forte contribution de l'État et qu'il fallait compter avec les contribuables capables de surveiller les centimes additionnels.

Les 153 chômeurs d'Auxerre ont été considérés par le conseil municipal comme aptes à terrasser ; il n'y avait, parmi eux, ni intellectuel ni même un clerc de notaire ou un coiffeur. A peu près tous se sont présentés sur les chantiers, mais tous ne sont pas restés, car il y avait, comme partout, des vieux et des incapables, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas des terrassiers de profession.

Un jour, nous visitions, dans une ville de même importance, un chantier de terrassement où une centaine de chômeurs avaient été imposés à l'adjudicataire. Ce dernier devait ensuite entreprendre une construction privée et nous lui demandions si, parmi les chômeurs, il avait repéré des ouvriers qu'il avait l'intention de garder. Sans aucune hésitation il nous répondit : « Aucun ».

Il n'y a que les entreprises concédées avec revision de prix qui peuvent se permettre, aujourd'hui, d'employer en masse des ouvriers déficients.

Le contrat collectif, qui a pour but de niveler les salaires d'une même profession, c'est-à-dire de payer les mauvais ouvriers le même prix (ou presque) que les bons, est une des grandes causes de la recrudescence du chômage.

Nous savons bien que la plupart des contrats collectifs accordent au patron la faculté de négocier des abattements de salaires avec les ouvriers déficients, mais avec un pour-

centage trop minime pour correspondre à la réalité. Beaucoup de patrons hésitent à user d'une possibilité qui peut devenir, dans l'état actuel des esprits, une source d'agitation ou d'ennuis.

Un agriculteur de mes amis a bien voulu faire l'expérience de mettre à arracher ses betteraves, en novembre 1937, 3 ouvriers agricoles qu'il considérait comme présentant les plus grandes diversités d'aptitudes. Ils ont gagné respectivement 11, 25 et 66 francs par jour pour un travail identique et dont on peut évaluer l'apprentissage à dix minutes. Jamais un contrat collectif ne permettra de payer, à la journée, des ouvriers en apparence semblables à des salaires différents de 90 p. 100. L'ouvrier capable de gagner 66 francs par jour à la tâche ne sera jamais en chômage, l'ouvrier capable de gagner 11 francs y sera souvent et peut-être toujours, parce que, même s'il connaît sa déficience, même s'il consent à travailler à des prix réduits, le patron ne l'acceptera pas et si le patron est un philanthrope, il enverra l'ouvrier déficient au chômage.

*
* *

Les initiateurs de la semaine de 40 heures, transformée abusivement en semaine des 5 × 8, attendaient de cette mesure la suppression du chômage en France. En compulsant les statistiques de novembre 1936 à novembre 1937, après une année d'application de la loi, M. Laborde a calculé que la semaine de 40 heures avait eu surtout pour résultat d'enlever à l'agriculture 75 000 ouvriers qu'il a fallu remplacer par des étrangers. Évidemment, les ouvriers et employés de l'État et des collectivités publiques sont à l'abri du chômage, mais plus les agents de paperasse et de contrôle seront nombreux, c'est-à-dire plus on augmentera les frais improductifs d'administration, plus les prix de revient de la production industrielle et agricole s'élèveront et moins cette production sera accessible au consommateur. Tout compte fait, la semaine de 40 heures a beaucoup de chance d'engendrer le chômage. En tous cas, l'expérience de la première année montre qu'elle ne l'a pas résorbé. Supposons que, par un coup

de baguette magique, on transforme en inspecteurs du Travail ou des Loisirs les 400 000 chômeurs actuels. Qu'aura-t-on gagné pour le bien-être du pays? Absolument rien. Il y a des limites aux fonctions parasitaires qu'un État peut supporter et nous avons dépassé la limite.

Il faut être reconnaissant à nos dirigeants de n'avoir pas appliqué aux chômeurs la fameuse théorie du pouvoir d'achat. On n'a pas proposé, pour sortir du marasme économique, de doubler ou de tripler les allocations de chômage. Peut-être est-ce un oubli. Augmenter le standard de vie par décret ou par idée préconçue fut le but très original des accords Matignon qui ne s'appuyaient sur aucun précédent d'aucun temps. Josué, qui était un conducteur d'hommes encore plus incontesté que M. Léon Blum, n'aurait pas eu l'audace de faire miroiter aux yeux de son peuple un pareil bonheur.

Il est certain que plus on ouvrira de fonds de chômage, plus on trouvera de clients pour s'y faire inscrire; mais comme toutes les grandes villes sont actuellement pourvues et comme il n'y a, pour le moment, aucun chômage agricole, l'ouverture de nouvelles caisses dans les communes rurales ne multipliera pas en proportion les abus.

Il paraît provisoirement incontestable que le travail a pour but d'élever le standard de vie de la nation et que l'on peut vivre sans travailler si l'on sait se contenter de peu. Les Botocudos du Brésil vivent entièrement nus, ne s'abritent que sous des branchages et ne se nourrissent que de la production naturelle de la forêt. Ils n'ont aucune raison de travailler. A l'autre bout de l'échelle sociale, les Suédois ont le standard de vie le plus élevé de notre planète. En France, nous occupons une situation moyenne, mais les besoins que nous aimons satisfaire sont encore très compressibles avant de rejoindre ceux des Botocudos et très extensibles avant de s'aligner sur ceux des Suédois.

L'excès de la réglementation du travail et de l'embauche peut parfaitement nous amener à restreindre nos besoins et à aggraver le chômage. Il y a sans doute encore en France une majorité de patrons, moyens et petits, qui supportent bien des ennuis pour élever leur standard de vie par l'appât du profit de leurs entreprises, mais il y en a d'autres qui com-

mencent à renoncer au profit quand ils le considèrent comme précaire ou trop durement acquis.

Les Australiens qui, en matière de lois sociales, ont été des précurseurs, nous ont appris depuis longtemps comment la tyrannie des syndicats pouvait entraîner l'arrêt de la machine.

Un propriétaire terrien et châtelain, en bordure d'une route nationale, nous a raconté qu'il a tenu toute sa vie à honneur de donner du travail à tous les ouvriers temporaires ou permanents, sédentaires ou passagers, qui venaient lui en demander. Il faisait exécuter des travaux d'aménagements qui ne l'intéressaient que médiocrement. Il a renoncé, non pas par économie, mais pour s'éviter les ennuis de l'inextricable paperasse des assurances sociales.

Un industriel d'une ville de 20 000 habitants occupait une cinquantaine d'ouvriers. Il était sollicité d'exécuter une commande urgente. Il demanda à l'Inspecteur divisionnaire du Travail, devenu, par le jeu des lois sociales, le superpatron de toutes les entreprises, l'autorisation de faire faire des heures supplémentaires et d'ailleurs compensatrices. L'Inspecteur refusa et conseilla d'embaucher, ce qui était très facile, puisqu'il ne fallait que des manœuvres. Et l'industriel refusa la commande, plutôt que d'introduire dans ses ateliers une main-d'œuvre inconnue et de risquer les ennuis ultérieurs du débauchage.

Une multitude de petits embauchages ne se font pas par crainte des discussions que tout changement entraîne actuellement dans la vie des entreprises et ces petits ruisseaux pourraient faire de grandes rivières. Mauvais signe des temps que les patrons, autrefois hardis et entreprenants, se résignent à vivre au ralenti !

*
* *

Les chômeurs des grandes villes s'installent. Dans la Seine, qui compte, comme nous l'avons dit, la moitié de l'effectif du territoire, il y a un fonds de chômage dans chaque commune suburbaine et dans chacun des vingt arrondissements de la capitale, soit 112 en tout pour le département.

Dans chaque arrondissement de Paris, les chômeurs ont organisé ce qu'ils appellent improprement un « comité », mais qui correspond assez bien à ce que les bourgeois nomment un club. Ils se réunissent une fois par semaine, en général dans un café, et revendiquent. Contrairement aux usages en honneur dans les formations d'extrême-gauche, le « comité » a un président. Il y a un trésorier qui perçoit 0 fr. 50 c. par mois et délivre des cartes. Il nous a été donné d'assister à une séance d'un « comité » dans un arrondissement où, sur 2 500 chômeurs, 200 seulement en font partie.

Le président était un beau vieillard de soixante-dix ans, qui m'expliqua, sans aucune difficulté, que la profession de chômeur jouissait du rare privilège de n'être prescrite par aucune limite d'âge. Tout individu, qui se déclare apte à travailler et qui se fait inscrire à une section professionnelle de l'office public de placement, peut être consacré chômeur secouru tant que la société ne lui aura pas trouvé un patron pour l'embaucher. Il paraît que les patrons, qui recrutent leur main-d'œuvre dans ces bureaux, ont un préjugé défavorable contre de nouveaux ouvriers ou employés de soixante-dix ans et l'État, chose incompréhensible, ne les embauche pas non plus. Ce vénérable président présentait toutes les apparences de pouvoir se considérer comme chômeur à vie et assurer par conséquent, avec une certaine continuité, l'administration de son « comité ». Il peut cependant lui arriver un accident. S'il tombe malade, il ne peut plus *se déclarer* apte à travailler et on le raye du chômage à 13 francs par jour pour le verser à l'assistance aux vieillards à 150 francs par mois. Il met tous ses soins à éviter pareille catastrophe puisque les protagonistes de la retraite aux vieux travailleurs n'ont jamais, jusqu'ici, proposé d'établir ces retraites à 13 francs par jour. Il existe donc une catégorie de vieux travailleurs qui sont obligatoirement hostiles à la retraite.

Les « comités » de chômeurs se groupent dans une Union qui siège dans la Maison des syndicats de la rue de la Grange-aux-Belles. Mais là, au contraire, on rencontre des chômeurs tous inscrits et secourus, extrêmement jeunes et actifs, qui prétendent diriger l'Union, faire paraître leur journal mensuel, le « Cri des Chômeurs », rédiger et lancer des tracts de

propagande, publier un volume sur les « droits des chômeurs » et assurer, en somme, un labeur écrasant sans demander aux inspecteurs du Travail des dérogations à la semaine de 40 heures, qui feraient certainement mauvais effet.

L'Union des chômeurs n'a pas d'existence officielle. Elle n'est ni une ligue, ni une association, ni un syndicat. Elle n'a déposé aucun statut et n'a demandé aucune autorisation. Elle est, dit-elle, un « mouvement » ou un « rassemblement », qui n'est ni autorisé ni défendu, mais toléré.

L'Union a pour but principal de revendiquer et de diffuser dans les comités la doctrine officielle des revendications.

On demande bien entendu le relèvement des allocations, mais sans préciser s'il s'agit de réclamer l'échelle mobile qui est le truc bien connu pour proclamer la banqueroute, en exemptant de ses effets tous ceux qui ne sont pas des rentiers privés ou des capitalistes.

On demande la suppression de la limite de résidence, fixée au 1er juillet 1935, pour l'inscription de nouveaux chômeurs dans le département de la Seine, on s'élève contre les enquêtes à domicile dénommées « violations de domicile », on réclame, bien entendu, le vote de crédits pour grands travaux et on finit toujours par un vœu en faveur de l'aide à l'Espagne rouge. Les 50 chômeurs présents à la séance du « comité » à laquelle j'assistais, en votant ces deux derniers vœux, ont fait preuve du plus pur esprit d'abnégation, car il suffisait de les regarder pour être absolument convaincu qu'aucun d'entre eux n'était ni désireux, ni capable de participer aux grands travaux ou à l'aide à l'Espagne rouge.

L'Union estime sans doute qu'il est indispensable de sortir de son rôle professionnel pour tenir ses troupes en haleine. Au huitième Congrès, tenu le 21 janvier 1938 dans la salle de la rue de la Grange-aux-Belles, l'ordre du jour voté comportait réprobation « de la nouvelle forme donnée au Gouvernement » et le défilé du 29 janvier 1937, de la Bastille à la Madeleine, se fit au cri scandé de : « Thorez au pouvoir ! »

*
* *

Les crédits accordés au chômage ont été primitivement en 1937 de 690 millions, mais ont été majorés de 515 millions en cours d'exercice, sans compter les petits à côtés pour artistes, caisses syndicales, etc. Nous partons pour 1938 avec un crédit de 970 millions et il n'est pas difficile de prévoir que les majorations dépasseront celles de l'an dernier. Si l'on veut bien se souvenir que les crédits de l'État constituent en moyenne 70 p. 100 des sommes distribuées, on ne peut douter un instant que les chômeurs de 1938, même si leur nombre n'augmente pas, coûteront au moins 2 milliards, sans compter les frais d'entretien et d'administration de ce gigantesque distributeur automatique, poinçonné par l'État.

On peut entendre dire que, s'il n'y avait pas de fonds de chômage, il n'y aurait pas de chômeurs. C'est très exagéré. Mais personne ne peut contester que les fonds de chômage ne facilitent pas la résorption spontanée de cette dystrophie sociale.

Lorsque la maison Citroën a déposé son bilan en décembre 1934, elle a réduit à 10 000 environ l'effectif de ses ouvriers, qui oscillait normalement entre 20 000 et 26 000. Il n'est pas douteux qu'un coup d'accordéon d'une telle ampleur n'ait entraîné, chez les métallurgistes de la région parisienne, une pointe véritable de chômage. Mais comme la métallurgie manque, depuis bien des années, d'ouvriers qualifiés, le replacement des ouvriers Citroën s'est fait sans grande difficulté et ce gros incident, presque unique dans sa brutalité, n'a pas laissé de traces visibles dans les statistiques du chômage.

Dans la petite ville de Montereau, qui compte 9 000 habitants, nous avons vu se produire un arrêt presque simultané des principales industries. La municipalité n'ayant pas jugé utile d'ouvrir un fonds de chômage, les chômeurs se sont reclassés sans bruit et sans éclat.

L'abus, comme toujours, vient de la réglementation qui passe un peu trop sous silence le devoir du chômeur de chercher du travail, mais qui n'a pas oublié de lui faire connaître ses droits d'en refuser.

Un décret du 26 septembre 1937 contient des dispositions qualifiées de *très précieuses pour les chômeurs* par *l'Humanité* du 22 janvier 1938. Il détermine, en détail, les emplois non convenables que le chômeur est en droit de refuser et qui sont :

a) un emploi dont l'acceptation comporterait la résidence dans une région où il n'existe pas de possibilités de logement appropriées ;

b) un emploi rétribué par un salaire inférieur au taux normal et courant de la profession et de la région ou ne présentant pas un caractère de stabilité normale ;

c) un emploi se trouvant vacant en raison d'un arrêt de travail dû à un conflit professionnel ;

d) un emploi ne correspondant pas à la spécialité de l'intéressé.

Sans doute, le Français n'accepterait pas facilement les camps de travail à la méthode allemande et l'on ne saurait, dans une loi, parler de travail forcé, parce que le pluriel de cette expression résonne mal à nos oreilles. Mais qui sera juge des possibilités de logement?... Qui sera juge du caractère de stabilité?...

Il y avait, dans une commune mi-agricole mi-forestière, une quinzaine de bûcherons qui avaient l'habitude de travailler tout l'hiver dans les coupes de bois d'une forêt domaniale. Une année, les coupes de la commune ne trouvèrent pas preneurs. Les bûcherons réclamèrent une nouvelle adjudication à un prix inférieur, mais l'administration des forêts refusa et fit savoir aux 15 bûcherons que, dans une commune distante de quinze kilomètres, une coupe avait été vendue pour laquelle l'adjudicataire manquait d'ouvriers. Aucun des 15 bûcherons n'accepta un si lointain déplacement et l'adjudicataire fit venir 15 Portugais qui trouvèrent que les possibilités de logement étaient appropriées et que mille kilomètres de déplacement étaient acceptables pour trouver du travail. Affaire d'appréciation, évidemment. Les Polonais de la Vistule, qui sont dans une misère noire, proposent en masse de venir travailler actuellement en France, en voyageant à leurs frais ou en acceptant toutes les retenues de salaires nécessaires pour rembourser intégralement les frais de voyage aux patrons qui voudraient les avancer.

La clause la plus grave du « précieux » décret est évidemment celle de la rémunération. Celui qui ne trouve pas de travail dans un métier déterminé n'est pas, en général, le meilleur de la profession. C'est le plus souvent, un déficient soit par l'âge, soit par les infirmités, soit par manque d'adresse ou défaut d'acharnement au travail sans qu'il soit nécessaire de considérer comme une faute une de ces déficiences. Permettre à un déficient de ne pas accepter un salaire réduit, c'est lui donner le droit d'être chômeur définitif.

Dans une conférence organisée par *X-Crise* à la Sorbonne le 21 décembre 1937, — M. Philippe Serre, sous-secrétaire d'État au Travail qui présidait, a révélé qu'il existait dans la région parisienne 15 000 femmes de ménage en chômage, alors que l'on introduit de l'étranger sur le marché français des femmes de ménage au rythme de 10 par jour.

Personne ne conteste qu'il y a, dans les classes bourgeoises ou moyennes, une quantité de femmes qui se privent des services d'une bonne, faute de pouvoir payer les salaires demandés, mais qui pourraient occuper des femmes de ménage à un prix moindre que le tarif horaire de 4 francs, indiqué comme normal, par l'office public de placement des domestiques, 16, rue de l'Abbaye. Aucun emploi n'est plus facile à trouver que celui de femme de ménage dans une ville, mais on conçoit également que beaucoup de femmes seules préfèrent toucher 13 francs par jour, dimanche compris, sans travailler, que de gagner la même somme en travaillant au moins 4 heures, car il y a de petits frais de déplacement. Il n'est pas besoin d'aller voir les 15 000 bonnes en chômage pour être absolument certain qu'elles sont, dans l'immense majorité, de simples resquilleuses et que, si l'on supprimait demain les secours de chômage des femmes de ménage, toutes celles qui veulent gagner leur vie trouveraient à se placer instantanément. Les Alsaciens, qui ont conservé de la domination allemande un certain esprit d'ordre et de discipline l'ont parfaitement admis : à Strasbourg, les bonnes ou femmes de ménage sont exclues de tout secours de chômage. Dans plusieurs arrondissements de Paris comme les VIe, VIIe, VIIIe et IXe, il y a souvent plus de femmes que d'hommes secourus, ce qui est un scandale.

Dans le système hitlérien, le travail des femmes, sans être interdit est, dans la mesure du possible, entravé ou restreint. Sans doute des femmes, veuves, seules, sans famille ou abandonnées, doivent travailler pour vivre, mais puisque maintenant, les hommes en chômage touchent des allocations familiales pour les enfants et des majorations pour les femmes, on ne conçoit pas l'utilité de permettre l'accès des femmes mariées aux caisses de chômage. C'est un abus criant que personne ne conteste et que personne n'a le courage de réprimer.

L'encouragement public et officiel donné au chômeur de ne pas changer de profession pour trouver du travail est aussi une absurdité.

Fourier préconisait dans ses phalanstères ce qu'il appelait « la papillonne », ce démon qui habite en chacun de nous et qui nous porte — avec plus ou moins d'intensité — à exercer alternativement les activités les plus diverses, comme dit M. Coutrot... Il est déplorable de considérer un changement de profession ou d'emploi comme une pénalité ou une disgrâce. Rien n'est plus utile, pour le maintien de l'équilibre économique, que les migrations d'emplois.

Dans le personnel de maîtrise et dans les classes dirigeantes, le changement de métier ou d'emploi est inhérent à l'avancement. Dans les fonctions administratives, où la routine tient souvent lieu de formation professionnelle, on accepte qu'un préfet devienne trésorier-payeur ou qu'un chef de la police municipale devienne administrateur de la Comédie-Française. Même dans les professions manuelles, quel est l'homme qui, au cours d'une longue existence de travail, n'a jamais changé de métier ni d'emploi?... Et d'abord, observons qu'il y a des métiers qui ne peuvent être exercés que pendant le petit nombre d'années que l'on appelle « la force de l'âge ».

Sans parler des danseurs de corde ou des coureurs cyclistes, on sait parfaitement que les plongeurs de restaurants, les garçons épiciers des grands magasins, les forts de la halle ou les déménageurs sont chassés de leur emploi par un âge qui est souvent inférieur à la quarantaine.

Les bons ouvriers des grandes industries trouvent facilement à changer d'emploi sans changer d'employeur pour la bonne

raison que, dans une entreprise importante, il existe toujours une grande diversité d'emplois.

Dans une mine de charbon, lorsqu'un ouvrier du fond qui gagne 59 francs par jour se sent fatigué pour l'abatage, il demande lui-même à rester au fond comme manœuvre à 47 francs, puis lorsqu'il devient encore plus vieux à passer manœuvre au jour à 39 francs. Tenu à rester dans sa Compagnie pour atteindre l'âge de la retraite, il n'hésite pas à abandonner sa place d'ouvrier qualifié pour devenir manœuvre, avec toutes les diminutions de salaires qui en résultent. L'exemple est d'autant mieux choisi, qu'il n'existe peut-être pas de profession d'une spécialisation plus marquée et d'une sélection plus sévère, que celle d'ouvrier mineur au fond.

Après le décret du 25 septembre 1936, introduisant la semaine de 38 h. 40 dans les mines, on s'est aperçu que l'insuffisance de notre production charbonnière, qui nous a obligés à décaisser 4 850 millions pour les importations de houille en 1937, constituait près du quart du déficit total de notre balance commerciale. On a donc invité les Compagnies à embaucher. Le service des mines a fourni une liste de 6 643 candidats : 844 seulement ont été pris, faute pour les autres d'aptitude physique ou professionnelle, parce que les houillères pouvant fournir les emplois les plus divers réservent, avec juste raison, les places de manœuvres aux vieux ouvriers qualifiés.

Frappés du fait que les chômeurs secourus sont en immense majorité des manœuvres et que toutes les industries, mais surtout les métallurgiques, réclament des spécialistes, on a entrepris, à l'instar de l'Angleterre, la rééducation des chômeurs.

M. Ziégel, ingénieur du Génie maritime, a été chargé, par le Comité de décentralisation industrielle, de coordonner les efforts des 11 centres de rééducation technique (dont 2 dans la région parisienne), qui consacrent leur activité uniquement aux spécialistes de la métallurgie, nécessaires aux fabrications de la Défense nationale.

M. Ziégel constate que, après l'âge de trente ans, aucune réadaptation n'est pratiquement possible, qu'on ne peut espérer donner une rééducation professionnelle, dans les métiers

qualifiés de la mécanique, qu'au maximum à 1/2 ou 1 p. 100 du contingent des chômeurs secourus, que le métier d'origine n'a aucune importance et qu'il n'y a aucune difficulté spéciale à transformer des garçons de café ou des employés de bureau en fraiseurs ou en ajusteurs. Il est à remarquer que d'excellents résultats ont été obtenus avec des réfugiés allemands, admis en France à titre temporaire, parce qu'il s'agissait « d'hommes particulièrement cultivés et dont la volonté se trouvait excitée par le sentiment d'une situation désespérée ».

Cette constatation coïncide avec celle que nous avons pu faire nous-même, en visitant le seul centre ouvrier en fonctionnement, celui du syndicat des métaux affilié à la C.G.T., qui dispose d'une masse importante de candidats pleins de foi et d'enthousiasme, ce qui se traduit par une durée de rééducation qui a été longtemps inférieure à celle des centres patronaux.

La foi des centres ouvriers est une foi politique. Pendant ma visite, un coup de téléphone annonça à mon interlocuteur qu'un conflit venait de surgir dans un centre patronal en province et aussitôt cet interlocuteur me lâcha pour aller répandre la bonne nouvelle dans les ateliers ; mais si cette foi n'est pas du meilleur aloi, on ne peut nier qu'elle donne de bons résultats, parce qu'elle est basée sur l'orgueil ou l'émulation de faire mieux que les patrons et M. Ziégel signale que les déficiences morales, bien plus que les déficiences physiques, sont à la base des nombreux échecs de l'entreprise de rééducation.

Il manque aux chômeurs secourus l'excitation que donne *le sentiment d'une situation désespérée*. Après avoir mis à part les vieillards et les incapables totaux, il reste encore une majorité de sujets que l'on peut classer dans le grand syndrome des maladies de la volonté.

Les règlements qui régissent la distribution des secours de chômage ne sont pas aptes à nous faire espérer un traitement pathogénique : ils sont pavés de bonnes intentions, mais ils sont plus rigides que cohérents. Après avoir légiféré sur toutes les matières : assurances sociales, allocations familiales, minimum de salaires, fonds de chômage, on s'aperçoit avec terreur que beaucoup de misères, et surtout les plus grandes,

échappent à ce réseau d'assistance pourtant de plus en plus serré.

Comme prochain palliatif au chômage, on va essayer la réglementation du travail noir, dont on n'a pas prévu l'essor en instituant la semaine de 40 heures. On va sans doute essayer de l'interdire, tout en le préconisant d'une façon assez humiliante en faveur des agriculteurs. Immense champ non encore défriché d'expérimentation sociale dans lequel on va se lancer.

M. Philippe Serre, sous-secrétaire d'État au Travail, a indiqué avec force que la persistance du chômage était due à la carence du placement. Tous ceux qui ont eu affaire aux offices publics de placement gratuit sont d'accord, avec le ministre, pour affirmer leur mauvais fonctionnement.

Les placeurs officiels soignent sans doute leurs statistiques et peuvent considérer chaque placement, consistant à envoyer n'importe qui n'importe où, comme un succès de leur fonction. Leur méthode permet même de multiplier les victoires, à quelques jours de distance, sur le même individu qui est aussi vite déplacé que placé.

Les employés des offices publics de placement ont été, jusqu'ici, des auxiliaires qui ont pris cette situation sans foi et comme pis aller et dont l'activité a quelquefois consisté à se placer eux-mêmes, grâce aux facilités qu'ils ont, par le contact journalier des patrons, de trouver la situation de choix. A raison de la persistance du chômage, la préfecture de la Seine songe à en titulariser quelques-uns : ils pourront donc apprendre leur métier.

Le placement est un art qui demande des connaissances approfondies.

Dans le rapport adressé, le 23 février 1937, par la Société des Moteurs et Automobiles Lorraine au ministre du Travail, nous lisons que cette Société demandait, pour intensifier sa production, 258 ouvriers de la métallurgie répartis sur 14 spécialités. Sans exiger des employés de l'office public de placement qu'ils sachent discriminer les régleurs sur tours Potter des régleurs sur tours Gridley ou Index, ce qui est le fait d'artistes ne faisant jamais partie de leur clientèle, on pourrait tout de même désirer qu'ils sachent reconnaître un rectifieur d'un fraiseur, ce qui ne s'invente pas.

L'office départemental de la Seine a fourni à la Société Lorraine un professionnel. Les annonces dans les journaux lui en ont procuré 17 et l'embauche à la porte 31. Et l'on parle de donner à l'office public de placement le monopole de l'embauche. C'est un comble !

Nous ne méconnaissons pas que l'office de la Seine, maintenant qu'il entrevoit un avenir sinon heureux, du moins durable, fait un gros effort pour se perfectionner. Il commence à s'inquiéter des capacités techniques de son personnel et essaye de rendre moins étanches les cloisons qui séparent ses 22 sections professionnelles. Il a pris d'anciens bouchers pour placer des garçons bouchers.

Si les bureaux de placement privés et payants ont pu, jusqu'ici, concurrencer victorieusement l'office public et gratuit, c'est sans doute parce qu'ils connaissaient mieux le métier.

*
* *

Les fonds de chômage coûtent beaucoup trop cher pour les services qu'ils rendent.

La charité privée est morte, tuée par le paternalisme dont la classe ouvrière ne veut plus avec juste raison. La charité publique n'est plus en faveur, parce que, paraît-il, elle offense la dignité de celui qui la sollicite.

L'assistance crée des droits et il n'est pas humiliant d'exercer ses droits.

*
* *

La semaine de 40 heures, incitant les industriels à accélérer le rythme du travail, a envoyé au chômage un certain nombre d'ouvriers déficients.

Les contrats collectifs, en unifiant les salaires, ont envoyé au chômage des ouvriers de valeur productive amoindrie.

Les troubles sociaux organisés pour humaniser les rapports entre le capital et le travail ont remis en honneur la loi de la jungle : beaucoup de patrons ont liquidé des ouvriers ou employés qu'ils gardaient par semi-charité et le chômage les a recueillis.

Les restrictions de la liberté de l'embauchage inciteront

les patrons à travailler au ralenti, plutôt que de se laisser imposer, par un organisme irresponsable, une main-d'œuvre qui ne sera pas de leur choix.

Il y a encore de beaux jours en perspective pour les chômeurs !

Pour remettre de l'ordre dans la maison, il faut opérer par décantation :

1° Extraire d'abord du magma des fonds de chômage les 100 000 vieillards qui pourraient facilement être retraités en récupérant les millions et les milliards gaspillés dans les assurances sociales (proposition Portmann) et en enlevant les pensions d'invalidité aux valides, les retraites aux hommes en état de travailler ;

2° Mettre à l'assistance (plus souple et moins onéreuse) la couche non moins considérable de déficients physiques et mentaux qui ne se résorbent d'eux-mêmes qu'en temps de prospérité, quand il faut faire flèche de tout bois et qui, pris dans l'étau des lois sociales, ne pourront jamais plus trouver la possibilité d'assurer un travail normal, tout en pouvant encore « bricoler » ;

3° Retirer le bénéfice des hauts salaires du contrat collectif aux chômeurs trop longtemps secourus, de façon à les inciter à changer de métier et à trouver « convenables » les emplois offerts ;

4° Rayer les femmes mariées ou protégées et, en tous cas, celles d'entre elles qui sont inscrites sous les rubriques de bonnes ou femmes de ménage.

Si les offices publics de placement veulent remplir leur rôle, il faut qu'ils inspirent confiance et qu'ils ne donnent pas l'impression que l'État nourricier a créé les fonds de chômage pour grouper, en une association reconnue d'utilité publique, les citoyens qui prennent pour devise : *Ne t'aide pas, et le ciel t'aidera.*

DOCTEUR ADOLPHE JAVAL

L'ABBÉ MICHEL DE PURE

OU

LE CONFIDENT DES PRÉCIEUSES

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS[1]

PRÉSENTÉ de cette sorte, par les confidences conjuguées de mesdames les Précieuses, le problème du mariage apparaît comme insoluble à Michel de Pure. La femme est-elle donc si déshéritée qu'elle n'entrevoie aucune perspective d'échapper à sa servitude? Il s'en affligerait pour elle si, tout d'un coup, la belle Eulalie ne prononçait une phrase qui atténue soudain sa pitié.

— Seule, dit cette subtile personne, la coquette prend [des] dispenses quand bon lui semble; elle a ses intervalles et ses allègements, et l'espoir du remède la rend presque insensible à son mal.

Seule la coquette prend des dispenses, répète mentalement Michel de Pure. Phrase singulièrement révélatrice! L'abbé, grâce à elle, déchiffre brusquement l'énigme que posait à son esprit l'existence extra-conjugale de ses hôtesses. Mesdames les Précieuses galantes sont des femmes mal mariées et qui ne se résignent pas à leur sort. Si elles ont créé l'Empire d'Amour, c'est pour y rencontrer des hommes empressés à leur plaire, c'est pour y jouir des cajoleries dont elles sont privées, c'est pour y connaître les joies naturelles du cœur proscrites de l'Empire du Mariage. Leurs manigances et leur stratégie ont pour but de leur assurer ces furtifs bonheurs. Comment les condamner puisque la société elle-même juge l'amour inconciliable avec l'état matrimonial?

Assurément Michel de Pure, s'il se souvenait qu'il porte

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 avril 1938.

soutane, devrait fuir des femmes dont la conduite offense cette morale catholique qu'il s'est engagé à défendre en recevant les ordres ; mais il n'en trouve pas le courage. Il reste assujetti au démon de la curiosité. Il veut pénétrer jusqu'en son tréfonds la pensée de mesdames les Précieuses, et il continue à hanter, le front serein, la ruelle galante.

Or, dans cette ruelle, mesdames les Précieuses poursuivent leur dénigrement de l'hymen et profèrent d'horribles impertinences. A les entendre, les lois familiales contraignent les femmes, en étouffant les entraînements de leurs cœurs, à se marier *contre* et *non* avec quelqu'un, à exécrer ce quelqu'un qui leur est imposé et à réserver à l'élu de leur choix, qu'elles n'ont point épousé, leurs « seconds soins », c'est-à-dire le meilleur et le plus secret d'elles-mêmes. Unanimement elles protestent contre la durée interminable du lien conjugal. L'époux et l'épouse unis par ce lien, disent-elles, ressemblent à ces frères jumeaux, exposés à la foire Saint-Germain, et qui vivent attachés par une membrane.

Cependant mesdames les Précieuses ne se bornent pas seulement à déblatérer, comme des linottes, contre l'hymen ; elles s'évertuent aussi à découvrir les moyens de le rendre supportable à ses victimes et d'éviter à celles-ci d'aller, loin du foyer domestique, quérir l'antidote de son poison. L'une d'entre elles propose qu'une longue fréquentation des fiancés précède leurs épousailles. Selon que l'amour ou la mésentente naîtrait de cette fréquentation, ces épousailles seraient consommées ou rompues. Une autre souhaite que les époux fassent, pendant une année, un essai de vie commune. Satisfaits l'un de l'autre, ils renouvelleraient ce bail ; mécontents, ils le résilieraient et l'enfant né de leurs œuvres resterait soit à leur double charge, soit à la charge du nouveau mari de la libérée. Une troisième veut limiter la durée du mariage à la naissance d'un enfant ; celui-ci mis au jour, les conjoints reprendraient spontanément leur liberté, le père gardant le nouveau-né. En cas de stérilité, la femme subirait, un an de plus, les « fers » conjugaux.

Michel de Pure ne voit guère que la réalisation de ces vœux puisse adoucir la pénible situation des femmes ; il discerne cependant clairement, à travers eux, que mesdames les Pré-

cieuses envisagent le divorce comme le remède unique au mal du mariage. Hélas ! l'Église n'est pas près d'en autoriser l'usage. Silencieusement, de séance en séance, il écoute les belles dames, jamais lasses de plaider leur cause, et qui abordent bientôt la question épineuse de la maternité. La plupart d'entre elles se plaignent d'être accablées d'enfants, au point de traîner à la chambre leur jeunesse et de perdre leurs grâces, vite déformées ou estropiées. Se refusent-elles, par aventure, à leur faune domestique qu'un conseil de famille, aussitôt réuni, les contraint à lui obéir sans délai. L'engendrement volontaire et mesuré, disent-elles, ne serait-il pas préférable à l'engendrement forcé et sans répit ? Qu'une jouvencelle robuste épouse contre son gré un être contrefait, et la voici astreinte à mettre au monde une progéniture débile. Qui donc rendre responsable, sinon le mariage et le mari, de cette déchéance de l'espèce ? Seuls les bons ouvriers produisent de bons ouvrages.

A ces propos formulés par Didascalie, précieuse nouvellement introduite dans la ruelle, la civile Néossie applaudit avec vigueur. Lorsque le tour de celle-ci vient d'exprimer ses idées sur le mariage, loin de s'attarder à des points de détail, elle élargit le débat. Pour elle, l'unique préoccupation des femmes doit être de revendiquer l'égalité des droits et des devoirs entre époux. Jusqu'à l'heure présente, le chef de famille a détenu ces droits, laissant à sa compagne le soin de remplir les devoirs. De là l'asservissement de cette dernière. Que l'autorité, au foyer conjugal, soit partagée équitablement, que le mari l'exerce une année, que l'épouse la prenne l'année suivante avec toutes ses prérogatives, même celle de parapher les contrats, et désormais plus de tyran, plus de victime dans ce foyer.

Chimère ! Chimère ! s'écrie Didascalie ; et cette fougueuse amazone explique que les femmes ne recouvreront leur liberté que par la force. Elle se déclare prête à lever, pour une croisade contre les maris, une armée énorme qu'elle composera de précieuses galantes mécontentes de leur sort, de filles qui ne veulent point subir de lois, de galants et coquets de ruelles, de valets qui haïssent leurs maîtres.

Mais Michel de Pure l'interrompt d'un grand rire. A quoi

bon employer la violence, dit-il, pour rendre aisé et agréable le mariage ? Il n'est que de le supprimer. L'humanité observe-t-elle le célibat ? Voilà le bonheur sur la terre. Les hommes qui auraient fait de méchants époux se tranforment en amants soumis et désireux de plaire. Les femmes n'ont d'autres soucis que celui de se livrer à « un noble commerce de cœurs et d'amitiés ». Plus de contraintes et de fers ! On se prend, on se quitte : les liaisons sont des essais. L'expérience vient graduellement. Quand on l'a acquise, un libre hymen fondé sur l'harmonie des goûts et des sentiments permet, sans contrat ni sacrement, de connaître l'amour dans sa perfection.

V

Tout en siégeant fort souvent dans le « sénat » de mesdames les Précieuses, Michel de Pure ne néglige pas d'entretenir ses amitiés et d'en chercher de nouvelles à la ville comme à la Cour. Il est de nature fort sociable ; il l'est devenu davantage depuis que les belles dames de ruelles lui ont communiqué de l'assurance en estimant ses propos dignes de considération ; il use néanmoins un peu trop, dans la conversation, de l'ironie et du paradoxe, mais il en use avec tant de gentillesse que l'on ne songe pas à les lui reprocher. Plutôt que de rétorquer avec emportement les opinions extrêmes, il préfère les railler doucement ; ainsi en atténue-t-il sans méchanceté l'influence.

Il accueille cependant avec complaisance les idées et les sentiments généraux. C'est pourquoi les discours de mesdames les Précieuses contre le mariage ont ému son âme. Il voudrait recevoir d'un homme averti confirmation que ces discours ont un fondement sérieux. Il se rend donc un jour, d'un pas délibéré, chez l'abbé d'Aubignac. Le valétudinaire, après l'avoir écouté, hausse avec dédain les épaules, puis il parle sans ambages. Pour lui, qui les a beaucoup fréquentées, mesdames les Précieuses forment un ramassis de coquettes de très fragile vertu et qui ne visent qu'à désorganiser les foyers. Aidées par de petits auteurs qui écrivent sous leur dictée et vivent de leurs subsides, elles lancent depuis quelque temps des opuscules impudents et que l'on devrait mettre au

feu, car ils ont pour but de susciter la rébellion des femmes. Elles prétendent rendre à celles-ci une liberté que la sagesse humaine jugea bon de circonscrire et leurs cabales, qui grandissent en nombre et en audace, croient l'heure venue de donner le suprême assaut à la sainte institution du mariage. Honnis soient les gens d'Église qui hésitent à combattre ces pestes pernicieuses !

S'étant exprimé ainsi, l'abbé d'Aubignac se tait et Michel de Pure ne sait que lui répondre. Il se sent ébranlé dans les convictions que lui donna la ruelle, mais il se garde de l'avouer. Son interlocuteur d'ailleurs l'entretient maintenant de ses travaux en cours. Il prépare la publication de ses polémiques anciennes, avec le perfide Gilles Ménage, sur *l'Héautontimoroumenos* de Térence. L'ouvrage sera recommandé au public par des vers latins de M. François Ogier. Si M. l'abbé de Pure le voulait honorer d'une préface, il trouverait plus de crédit encore dans le monde.

Michel de Pure ne s'attendait point à recevoir cette requête. Il cherche, mais en vain, à en esquiver le désagrément en prétextant son mince renom parmi les lettrés. Quand il se retrouve dans la rue, il peste contre le fâcheux qui lui a peint mesdames les Précieuses sous de si noires couleurs et qui, de plus, lui inflige un rebutant pensum. Il remet à plus tard le soin de bâcler ce pensum. Bientôt, enfermé dans son cabinet, il reprend la biographie du cardinal de Richelieu et en rédige quelques paragraphes. Entre temps, il examine le grand fatras de notes qui constitue sa gazette de la ruelle. Et voici qu'il s'y intéresse au point d'oublier les déblatérations de l'abbé d'Aubignac contre mesdames les Précieuses. Celles-ci sont-elles aussi vaines et perverses que l'imagine leur sombre détracteur? Leurs conversations n'en donnent pas le sentiment. Comment, sans injustice, les blâmer de travailler à l'émancipation de leur sexe? Deux siècles en ça, Christine de Pisan ne lança-t-elle pas de grandes plaidoiries en faveur de ce sexe déjà assujetti à la domination masculine?

Michel de Pure réfléchit. Peu à peu il accueille avec sympathie l'idée, naissant dans son esprit, de peindre mesdames les Précieuses sous leur aspect réel, dans le cadre de leur Empire d'Amour, et de reproduire leurs harangues subtiles

et passionnées. Les jours passent. Il classe ses notes et, les ayant mises en ordre, il entame sa relation sous le titre : *La Pretieuse ou le Mystère des Ruelles*. Il n'abandonne pas, pour cela, la *Vie* du cardinal de Richelieu. L'une le divertira de l'autre.

Quand il est las d'écrire en latin et en français, il va baguenauder, pour se reposer l'esprit, dans quelques quartiers de la République des Lettres. Tantôt il se mêle aux groupes que MM. les auteurs forment, au Palais de Justice, dans l'arrière-boutique des libraires, et il y recueille les nouvelles qu'un homme de bel air doit connaître. Tantôt, il hante la comédie italienne, les théâtres du Marais et de l'Hôtel de Bourgogne. Installé dans la loge de scène réservée aux beaux esprits, il suit attentivement les spectacles et s'initie aux règles de la farce et de la tragédie.

A cette période de sa vie, délivré de la timidité, il connaît l'art de choisir et de capter les amitiés. Si M. de Benserade, poète fort goûté à la Cour, M. Jean Magnon, rimeur de tragédies, MM. de La Calprenède et de Vaumorière, romanistes [1], M. de Mezeray, historien, lui témoignent de la bienveillance, c'est qu'il a su habilement les enivrer de louanges. Un beau jour, vraisemblablement au théâtre du Marais, il lie connaissance, par l'entremise de M. de Boisrobert, leur ami, avec MM. Pierre et Thomas Corneille, de passage à Paris. Les deux Rouennais (le glorieux auteur du *Cid* surtout, gauche et taciturne) sont peu sensibles aux gentillesses de verbe. Michel de Pure trouve néanmoins le moyen de les séduire au point de leur inspirer le désir de correspondre avec lui.

A la Cour et dans la société, il gagne les sympathies avec la même aisance. Il intéresse Mazarin à son histoire du cardinal de Richelieu, reçoit de lui des mémoires et, parfois, quand il rôde autour de son cabinet, un signe ou un mot de faveur. Sous prétexte d'enrichir cette histoire, il pénètre dans la familiarité de la maréchale de Gramont, parente du ministre défunt, vieille prude toute confite en bigoterie ; il tire d'elle des confidences et, avec son appui, il gagne le cœur du maréchal dont il écoute et applaudit complaisamment les gasconnades de béarnais hilare. Vers le même temps, il devient l'alcôviste

1. Romanciers dans le langage du XVIIe siècle.

de la marquise de Gouvernet, fille et sœur des puissants financiers Barthélemy et d'Anne d'Herwart, qui gouverne, dans sa ruelle, comme une abeille-reine dans sa ruche, un essaim bourdonnant de coquettes. Il est aussi le compère de prédilection de l'abbé François de Clermont-Tonnerre, apparenté aux plus hautains seigneurs du royaume et qui se prépare à coiffer la mitre épiscopale en faisant chère lie et écrivant, pour les dames, de galantes puérilités.

Faisant alterner les promenades, les visites, les bavardages avec le travail de cabinet, Michel de Pure achève à la fois, vers la fin de l'an 1655, la première partie de sa *Vie* de Richelieu et les deux premiers tomes de *la Pretieuse*. Il sollicite et obtient un privilège pour l'un et pour l'autre de ces ouvrages. Il choisit comme éditeur du premier Alexandre Lesselin, un compatriote tenant boutique au Palais, à l'enseigne de la ville de Lyon, et, comme éditeur du second, Pierre Lamy, logé au même lieu, à l'enseigne du Grand César. Les deux volumes sont imprimés conjointement. Comme Michel de Pure en corrige les épreuves, il reçoit une lettre de l'abbé d'Aubignac réclamant la préface promise.

« Je sais bien, écrit le vieux bougon, que la bonne chère de monsieur l'abbé de Tonnerre est maintenant votre plus grande occupation, mais donnez-nous au moins, entre deux vertes, une mûre, je veux dire, entre plusieurs festins, une entrée. Buvez et composez, vous en avez des exemples chez Horace et de lui-même. »

L'abbé d'Aubignac possède déjà une autre préface. Michel de Pure le sait et se dit que tant de prologues sont bien superflus pour recommander des factums de pédants. Après avoir quelque temps ergoté, il oppose la force d'inertie au réclamant et il continue paisiblement, sans s'occuper de lui, la correction de ses épreuves. Grave imprudence. Elle suffit à transformer un ami en ennemi.

Bientôt la *Vie* de Richelieu paraît en deux minces tomes (le second réduit à vingt pages), sous la forme d'un abrégé écrit en langue latine, divisé en courts paragraphes, traitant de la jeunesse et de l'accession au pouvoir du cardinal. Monseigneur Mazarin la reçoit, la lit et en témoigne sa satisfaction. Michel de Pure a besoin de connaître cette

satisfaction pour ne se point décourager ; son petit livre soulève si peu d'attention qu'il se félicite de ne l'avoir pas signé.

La Pretieuse va-t-elle subir semblable indifférence du public ? Hélas ! comment le prévoir ? L'abbé croit cependant qu'elle éveillera au moins la curiosité de la société mondaine depuis longtemps avide de connaître les occupations et les mœurs des ruelles galantes, si bien fermées aux indiscrétions. Au début de l'an 1656, rectifiant quelques passages de son texte, il y introduit un éloge de l'abbé d'Aubignac ; il espère que cet hommage lui vaudra un retour d'amitié de l'atrabilaire.

Peu de temps après, il livre le premier tome de l'ouvrage à la circulation. Il en a corsé l'intérêt par toutes sortes de malicieux expédients. Dès la première page, page de dédicace adressée à *Telle qui n'y pense pas*, et signée du mystérieux pseudonyme de Gélasire, il laisse entendre que la réalité côtoie la fantaisie dans sa relation et que celle-ci gagnerait en attrait pour qui en posséderait la clef. Ainsi aguiche-t-il les chercheurs de clefs. Pour ne pas décourager leur perspicacité, il a, de-ci, de-là, à leur usage, inséré des histoires tirées de la vie contemporaine et faciles à élucider, l'histoire, en particulier, de madame de Ménardeau-Champré qui, de concert avec ses jeunes amies, passa « par les piques » en la bonne ville de Noyon.

Mais, à ces récits piquants, se sont bornés ses sacrifices à la malignité publique. Si, en effet, dans le corps de l'ouvrage, il a trahi le secret juré à mesdames les Précieuses en révélant l'existence de leur Royaume d'Amour et les usages galants qu'elles y pratiquent, s'il s'est évertué à rendre le naturel, la finesse et l'audace de leurs conversations, du moins s'est-il gardé de fournir aux malveillants les moyens de les reconnaître sous leurs noms grecs, qui traduisent seulement des particularités de leur physique ou de leur caractère. Admirant leur intelligence plus encore que leur beauté, il ne les a pas, d'autre part, montrées dans l'exercice de leurs manigances de coquettes. En place de leurs alcôvistes, il leur a donné pour interlocuteurs deux de ces pédants, « batteurs du pavé d'Athènes », qu'elles exècrent le plus au monde, Gilles Ménage et Jean Chapelain, auxquels il s'est joint, parfois sous l'ap-

pellation de Tanatime, plus souvent sous celle de Gélasire, c'est-à-dire d'un plaisantin, mi-sceptique, mi-moraliste, grand débiteur d'apologues, d'historiettes et de chansons.

Ainsi, offert au public avec son fonds de réalisme souriant, le tome I de *la Pretieuse* rencontre tout de suite le succès. Les ruelles le recherchent et en parlent. Telles dames qui croient s'y reconnaître manifestent leur fureur et telles autres qui ne s'y voient point un courroux égal. En mai, Michel de Pure reçoit une véhémente lettre de l'abbé d'Aubignac. Celui-ci ne lui pardonne pas d'avoir mis sa louange dans la bouche de Gilles Ménage, son pire ennemi. Une telle espièglerie tourne à l'insolence. Il le prie de s'abstenir désormais de citer son nom dans ses livres ; puis il s'en va clabauder partout que l'auteur de *la Pretieuse* a dérobé à son *Royaume de Coquetterie* sa description de l'Empire d'Amour.

Michel de Pure s'afflige d'avoir été si mal compris ; dût-il se brouiller tout à fait avec son détracteur, il se défendra contre l'imputation de plagiat que celui-ci répand si légèrement. Quand le second tome de *la Pretieuse* paraît, en juin 1656, il contient, en même temps qu'une railleuse dédicace à *Telle qui ne pensait pas* et qui, maintenant, *pense trop* à Gélasire, une épigramme tarabiscotée contre les critiques du roman, les premières conversations de la ruelle galante sur le mariage et, tout à fait à la fin, une réplique à l'abbé d'Aubignac mise encore dans la bouche de Gilles Ménage. C'en est fait désormais de l'amitié des deux écrivains.

Mais maintenant Michel de Pure — son second tome accroissant le bruit du premier — jouit d'une belle renommée ; il peut remplacer aisément, par de nouvelles nées, les affections défuntes. Son libraire le conjure de donner une suite rapide à son roman. Des dames de condition cherchent à l'attirer dans leurs « réduits ». Des bourgeoises même, qui jouent aux précieuses, rêvent de le produire dans leurs groupes, qui se réunissent tantôt sous les salles de verdure du Luxembourg, tantôt dans leurs maisons. Comme il n'apprendrait rien de nouveau ès provinces de l'Empire d'Amour, il se décide à explorer ce milieu de minaudières. Il y découvre tout de suite une intense curiosité, un peu de jalousie et beaucoup d'envie pour les dames de qualité dont il a révélé les

gestes et rapporté les conversations ; il se rend compte d'autre part des sentiments, mêlés d'admiration et de malveillance, que l'on y témoigne à la ruelle galante.

C'est, ce semble, en fréquentant ces demoiselles bourgeoises, d'intelligence médiocre, qu'il fait, un jour, connaissance de la belle Aurélie, c'est-à-dire de la *précieuse ridicule*. Il l'observe d'abord hors de chez elle, dans l'exercice de sa sottise et de sa vanité, puis il la va visiter à domicile.

Jamais pécore plus burlesque n'est apparue à ses yeux, soit qu'elle exagère et travestisse la mode dans ses « ajustements », soit qu'elle déploie à contre temps les manières du bel air, soit qu'elle juge en écervelée d'une rimaille ou d'une prose, soit enfin qu'elle parle, la bouche pleine de « mots à longues queues ». Elle s'est si bien entichée d'un certain Scaratide, poète de bibus disgracié par la nature, qu'elle lui attribue séduction et génie, tandis qu'elle accable de ses dédains le malheureux Clomire, homme de Cour leste et noble dont l'esprit et les talents éclatent à tous les yeux.

Michel de Pure tente vainement de la désabuser de ses erreurs. Faute d'y réussir, il juge opportun de lui donner bonne leçon. Il écrit, « en langue toscane fort pure », une farce où il la met en scène telle qu'elle est, inconséquente, façonnière, absurde, entre ses deux galants, bafouant l'intelligence au profit de la sottise. L'ayant écrite, il la va soumettre, au Petit-Bourbon où ils tiennent leurs assises, à MM. les comédiens italiens. Il possède parmi eux des amis, et en particulier la gracieuse Aurélia Fedeli, qui lui témoigne beaucoup d'admiration ; c'est pourquoi il obtient d'eux sans peine que sa farce, intitulée *Pretieuse*, de sujet nouveau, plaisante de situations et de texte, soit jouée sur leur scène. Venu le jour de la représentation, il prie une amie de la jeune Aurélie d'y conduire cette linotte sous couleur de la distraire. Parmi les applaudissements et les rires, la pauvre caillette, se reconnaissant dans l'héroïne de cette bouffonnerie, reçoit, le visage couvert de confusion, le plus sensible affront de sa vie.

Ainsi Michel de Pure met-il la morale en action. Il se faut bien divertir en ce monde qui est une vallée de larmes. Cependant l'abbé, vite fatigué des précieuses bourgeoises, les abandonne à leur destin. Il termine dans le courant de l'an 1656 le

troisième tome de la *Pretieuse*, qui paraît le 30 décembre, daté de l'année suivante et chargé des plus audacieuses conversations de la ruelle galante contre le mariage. Puis il sent son zèle, pour ce roman, se ralentir un peu. Il est paresseux de nature, il l'avoue humblement, sans nulle honte. Le travail ne l'attire que s'il y trouve un agrément.

Durant toute l'année 1657, on ne voit paraître de lui qu'une épigramme laudative en tête d'un gros in-4°, où le petit de Beauchasteau, âgé de douze ans, fils de l'acteur de l'Hôtel de Bourgogne, entassa une montagne de méchantes rimes. S'il ne laissait courir sous le manteau des sonnets déplorant les morts du Président de Bellièvre et de la duchesse de Montbazon ou bien consolant Mazarin de ses crises de goutte, et quelques chansons d'amour assez osées, on croirait tarie sa veine d'écrivain.

A la vérité, il ne demeure pas dans l'inaction. Jamais peut-être il n'a témoigné plus de fougue que pendant le cours de la susdite année pour les œuvres de l'esprit. Tandis qu'il conduit, en effet, avec un peu de nonchalance il est vrai, *la Pretieuse* vers sa fin, il s'enflamme pour un roman nouveau : *Épigone, histoire du siècle futur*, dont il vient de concevoir le sujet. Il établit, d'autre part, le plan d'une tragédie, *Ostorius*, tirée d'une lecture de Tacite. Il mène simultanément cette triple tâche et il reprend, au surplus, sa *Vie* du cardinal de Richelieu à laquelle il souhaite donner une suite.

En janvier 1658, il a surtout avancé le travail d'*Épigone* et d'*Ostorius* et il revient au manuscrit de *la Pretieuse* qu'il termine et livre à l'impression aux environs de mars. A ce moment, il reçoit d'un correspondant mystérieux l'avis qu'une menace plane sur la tête de monseigneur Mazarin. Délaissant la littérature, il entre, par l'entremise de monseigneur Claude Auvry, évêque de Coutances, ami intime du cardinal, en relations directes avec ce dernier qu'il met en garde contre les entreprises de ses ennemis. Le voici désormais bien venu de Son Éminence. Il en profite pour l'intéresser de nouveau à sa *Vie* du cardinal de Richelieu ; puis, le voulant tout à fait gagner à sa cause, il lui fait proposer, par l'évêque de Coutances, d'écrire sa propre biographie. Mazarin accueille avec sympathie cette proposition et, pour rendre plus aisée la tâche

de son futur élogiste, il lui alloue, sur sa cassette, une pension que Jean-Baptiste Colbert, son intendant, est chargé de payer.

Michel de Pure garde une reconnaissance vive au cardinal de son geste généreux, bien que Jean-Baptiste Colbert oublie trop souvent, dans la suite, de lui verser les semestres de sa pension. Il devrait, en conséquence, faire assidûment sa cour au Palais Mazarin, mais il n'a pas un tempérament de flatteur. S'il cherche à étendre ses relations à la Cour, dans le monde et parmi les gens de lettres, c'est par esprit de bienfaisance, pour servir autrui de son influence plutôt que pour tirer de celle-ci des avantages personnels.

Les Normands le savent, qui tentent de le mettre, corps et âme, à leur disposition. L'abbé a-t-il fait une incursion dans leur province et contracté avec eux, au cours de ce voyage, des liens particuliers d'amitié? On ne le peut affirmer. Toujours est-il que, les correspondances aidant, il s'est attaché de cœur à Pierre et Thomas Corneille et que son affection pour les deux poètes s'est étendue à tout le groupe de lettrés évoluant autour d'eux.

A partir de l'an 1658, il vit d'une existence en partie rouennaise, les ordinaires lui apportant tantôt les lettres des illustres frères, tantôt celles de Georges de Brébeuf, auteur d'une fameuse traduction en vers de la *Pharsale* de Lucain, ou de son frère, Nicolas, prieur de Venoix, ou encore celles des abbés Jean-Baptiste et Guillaume du Hamel, du sieur Lucas, avocat en Parlement, de MM. de La Coste et Coqueteau de La Clairière, tous formant, rue de la Pie, en la maison où naquit le *Cid*, une académie de bien-disants.

En mai, il publie le dernier tome de *la Pretieuse* ; il l'adresse aussitôt à ces bien-disants et leur annonce, d'autre part, qu'il vient de remettre aux comédiens de l'Hôtel de Bourgogne le manuscrit terminé d'*Ostorius*. Pierre et Thomas Corneille ont déjà reçu les trois premiers tomes du roman. Pierre ouvre le quatrième, en parcourt, sans sourciller, la flatteuse dédicace à l'abbé de Clermont-Tonnerre, puis, à sa suite, une prose où Michel de Pure se rit, avec impertinence, des censeurs qui médirent de son œuvre. Il hausse les épaules : M. l'abbé de Pure est bien imprudent, pense-t-il. En quelques après-midi il achève de lire l'ouvrage. Claustré dans sa province, igno-

rant tout du monde précieux, il tire un maigre contentement de cette lecture et il en fait la confidence à son frère.

Thomas Corneille ne prend nullement la peine de feuilleter *la Pretieuse*. La plume en main, au nom de la maisonnée, il exprime à Michel de Pure, en le mitigeant de louanges, le sentiment de Pierre : « C'est par lui, écrit-il, que je sais déjà avec quelle délicatesse, et de termes, et de pensées, vous continuez à examiner les questions les plus subtiles de l'amour. » Sans doute Pierre, ajoute-t-il, n'a-t-il pu, de-ci de là, pénétrer « tout le fin » de ce roman et certains de ses mystères, mais il y voit, du moins, « partout sujet d'admirer l'heureuse fécondité de votre génie ». Les deux frères se réjouissent d'apprendre que leur ami va débuter à l'Hôtel de Bourgogne par une tragédie. Des gens éclairés, qui leur en ont écrit, « publient qu'ils n'ont rien vu de plus achevé » que cette pièce. En terminant sa lettre, Thomas signale la présence, à Rouen, de la troupe de Molière. On attend, dit-il, l'arrivée de la Du Parc et de la De Brie, les deux « beautés » de cette troupe.

Michel de Pure estime *in petto* que cette lettre de Thomas le récompense mal des éloges contenus pour lui et pour son aîné dans *la Pretieuse*. Il est vrai, Georges de Brébeuf, paranymphé également dans ce même livre, n'a donné aucun signe de vie ; mais le pauvre homme, consumé par un mal inconnu, aggravé d'hypocondrie, ne trouve guère d'énergie que pour écrire, de temps à autre, quelques vers. A quoi bon conserver de l'amertume pour ces ingrats? Ils ont sans doute des raisons légitimes d'être mécontents ou de rester muets.

Chassant les méchantes idées, il partage ses loisirs entre la rédaction d'*Épigone* et les répétitions de sa tragédie. Il se plaît dans l'atmosphère joyeuse de l'Hôtel de Bourgogne. De temps à autre, il y rencontre deux illustres poètes, Philippe Quinault et l'abbé Claude Boyer, qui travaillent pour les comédiens, et il fait bon ménage avec eux.

En juillet, il est fort satisfait des interprètes de son œuvre. Comme il rentre un soir dans son domicile après une heureuse répétition, il y trouve une missive de Pierre Corneille. Le Rouennais l'appelle véhémentement à son secours ; un sien cousin vient d'être « lâchement outragé » par un fils de M. du Mesnil-Haudrey, capitaine au régiment de Gramont. « L'ou-

trage est grand et intéresse toute notre famille, écrit le poète ; je sais le pouvoir que vous avez à l'Hôtel de Gramont. » Par une entremise auprès du maréchal, Michel de Pure pourrait arranger cette affaire. Pour mieux amadouer l'abbé auquel il confie une si désagréable mission, Pierre Corneille ajoute : « Je vous envoie un méchant sonnet que je perdis hier au jeu contre une femme dont le visage et la voix valent bien quelque chose. C'est une bagatelle que j'ai brouillée ce matin. Vous en aurez la première copie. »

Michel de Pure lit le sonnet et y perçoit une émotion singulière. Il ignore que la belle Du Parc a fait grand ravage de cœurs rue de la Pie. Parvient-il à arranger le différend du cousin outragé ? On ne le sait. Il s'y emploie certainement avec ardeur.

Vers la fin de 1658, il assiste, un peu ému, à la représentation d'*Ostorius* et se réjouit d'un succès qu'il n'osait espérer. Voyant cette tragédie tenir honorablement la scène de l'Hôtel de Bourgogne sans lasser le public, il la juge de qualité suffisante pour en proposer la dédicace au cardinal Mazarin : « Monseigneur, dit-il dans cette dédicace, je n'ai point scrupule d'offrir un ouvrage à Votre Éminence dont elle a daigné traiter si favorablement l'auteur et de la remercier en même temps des faveurs qu'Elle m'a promises et de celles qu'Elle m'a faites. Les unes et les autres ont fait leur effet sur mon âme et, si je n'en ai pas jusqu'ici rendu aucun visible témoignage, je n'en ai pas eu moins de désir ni moins d'impatience de trouver l'occasion d'en faire un solennel aveu. Mais vous savez, Monseigneur, qu'il y a un silence respectueux qui a plus de force que le discours et qu'il y a une admiration muette qui vaut plus que les louanges. » Mazarin ayant agréé cette dédicace pleine d'humilité, de gratitude et de vénération, Michel de Pure confie à Guillaume de Luyne le soin de publier l'œuvre. Celle-ci sort, au début de 1659, de l'officine de ce libraire. L'abbé ne songe pas à assurer, par quelque adroite publicité, un heureux destin à son petit volume.

De Rouen, il vient de recevoir de fâcheuses nouvelles du poète Brébeuf. Les devoirs de charité priment chez lui les affaires de plume. Il doit secourir à tout prix ce valétudinaire sans sol ni maille, rendu hargneux par le malheur et qui se

laisse mourir sans faire un geste pour échapper à la gueuserie. Y parviendra-t-il? L'homme décourage, par son humeur incivile, les sollicitudes les plus dévouées. Vainement l'a-t-il déjà recommandé à monseigneur François de Harlay, archevêque de Rouen. Vainement s'est-il ingénié à mettre en relief son talent dans des conjonctures opportunes.

Entré plus avant dans les sympathies de Mazarin, Michel de Pure s'occupe, avec quelques confrères, de composer un recueil « de tout ce qui s'est fait en l'honneur de Son Éminence ». Il demande permission à Georges de Brébeuf d'y insérer un de ses poèmes. Il l'invite, d'autre part, à quitter Rouen, dont le climat altère sa santé. Venez à Paris, lui écrit-il en substance. La Cour en est partie. Il est bien plus facile, en son absence que dans son tumulte, d'attirer sur vous l'attention complaisante du cardinal et de ménager votre fortune.

« Je ne saurais assez admirer les bontés excellentes que vous avez pour un inconnu, répond, sans bouger de Rouen, le lamentable garçon ; il semble que pour vous devenir considérable, il suffit d'être malheureux et qu'auprès de vous c'est avoir du mérite que de n'avoir point de fortune. »

Il seconde si mal son protecteur dans ses initiatives généreuses que celui-ci, découragé, sans l'abandonner tout à fait à son méchant sort, revient à ses travaux littéraires. Le petit roman d'*Épigone*, dont il va bientôt achever le premier tome, lui procure beaucoup de divertissement. En apparence, il y conte les aventures, les prouesses, les amours d'Épigone, prince de Clodovie, et de la princesse Arescie, que les hasards de la mer mirent en présence l'un de l'autre et qu'une tempête jeta, tout pantelants de détresse, sur la terre inconnue d'Istasie, autrement dite Terre des Mignonnes. En réalité, il y donne audacieusement, avec mille gentillesses, précautions et allégories, une suite ou plutôt un complément à *la Pretieuse*. Dans celle-ci, il rapportait les idées sociales ; dans *Épigone*, il fait quasiment entrevoir les gestes des citoyennes de l'Empire d'Amour ; car ce pays des Mignonnes n'est autre qu'une province secrète de cet Empire, le lieu où mesdames les Précieuses exercent ouvertement leurs séductions et goûtent leurs plaisirs matériels.

N'y entrent point les prudes, les sots et les pédants et, pour

en découvrir les mystères, Michel de Pure a dû, jetant la soutane aux orties, endosser un habit de coquet ; mais quelles délices il semble avoir retiré de son séjour en ce paradis épicurien ! Tandis que sa plume court sur le papier, un sourire radieux erre sur ses lèvres.

Argorime, c'est-à-dire la cité des discours oiseux, est la capitale, magnifiquement bâtie de temples et de palais, de cette terre des Mignonnes. Dans cette capitale siège l'Istatesse, souveraine absolue de ce pays, jouvencelle ravissante, flanquée d'un Istate sans pouvoir, asservi à ses caprices, chargé de combler de voluptés ses sens exigeants, congédiable à sa volonté. On la choisit parmi les *coquettes de l'air* et les *coquettes maillées*, damoiselles de douze à vingt ans qui l'élisent à la pluralité des voix ; la trentaine passée, elle perd tout prestige et doit céder son trône à plus juvénile qu'elle. Elle tient cour dans « une ruelle parée » dont les flambeaux de cire parfumée, réfléchis dans des miroirs, éclairent l'obscurité artificielle ; elle y préside à des « discours d'amusement » au milieu de compagnies expertes à élucider des problèmes d'amour, savoir, par exemple, si pour atteindre à la perfection de jouissance, l'expérience d'un homme mûr est préférable à la fougue d'un jeune étourdi.

Au conseil public de l'Istatesse figurent les damoiseaux « les mieux faits qui se puissent trouver », nommés *Mastropes*, c'est-à-dire « entremetteurs, stimulateurs de débauches ». Au conseil secret prennent séance les *Proctes* ou *Beautés passées*, celles-ci élues, comme les précédents, au cours d'un bal, mais astreintes par serment à faire respecter l'ordre et les lois. Tous les actes gouvernementaux d'Istasie se traitent au milieu de divertissements.

Riantes et affables, mesdames les Mignonnes forment un peuple parfumé de bonheur et ne souhaitant qu' « amour et simplesse ». Tout au long des journées, elles s'occupent à faire « commerce de cœurs », à inventer des modes seyantes, à rechercher de plaisantes pensées, à mener de gaies conversations, à imaginer des joies nouvelles des sens, à éduquer les héros futurs de leurs alcôves. Elles ne connaissent ni l'avarice, ni l'usure, ni la jalousie. Elles exècrent le trouble et la guerre. Aux *Proprets* et *Plumets*, leurs galants provisoires, elles ne

demandent nullement l'esprit martial, les « vils et meurtriers talents » des stratèges si prônés en d'autres nations, mais assiduité auprès d'elles, propreté, élégance, goût de plaire, ingéniosité à divertir. Elles délèguent à des valets gagés le soin de porter les armes, de les défendre contre les entreprises du dehors et d'endurer les incommodités des camps.

Soumises à leur constitution, elles obéissent sans réserve aux lois qui les régissent. Ces lois, faites pour assurer leur repos, interdisent de pratiquer la tyrannie en amour. Elles proscrivent des relations entre couples, cette soi-disant « vertu de constance », si vantée parmi les peuples barbares, et qui n'est, en définitive « qu'opiniâtreté, altération de l'esprit », ferment de discorde. Elles punissent de la « décervellation » le crime inexpiable de pruderie et jettent une honte éternelle sur celles d'entre les Mignonnes qui osent pactiser avec leurs ennemies majeures, ces prudes enclines à la servitude du mariage. Contre ces « Hyménéennes » effrontées, qui s'ingénient à détruire les saintes pratiques de l'Amour naturel, elles ordonnent une guerre d'extermination sans merci.

Avec son héros Épigone, « hyménéen » voué à la mort au pays de mesdames les Mignonnes, Michel de Pure voyagerait sans répit, tant il trouve d'agrément en sa compagnie ; mais, après quelque temps de labeur, il a amoncelé la matière d'un volume sur les exploits et les malheurs de ce prud'homme. Avant de déposer sa plume, il éprouve le besoin de s'entretenir avec le lecteur futur de sa véridique histoire :

Ne cherche point dans ce livre, dit-il à cet inconnu, une « longue délibération » et un effort vers le parfait. « Je ne porte pas mon ambition à l'éternité ; elle est bornée à l'espace de temps que je me divertis à travailler et que mon ouvrage me plaît. » Je hais le chagrin et la contrainte. Je te donne « le fruit de ma belle humeur et un ramas de vaines vapeurs que le loisir a élevées dans mon imagination ». Je ne polis point mon style, c'est « temps perdu ». Au reste, critique, si l'envie t'en prend : « Je ressens faiblement tout ce que l'on dit contre ce que j'écris. »

Ayant joint à cette prose désinvolte une dédicace à la gente marquise de Gouvernet et vanté congrument les vertus de cette

dame, il ferme son cahier et le porte au sieur Jacques Guttin, l'éditeur qu'il a choisi pour le publier.

VI

Tandis que les imprimeurs composent le texte d'*Épigone*, Michel de Pure pourrait goûter quelques loisirs, jouir d'un repos bien gagné si les Rouennais ne le venaient tourmenter de leurs sollicitations. Ils vivent, surtout depuis que M. Pierre Corneille a repris, après une longue interruption, son labeur de poète tragique, dans une attente fébrile d'informations sur les théâtres parisiens. Qui leur en fournirait de plus sûres que leur ami? L'abbé leur refusera-t-il son assistance? L'abbé reste sans force devant de si instantes prières. Il ne sort dès lors plus du Marais et de l'Hôtel de Bourgogne. Il devient le nouvelliste attitré de MM. Corneille et de leurs fidèles. Pas d'ordinaire qui n'emporte une gazette de sa plume.

« Tous nos curieux, lui écrit M. de La Coste, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de gens d'esprit en cette ville, demeurent d'accord qu'il n'y a personne en France qui juge mieux les choses ni qui fasse un récit avec tant de grâce. » Et M. Pierre Corneille, qui vient de recevoir des notes attachantes sur le succès d'*Œdipe*, sa nouvelle tragédie : « Je considère votre lettre comme une pièce d'éloquence remplie des plus belles et des plus nobles expressions que la langue puisse souffrir. En vérité, monsieur, quelque approbation qu'ait emportée notre Jocaste [1], elle n'a point fait faire tant de ha ! ha ! dans l'Hôtel de Bourgogne que votre lettre dans mon cabinet ; mon frère et moi en avons redoublé à toutes les lignes et y avons trouvé de continuels sujets d'admiration. »

Au fur et à mesure que le temps passe, l'appétit de nouvelles croît à Rouen. La compagnie « soupire après vos relations », écrit M. de La Coste, qui voudrait bien avoir, de celles-ci, des copies personnelles et qui serait fort heureux si Michel de Pure consentait à le renseigner sur d'autres questions, sur la guerre de plume notamment que se livrent Scarron et Gilles Boileau. De son côté, Thomas Corneille, non content d'avoir exactement

1. Héroïne d'*Œdipe*.

connu l'effet de son *Darius* sur le public, conjure le pauvre gazetier d'intervenir auprès de MM. Magnon et Quinault, qui écrivent, dit-on, en même temps que lui, un *Stilicon* et une *Stratonice*.

Michel de Pure intervient avec succès. Michel de Pure se tue à écrire. Il conte les débuts de Molière au Petit-Bourbon. Il rapporte aussi comment ce comédien, le 23 novembre 1659, massacra la tragédie *Oreste et Pylade* que M. Coqueteau de La Clairière eut l'imprudence de lui confier lors de son passage à Rouen. Molière et sa troupe, répond M. Thomas Corneille, ne sont acceptables que dans la farce. Les *Précieuses ridicules*, voilà les « bagatelles » qui leur conviennent. « La plus forte pièce tomberait entre leurs mains. »

Michel de Pure partage-t-il l'opinion de Thomas Corneille sur le talent de Molière? Point du tout. En Molière, il dénigrerait plus volontiers, s'il était capable de dénigrement, l'auteur que le comédien, l'auteur sans scrupules qui glane, chez les anciens et les modernes, les sujets de ses écrits, car il a contre lui des griefs sérieux. Il a vu représenter les *Précieuses ridicules*. Il a découvert, entre le thème de cette farce et le canevas de celle qu'il donna lui-même, trois ans auparavant, aux comédiens italiens, des similitudes singulières; or, il sait, d'une part, que le nouveau venu n'a guère trouvé, depuis son installation à Paris, le loisir de fréquenter des ruelles, d'ailleurs fermées aux gens de sa sorte, et que, d'autre part, il vit en étroite amitié avec ces comédiens italiens. Où donc, sinon chez ces derniers dont il partage la scène, au Petit-Bourbon, Molière aurait-il pu lui dérober la matière des *Précieuses ridicules*? Sans doute est-il naturel que les histrions s'entr'aident; plus naturel encore que Molière, à court de sujets susceptibles d'amuser les Parisiens, ait puisé dans le riche fonds de bouffonneries de ses compères; mais Michel de Pure n'accepte pas sans amertume de se voir dépouillé de son bien.

La Pretieuse d'abord, *Épigone* ensuite, paru en juillet 1659, lui avaient procuré une agréable réputation de « romaniste ». Du premier de ces ouvrages, lu et commenté avec passion dans le monde, l'éditeur avait dû réimprimer deux tomes épuisés. L'abbé, loué par les uns, décrié par les autres, passait pour

grand maître ès problèmes de galanterie. Des groupes de dames lui vouaient une admiration sans mélange. L'une de ses correspondantes familières l'estimait assez illustre pour que la poste lui remît fidèlement ses lettres adressées, sans autre suscription, à « *M. l'abbé de la Pretieuse* ».

Et voici que l'énorme succès des *Précieuses ridicules*, injustement obtenu par un larcin, détruit ces avantages acquis! Que va-t-il advenir de *la Pretieuse* et d'*Épigone*, mis brusquement en situation d'infériorité? Michel de Pure, s'il regrette de perdre son prestige de révélateur d'un monde mystérieux, n'est pas homme à exercer une vengeance contre son plagiaire; mais il se laisse circonvenir, du moins peut-on le croire, par de mauvais conseillers, par un certain Antoine Beaudeau, sieur de Somaise entre autres, qu'il rencontre vers ce temps. Il ignore sans doute l'animosité de ce personnage contre Molière.

Occupé alors à écrire un recueil de vers latins, il abandonne à ce perfide, qui le couvre de louanges, le soin de châtier le coupable. De janvier à mars 1660, Somaise fait jouer et publie deux comédies : *Les véritables Prétieuses* et *les Prétieuses ridicules mises en vers*. Dans la préface et dans le texte (scène VII) de la première, dans la préface de la seconde, il accuse violemment Molière d'avoir volé à l'abbé la farce que celui-ci confia jadis aux comédiens italiens, lesquels en tirèrent, de leur côté, deux mille écus sonnants.

Peut-être Michel de Pure s'aperçoit-il, à la lecture de ces pièces, que Somaise n'est point un redresseur de torts désintéressé, mais que pourrait-il faire pour atténuer l'injure que ce regrattier de lettres vient de lancer contre Molière, sinon garder le silence? Les *Précieuses ridicules* ont été d'ailleurs interdites et ont quitté la scène du Petit-Bourbon. L'abbé reste donc coi. Il achève paisiblement et fait imprimer, à petit nombre sans doute, son recueil de vers latins. Il l'envoie aussitôt aux frères Corneille, cependant que les frères Brébeuf et M. de La Coste le réclament à grands cris.

Au nom des Rouennais, M. Pierre Corneille accuse un peu tardivement réception à l'abbé de son beau présent. Il n'est pas très assuré de son latin. Il n'a pu tout comprendre de vers écrits en style parfois recherché, mais où il a cependant ren-

contré des strophes « dignes d'Horace ». Il se félicite d'y paraître si avantageusement. Ah! que Michel de Pure est heureux de se pouvoir livrer à la poésie latine! Pour lui, il vient d'écrire, pour justifier ses théories dramatiques, *Trois Discours* qui figureront dans ses *Œuvres*. Ils lui ont « plus coûté que n'auraient fait trois pièces de théâtre ». Ils choqueront sans doute bien des gens. Puisse son ami l'abbé la défendre contre les critiques malveillants!

Michel de Pure sait bien que M. Pierre Corneille n'a besoin de personne pour assurer sa défense et que, s'il recherche parfois les avis de ses fidèles sur ses écrits, c'est parce que le génie véritable se défie de lui-même. L'an suivant, il reçoit une grande lettre du Rouennais, qui envoya récemment à l'Hôtel de Bourgogne deux actes de *Sertorius*. Que ne me donnez-vous des nouvelles, lui écrit l'impatient. Ne vous contentez pas du bruit que font les comédiens sur mes actes; jugez-en vous-même et mandez-moi votre sentiment « tandis qu'il y a encore lieu à la correction ». Mademoiselle des Œillets vous les communiquera quand vous voudrez. Mais que répondre à un auteur assez sûr de son œuvre pour affirmer tout aussitôt qu'il n'a « rien écrit de mieux » que *Sertorius* et pour légitimer, dans un long plaidoyer, même ses entorses à l'histoire?

Quelques mois passent. Michel de Pure a fini de jouer son rôle de nouvelliste. Le groupe rouennais se dissocie. Georges de Brébeuf disparaît de ce monde, les frères Corneille s'installent à Paris. Resté sans amis de qualité dans sa ville normande, M. de La Coste gémit de son isolement.

VII

Survenue après la mort de Mazarin, celle de Brébeuf achève d'accabler de regret et de tristesse Michel de Pure. Celui-ci perd, avec le cardinal, un protecteur attentionné qui lui versait une pension et qui l'eût certainement attaché un jour à sa personne; avec le poète, un ami sûr, de caractère difficile sans doute, mais d'intelligence élevée, et qu'il servait utilement en surveillant, dans la capitale, l'impression de ses livres.

La quarantaine passée, l'abbé ressent vivement ces deuils inattendus et la diminution de ses ressources. Il ne peut plus songer à élaborer, pour son amusement, des ouvrages frivoles, de profit incertain. Après de longues réflexions, il renonce à continuer *Épigone* et à poursuivre les biographies commencées de Richelieu et de Mazarin. Par esprit de fidélité à une chère mémoire, il aidera cependant le prieur de Brébeuf à mettre au jour les écrits inédits, la correspondance et les poésies de son frère défunt.

Il reste longtemps dans une sorte de torpeur, cherchant une voie nouvelle à son activité intellectuelle. Soit que, sans cette période de désarroi, il le rencontre par hasard, soit qu'il l'aille visiter, il s'abouche avec Michel de Marolles et lui découvre son fâcheux état moral. Le vieil abbé s'est, toute sa vie, diverti à collectionner des estampes et à traduire du grec ou du latin les auteurs de l'Antiquité. Traduire est, à son avis, un délectable exercice d'esprit. A s'y livrer, Michel de Pure oublierait vite, et ses chagrins, et ses incertitudes, tout en amassant quelque pécune. Un ouvrage de Quintilien : *De l'Institution de l'Orateur*, a jusqu'à l'heure déconcerté de ses rébus la clairvoyance des latinistes. En offrir aux lettrés une version intelligible serait une tâche magnifique.

Michel de Pure écoute avidemment les propos de son ami. Rentré dans son logis, il consulte le texte du rhéteur romain et le trouve, malgré ses obscurités, accessible à son intelligence. Quelques semaines plus tard, il est tout entier plongé dans son aride labeur d'interprète. Il entre dans la phase érudite de sa vie.

Foin désormais des commerces de bagatelles et des mignardises de langage ! Aux ruelles où il montrait un visage moqueur, il préfère maintenant les académies où il observe un maintien aussi grave que modeste. Il a su, par d'habiles patelinages, s'attirer les bonnes grâces de MM. Chapelain et Ménage, si perfidement introduits jadis dans l'imbroglio de *la Pretieuse*, à titre de pédants sentencieux ; du premier, chargé par M. Colbert de dresser une liste des gens de plume méritant une pension royale, il a obtenu promesse d'y figurer après la publication de Quintilien ; du second, il fréquente, au Cloître Notre-Dame, les *mercuriales* où d'illustres doctes

disputent de grammaire et d'étymologie. Il est, de plus, le familier du groupe savant que monseigneur Séguier loge dans son hôtel, rue de Grenelle ; il y rencontre, avec de particulières délices, Jean Ballesdens, membre de l'Académie française, son ami de jeunesse, expert à élucider les plus abstrus grimoires de l'antiquité et qui possède un précieux Quintilien tout annoté de sa main.

Il s'efforce, au milieu de ces honnêtes et diserts quidams, de prendre le ton doctoral, mais il n'y réussit guère ; il y faut le temps et l'accoutumance. Quand, en 1663, il publie, sous l'invocation de Mazarin à la mémoire duquel le livre est dédié, le Quintilien in-4° qui doit, dans son esprit, le classer parmi « les puits de science », il n'a pas encore acquis cette confiance en soi qui assure le crédit de ces personnages. Naïvement, dans un *Avis au Lecteur*, il avoue qu'il tire surtout de ce livre la gloire de l'avoir entrepris. Il a osé, en effet, ce que personne n'avait osé avant lui. Si, de-ci, de-là subsistent, dans sa traduction, des « endroits » qu'il n'a pu « attraper » et dont il a donné plutôt des « conjectures que des versions », il s'en excuse avec humilité. Semblable à Icare, il a tenté l'impossible.

« Imprudent ! lui écrit dans une lettre publique Jean Balesdens, qui souhaite lui éviter les critiques trop acerbes, ne saviez-vous pas qu'à vous emparer d'un bien que messieurs de l'Université se réservaient, vous risquiez les foudres de ces seigneurs du Pays latin ? Par bonheur, votre mérite égale votre audace. La France vous a la même obligation pour avoir rendu Quintilien en français que la ville de Rome eut autrefois à l'empereur Galba pour l'avoir emmené d'Espagne en Italie. »

Michel de Pure prévoit une avalanche de brocards ; or, à son grand étonnement, personne ne prend la plume pour le censurer. MM. les érudits se contentent de relever ses contresens dans le mystère de leurs assemblées privées ; de leurs déblatérations secrètes rien ne transpire au dehors. Et voici qu'à l'encontre de ces détracteurs, Chapelain, conseiller de Colbert pour la littérature, juge la traduction de Quintilien digne d'un encouragement. Grâce à lui, à partir de 1664, Michel de Pure encaisse une pension royale de 1 000 livres.

Celui-ci n'avait pas attendu la largesse qui rétablit si heu-

reusement ses finances domestiques pour continuer sa tâche de traducteur. Depuis quelque temps déjà, enchanté de la lecture qu'il en avait jadis faite, il translatait, du latin en français, l'*Histoire des Indes orientales et occidentales*, que le jésuite Jean-Pierre Maffei publia, en 1588, à Florence, en un bel in-folio. Son travail avançait rapidement et il espérait en voir bientôt la fin.

Or, il l'interrompt brusquement pour composer une satire. Quelle mouche le pique? Vient-il de subir quelque attaque personnelle? Nullement. Il prend parti pour ses amis et ses confrères dans une querelle qui dure depuis plusieurs années.

Rôdant, comme un furieux, sur le mont Parnasse, un jeune regrattier de lettres, nommé Nicolas Boileau-Despréaux, y sème le désordre et la terreur. Il a entrepris de ridiculiser, dans des pamphlets rimés au cabaret et qu'il répand sous le manteau, les plus illustres d'entre les poètes; ainsi poursuit-il de ses sarcasmes le grand Chapelain, honneur de l'Académie, impuissant à débarrasser ses grègues de ce roquet en colère. Telle situation peut-elle être plus longtemps tolérée?

Michel de Pure ne l'admet pas; il s'est juré de rendre inoffensif cet être venimeux. Il s'est informé; il a recueilli des renseignements sur lui et les siens, et le voici bientôt si fort attaché à sa besogne vengeresse qu'il la termine en quelques jours. Loin de mettre en cause le satirique et de répondre à ses invectives, il cherche plutôt à l'atteindre dans sa vanité et ses intérêts. Parodiant la scène de *Cinna*, dite de la clémence d'Auguste, il montre, comparaissant devant Colbert, Gilles Boileau, frère aîné de Nicolas, coupable d'avoir secrètement, en compagnie de son cadet, lancé contre le ministre, une satire anonyme.

Prends un siège, Boileau!

s'écrie messire Colbert en tête de ce libelle; et, dès que l'accusé s'est assis, le ministre lui rappelle ses tristes origines. Ton aïeul, lui dit-il, ne fut qu'un misérable huissier. Ton père, perdu dans la valetaille du Parlement, n'en sortit que par les bonnes grâces d'un président.

Il avait, pour voler, une belle manière ;
Il pillait noblement et le tiers, et le quart
Et fit tant qu'en mettant quelque argent à l'écart
Le titre de greffier entra dans sa famille.

Ainsi donc, voilà la belle noblesse dont MM. Boileau se prétendent parés. Qu'attendre de cette race de fripons et de domestiques? En les tirant de leur néant, en faisant de Gilles un académicien et en protégeant ses proches, n'ai-je pas, ajoute messire Colbert, joué un rôle de dupe puisqu'ils m'ont remercié de ma bienveillance en m'injuriant bassement?

Alors, Gilles Boileau, dressé devant son accusateur qui l'invite à plaider sa méchante cause, révèle cyniquement les raisons de son ingratitude :

Vous n'avez jusqu'ici récompensé ma rime
Que de vains compliments et d'une ingrate estime.
J'ai voulu m'en venger et, pour vous dire plus,
Si vous ne m'apaisez d'un bon nombre d'écus,
Jusqu'au dernier soupir on me verra médire.
J'en ai fait vœu, monsieur, et ne puis m'en dédire.

Vite répandue dans les milieux littéraires, cette amusante diatribe touche au cœur Nicolas Boileau ; non seulement elle risque de lui aliéner les sympathies de Colbert, mais encore, bafouant ses prétentions à la noblesse, elle suscite contre lui une risée générale.

Michel de Pure, satisfait d'apprendre, par la rumeur publique, que son coup a porté, retourne à ses œuvres d'érudition. Il espère que Nicolas Boileau laissera désormais en repos des écrivains estimables qui ne lui ont porté aucun tort. Il connaît mal son adversaire. En 1666 et 1668, lorsque celui-ci met au jour la première et la cinquième éditions de ses *Satires*, l'abbé voit, dans la deuxième de ses pièces, figurer un insolent distique qui le concerne :

Si je veux d'un galant dépeindre la figure,
Ma plume, pour rimer, trouve l'abbé de Pure,

et, dans la sixième, paraître aussi dérisoirement son nom et,

dans la neuvième, s'aligner quatre vers qui tentent de le rabaisser dans l'estime des gens de goût :

Et ne savez-vous pas que, sur ce mont sacré [1],
Qui ne vole au sommet tombe au plus bas degré,
Et qu'à moins d'être au rang d'Horace ou de Voiture,
On rampe dans la fange avec l'abbé de Pure.

Il apprend, d'autre part, que le satirique raille, dans les compagnies, sa tragédie d'*Ostorius* et sa tradition de Quintilien. Mais que lui importe? Un homme qui, pour se venger d'un soufflet, invoque les disgrâces physiques du souffleteur, attire sur lui plus de mépris que d'approbations. Loin de souffrir d'une laideur qui le rend inapte au rôle de galant, Michel de Pure sait qu'il l'a depuis longtemps fait oublier dans les ruelles pour ses qualités morales, ses dons d'esprit et sa générosité de sentiments. Loin de ramper dans la fange, Michel de Pure, au fur et à mesure qu'il avance en âge, s'élève dans l'estime des lettrés et dans la sympathie des grands. C'est à Louis XIV qu'il dédie, en 1665, sa traduction de Maffei, et à Colbert la traduction de l'*Histoire africaine* de Birago, qu'il a élaborée ensuite et publiée en 1666. Il ne partage pas les secrets des dieux assurément; il sait cependant que Sa Majesté ambitionne déjà d'étendre son domaine colonial et que Colbert rêve de peupler les mers de flottes commerciales. En lançant ses deux derniers ouvrages, il s'est proposé des buts : propager chez les lecteurs de son temps l'esprit d'aventure et de conquête ; servir les desseins du roi et du ministre. De là la considération et les bienfaits que l'un et l'autre lui accordent.

De se sentir si bien en Cour, cela l'engage, au moins pendant les deux années qui suivent, à travailler pour le bonheur du souverain. Tandis que l'auguste guerrier accumule, dans les Flandres, les lauriers et les fatigues, il souhaite lui offrir, l'heure du repos venue, les préceptes d'un art du divertissement. Il écrit donc, dans le silence de son cabinet, un petit volume : *Idée des spectacles anciens et nouveaux*, où Sa Majesté trouvera à la fois une érudite histoire des jeux où se plaisaient Grecs et Romains et des suggestions utiles pour magnifier les

1. Le Mont Parnasse.

représentations théâtrales, les fêtes publiques, les plaisirs de Cour et plus spécialement les ballets. Par malheur, ce traité, paru en 1668, vite épuisé et réimprimé, loin d'intéresser le roi, lui déplut. Louis XIV entendait organiser en personne, avec l'aide du comte de Saint-Aignan, premier gentilhomme de sa chambre, les réjouissances dont il régalait courtisans et dames. Il trouvait mauvais que moines et abbés, tels que le R. P. Ménestrier, l'abbé d'Aubignac et autres, sortant de leurs attributions ecclésiastiques, prétendissent le conseiller sur ces questions profanes.

Sans doute Michel de Pure encourut-il sa disgrâce, car il ne figure plus sur la liste des pensions. Déçu d'avoir si malencontreusement compromis sa fortune, il se replie dans le silence sans rien abandonner cependant de son activité d'esprit, mais la dirigeant vers d'autres domaines. Il suit, en effet, vers cette époque de sa vie, avec application, les efforts des frères Vigarani, qui vivifient le théâtre d'organismes mécaniques ; il s'intéresse aussi passionnément aux problèmes d'astrologie, aux mystères de la Kabbale et de la magie.

Il se montre d'autre part plus friand que jamais de relations avec les poètes et les doctes. Soit rue des Deux-Portes, soit rue de Cléry où il habite successivement, il rejoint sans cesse Corneille. Témoin et confident de ses travaux, de ses incommodités physiques ou pécuniaires, de sa passion muette pour la Du Parc, de sa rivalité avec Racine, il le réconforte quand il le sent prêt au découragement. Il entretient d'autre part d'innombrables correspondances avec des gens de lettres, trop heureux s'il peut leur donner des témoignages de sa merveilleuse obligeance. « Vous êtes, lui écrit Samuel de Sorbières, grand homme de bien et grand savant, un des plus généreux hommes du monde... Continuez, je vous prie, à me protéger et donnez-moi tous vos amis, c'est-à-dire les plus honnêtes gens de la Cour, du Palais et des Académies. »

Michel de Pure se serait peut-être contenté d'exercer ses fonctions d'historiographe et aurait renoncé à publier de nouveaux livres, si, un beau jour, Pierre de Gassion, évêque d'Oloron, frère du maréchal de Gassion, et les parents de ce dernier, ne lui avaient instamment demandé d'écrire une biographie de ce prodigieux soldat, de cet archange de la

guerre que l'amour ne réussit jamais à soumettre ni à tenter. Comment rester sourd aux prières d'une famille fière à juste titre de son illustre ascendant? Muni par elle de « mémoires », l'abbé tâtonne d'abord, recherche, avec un grand souci de vérité, des documents, en accumule une charge pesante, finit par se passionner pour cette tâche. Avec le temps, il parvient à dessiner, dans des pages où le picaresque se mélange à l'épique, l'étonnante psychologie du grand « dégatier » [1], si redouté de ses adversaires qu'ils fuyaient devant lui au seul bruit de son nom.

Le livre, solidement construit, plein d'exactitude, de couleur et de vie, surpasse en intérêt tous ceux, du même genre, qui parurent au XVIIe siècle. Il dut attirer à la fois l'attention vive des hommes d'épée et de ces amazones, dont beaucoup survivaient encore, qui s'offrirent au maréchal pour la seule satisfaction de porter le fruit d'un héros. Il excita l'admiration du philosophe Pierre Bayle, grand sceptique, naturellement peu enclin à exalter la gloire martiale.

Pour écrire les quatre volumes de cette histoire particulière du maréchal de Gassion, intelligemment située dans l'histoire générale, Michel de Pure a fourni un dur effort. Il en ressent la fatigue. Il est, depuis longtemps, atteint de la goutte, dont les crises répétées l'accablent et le contraignent à garder la chambre. Expérimente-t-il, pour améliorer son état, le « remède d'Allemagne », dont un correspondant lui a vanté les vertus curatives et qui consiste à subir les vapeurs d'un bain de « pissat humain » mêlé de tan? On ne le sait. D'horribles douleurs assombrissent les dernières années de sa vie. Au début de 1675, il publie un livre encore, une *Vie de Léon X*, pape humaniste et guerrier, traduite du latin de Paul Jove et dédiée à Cosme de Médicis, grand-duc de Toscane. Puis il cesse toute production littéraire et ne fait plus le moindre bruit dans le monde.

En mars 1680, il habite, quai de la Mégisserie, à l'enseigne du Coq, une maison riveraine de la Seine, baignée d'air et de lumière. De ses fenêtres, il embrasse souvent d'un regard distrait le paysage de la rivière grouillante de brigantins, de coches et de barques, coupé à l'horizon par les majestueuses

1. Faiseur de dégats.

arches du Pont Neuf. Il atteint alors, en piteux état, la soixantième année. Oubliant ses propres maux, il s'occupe, non sans peine, de sauver de la misère où il se débat, le savant théologien et poète néo-latin Jean Maury, qui végète à Toulouse. Tantôt il va solliciter en sa faveur les trésoriers du clergé qui négligent de lui payer une petite rente nourricière ; tantôt il se rend dans une lointaine imprimerie où il corrige les panégyriques, en vers latins, que le pauvre homme adresse aux puissants de la terre pour en tirer quelques écus. Il meurt en accomplissant ce dernier acte de bienveillance.

Les hommes de bien, modérément admirés de leur vivant, trouvent, leur mort survenue, des élogistes clairsemés. Ainsi Michel de Pure reçut-il, de Donneau de Visé seulement, un hommage circonspect. « Nous avons fait, par la mort de monsieur l'abbé de Pure, écrit ce grimaud généralement prodigue de louanges, une perte dans les belles lettres qui n'est pas aisée à réparer. Son érudition aisée et profonde tout ensemble, et cet agréable feu d'esprit qu'il faisait briller dans sa conversation, l'avaient fait aimer de quantité de personnes très considérables. » De l'œuvre du défunt, le folliculaire du *Mercure galant* jugeait inutile de rien rappeler.

Pourtant, parmi cette œuvre, abondante et d'une grande variété, *la Pretieuse* méritait tout au moins une mention dans ces lignes nécrologiques. Avec ce roman de mœurs, Michel de Pure grossissait l'espèce, rare à cette époque, des écrivains réalistes, soucieux de peindre des images véridiques de la vie. Grâce à son initiative hardie, le monde mystérieux de la préciosité s'entr'ouvait pour la première fois à la curiosité publique.

L'abbé, par malheur, contraint de ménager de puissantes susceptibilités, dut situer ce monde dans une atmosphère embrumée. Il n'osa pas nettement délimiter les différents groupes qui le composaient et qui s'affrontaient dans une lutte sans merci, pour le triomphe de leurs idées frondeuses ou rétrogrades. Il se borna seulement à signaler, de-ci, de-là, par de brèves allusions, leur existence et leur antagonisme. En définitive, il mit surtout en lumière, dans son roman, la cabale des « précieuses galantes », qui menait, à travers

la société du XVIIe siècle, l'action la plus audacieuse.

Cette cabale travaillait, avec vigueur et presque ouvertement, à l'émancipation de la femme. De ses conversations dont Michel de Pure, les reproduisant en substance, a su faire très souvent de petits chefs-d'œuvre de naturel, de finesse, de couleur et de vie, se dégage une doctrine sociale qui pouvait, en ce temps éloigné, passer pour subversive ; elle tendait, en effet, comme nous l'avons ci-dessus indiqué déjà, à modérer les excès de l'autorité paternelle, à réformer les abus du mariage d'intérêt, à répartir également entre époux les droits et les devoirs, à instituer le divorce, seul remède de l'incompatibilité d'humeur, à substituer la maternité volontaire à la maternité obligatoire.

A en croire Michel de Pure, les précieuses galantes donnèrent donc une impulsion nouvelle à la vieille querelle connue sous le nom de « querelle des femmes », qui provoqua, à travers le temps, des polémiques nombreuses et violentes. Elles prirent la tête d'un mouvement féministe, entraînant dans leur sillage maints écrivains et, parmi ces derniers, Molière, qui, visiblement inspiré par *la Pretieuse*, porta à la scène leurs légitimes revendications.

ÉMILE MAGNE

FIN DE L'AUTRICHE

Le promeneur qui, le vendredi 11 mars 1938, s'arrêta un peu avant quatre heures de l'après-midi à Vienne au coin du Ring et de la Kärntnerstrasse, ne se doutait pas qu'il vivait un des moments les plus pathétiques de l'histoire de l'Europe, en considérant distraitement la scène suivante : autour du haut-parleur installé à l'occasion du plébiscite du 13 mars sur le terre-plein de l'Opéra, quelques ouvriers criaient à perdre haleine : *Heil Schuschnigg!* La grosse majorité des gens les approuvait à voix moins haute, tandis que des indifférents se taisaient, et que trois ou quatre personnes franchement hostiles affectaient de ricaner ou haussaient les épaules. En regagnant mon hôtel, je croisai devant le Vieux Bristol une jeune fille qui arborait crânement au revers de son tailleur un *Ya* de métal. Je n'y prêtai guère attention, car elle n'était pas la seule qui faisait montre, ce jour-là, de ses convictions. Je n'oublierai jamais pourtant son visage. Elle fut, en effet, la dernière Autrichienne que j'ai rencontrée portant, à côté de cette médaille, l'insigne du Front patriotique.

Le même promeneur, qui se serait retrouvé ce même vendredi, au même endroit, à huit heures du soir, aurait vu déboucher de la même Kärntnerstrasse, une colonne de manifestants, brandissant des étendards rouges à croix gammée, hurlant : *Heil Hitler!* et encadrés par ces mêmes agents de police en capote vert bouteille qui, un mois aupa-

ravant, les auraient chargés à coups de poing et dont certains acclamaient déjà le maître de demain.

En ce bref espace de temps de quatre heures avait été étranglée l'indépendance autrichienne dans les salons mêmes où, cent vingt-quatre ans plus tôt, Metternich refaisait despotiquement l'Europe. Ce qui restait d'un grand empire au long et glorieux passé, qui fit son apparition dans le monde sous le nom d'Ostarrichi en 996, venait d'entrer en agonie.

Rien ne montre peut-être mieux avec quelle soudaineté se retourna la situation, qu'un insignifiant petit détail. J'ai reçu, le samedi matin, une carte postale déposée la veille au bureau 40 de Vienne et oblitérée à vingt heures. Le cachet porte encore cette inscription : *Avec Schuschnigg pour une Autriche libre : oui !* Quand le fonctionnaire l'apposa d'un geste machinal sur la vignette, le chancelier, démissionnaire depuis une heure, achevait de prononcer à la radio son discours d'adieu à la population qui avait appris, à la fin de l'après-midi, que le plébiscite prévu pour le surlendemain n'aurait pas lieu.

Si la rapidité avec laquelle ont évolué les événements a pu frapper de stupeur l'homme de la rue mal informé du dessous des choses, la même excuse ne saurait être valablement invoquée par les hommes d'État français qui, en démissionnant à un instant tragique de l'histoire contemporaine, ont paru abandonner leur poste, puisque, depuis près de deux mois, comme je l'indiquerai tout à l'heure, MM. Camille Chautemps et Yvon Delbos connaissaient la terrible menace qui pesait sur l'Autriche.

Celui qui écrit ces lignes est un Français authentique et, pour s'exprimer dans le jargon à la mode dans le pays dont il est toujours l'hôte : « un aryen cent pour cent ». Si, contrairement à son caractère, il se trouve dans l'obligation momentanée d'avoir recours à un anonymat qu'il se déclare prêt du reste à lever en faveur des personnalités mises en cause, ce n'est point par lâcheté qu'il agit ainsi, mais par humanité. La plupart des hommes qui lui ont fourni sur la fin de l'Autriche, les renseignements inédits figurant dans son récit, sont aujourd'hui gardés à vue ou emprisonnés à Vienne, ou transférés dans les geôles allemandes ou se sont suicidés

parce qu'ils étaient incapables de survivre au désespoir d'avoir perdu leur patrie. L'auteur tient également à préciser qu'il n'entend pas dans ces pages s'instituer le défenseur aveugle de M. Schuschnigg qui, à d'indéniables qualités, accolait de réels défauts et n'est pas sans doute aussi intelligent qu'il aurait dû l'être.

*
* *

Dans le courant du mois de janvier dernier, M. von Neurath, alors ministre des Affaires étrangères du Reich, ne cacha point à l'ambassadeur de France à Berlin, que le Führer et chancelier était absolument résolu à se débarrasser de M. Schuschnigg par n'importe quel moyen et dans le plus bref délai possible. M. André-François Poncet s'empressa de transmettre au Quai d'Orsay cette grave communication qui l'avait légitimement inquiété. A quelques jours de là, M. Hitler déclarait textuellement devant témoins « qu'il aurait bientôt la tête de Schuschnigg ». Le refus de participer à une telle aventure qu'opposa au chef de l'État le grand état-major allemand, allait provoquer, le 4 février, les remaniements qu'on sait dans l'armée.

Le Führer, sur ces entrefaites, changeant tout à coup d'idée, décida de renoncer à une absorption immédiate de l'Autriche et de tenter d'aboutir au même but en procédant par étapes. Il ne pouvait y parvenir que par un élargissement des accords du 11 juillet 1936, qui, selon lui, n'avaient pas été tenus. Il y a lieu de rappeler ici, que lesdits accords stipulaient la reconnaissance de la pleine souveraineté de l'Autriche, excluaient toute immixtion dans les affaires intérieures autrichiennes et constataient que, dans sa politique extérieure, la République fédérale s'inspirait du fait primordial qu'elle était un État allemand.

Le chancelier du Reich, après avoir adopté sa nouvelle ligne de conduite, appela auprès de lui M. von Papen en le chargeant d'entamer des négociations destinées à renforcer la position de l'Allemagne à l'égard de l'Autriche. L'ambassadeur du Reich à Vienne se permit de faire observer à son interlocuteur que le moment ne lui semblait pas propice pour

mener à bien de telles négociations. Il lui dit en substance que M. Schuschnigg possédait des papiers fort compromettants sur le coadjuteur du Führer, M. Rudolf Hess, desquels il ressortait que si l'Autriche avait eu des torts depuis le 11 juillet 1936, l'Allemagne en avait de beaucoup plus grands, puisqu'au cours de la perquisition effectuée au siège clandestin du parti national-socialiste autrichien, avant l'arrestation de son chef, M. Tavs, membre du Comité des Sept, avait été découvert le plan complet d'un *putsch* dont l'auteur était justement M. Rudolf Hess. Le Führer ne parut guère ébranlé par ces révélations qu'il connaissait déjà en gros. L'entretien se termina sur cet ordre : « Il faut que vous vous arrangiez avec Schuschnigg pour qu'il vienne me voir ».

M. von Papen, aussitôt de retour à Vienne, s'ouvrit d'abord de ce désir à M. Guido Schmidt, secrétaire d'État aux Affaires étrangères autrichien. Ce singulier personnage, dont M. Mussolini lui-même avait, en usant de termes sévères, conseillé au chancelier fédéral de se méfier à la veille de la conférence de Budapest en janvier dernier, avait toujours eu secrètement partie liée avec les nazis autant par goût naturel de la traîtrise que par intérêt personnel, la fortune personnelle de sa femme, extrêmement riche, étant investie dans de grandes affaires textiles installées en Tchécoslovaquie mais à proximité même de la frontière allemande. Dès le lendemain de l'*Anschluss*, le couple est d'ailleurs parti pour Berlin et y a établi sa résidence.

Depuis six mois environ, M. Schmidt promettait à M. von Papen d'amener M. Schuschnigg à accepter d'avoir une entrevue avec M. Hitler qu'il n'avait jamais encore rencontré et se refusait obstinément à voir. L'ambassadeur du Reich à Vienne revint autoritairement à la charge auprès du secrétaire d'État aux Affaires étrangères autrichien qui avoua qu'ils réussiraient mieux en conjuguant leurs efforts et un rendez-vous fut pris avec le chancelier fédéral. L'entretien fut long. M. von Papen parla le premier. Il mit M. Schuschnigg au courant de sa conversation avec le Führer, lui révéla quelles avaient été les premières intentions de celui-ci, pourquoi il y avait renoncé, combien avait paru le tourmenter l'annonce des résultats de la perquisition entreprise au siège du Comité

des Sept. Approuvé et soutenu par M. Guido Schmidt, M. von Papen poussa la duplicité jusqu'à déclarer à M. Schuschnigg que celui-ci n'avait jamais été en meilleure posture (puisqu'il détenait la preuve de la félonie de l'Allemagne) pour prendre contact avec le chancelier du Reich. Il l'engagea à attaquer la discussion sur cette base qui mettait tant d'avantages de son côté. Il célébra « la parole d'honneur rayonnante » du Führer « derrière laquelle chacun se sent à l'abri », en semblant sous-entendre qu'elle lui serait donnée relativement à l'intégrité du territoire autrichien.

— L'Autriche a été menacée, ajouta-t-il. Elle ne le sera plus, si vous acceptez de faire la paix. Vous trouverez sûrement les termes d'un accord.

Il prononça enfin cette phrase textuelle : « Vous parlerez de frère à frère. »

Tant de promesses lui furent faites que M. Schuschnigg, d'un caractère pourtant très méfiant et doué d'un esprit fort lent à se déterminer, finit par consentir en principe à l'entrevue projetée. Il ne posa qu'une seule condition et en ces termes mêmes : « Il faut que ce soit tout à fait entre nous. »

Il prévint ensuite M. Guido Schmidt qu'avant son départ pour Berchtesgaden, il téléphonerait à M. Mussolini et lui demanderait conseil. Berlin fut averti de cette démarche, comme de l'ensemble de la conversation, par le double canal de M. von Papen et du docteur Wilhem Wolff, la main droite de M. Schmidt, parti la veille pour la capitale allemande et qui devait être, un mois plus tard, le dernier ministre des Affaires étrangères autrichien dans le cabinet Seyss-Inquart.

La réponse du Duce à l'exposé que lui fit de la situation M. Schuschnigg fut exactement la suivante :

— Mon cher, j'ai toute confiance en vos capacités d'homme d'État.

Cette phrase est assez sibylline. Le chancelier fédéral l'interpréta dans le sens le plus pessimiste et, à partir de ce moment, ne douta plus que l'Italie l'abandonnait à son propre sort.

Sa décision définitive d'accepter l'invitation du Führer est prise le 10 février. Le 11 au soir, il quitte Vienne, passe la nuit dans son train spécial à Salzbourg d'où, le lendemain,

il se rend à Berchtesgaden. Il y arrive à onze heures quarante-cinq, accompagné de M. Guido Schmidt, de M. von Papen et d'un jeune secrétaire du ministre des Affaires étrangères, le docteur Peter. Contrairement à certains récits fantaisistes, M. Schuschnigg est presque immédiatement introduit auprès du Führer qui le reçoit dans le jardin d'hiver décoré de tapisseries de sa villa. C'est dans cette vaste pièce que s'est déroulée toute l'entrevue qui, commencée un peu avant midi, s'acheva vers dix heures du soir.

L'atmosphère fut instantanément orageuse. Sans prendre la peine de lui tendre la main ni de lui offrir un siège, Adolf Hitler parla d'abord à Schuschnigg avec violence et en vint vite aux insultes. Il le traita de « nain », « d'assassin de Planetta », de « jésuite ». Il lui reprocha d'exercer une « dictature illégale ». Il l'avertit qu'il le plierait comme il pliait tout le monde, « qu'il entendait être obéi et qu'il le ferait céder de bon gré ou par la force ». Il lui dit : « Vous jouez ici votre dernière carte. Vous vous soumettrez ou je m'emparerai sur-le-champ de l'Autriche. » L'attitude froide et naturellement dédaigneuse et distraite de Schuschnigg, exaspéra le Führer qui entama son propre éloge ou plutôt son propre dithyrambe d'une voix saccadée, en martelant la table de son poing. A un moment, comme l'autre faisait le geste d'ouvrir son porte-cigarettes, il lui interdit brutalement de fumer en sa présence.

Au cours du déjeuner auquel assistaient, outre les personnes déjà citées, M. von Ribbentrop, les généraux Keitel, Sperrle, von Reichenau et le docteur Dietrich, chef des services de presse du Reich, presque aucune parole ne fut prononcée. Il régnait autour de la table un silence total. Le menu, d'une simplicité monacale, se composait d'une soupe, d'un plat de viande et d'un gâteau aux pommes. Le café bu, un domestique présenta en premier le plateau de liqueurs au Führer qui le repoussa du geste en disant, les yeux dans les yeux de Schuschnigg :

— J'autorise tout le monde à boire parce que voir boire ne gêne pas celui qui ne boit point, tandis que fumer est une inconvenance quand il y a quelqu'un que cela gêne.

Le chancelier fédéral avoua que cela l'incommodait beau-

coup de ne pouvoir fumer. D'une voix sèche, Hitler daigna lui permettre d'allumer une cigarette et finalement le laissa fumer jusqu'au soir.

L'entretien, interrompu par le déjeuner, reprit sur un ton relativement plus normal dans l'après-midi. A plusieurs reprises, M. Guido Schmidt fut introduit dans le jardin d'hiver et participa même activement au débat.

Le Führer avait tendu le matin au chancelier fédéral un accord préparé d'avance et qui contenait onze conditions, en lui demandant de le lire et de le signer sur-le-champ. M. Schuschnigg s'y opposa et demanda le temps de réfléchir. A l'issue du déjeuner, il rapporta une réponse entièrement négative qui n'engageait, précisa-t-il, que lui-même, car il ne refusait point de transmettre la communication au président fédéral, M. Miklas.

— Il décidera en dernier ressort, dit-il. Moi, je réponds non sur toute la ligne.

Hitler ordonna simplement, sans avoir recouvré son calme, qu'on fît appeler M. Guido Schmidt. Le ministre des Affaires étrangères autrichien insista vivement auprès du chef du Gouvernement pour qu'il cédât au moins sur certains points qui n'engageaient pas l'avenir et n'étaient point trop en contradiction avec les accords du 11 juillet. M. Schuschnigg consentit, après un bon laps de temps, à accepter les trois points suivants : attribution du portefeuille de la Sûreté et de l'Intérieur à une personnalité marquante national-socialiste, amnistie politique générale, admission des nazis dans le Front patriotique à égalité de droit avec les autres membres. Sur les huit points restants, le chancelier fédéral se montra irréductible, tout en maintenant sa précédente proposition de les soumettre à l'autorité suprême de l'Autriche, le président de la République. M. Guido Schmidt ajouta qu'il se chargeait personnellement de faire accepter ces huit points par M. Miklas. Ils comportaient, entre autres mesures, l'attribution aux nazis des portefeuilles de la Guerre, de la Justice et de l'Instruction publique. Le Führer parut satisfait de cette promesse et ne réitéra plus les menaces d'invasion articulées le matin et même dans l'après-midi.

Le chancelier fédéral était de retour à Vienne le dimanche 13

à huit heures et dans l'après-midi conférait avec le président Miklas. Le lendemain, le bruit se répandit dans la capitale que l'entrevue n'avait donné aucun résultat, puis qu'elle avait été très violente. La vérité ne commença de percer que le mardi soir. Le communiqué lu à la radio et surtout les commentaires embarrassés qui le suivirent, déclenchèrent une panique effroyable dans les rangs des patriotes. Le remaniement ministériel, qui se produisit au cours de la nuit et ne fut connu que le 16, inquiéta et étonna tout ensemble.

L'entrée dans le cabinet du plus notoire des nazis, le docteur Seyss-Inquart et le renforcement de l'autorité du docteur Glaise-Horstenau, ministre sans portefeuille et « national » très proche des nationaux-socialistes, parut à beaucoup compensé par le choix des titulaires du Commerce, l'ingénieur Raab, indiscutablement un bon Autrichien, et de la Défense ouvrière, le syndicaliste Watzek, ancien social-démocrate comme Rott, ministre sans portefeuille dans la nouvelle combinaison. L'amnistie générale fut prescrite le même jour et l'admission des nationaux-socialistes dans le Front patriotique autorisée le 19.

Les trois conditions acceptées par le chancelier à Berchtesgaden se trouvaient ainsi remplies. La presse viennoise, d'inspiration gouvernementale ou que le régime de la censure contraignait à envelopper ses sentiments intimes, affichait tour à tour, durant ces journées, un optimisme rassurant et une angoisse à peine dissimulée. La *Reichpost* fit ainsi le 18 un parallèle entre les deux entrevues de Gastein et de Berchtesgaden. On sait que c'est à Gastein, petite ville du duché de Salzbourg que fut conclue en août 1865, entre l'Autriche et la Prusse, la convention qui régla les destinées du Slesvig et du Holstein et provoqua, l'été suivant, la guerre austro-prussienne laquelle devait se terminer par la défaite de Sadowa.

Toute la période, qui s'étend de la soirée du 15 février à la fin de l'après-midi du 24 février, a vu les patriotes autrichiens informés sombrer dans le plus noir désespoir. La population était progressivement gagnée par cette vague de pessimisme ; il était évident qu'elle s'abandonnait. Aux yeux de tous, les jours de l'Autriche indépendante semblaient

comptés. Le discours du Führer au Reichstag, le 20, n'obtint aucun succès dans le public. Mais si, ce soir-là, les cafés et les restaurants dotés de haut-parleurs demeurèrent quasi vides, pour la première fois aussi depuis des années, des groupes de nazis se rassemblèrent devant la légation du Reich et poussèrent de nombreux *Heil Hitler !* Des renforts arrivés en camions de la province permirent, le lendemain, aux organisateurs de ces manifestations « spontanées » de leur donner plus d'ampleur. La police, maintenant entre les mains du docteur Seyss-Inquart qui, dès le 17, avait été conférer à Berlin avec le Führer, réagissait avec une mollesse toute nouvelle. Il ne fallait pas être très perspicace pour deviner que bientôt les seuls nationaux-socialistes seraient les maîtres de la rue. Les accords de Berchtesgaden produisaient leurs premiers effets qui apparaissaient désastreux aux gens clairvoyants.

Le chancelier comprenait déjà que les concessions qu'il avait été contraint de faire sur l'Obersalzberg le menaient beaucoup plus loin qu'il ne l'avait soupçonné. Le président Miklas ne lui avait pas caché, dès son retour à Vienne, qu'il aurait préféré le voir se maintenir jusqu'au bout dans sa première position intransigeante. Il n'était pas dans le caractère de Schuschnigg, homme profondément religieux, de renier sa parole. Mais il sentait qu'il était allé jusqu'à la limite derrière laquelle sont marqués très nettement ces mots : « Jusqu'ici et pas plus loin. » Cette idée le domine. Il la traduit dans une des phrases les plus significatives de son discours prononcé à la Diète le 24 et qui précède de peu celle où il ose parler de la « dure journée du 12 février 1938 ». Le texte complet de ce discours, lorsqu'on le relit aujourd'hui, est incontestablement un acte de foi et de courage, mais, dans les passages où le chancelier s'ingénie à lier les accords du 11 juillet qui garantissaient l'indépendance de l'Autriche aux accords de Berchtesgaden qui, dans la pensée du Führer, ne les garantissent plus, M. Schuschnigg ne se montre-t-il point par trop habile ?

Le discours fut composé entre le 21 et le 23 février. Il est du plus haut intérêt de signaler que le 22, le chancelier reçut assez longuement un visiteur inattendu qui était M. Salata,

ancien ministre d'Italie à Vienne qu'avait remplacé trois mois plus tôt M. de Chigi. Ce diplomate était arrivé de Rome le même jour. Dans l'entourage du chancelier, on déclarait après leur rencontre que « Salata était venu de la part du Duce renforcer la colonne vertébrale de Schuschnigg ». Le chef du Gouvernement devait dire de son côté à un de ses rares confidents : « qu'il s'était appuyé sur Salata pour son discours ». M. Mussolini a désavoué depuis M. Salata. Un démenti officiel a fait savoir que l'ancien ministre d'Italie serait venu voir M. Schuschnigg de son propre chef.

Le discours produisit un effet formidable. Accueilli à la Diète par des applaudissements insensés, il souleva dans Vienne un enthousiasme indescriptible. Dans tous les lieux publics les gens criaient *Heil Schuschnigg !* La rue s'emplissait de rumeurs joyeuses. Les passants hurlaient *Vive l'Autriche !*

Le chancelier n'avait jamais été très populaire. Les patriotes le soutenaient parce qu'il symbolisait l'indépendance autrichienne, mais, pour ainsi dire, personne ne l'aimait. Son aspect n'attirait guère ; il fuyait la foule qui le regardait passer indifférente. Instantanément la situation se retourna. En vingt-quatre heures, il fut l'homme le plus représentatif de l'Autriche. Au cours de cette soirée mémorable furent poussés dans Vienne plus de *Heil Schuschnigg !* que pendant tout le temps qu'il avait jusque-là occupé le pouvoir.

Le dimanche 27 février eut lieu à la maison des Concerts un concert de la Philarmonique dirigé par M. Bruno Walter. Le chancelier, grand amateur de musique, y assista, comme il en avait l'habitude, au fond d'une petite loge. Personne ne remarquait d'ordinaire sa présence. Ce soir-là, à l'entr'acte, la salle entière se leva et, tournée vers sa loge, applaudit pendant plus de cinq minutes en réclamant : « Schuschnigg ! Schuschnigg ! ». Il lui fallut sortir de l'ombre. L'air étonné, il s'inclinait et, montrant l'orchestre, paraissait demander que les applaudissements fussent réservés aux musiciens. A la fin, il joignit les mains dans un geste de prière pour obtenir le silence qui, alors, se rétablit.

Maintenant, presque tous les jours, des manifestations se produisaient tant à Vienne que dans les grands centres. Mais tandis que les nazis, que la tolérance de la police rendait plus

nombreux et plus hardis avaient tenu seuls la rue jusqu'au 24 février, les membres du Front patriotique reparaissaient partout en force et leur en disputaient la possession. Quelques bagarres, du reste sans importance, eurent lieu. Il redevenait permis d'être Autrichien et de le proclamer à haute voix.

Le discours du 24 février avait fait la plus mauvaise impression à Berlin. Dans les milieux officiels, on disait couramment « qu'il était indispensable et urgent de se débarrasser de Schuschnigg ». L'annonce du plébiscite mit le feu aux poudres.

L'idée de ce plébiscite était dans l'air depuis le 26. Ce jour-là, le bourgmestre de la capitale, M. Schmitz, reçut une délégation des ouvriers municipaux venus l'assurer qu'ils étaient prêts à défendre la patrie autrichienne jusqu'à la mort s'il le fallait. Déjà l'avant-veille, l'Union des syndicats d'ouvriers et d'employés avait annoncé une action ouvrière pour une Autriche libre et indépendante. A Linz, les organisations ouvrières, dès le 19, avaient voté un ordre du jour « affirmant leur solidarité avec tous les milieux qui défendent la dignité et la liberté de l'Autriche ». Jamais encore les masses populaires n'avaient témoigné de leur plein gré une telle confiance au Gouvernement.

M. Schmitz, ancien chef du parti chrétien social, ennemi depuis toujours du chancelier dont il avait en un temps convoité le poste, comprit l'importance du mouvement qui se déclenchait soudainement dans le peuple. Ce fut lui qui, en plein accord avec le président Miklas, poussa M. Schuschnigg à provoquer un plébiscite. Il se mit loyalement à la disposition du chancelier car, sur-le-champ, les vieilles rancunes furent oubliées. M. Schuschnigg avait d'abord hésité à s'engager dans cette voie. Il n'était pas dans sa nature de se décider vite. De plus, le Front patriotique manquait d'argent et la préparation d'une telle consultation exige des fonds assez considérables.

M. Schmitz, clérical véhément, prit courageusement sur lui d'entrer en contact non seulement avec les syndicalistes officiellement ralliés au régime, mais même avec les petits chefs socialistes demeurés en Autriche. Il n'eut pas besoin de consulter les communistes, du reste en nombre dérisoire.

Ceux-ci lui firent savoir par personne interposée, qu'en cas de consultation électorale, ils voteraient pour Schuschnigg, non par amour pour lui, qu'ils détestaient, mais par haine du national-socialisme.

Les petits chefs socialistes, eux, négocièrent. Ils consultèrent les anciens grands chefs du parti qui résident à Paris et à Brno, en Tchécoslovaquie. Les Bauer et les Deutch leur firent savoir qu'ils les autorisaient à marcher pour le Gouvernement, à la condition d'en obtenir des avantages équivalents à ceux récemment octroyés aux nazis. Ils réclamaient donc que leur fussent restitué les fonds des assurances sociales qui leur avaient été confisqués jadis, que leur fût accordé le droit d'élever leur jeunesse dans leurs propres organisations, la reconnaissance des syndicats libres et l'accession aux Chambres législatives du Parlement, c'est-à-dire au Conseil économique et au Conseil d'État. Les pourparlers traînèrent assez. Les dirigeants socialistes exigeaient que ces conditions fussent remplies avant le vote. Schmitz était du même avis, tandis que Schuschnigg eût préféré ne leur donner satisfaction qu'après le scrutin.

Un problème moral se posait aux troupes socialistes. « Quand nos chefs de Paris et de Brno nous demanderont, interrogeaient-ils : « Et vos morts ? » que répondrons-nous ? » (allusion à la répression qui eut lieu sous le Gouvernement Dolffuss). Leurs dirigeants leur répliquaient : « Vos chefs vous demandent aujourd'hui qu'on les oublie. »

Le lundi 7 mars, deux jours avant que le chancelier annonçât le plébiscite dans son discours d'Innsbruck, eut lieu à la Maison des Concerts une réunion des chefs ouvriers dont aucun journal ne parla pour la raison même que n'y assista aucun journaliste autrichien ni aucun correspondant étranger. A ce meeting, prirent la parole le bourgmestre Schmitz, le secrétaire général du Front patriotique, M. Guido Zernatto, ministre d'État, et une femme qui parla très violemment contre l'Allemagne. Le discours de Schmitz surtout eut du succès.

« Écoutez-moi tous, vous qui m'avez considéré si longtemps comme votre pire adversaire, lança-t-il dans sa péroraison. Je vous demande de venir aux urnes. Et tant pis si demain,

dans les journaux qui n'ont pas envoyé ici de représentants, on m'accuse d'être un bolcheviste. Je ne le suis pas. Non ! Mais je le dis : vous devez réclamer les mêmes droits que les nazis et vous les obtiendrez. »

L'assistance entière dressée salua ces paroles d'un immense : « Vive l'Autriche ! »

Ce fut dans le courant du mercredi que le bruit se répandit que le plébiscite aurait lieu très prochainement. Le soir, M. Schuschnigg parlait à Innsbruck.

La question posée était : « Es-tu pour une Autriche libre et allemande, pour une Autriche indépendante et sociale, pour une Autriche chrétienne et unie ? » A cette énumération manquaient deux mots qui figuraient naguère dans tous les slogans du Front patriotique : « corporative et autoritaire ». Leur omission marquait la première concession publique faite aux socialistes. Les journaux viennois se gardèrent de la relever. Mais la presse du Reich ne manqua pas de la remarquer et de la commenter aigrement. Un correspondant étranger de nationalité polonaise, qui fut frappé de ce qu'il jugeait être une erreur, alerta les services de propagande de la chancellerie par téléphone. Le fonctionnaire qui se trouvait au bout du fil lui répondit : « Les deux mots ont été en effet oubliés, mais je ne peux pas les ajouter. Transmettez donc le libellé des bulletins de vote tel qu'il vous a été communiqué. Il est trop tard pour le modifier. »

Le 10, la rumeur circule que le plébiscite serait différé. Le bureau du Front patriotique le dément par une note catégorique où il précise que la consultation n'est pas dirigée contre les accords du 11 juillet et du 12 février. Le même jour, le docteur Jury déclare se refuser à admettre la légalité du plébiscite et annonce en leur nom que les nationaux-socialistes autrichiens s'abstiendront. Toujours ce même jeudi 10 mars, paraît en quatrième page des journaux un entrefilet d'apparence insignifiante et qui méritait pourtant de retenir l'attention. Il était dit dans cette note que le docteur Glaise-Horstenau (ministre d'État et général en retraite) était parti pour Stuttgart où il devait faire une conférence sur l'armée autrichienne. Or le but de ce voyage était tout autre.

Dès le jeudi 10, l'Allemagne est résolue à empêcher le plébiscite et à envahir l'Autriche s'il le faut. M. von Papen, qui a cessé depuis quelques jours de représenter le Reich à Vienne, y revient précipitamment ce jeudi-là à la fin de l'après-midi, tandis que le docteur Glaise-Horstenau, qui est allé chercher en Allemagne les derniers ordres de Berlin, les remettra vers dix heures le vendredi 11 au docteur Seyss-Inquart.

Dans une interview qu'il a accordée le 17 avril, à un rédacteur du *Voelkischer Beobachter*, l'ancien ministre d'État ne parle plus de la conférence militaire annoncée dans toutes les feuilles viennoises. Il serait allé simplement se reposer dans sa famille, originaire du Palatinat. Menu mensonge, observera-t-on. En le confrontant avec d'autres, il prend de l'importance.

Que s'est-il exactement passé le vendredi 11 mars 1938 à Vienne, d'abord de dix heures du matin à huit heures du soir, puis pendant la nuit?

A dix heures du matin, deux rumeurs circulent en ville. Le plébiscite serait, prétend-t-on, ajourné. Et l'on ajoute « sur l'ordre de l'Allemagne » qui aurait fait remettre un ultimatum au chancelier fédéral.

La chancellerie consultée à onze heures dément formellement tout. La propagande par T.S.F. et tracts se poursuivra bien au delà de quinze heures.

D'après ses propres déclarations au *Voelkischer Beobachter*, le docteur Glaise-Horstenau aurait, aussitôt arrivé à Vienne, conféré avec le docteur Seyss-Inquart, puis ils se seraient rendus ensemble chez le chancelier pour lui demander de remettre le plébiscite.

« Le chancelier, dit le ministre d'État, ne voulut rien entendre. M. Seyss-Inquart lui remontra que le Gouvernement était déconsidéré dans les milieux nationaux. Il se déclara simplement prêt à autoriser deux sortes de bulletins de vote : « Pour l'Autriche avec Schuschnigg » et « Pour l'Au- » triche sans Schuschnigg ». Il va sans dire que ces concessions ne nous contentèrent point. Après des pourparlers d'une heure et demie, nous partîmes sans qu'une décision eût été prise. »

Le docteur Glaise-Horstenau et le docteur Seyss-Inquart

rédigèrent alors au chancelier une lettre qui lui fut remise à treize heures.

Il ressort de cet exposé que, pour parler si vite et si haut, le docteur Glaise-Horstenau avait été chargé par le Gouvernement du Reich d'une mission difficile à définir et qui devait vraisemblablement viser au remplacement du cabinet Schuschnigg par un cabinet national-socialiste autrichien, sans avoir recours à une intervention armée.

Un fait, en tout cas, demeure : à treize heures, le chancelier est si peu ébranlé par les arguments qu'on lui présente qu'il ne renonce pas au plébiscite. Ce ne sera qu'après dix-huit heures que la radio de Vienne annoncera que le plébiscite prévu pour le 13 mars n'aura pas lieu. Les événements capitaux de la journée se situent donc entre treize et dix-huit heures. Et c'est, en effet, aux environs de seize heures que fut remis l'ultimatum allemand.

La *Reichspost* du samedi 12 mars est le seul journal viennois qui publie l'information suivante, laquelle est, de toute évidence, un communiqué officieux émanant des bureaux de la présidence fédérale :

L'après-midi, le secrétaire d'État Keppler, venu en avion, s'est présenté, d'ordre du Gouvernement du Reich allemand, à la chancellerie fédérale et a remis l'ultimatum du Gouvernement du Reich allemand, demandant l'ajournement du plébiscite, la démission du Gouvernement Schuschnigg et la nomination d'un Gouvernement Seyss-Inquart.

Le président fédéral Miklas rejeta cette exigence. Ensuite, d'ordre du maréchal Goering, président du Conseil, le général Muff, attaché militaire à la légation allemande de Vienne, se présenta à la chancellerie et soumit au chancelier fédéral et à M. le Président fédéral un ultimatum dans le même sens et dont le délai expirait à dix-neuf heures trente.

Le général Muff déclara, qu'au cas où aucune suite n'y serait donnée, deux cent mille hommes de troupes allemandes avaient l'ordre de franchir la frontière autrichienne.

Le président fédéral refusa à nouveau de procéder, sous la pression de cet ultimatum, à un remaniement du Gouvernement et dit :

« Je cèderai à la violence, je tomberai par la violence, mais je ne ferai pas ce que vous me demandez. Je ne viole pas les devoirs de ma charge que j'ai juré de remplir. »

La démission offerte par le chancelier Schuschnigg ne fut pas acceptée par le président fédéral.

L'incursion des troupes allemandes du Reich, qui était prévue dans l'ultimatum pour vingt heures du soir, ne s'est pas produite.

De même les bruits au sujet d'une entrée de troupes allemandes à Salzbourg ne se sont pas avérés exacts.

La situation politique s'en est trouvée dans une certaine mesure éclaircie. Le président fédéral Miklas ne se trouvait plus, dès lors, sous la menace de la violence immédiate.

L'authenticité de ce document ne saurait être suspectée. Le numéro du journal dans lequel il a paru est sorti des presses quelques heures après la constitution du gouvernement national-socialiste du Dr Seyss-Inquart et après avoir été soumis à la censure, comme en témoigne l'aspect de la première page, dont la moitié est en blanc. Il ne reste de l'article supprimé que le titre : *La démission du Chancelier*. Il y a encore lieu d'ajouter que le numéro ne fut pas saisi ni confisqué par la suite.

Le samedi 12 mars, cet exposé des événements de la veille apparaissait donc aux autorités officielles nazis absolument conforme à la vérité. Le fait est à retenir et j'y reviendrai tout à l'heure.

C'est le vendredi 11, vers dix-neuf heures, que M. Schuschnigg donne sa démission de chancelier au président fédéral, et un peu avant vingt heures qu'il prononce à la radio son dernier discours, dont les deux passages suivants doivent être remis sous les yeux du lecteur :

Je constate devant le monde que les nouvelles qui ont été répandues sur l'Autriche, d'après lesquelles des troubles auraient éclaté parmi les ouvriers, que des flots de sang auraient coulé, que le Gouvernement ne serait plus maître de la situation, qu'il n'aurait plus été à même, par ses propres forces, de faire régner l'ordre, sont inventées de A à Z.

M. le Président fédéral me charge de communiquer au peuple autrichien que nous cédons à la force. Comme nous ne voulons en aucun cas, même dans cette heure grave, verser du sang allemand, nous avons donné à notre armée l'ordre de se retirer sans résistance, dans le cas où les troupes allemandes entreraient sur notre territoire, et d'attendre les décisions des prochaines heures.

Ce discours fut lu par l'ex-chancelier, en présence de tous les membres de son cabinet, y compris le docteur Seyss-Inquart, celui de ses collaborateurs que M. Schuschnigg connaissait peut-être depuis le plus longtemps, puisqu'ils avaient été pendant la guerre camarades de front sur l'Isonzo.

Lorsqu'il eut fini de parler, les larmes montèrent aux yeux de l'ex-chancelier qui éclata en sanglots. Ses anciens collègues lui donnèrent alors l'accolade. Comme il remettait

son pardessus, quelqu'un lui conseilla d'emprunter un escalier intérieur, au pied duquel on ferait avancer sa voiture, en lui signalant qu'une foule assez hostile avait envahi la Ballhausplatz. Il répondit qu'il sortirait par le même grand escalier qu'il avait gravi en entrant. Au moment où il montait en auto, accompagné de son adjudant Bartl, deux officiers de la Garde sautèrent sur le marchepied et dirent au chauffeur : « A Aspern ». C'est le champ d'aviation le plus voisin de Vienne. Il protesta à voix haute :

— Non. Je suis un homme ; je ne fuirai pas. A la maison, commanda-t-il au chauffeur.

Aussitôt après la fin du discours de M. Schuschnigg, le speaker annonça : « Attention. Le *chancelier* Seyss-Inquart va vous adresser une déclaration importante. » Il était vingt heures quinze.

« En raison des événements d'aujourd'hui, et notamment des événements au devant desquels nous allons maintenant, dit-il, je fais connaître qu'en tant que ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, je suis toujours en fonction et me sens responsable du maintien de l'ordre et de la tranquillité dans ce pays. » Il rappela aussi « en particulier, qu'il ne peut être question, en aucune façon et en aucun cas, d'offrir résistance à l'armée allemande qui pénétrerait sur le territoire, aucune résistance même de la part de la force publique, qu'au contraire le devoir primordial est le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans ce pays ».

Cette déclaration, enregistrée sur disque, fut radiodiffusée *jusqu'à deux heures du matin*. Le speaker avait modifié son annonce : « Attention, proclamait-il, le *ministre* Seyss-Inquart va vous adresser une déclaration importante. »

Le Cabinet Seyss-Inquart fut formé dans la nuit et le nouveau chancelier et ses ministres prêtèrent serment au président Miklas qui, depuis le début de l'après-midi, n'avait pas quitté son cabinet de la chancellerie. La liste des membres du nouveau Gouvernement fut lue à une heure trente, du haut du balcon de la Chancellerie, par le docteur Jury à la foule, qui cria *Heil* à l'annonce de chaque nom. Un seul fut accueilli par un terrible *Pfui*, qui est un terme de dégoût Ce fut celui du secrétaire d'État à la Sécurité publique, le doc-

teur Skubl, qui devait être incarcéré quelques jours plus tard.

Tous les ministres patriotes du cabinet démissionnaire, à l'exception de M. Zernatto, qui s'enfuit à Prague, furent gardés à vue ou arrêtés comme le général Zehner, l'ancien ministre de la Guerre, et M. Pernter, le ministre de l'Instruction publique, le plus intime ami de Schuschnigg et l'homme qui avait toute sa confiance. Dès le début de la soirée, le bourgmestre Schmitz avait été conduit en prison et mis au secret le plus absolu. Vers le milieu de la nuit, des bandes de voyous armés entourèrent la demeure de l'ex-chancelier.

L'information de caractère officieux publiée le 12 mars par la *Reichspost*, dont le numéro, je le répète, a été soumis à la censure nazi-autrichienne, et le discours d'adieu de l'ex-chancelier que n'a contredit en rien la déclaration du docteur Seyss-Inquart, qui l'a immédiatement suivie à la radio, établissent de la façon la plus formelle que c'est sous la pression d'un ultimatum allemand qu'ont été obtenus l'ajournement du plébiscite, la démission du Gouvernement Schuschnigg et la nomination du Gouvernement Seyss-Inquart. En intervenant ainsi dans la politique intérieure autrichienne, le Reich a violé les accords du 11 juillet 1936, que n'avait point modifié dans le fond l'accord du 12 février 1938. Il n'y a pas d'autre vérité historique.

Cette vérité va vite gêner l'Allemagne.

Dès le 12 mars, le *Voelkischer Beobachter* de Berlin, écrit : « Ce ne sont pas les services officiels allemands, mais tous les hommes de l'Autriche allemande, conscients de leur responsabilité, qui ont rappelé à l'ordre Schuschnigg et sa clique. Ce sont ces hommes, et non pas nous, qui nous sommes opposés à la duperie du prétendu plébiscite, qui représentait la dernière carte d'un intrigant de la politique. Ce sont eux, les hommes de l'entourage de Seyss-Inquart, qui, hier, dans une heure grave, ont invoqué l'aide de la grande nation sœur. »

La thèse allemande d'une soi-disant révolution autrichienne, qui aurait suffi à renverser le Gouvernement Schuschnigg, est maintenant amorcée. A partir du 15 mars, nous verrons les agents prussiens, qui s'installent de plus en plus

nombreux à Vienne, s'employer avec beaucoup de zèle à la répandre.

Dans une interview qu'il a accordée à M. Georges Oudard et parue dans *le Journal* du 10 avril, le docteur Seyss-Inquart, après avoir rappelé que lui et son Gouvernement avaient été nommés tout à fait loyalement par l'ancien président Miklas, à qui ils prêtèrent serment, a osé affirmer : « Il est donc inexact que ce Gouvernement ait été constitué à la suite de propositions émanant d'une autorité quelconque du Reich. »

Le Reichstatthalter va jusqu'à nier qu'il y ait eu un ultimatum. Il joue sur les mots. Il n'y a pas eu un ultimatum écrit. Mais les exigences formulées verbalement par M. Keppler, puis par le général Muff, équivalaient absolument à un ultimatum, puisque ces exigences s'accompagnaient d'une menace d'invasion dans un délai limité en cas de refus.

L'invasion ne s'en est pas moins produite, bien que le Reich eût obtenu satisfaction sur toute la ligne.

— Pourquoi alors, a eu raison de demander M. Oudard au Reichstatthalter, après avoir été appelé légalement au pouvoir, avez-vous sollicité néanmoins de l'Allemagne un concours militaire?

Le docteur Seyss-Inquart, dans sa réponse, a soutenu que des communistes et des socialistes avaient été armés à Vienne, que « des attaques sanglantes se sont produites dont les victimes étaient des nationaux-socialistes » et qu'il a agi ainsi pour garantir la paix intérieure et extérieure.

Tout est faux dans ce plaidoyer. Aucun ouvrier n'a été armé. Des syndicalistes avaient réclamé des fusils au bourgmestre de Vienne le vendredi 11. M. Schmitz les leur a refusés, bien qu'aujourd'hui les autorités allemandes l'accusent du contraire. Il ne s'est produit enfin aucune attaque sanglante. Sur ce point, le docteur Seyss-Inquart est en complète contradiction, non seulement avec la vérité, mais avec M. Hitler lui-même, qui, le 18 mars, a dit dans son discours au Reichstag : « Tout le pays est venu à ma rencontre sans qu'un seul coup de feu ait été tiré, sans qu'il y ait eu une seule victime. »

Comment le dernier chancelier fédéral ne mentirait-il pas? Il sait mieux que tout le monde qu'il n'a jamais demandé le concours de l'armée allemande. Qu'on relise le texte de sa

communication à la radio du vendredi 11. Il n'y dit pas un mot qui laisse supposer que les troupes, dont il annonce l'arrivée, répondent à un appel quelconque de lui.

Le *Voelkischer Beobachter*, de Berlin, dans son numéro du 12, a publié cette information :

Le ministre Seyss-Inquart a envoyé au Führer et chancelier du Reich le télégramme suivant :

« Le Gouvernement autrichien, qui, après la démission du Gouvernement Schuschnigg, considère que sa tâche est de rétablir l'ordre et le calme en Autriche, adresse au Gouvernement allemand la prière instante de l'appuyer dans sa tâche et de l'aider à empêcher toute effusion de sang. A cet effet, il prie le Gouvernement allemand d'envoyer, le plus tôt possible, des troupes allemandes.

« SEYSS-INQUART. »

Ce télégramme est un faux. Il a été fabriqué à Berlin. Le docteur Seyss-Inquart ni personne de son entourage n'a envoyé de télégramme au Gouvernement du Reich. Aucun bureau de télégraphe viennois ni autrichien n'a transmis un tel texte.

Le *Voelkischer Beobachter* omet d'ailleurs prudemment d'indiquer l'heure d'expédition de ce télégramme.

D'après des déclarations officielles, les troupes allemandes n'auraient franchi la frontière que le samedi, à huit heures du matin, disent les unes, et à cinq heures et demie du matin assurent les autres. Ces heures sont encore inexactes.

J'affirme que les premiers détachements motorisés qui sont entrés en Autriche y ont pénétré le vendredi 11 mars, entre vingt et une heure cinq et vingt et une heure vingt-cinq.

En prononçant sa déclaration à vingt heures quinze, le docteur Seyss-Inquart n'ignorait pas que, d'une minute à l'autre, la population du Tyrol pouvait entrer en contact avec des éléments de l'armée allemande. Et c'est pourquoi le disque tourna jusqu'à deux heures du matin. Même si M. Seyss-Inquart avait pris l'initiative de solliciter le concours militaire allemand, au simple titre de ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, il n'eût pu le faire qu'aux environs de vingt heures, après la démission de tout le Cabinet Schuschnigg.

Si l'on avait indiqué l'heure exacte à laquelle les premières troupes franchirent la frontière, l'histoire du télégramme n'aurait plus tenu debout. C'est pour cette raison que l'heure

d'entrée sur le territoire autrichien des avant-gardes allemandes a été officiellement très retardée.

*
* *

Le samedi 12 mars, la situation se présentait ainsi à Vienne. Le président Miklas était toujours en fonction. Le Cabinet national-socialiste du docteur Seyss-Inquart demeurait un gouvernement autrichien. Aucune troupe étrangère n'occupait encore la capitale. Les agents de police arboraient simplement un brassard rouge à croix gammée comme un certain nombre de fonctionnaires en uniforme et quelques jeunes officiers. Aux fenêtres flottaient des drapeaux en très grande majorité autrichiens, si déjà paraissaient de-ci de-là, mais en beaucoup plus petit nombre, les étendards hitlériens. L'atmosphère commençait d'être étouffante. A cinq heures du matin étaient arrivés, par la voie des airs, tous les grands chefs de la *Gestapo* qui avaient immédiatement occupé la direction de la police. Des avions allemands volant bas au-dessus de la ville n'arrêtaient pas de tourner en jetant des proclamations. La campagne en était couverte. Des bandes de jeunes chenapans en civil, coiffés quelquefois d'un casque et armés de fusils, la taille ceinte d'une cartouchière, parcouraient les rues. On les aurait pris pour des bolchevistes de 1917. La radio annonçait, sans discontinuer, l'accueil enthousiaste réservé aux troupes allemandes dans toutes les villes où elles entraient et diffusait entre temps le discours du Führer, enregistré sur disque, à Berlin.

A force de l'entendre, la phrase suivante me frappa : « Troupes blindées, divisions d'infanterie et formations de S.S. sur terre et l'aviation allemande dans le ciel bleu (lequel était du plus maussade gris), appelés par le nouveau Gouvernement national-socialiste à Vienne, garantiront qu'enfin la possibilité sera donnée au peuple autrichien, dans le plus court délai, de déterminer lui-même son avenir et en même temps son destin par un véritable plébiscite. »

Le discours se terminait par ces deux cris : « Vive le Reich allemand national-socialiste ! » « Vive l'Autriche allemande nationale-socialiste ! »

Dans la soirée, les premières troupes allemandes cantonnaient dans deux casernes des faubourgs.

Fut-il d'abord dans les intentions du Führer d'attendre, avant de proclamer l'*Anschluss*, le résultat du plébiscite organisé sous le contrôle militaire ?

La supposition est permise.

Le lendemain, le dimanche 13 mars, en parcourant la *Neues Wiener Tagblatt*, je lus ainsi à la page 11, imprimée en caractères gras, le texte de l'allocution prononcée par le nouveau ministre des Affaires autrichiennes, le docteur Wilhem Wolf, en prenant ses fonctions. Elle se terminait par ces phrases : « Nous voulons la paix dans ce monde ravagé par la haine et aussi la paix dans notre peuple : la paix allemande. S'il m'est permis de m'arrêter un instant sur cette idée, je dirai que cette paix allemande ne signifie pas de nouvelle tâche. J'y vois seulement l'exécution du point de l'accord du 11 juillet 1936, dans lequel l'Autriche s'est engagée à être consciente de sa mission allemande. Nous devons vouloir suivre nettement et résolument cette voie de politique extérieure du *deuxième État allemand* et elle est la grande idée préalable de notre travail. »

Les nationaux-socialistes autrichiens, dans la nuit du 11 au 12, étaient donc encore mal fixés sur le sort immédiat de l'Autriche pour qu'une des personnalités marquantes du Cabinet en vînt à se permettre d'énoncer de telles paroles.

Vienne prit à la fin de la matinée l'aspect d'une ville occupée. Dans certaines rues du centre étaient installés de véritables campements de camions et de troupes.

A dix-neuf heures vingt, j'apprenais de la source la plus sûre que le président Miklas s'obstinait à ne point vouloir démissionner et que deux nouvelles divisions allemandes franchiraient la frontière dans la nuit.

A vingt heures, fut annoncée la démission du président fédéral à la radio. La donna-t-il de son plein gré ou y fut-il contraint ? Cette démission fut-elle même signée à ce moment ? Le texte n'en a été publié nulle part.

Un événement important s'était produit à Linz, dans l'après-midi. Devant le manque total de réactions de l'Europe, le Führer avait décidé de hâter les choses et de proclamer

l'annexion avant l'instauration du plébiscite. Sa détermination était prise à dix-sept heures et les premières paroles qui la firent prévoir furent prononcées à Linz vers dix-sept heures quinze, par le chef des S.S., M. Himmler, qui, à une allocution brève et falote du docteur Glaise-Horstenau, répondit : « Autrichiens allemands, nous sommes fiers de vous et de la lutte héroïque que vous avez soutenue pendant cinq ans. Nous aurons un seul Führer, un seul Reich. »

Le discours qu'allait faire, à son arrivée dans cette même ville de Linz, Adolf Hitler, peu de temps après, débute par ces seuls mots : « Allemands et Allemandes » et se termine par ce seul cri : « Vive l'Allemagne ! »

Sans délai, le docteur Seyss-Inquart rentre en avion à Vienne et en un tournemain obtient — ou n'obtient pas — la démission du président Miklas, la considère en tout cas comme acquise et, à vingt heures trente, proclame du haut du balcon de la Chancellerie la loi sur l'*Anschluss*, dont l'article premier est : « L'Autriche est un pays du Reich allemand. »

L'opération est légale. En effet, la constitution de 1934 prévoit que, dans le cas où le président fédéral résigne ses fonctions, ses attributions passent, conformément à l'article 77, paragraphe Ier, au chancelier fédéral.

L'Allemagne peut maintenant affirmer à la face du monde ne pas s'être emparée de l'Autriche et que c'est ce pays, au contraire, qui s'est volontairement donné au Reich.

Le lundi, à la fin de l'après-midi, le Führer fait son entrée à Vienne, où les nazis autrichiens et une forte partie de la population l'accueillent triomphalement. Le mardi, après avoir reçu à l'Hôtel Impérial, de dix heures à dix heures quarante-cinq, le cardinal Innitzer, Allemand des Sudètes, qui lui apporte la soumission de l'Église, Adolf Hitler proclamera, à son tour, du haut du balcon de la Hofburg : « Comme Führer et chancelier de la nation allemande et du Reich, j'annonce, devant l'histoire, l'entrée de mon pays natal dans le Reich allemand. »

C'est face à une foule qui déjà se disperse, et dont l'enthousiasme est des plus modérés, que le docteur Seyss-Inquart prononce, entre autres, ces paroles de réponse : « Au peuple allemand et au monde entier, j'annonce qu'Adolf Hitler, à cette heure, est

entré, comme Führer et chancelier du Reich, dans le château de l'ancienne capitale de l'empire, gardienne de la couronne de l'empire. »

L'allusion va se révéler, la semaine suivante, des plus maladroites. Le conservateur du musée de Berlin, chargé de rapporter la couronne de Charlemagne dans la capitale du Grand Reich, constatera avec terreur qu'une des plaques d'émail, qui ornent cette pièce historique, représente le roi Salomon, dont le nom est inscrit en caractères des plus visibles. Et il recevra l'ordre de la laisser sur place.

*
* *

L'ex-chancelier Schuschnigg eut-il raison ou tort de prendre l'initiative du plébiscite du 13 mars? Il eut indiscutablement tort, puisqu'en politique les résultats seuls comptent. Mais son acte n'a fait qu'avancer de quelques semaines ou de quelques mois le rapt de l'Autriche prémédité par l'Allemagne et auquel cet État était incapable de s'opposer seul.

M. Schuschnigg n'avait, après l'entrevue de Berchtesgaden, que le choix entre deux attitudes : ou démissionner, c'est-à-dire déserter sa tâche et laisser le champ libre aux nazis, ou se maintenir en cédant sur tous les points aux exigences de M. Hitler, c'est-à-dire trahir la cause de l'indépendance qu'il défendait depuis des années. Sa situation était sans issue. Il en a cherché une malgré tout et il a échoué. L'Histoire serait inhumaine si elle le jugeait sévèrement, en ne constatant que son échec.

L'ex-chancelier Schuschnigg aurait-il dû ou non donner aux troupes l'ordre de tirer? Le président Miklas y était résolu. Avant de prendre une décision négative, M. Schuschnigg fit téléphoner aux trois ministres d'Angleterre, de France et d'Italie à Vienne. Il reçut des représentants des Gouvernements de Londres et de Rome une réponse catégorique qui constituait un refus net de toute aide militaire. Le Quai d'Orsay, consulté, fit tellement attendre sa réponse que le chancelier était déjà gardé à vue dans sa maison du Belvédère quand elle parvint à notre légation. Elle fut transmise téléphoniquement

de Paris par un ministre plénipotentiaire qui, dit-on, ne parvenait pas à retrouver notre ministre des Affaires étrangères.

*
* *

Les Français qui ont vécu à Vienne les heures tragiques de l'*Anschluss*, vingt ans après l'armistice, n'oublieront jamais ce dimanche où nous attendions anxieusement la constitution à Paris d'un ministère de salut public, alors que s'y tenait je ne sais quel inepte congrès socialiste. Il nous semblait impossible, à nous Français de l'étranger, que notre patrie fût tombée si bas et nous en pleurions au propre de honte.

Pendant ce temps, tels de nos politiciens continuaient de sourire béatement aux photographes.

Il faut qu'on sache que nous en étions venus au point que c'était avec soulagement que nous apprenions, un matin sur deux, que la censure allemande avait confisqué les journaux français ! Ces jours-là, dans l'ignorance de ce qui se passait chez nous, nous souffrions moins.

VIATOR

LE THÉATRE

Marcel Achard : **Le Corsaire** ***(Athénée-Louis Jouvet).***
Constance Coline : **Septembre** ***(Vieux-Colombier).***

Le *Corsaire*, la nouvelle pièce de Maurice Achard, marque un point en faveur du Théâtre, dans sa concurrence inégale avec le Cinéma, et l'on s'en réjouirait complètement si l'œuvre représentée, loin de renforcer les positions du Théâtre lui-même, ne dénotait précisément une certaine collusion entre les deux genres ; de sorte qu'on est en droit de se demander si, même à considérer les choses du seul point de vue matériel qui est en rapport avec le goût public, l'affluence des spectateurs à l'Athénée ne serait pas, pour le Théâtre proprement dit, le signe d'un recul plutôt que d'une avance. Comprenez bien que l'équivoque ne tient nullement au fait que les personnages du *Corsaire* sont empruntés au milieu du Cinéma, et que les épisodes de la pièce ont en partie pour fond de tableau le « tournage » d'un film. Un auteur de théâtre est libre de prendre pour sujet de pièce le Cinéma, ses héros et ses mœurs. Tant qu'il ne s'agit que de la matière dramatique, on ne peut prononcer d'exclusive, au Théâtre, contre quoi que ce soit d'humain, à condition toutefois que la matière choisie soit traitée selon la dramaturgie qui est propre au Théâtre. Or, dans

Le Corsaire, le Cinéma n'est pas seulement le propos de la pièce, il en est, esthétiquement parlant, d'une façon cachée, dans la contexture même de l'œuvre, l'inspirateur, ou le modèle inconscient.

Il y a là un étrange phénomène de contagion ou d'endosmose. Dans *Le Corsaire*, le Cinéma est d'abord porté au Théâtre (dans le camp rival, chez l'ennemi) comme un monstre enchaîné, pour y être l'objet d'une satire qui occupe tout le premier tableau ; mais, quand le rideau se relève sur le tableau suivant, le captif dont on vient de railler les ridicules (suffisance impériale et jargonnante du metteur en scène, suffisance apeurée des auteurs, suffisance naïvement princière des vedettes, platitude et flagornerie grotesques d'un personnel asservi), le captif a envoyé promener ses liens. Tout ce petit plomb pour alouettes pouvait-il entamer le jeune cuir d'un bison d'Amérique ? Il prend possession du plateau, il ne le quittera plus. Achard à califourchon sur sa bosse et Jouvet en croupe, il fera retentir de son galop ces planches qui le renient, ce vieil espace à trois dimensions qui n'a pour lui, nouveau venu dans la forêt des Beaux-arts, pour lui animal fabuleux, dernière création du Faust moderne, tardif enfant du siècle de la Science, aujourd'hui adulte et puissant, que mépris et qu'injures.

On pensera ici que je me fourvoie, que la grenaille satirique de l'auteur vise uniquement les mœurs des milieux de Cinéma, ceux des exploitants et des serviteurs du « Septième art », nullement le « Septième art » en soi, qui est admirable. Cette distinction ne m'a point échappé, encore que la satire innocente (je veux dire émoussée et bien faible par rapport à l'énormité burlesque de son objet), cette satire qui est seule à occuper la scène au premier tableau, se ranime ensuite par instants à tous ceux des tableaux dont l'action se passe au temps présent. Elle s'y entrelace alors à l'influence du « Septième art », pris en soi, esthétiquement, telle que j'ai dit qu'elle colorait toute la dramaturgie de l'ouvrage. Mais, parfois, l'emmêlement du thème satirique avec l'influence subie est si étroit qu'une confusion se crée dans notre esprit ; les deux plans, rabattus l'un sur l'autre, coïncident ; et nous avons l'impression que, dans le même moment où l'au-

teur raille le Cinéma, celui-ci se venge de lui en lui imposant ce qu'il y a de plus particulier dans son mécanisme, dans le déroulement de ses intrigues, dans l'éclairage violent de ses figures. D'où la réflexion que l'on fait, que le contentement du public a peut-être pour cause la satisfaction qu'il éprouve à retrouver à l'Athénée son cher Cinéma. Jadis on a tiré un film de *Jean de la Lune*, et c'était du théâtre qu'on transportait à l'écran. Aujourd'hui, dans *Le Corsaire*, ce sont des images pour écran qui sont incarnées sur la scène par des acteurs.

Voyons donc le second sujet, celui dans la conduite duquel l'influence du Cinéma se fait directement sentir. Dans un studio d'Hollywood, le metteur en scène W. Ley décide de tourner un film sur les aventures d'un certain Kid Jackson, d'après le scénario que lui ont fourni deux auteurs. W. Ley, c'est M. Marcel Dalio, excellent artiste, mais qui cerne ici d'un crayon un peu trop appuyé les moindres contours de son comique, sans doute pour bien nous faire entendre qu'il s'agit de traits observés où la fantaisie n'a aucune part. Les auteurs, Cadwell et Rickard, ce sont M. Romain Bouquet, certes toujours bon, mais un peu trop le décalque invariable de lui-même dans tous ses rôles, et M. Maurice Bénard, dont il n'y a rien à redire ni à dire. Quant au personnage du film en préparation, Kid Jackson, c'était, au XVIIIe siècle, un redoutable corsaire, qui, sur son bateau « La Fortune », écumait les mers Caraïbes. Cadwell et Rickard, les deux malheureux auteurs, pleins d'une excitation fébrile qui tient surtout au désir intense qu'ils ont de voir le despotique W. Ley s'intéresser à leur scénario, nous donnent quelques aperçus des aventures de ce pirate. Kid Jackson, un jour, s'est emparé d'un navire anglais qui se rendait aux Antilles. A bord, se trouvait un seigneur-duc, peu sympathique vraiment, et son adorable fille, Évangéline. L'aristocrate sans scrupule a, pour de sordides raisons d'intérêt, promis Évangéline, cette fleur exquise d'un climat brumeux, au riche et cruel gouverneur de quelque île tropicale dont je m'excuse d'avoir oublié le nom. Ce fiancé lointain, l'enfant ne le connaît pas ; elle sait seulement qu'il n'est plus jeune et soupçonne qu'il est atroce (on nous épargnera sa vue). Donc

le vilain duc conduisait la fière enfant d'un blond platine au vieux loup poivre et sel, quand, pareil à la justice de Dieu, quoique boucané comme un diable et séduisant comme Belzébuth, Kid Jackson, le corsaire des mers Caraïbes, s'est mis en travers de sa route. L'équipage du navire capturé fut livré aux requins de l'escorte et le duc fut pressé, à petits coups discrets de pistolet, d'aller rejoindre ses aïeux. Notez toutefois que ce père indélicat ne meurt pas de la main du chef (ce qui eût rendu la suite impossible — ou difficile — cinématographiquement et aurait tout fichu à l'eau, si j'ose m'exprimer ainsi), mais de la main du lieutenant de Kid Jackson, Cristobal N'a-Qu'un-Œil. Après quoi, la voie étant libre, la demoiselle et le flibustier s'aimèrent... Arrêtons-nous un peu. Je vous en ai déjà dit beaucoup plus que les deux éloquents auteurs de ce scénario ne nous en laissent deviner au premier tableau. L'on verra tout cela, ainsi que divers autres incidents curieux, au deuxième tableau, lequel se passe à bord de « La Fortune ». Non point à bord de « La Fortune » reconstituée dans le studio d'Hollywood, telle qu'on nous en montre la carcasse au début de la pièce, mais bel et bien à bord de ce satané vieux brick lui-même, il y a deux cents ans de cela !

Les sujets, dans cette pièce, comme vous pouvez le constater, s'emboîtent les uns dans les autres. Si la satire en est le premier et le plus extérieur (la croûte), si les aventures de Kid Jackson en forment le deuxième (la pâte), il y en a encore un troisième, qui n'apparaît que très tard, mais qui est la fève du gâteau. Sachez que Frank O'Hara, grande vedette masculine, a accepté, avec la nonchalance que lui prêtent dans la circonstance les longues jambes traînantes de M. Louis Jouvet, de « tourner » le rôle de Kid Jackson. Voire que les aventures de ce forban, il a dû les lire autrefois, car il a, de certains détails, comme un vague souvenir, et c'est ce qui l'a décidé à accepter le rôle. Maintenant, la star Georgia Swanee, qui « tourne », en ce moment même, dans une autre partie du studio, un film sur les Borgia, consentira-t-elle à interpréter le rôle d'Évangéline? Là est la question. Mais, justement, voici Georgia, enfantine et fascinante au possible dans son costume de Lucrèce en sombre velours brodé d'or, les cheveux

d'un roux vénitien très perfectionné, le teint d'une pâleur miraculeuse, translucide comme une fleur de nénuphar sur un lac d'Écosse. Or, à peine la puérile et douce a-t-elle pénétré dans la carcasse qui représente le salon arrière de l'infernal brick d'autrefois, qu'elle reconnaît chaque objet et même corrige péremptoirement une erreur du décor : le coffre, déclare-t-elle, n'était pas à cette place ; il était à droite, du même côté que la table. Stupeur sur la scène et, dans la salle, subit approfondissement du silence et de l'attention. La dent du public a rencontré la fève. Il lui trouve une saveur étrange qui ne lui déplaît pas. Et moi aussi j'ai goûté cet instant. J'ignorais encore où M. Achard voulait en venir. Mais les plaisanteries sur le monde des studios finissaient par nous lasser. Cela nous changeait d'atmosphère. C'était peut-être absurde, mais cela posait une énigme, c'était une ouverture sur le fantastique, sur le songe, sur un univers occulte, sur l'inconnaissable, que sais-je encore! Ce n'est que plus tard que les choses se gâteront, à mesure que, le jeu se prolongeant, l'auteur sera tenu de préciser ses intentions...

Car ce n'est rien de moins que la doctrine de la réincarnation et des vies successives qui est évoquée ici. Georgia Swanee (vous l'avez compris, mais elle ne le découvrira que peu à peu) n'est autre qu'Évangéline; ou plutôt l'âme d'Évangéline, après d'autres périples interastraux qu'on nous laisse ignorer, est revenue sur terre, habiter le corps de Georgia. Et, comme vous devez bien le penser, l'âme de Kid Jackson a suivi un chemin convergent ; elle revit dans le corps de Frank. Les deux âmes séparées se cherchaient à travers les espaces infinis et voilà que, à leur insu encore pour le moment, elles se sont rejointes. Dès lors, l'auteur va transporter l'action à tour de rôle dans le passé et dans le présent. Tantôt nous assisterons aux amours du pirate et de sa frêle et ployante captive, telles que ces amours se sont déroulées, il y a deux siècles, dans la réalité, ou, plus exactement, telles qu'elles se dérouleront de nouveau devant nous dans un passé redevenu présent ; tantôt, ramenés au présent de 1936, nous retrouverons, dans un studio d'Hollywood, Georgia et Frank, en train de « tourner », sous les projecteurs, dans un décor artificiel, les scènes qui correspondent aux épisodes que nous aurons vu

Kid Jackson et Évangéline vivre sous la clarté vraie des anciens jours.

Le metteur en scène, M. Jouvet, qui a toujours nourri dans son cœur un secret penchant de technicien pour la machinerie théâtrale bien réglée, collabore puissamment à nous donner l'illusion de remonter le cours des âges. Lorsque nous devons du présent revenir au passé, nous voyons surgir solennellement des dessous du plateau et s'élever lentement vers les cintres, dans une pénombre mystérieuse, la silhouette noire du damné vieux brick « La Fortune », avec ses trois grosses lanternes aux feux verts suspendues à son château d'arrière. Cette silhouette s'arrête dans son ascension au point précis où la place occupée dans l'ensemble du système par le salon du navire s'ajuste exactement au cadre construit et fixe qui représente le même salon dans le studio. Alors la lumière se fait, et après avoir vu, au tableau précédent, Frank et Georgia, nous voyons paraître Kid Jackson et Évangéline ; et ce sont toujours, bien entendu, M. Louis Jouvet et mademoiselle Madeleine Ozeray ; sauf qu'ils ne sont ni l'un ni l'autre tout à fait les mêmes dans les deux temps de cette double action, quoique les personnages qu'ils représentent soient supposés avoir chacun une âme identique à deux époques différentes et en des conditions d'existence qui ne se ressemblent point.

Il m'a paru que M. Jouvet et mademoiselle Ozeray, très à leur aise dans le présent 1938, éprouvaient quelque gêne à s'adapter au passé - présent d'il y a deux siècles. Il y a une raison à cela, dont le texte qu'ils ont à dire est seul responsable : dans ces évocations du temps jadis, le drame représenté, les paroles prononcées n'ont qu'un faible caractère de vérité. L'action, dans ces moments-là, n'est pas non plus transposée sur le plan de l'ironie, puisqu'elle est censée reproduire ce qui est arrivé réellement. Elle exige donc des interprètes qu'ils jouent avec sérieux des scènes violentes et naïves qui sont des scènes de mélodrame. Imaginez un spectateur qui, arrivé en retard, n'aurait pas la clé de ce jeu alternatif, balancé entre le présent et le passé, comme un pendule, imaginez encore que le tableau à la représentation duquel ce spectateur assiste se rattache à la partie qu'on peut

intituler « Scènes de la vie des anciens pirates », il se demandera, éberlué, par suite de quelles circonstances inexplicables l'Athénée-Louis Jouvet donne ce soir-là une pièce du vieil Ambigu. C'est ici l'un des points où le Cinéma semble avoir altéré quelque peu la fraîcheur d'imagination, l'exquise gratuité d'invention que nous avons tant aimées chez M. Marcel Achard. Le Cinéma a rendu une vie factice à d'antiques poncifs de l'imagerie populaire.

J'ai dit que l'écheveau s'emmêlait progressivement. C'est que l'auteur ne croit pas — mais là, pas du tout — à cette histoire de réincarnation. Lorsque, prisonnier et sur le point d'être pendu à la grande vergue de son propre bateau, Kid Jackson, cédant à la prière d'Évangéline, la poignarde tendrement, sa victime pâmée murmure dans son dernier souffle : « Il n'y a pas d'amour perdu », ou quelque chose comme ça. Et le meurtrier chéri répète la phrase en tremblant, et c'est comme l'échange d'une promesse, comme une allusion à quelque mystérieux rendez-vous par delà la Mort. Qu'est-ce que cela signifie? Cela semble un vague écho du « Rien ne se perd, rien ne se crée ». Mais non, le « Rien ne se perd... » ne concerne que la Matière. Ici la proposition suppose la survie de la conscience, et non seulement l'immortalité de l'âme, mais la faculté pour l'âme détachée du corps de disposer d'elle-même. Diantre! M. Achard théosophe! On ne s'y attendait point. Sur quoi d'aucuns s'écrieront : « Il ne l'est pas! Vous-même venez de l'écrire! Tout ce drame n'est qu'un jeu! » — Eh, oui, mais c'est justement parce que ce n'est qu'un jeu que l'auteur, à partir de ce moment, va flotter, ne sachant par où en sortir. Tout se passe comme si, la sentence mystique une fois prononcée et le rendez-vous d'outre-tombe une fois donné, M. Achard, en se frottant les mains, avait déclaré à ses interprètes : « Maintenant, mes amis, débrouillez-vous. Tâchez d'avoir l'air de couper dans le pont. Soyez émus, émouvants, inquiets, inquiétants; ayez des pressentiments, des hallucinations, ayez surtout des frissons qui se communiquent à la salle ». M. Jouvet et mademoiselle Ozeray font tout ce qu'ils peuvent pour remplir ce programme. Ils ont « l'air de croire à leur bonheur », comme dit Verlaine, à leur tourment aussi, à leurs transes. Oh! ce sont des comédiens

qui connaissent leur affaire. Et l'imagination des comédiens (des bons) est quelque chose d'admirable. Frank-Jouvet paraît souffrir et regarde fixement dans l'espace on ne sait quoi que nous ne voyons point. Swanee-Ozeray réussit à éteindre tout à coup sa lumineuse pâleur vivante, comme une perle qui, en une seconde, perdrait son orient ; sa face devient grise, elle se meurt. L'un et l'autre ont à cela d'autant plus de mérite que l'auteur facétieux (ou qui se débat) leur lâche dans les jambes à la dernière heure un personnage nouveau, inattendu, encombrant : un amant de Georgia, le beau Jones, pas mal en effet de sa personne, puisque c'est M. Paul Cambo, mais duquel la star se détache à mesure que l'envoûtement fait des progrès dans son cœur, et qu'elle retrouve Kid Jackson en Frank et elle-même en elle-même.

Le dernier tableau, qui se passe au temps présent, sur le pont d'un trois-mâts, en rade de Port-d'Espagne, nous montre le « tournage » de la scène finale du film, celle de la pendaison du corsaire. L'instant est périlleux pour Frank, malgré les précautions prises. Tout le monde à bord est angoissé. Mais dans la salle, on n'a aucune appréhension. Cependant il s'en faut de peu que le simulacre n'imite trop bien ce qui fut jadis la réalité : Frank manque d'être pendu comme Kid Jackson autrefois. Je n'ai pas très bien compris le sens de cet accident. L'ombre de Jackson ne peut poursuivre Frank, puisque Jackson revit en Frank. Y a-t-il donc des âmes vouées à la corde par quelque fatalité, dans toutes leurs vies successives? Énigme. Mais que sert de se poser des questions que l'auteur lui-même ne se pose pas! — C'est un jeu. Grand succès.

●

Le Vieux-Colombier nous offre ce printemps une pièce que je n'hésite pas à classer parmi les meilleures de la saison. L'auteur, madame Constance Coline, est une romancière de talent, et c'est de l'un de ses romans, *La Main passe*, qu'elle a tiré *Septembre*, qui marque, au théâtre, un heureux début.

L'ouvrage n'est pas sans défaut. Le dernier acte languit, tourne sur soi, perd, en vingt-cinq minutes, une partie du terrain gagné par les trois actes précédents, et laisse la victoire

indécise. En outre, il y a, non pas un, mais deux sujets, ce qui est rarement bon.

Le premier sujet, qui, au commencement paraît dominer, auquel l'intérêt s'accroche tout d'abord, et que, pour ma part, j'eusse aimé voir se développer, c'est une étude de mœurs, la peinture d'un groupe d'étudiants et d'étudiantes en passe d'achever leurs études de médecine et dont certains sont déjà internes des hôpitaux. Madame Coline est elle-même médecin. Cette particularité pourrait n'avoir ailleurs aucune importance, mais elle est ici une garantie que l'auteur connaît bien le milieu dont il parle. Au reste, les rapports de ces jeunes gens entre eux, leur langage, leurs familiarités, leurs réticences, ce qu'ils cachent de pudeur et de secret sous les manières brusques et les cordialités bruyantes de leur camaraderie, tout cela, dans le dialogue, rend un son vrai auquel on ne saurait se tromper. Mais le second sujet ne tarde pas à intervenir et, bientôt, reléguant le premier à l'arrière-plan, le réduisant de plus en plus, dans la perspective du spectacle, à mesure que celui-ci avance, aux proportions de simple prologue, il occupera seul tout l'espace.

La scène est à Paris. Gisèle, une femme du monde séduisante, qui approche de la quarantaine, est mariée à un homme d'affaires que nous ne verrons pas, qu'on nous dit sympathique et non sans séduction lui-même. Mais il est plus âgé que sa femme, il est très occupé, il la néglige. Le couple a des enfants et Gisèle est une bonne mère, mais cela ne lui suffit point ; elle a du « vague à l'âme », comme on disait autrefois, et, en effet, tout cela n'est pas très neuf. Le ménage, qui est riche, habite un hôtel particulier, dont un étage est réservé à une sœur cadette (très cadette) de Gisèle, Marion, jolie, vingt-deux ou vingt-trois ans, externe en quelque hôpital, laborieuse, sans coquetterie, uniquement occupée de ses études, stricte, exacte, pas sèche mais tendue, type d'étudiante (du monde). Un soir, les camarades de Marion se sont réunis dans son appartement pour fêter une jeune fille de leur bande, qui vient d'obtenir son diplôme de doctoresse. Gisèle, se trouvant seule ce soir-là, est montée à l'étage de sa petite sœur, et c'est alors qu'elle rencontre un étudiant en médecine, un « jeune homme pauvre » (pas très pauvre), un peu amateur, un peu

« littéraire » sans doute, beau garçon, fin, charmant : Barnabé. C'est à partir de ce moment que le groupe se disperse, que le sujet n° 2 bouscule le sujet n° 1, lequel n'était qu'une préparation d'atmosphère, et que tout l'intérêt se concentre sur Gisèle et Barnabé — et Marion. A devient fatalement la maîtresse de B, mais C aime B, et B se détache de A, qui s'efface devant C. Conclusion : B épouse C.

Sans doute ce sujet n° 2 n'a rien d'inédit. La différence d'âge entre Gisèle et Marion est telle que la situation n'est pas sans rappeler celle de *L'Autre danger*, où une rivalité analogue met aux prises une mère et une fille. La pièce célèbre de M. Maurice Donnay ayant été beaucoup imitée, certains pourraient même se demander si ce n'est pas pour éluder ce rapprochement que madame Constance Coline a imaginé le même conflit entre deux sœurs. Mais, dans *La Main passe*, la situation est déjà posée de cette façon, et ce roman diffère tellement de *L'Autre danger*, qu'il a fallu que madame Constance Coline le transportât à la scène pour que le dépouillement dû à la perspective théâtrale fît apparaître la ressemblance de la donnée.

Ce point écarté, ajoutons que le mérite singulier de *Septembre* est tout à fait en dehors de cette donnée elle-même, de ce sujet n° 2 qui n'est pas celui que je préfère. Il réside, selon moi, dans une qualité exceptionnelle du dialogue. Ici qu'on m'entende bien. Certains ont dit que la pièce était « bien écrite » ou encore « d'une écriture soignée », comme si la vertu de l'ouvrage se bornait à une élégance de pure forme, au maniement expert d'une plume délicate. Il s'agit de quelque chose de bien plus profond, à savoir : une justesse constante, ce qui suppose, chez l'auteur, une sensibilité, une perspicacité aptes à saisir les nuances les plus subtiles des sentiments, les traits les plus fuyants des caractères et la faculté de les exprimer en des formules claires. Ces dons de psychologue et d'écrivain, madame Constance Coline les avait déjà montrés dans le roman. Ils apparaissent davantage peut-être au théâtre, parce qu'elle possède un troisième don, celui-ci proprement dramatique : l'art de mettre en lumière une situation, d'attaquer, de conduire, de boucler une scène. Sauf au dernier acte, où j'ai dit que le dialogue piétinait (parce que c'est la construction générale qui, dans

la pièce, manque encore de sûreté), j'ai noté partout ailleurs une empreinte ferme et sans bavures, une aisance, une concision, un tact, une intelligence qui m'ont enchanté.

La pièce est très bien jouée, par mademoiselle Line Noro (Gisèle), mademoiselle Jacqueline Porel (Marion), M. Jacques Castelot (Barnabé), sans omettre M. Bernard Blier, excellent dans un rôle de bon gros, sensible et fin.

FRANÇOIS PORCHÉ

L'HISTOIRE

La Villa des Mystères. — De Bonaparte à Napoléon.
Le boulangisme. — La diplomatie pendant la Grande Guerre.

Boissier appelle *Promenades archéologiques* des recueils d'articles où l'érudition la plus aimable s'associe à la vue directe des sites et des monuments. M. Amedeo Maiuri, surintendant des antiquités en Campanie, a fait, et ce n'est pas un médiocre compliment, un « à la manière de » Gaston Boissier. Il lui emprunte son titre : *Passegiate campane* (Ulrico Hoepli, Milan). Lui aussi fait, suivant son expression, de « l'archéologie péripatéticienne ». Ses « promenades campaniennes » parlent en vingt-trois chapitres des lieux et des événements les plus divers, sans se confiner dans une époque ou un genre. Ce sont les flâneries d'un érudit, qui est en même temps un lettré. Baïes évoque pour lui une lettre latine de Pétrarque du 23 novembre 1343, datée de Baïes même, lettre familière qui deviendra plus tard une élégante épître en vers, mais dont la forme première a plus d'abandon et d'émotion spontanée. C'est « le plus beau jour de ma vie, s'écrie le poète, j'ai vu cette plage qui est, au milieu de l'hiver, le comble des délices ». Il paraphrase le vers fameux d'Horace : *Nullus in orbe sinus Baiis prælucet amœnis*. Boccace aussi a visité Baïes et en galante idylle, mais il en avait maudit les enchantements, à l'imitation de Properce, comme contraires à la fidélité des Cynthies de tous les temps.

A Pompéi, M. Maiuri est chez lui. Il en étudie à part la Villa des Mystères, à laquelle il avait déjà consacré une description magnifiquement illustrée, *la Villa dei Misteri* (Roma 1931), dont l'étude actuelle est une mise au point. Cette villa des Mystères est elle-même un mystère, encore qu'elle ait perdu beaucoup de son secret. Elle est un des monuments les plus passionnants de toute la ville, grâce aux grandes peintures murales qui paraissent bien se rapporter aux initiations dionysiaques, encore que M. Carrington, dans un ouvrage spécial, récemment traduit, *Pompéi* (Payot), ne s'en montre pas aussi assuré que M. Maiuri. On avait d'abord cru que ces peintures décoraient une pièce secrète réservée aux initiés et aux initiations. On l'avait cru, parce que le hasard avait fait découvrir cette partie de la villa avant le reste et qu'on n'y accédait alors que difficilement par une brèche dans le mur. On y voyait un lieu de réunion pour une secte obligée à beaucoup de prudence depuis l'officielle condamnation des Mystères de Bacchus (bacchanales) par le Sénat en 186 avant J.-C. On se rend compte aujourd'hui qu'il ne s'agit pas d'un endroit consacré et caché aux profanes. La salle, au contraire, est ouverte, sans aucune porte dérobée ; elle a une entrée sur la grande terrasse extérieure. Elle a servi de pièce de réception et de salle à manger. M. Maiuri suppose qu'elle devait être primitivement la chambre à coucher de luxe des maîtres de la maison et que le petit cabinet communicant, décoré dans le même style, en était l'antichambre.

Reste à savoir la raison de cette décoration dont le caractère, s'il n'est plus mystérieux, reste mystique. On est réduit à des conjectures. On peut croire que la maîtresse de la maison était une initiée, voire une prêtresse de quelque association dionysiaque. La sévérité de l'édit sénatorial était périmée. Ce n'était pas un crime d'État que d'être adhérent ou sympathisant au culte orgiaque de Dionysos et d'en représenter les rites, surtout dans son appartement privé. Le malheur est qu'on ne sait à qui appartenait la villa à l'époque où cette décoration fut effectuée. On sait seulement qu'après le tremblement de terre de 63, qui précéda de seize ans l'éruption de 79, la villa, fort éprouvée, passa aux mains d'un affranchi, Istacidius Zosimus, qui était en train de la transformer en

exploitation agricole quand la catastrophe définitive se produisit. Les peintures étaient antérieures, les travaux en cours n'en tenaient pas compte. On bouchait et on perçait des portes sans y faire attention.

Une découverte sensationnelle a aiguillé les esprits aventureux sur une piste bien peu sûre. On a trouvé en février 1930, dans un angle du péristyle, une statue en marbre de Livie, vite célèbre et qui mérite de l'être. Faut-il en conclure que la villa ait appartenu à un moment donné à Auguste ou à un empereur de la famille d'Auguste et de Livie? C'est aller un peu vite. Le culte de Dionysos a beau être alors toléré, on ne se figure pas Livie, si réservée de caractère, femme du Grand Pontife, le célébrant ou même l'évoquant dans ses appartements. En tout cas, si c'est la maîtresse de la maison qui figure dans le dernier tableau, sous forme de la jeune mariée sur un lit de repos, elle ne ressemble pas à la statue.

Ajoutons que si les peintures, comme le pense M. Maiuri, ont été exécutées à l'occasion d'un grand mariage, il ne s'agit certes pas du mariage de Livie et d'Auguste, où la fiancée, divorcée par ordre du maître, mère d'un enfant et enceinte d'un second, n'avait pas à être initiée. On ne pouvait du reste pas l'être passé vingt ans. La statue de Livie serait plutôt ici en objet de vénération, chez quelque affranchi de la maison impériale. Elle corrige de sa gravité romaine les tableaux antérieurs d'un culte étrange et exotique.

Sommes-nous même en face d'une reproduction des mystères? « C'en est plutôt, conclut M. Maiuri, une interprétation large, purifiée par l'austérité des coutumes de la famille romaine. » L'artiste a traité son sujet, non comme une lointaine réminiscence grecque, mais plutôt comme une image directe et immédiate des sentiments éprouvés par « la partie la plus cultivée et la plus raffinée de la société romaine dans la Campanie de son temps ».

*
* *

« Il aspire à descendre », écrivait Paul-Louis Courier le jour où le général Bonaparte veut devenir l'empereur Napoléon. Avec le volume de M. Madelin, *l'Ascension de Bonaparte*

(Hachette), nous n'en sommes pas encore là, nous sommes en pleine montée. C'est le Bonaparte du Directoire, celui de la campagne d'Italie et de la campagne d'Égypte. Cette dernière n'est pas un succès, mais elle crée un alibi magnifique à l'heure où tous les chefs restés en Europe sont battus sur les classiques théâtres de guerre, en Belgique, en Allemagne, en Italie. Quand il reviendra, il sera le seul à n'avoir rien perdu de son prestige. Il est hors cadre. Il est convenu qu'il a remporté, dans les pays fabuleux, où la légende et l'histoire se confondent, des victoires dont les noms sont prodigieux. On dirait une campagne posthume d'Alexandre, un chant de plus à l'Iliade. Qui pense à l'échec de Saint-Jean-d'Acre en face du combat du Mont-Thabor monté en épingle? Rejeter l'ennemi au delà du Jourdain est plus facile que de le rejeter au delà du Rhin, mais c'est plus original. La destruction de la flotte à Aboukir passe inaperçue dans l'éclat de la victoire des Pyramides. Les « Quarante siècles » frappent les imaginations. Bonaparte laisse son armée dans une situation critique, son retour ressemble assez à une fuite, mais un retour d'Orient est toujours épique.

Quant au coup d'État de Brumaire, c'est à peine un coup de force. « La liberté marche avec la gloire », avait dit Bonaparte. Tout le monde est du complot, sauf Barras qui fait la bête, Gohier qui est « dindonné » par Joséphine, Bernadotte qui se cantonne chez son beau-frère Joseph, neutralité à double fin, et Fouché, ministre de la police, qui sait tout, ce qui lui permet de ne rien voir. « Achetez », dit Ouvrard à ses agents en Bourse dès le matin. M. Madelin trace de ce drame en deux actes un tableau pittoresque et précis. Même dans les scénarios les mieux préparés, il peut se produire un accroc. La journée du 19 Brumaire a failli avoir le sien. On n'avait pas prévu l'aménagement des locaux pour les Anciens et les Cinq-Cents au palais de Saint-Cloud. C'est pourquoi les séances n'ont pu commencer que dans l'après-midi. La nuit et la matinée n'avaient pas été de trop pour procéder à une installation même sommaire. Les députés siégeaient en toge et en toque à plumes, il fallait au moins des bancs, une tribune, des tentures aux murs de l'Orangerie, réservée aux Cinq-Cents. Ce retard laissa aux mécontents le temps de se concerter, de se

monter la tête sur la terrasse et autour des tables de cabaret. Bonaparte n'est pas habitué aux Assemblées : il est froidement accueilli aux Anciens, ne trouve pas ce qu'il fallait dire et n'en obtient rien, d'autant plus que cette Chambre haute n'a pas le droit d'initiative. Aux Cinq-Cents, c'est autre chose. Il ne peut même pas parler, il est accueilli par les cris : « A bas le tyran, hors la loi », presque assommé par Destrem, colosse brutal et aviné. C'est ainsi que la nouvelle d'une tentative d'assassinat courut à Paris et fut même annoncée au théâtre, où l'entendirent Lætitia et Pauline. Les grenadiers qui lui faisaient escorte l'emportèrent presque évanoui. Lucien, qui préside, n'a rien pu empêcher. Que faire ? Expulser les députés *manu militari* ! Oui, mais les grenadiers qui sont devant la porte sont la garde particulière du Corps législatif. Les autres, qui sont derrière, ne demandent qu'à marcher ; ceux-là ont des scrupules. On leur dit que le général a été assailli et il a, en effet, la figure balafrée de sang, parce qu'il s'est écorché avec les ongles les boutons de fièvre qui grêlent sa face pâle. Ils hésitent. A ce moment surgit à cheval Lucien, président des Cinq-Cents, qui, désespérant d'empêcher le vote d'une « mise hors la loi », a pu sortir de la salle grâce à un peloton requis pour sa protection. Il atteste qu'une minorité de factieux, à la solde de l'Angleterre, opprime la majorité de l'assemblée. Ils ont des stylets, « ces brigands ne sont plus les représentants du peuple, mais les représentants du poignard ». Lui-même tire du fourreau l'épée du général, dont « il lui percera le sein si jamais il y sent battre le cœur d'un tyran .» Cette éloquence à la hauteur de la situation fait son effet. Les tambours battent la charge : baïonnette au canon, grenadiers et dragons, Murat en tête, entrent dans la salle dont les députés en robe sautent par les fenêtres : « les manteaux, les beaux bonnets et les plumes tombaient par terre », dit dans ses « cahiers » le capitaine Coignet, qui assistait à la scène comme grenadier, qui n'y a rien compris, et n'a rien entendu que des cris de plus en plus forts.

Napoléon venait de percer sous Bonaparte.

*
* *

Le *Napoléon* de M. Eugène Tarlé, professeur aux Universités de Leningrad et de Moscou, est Napoléon vu sous un angle nouveau. L'auteur est une autorité pour l'histoire économique de la période révolutionnaire et napoléonienne. Il a spécialement étudié le Blocus continental. Son volume, paru à Moscou il y a deux ans, dans une collection de « Vies des hommes illustres », a été traduit en anglais dès l'année suivante et vient de l'être en français (Payot). M. Tarlé a utilisé quantité de documents russes peu connus et peu accessibles jusqu'ici, qui éclairent particulièrement la campagne de Russie et les Cent-Jours.

Il n'a aucun fétichisme à l'égard de Napoléon, et pas davantage à l'égard des souverains qui ont été tour à tour ses alliés ou ses adversaires. Le tsar Alexandre Ier « n'entendait absolument rien aux opérations militaires, mais un besoin de gloire le dévorait ». Il est joué comme un enfant avant la bataille d'Austerlitz et s'enfuit comme un pleutre avant même qu'elle ne soit perdue. L'ignorance et l'incapacité des généraux russes, leur lenteur à comprendre et à décider rendent inutile la bravoure du soldat russe, mise en lumière avec une insistance qui répond sans doute à la vérité, mais peut-être aussi à une autre préoccupation. De même, avant Iéna, il souligne la légèreté et l'infatuation des généraux prussiens, qui se croient tous des Frédéric II et qui n'ont pour titres que « leurs titres de noblesse ». Ils s'effondrent en un jour. Magdebourg, avec une garnison de 22 000 hommes et une formidable artillerie se rend au maréchal Ney après quelques coup de canon de pièces légères, incapables de faire à la forteresse le moindre mal.

Le même besoin de mettre en bon ou en mauvais jour certains points se manifeste pour la campagne de Russie. M. Tarlé a raison de remarquer que la mauvaise récolte de 1811, à laquelle s'ajoute la spéculation, a retardé l'entrée en campagne, et il a des raisons de rendre hommage bien vite à Karl Marx, qui a vu là une des causes de l'échec de Napoléon. Il signale l'accro ement du nombre des réfractaires et des insoumis, qui diminue le rendement de la conscription, et ceci est parfaitement vrai. Toutefois, ce n'est pas tant la quantité qui a man-

qué, c'est plutôt la qualité. Les nouvelles recrues ne valent pas les « grognards » d'Austerlitz. Quant à l'empereur, il est encore en forme, mais partagé entre deux sentiments, sinon entre deux projets. Il parle à son aide de camp, Narbonne, du Gange et de l'Indus, comme s'il recommençait la campagne d'Alexandre et le bruit en circule dans l'armée qui n'y comprend rien. A ses maréchaux, il parle, au contraire, d'un hivernage à Smolensk, pour être à pied d'œuvre l'année suivante. Au fond, il est inquiet de ne voir aucune négociation s'engager et d'être à une telle distance de sa capitale. Il n'oublie pas que la moitié de son armée se compose d'éléments étrangers (330 000 étrangers et 355 000 Français) et que les éléments français eux-mêmes aimeraient mieux être sur le Rhin que sur le Niémen. A mesure que reculent les Russes, les lignes de communication sont plus ténues. A Smolensk, l'armée de choc a déjà diminué de moitié. Il faut avancer dans un pays dévasté, où personne n'apporte les clés des cités, où les villages flambent et parfois aussi les villes, où l'ennemi se dérobe aux tenailles les plus savantes. La bataille de Borodino n'est pas le coup de foudre, c'est une tuerie qui ne tranche rien. L'occupation de Moscou non plus, l'incendie encore moins. Aller au delà est de toute impossibilité ; rester sur place dans une ville détruite n'est pas une solution.

Napoléon essaye de traiter à trois reprises ; il ne reçoit aucune réponse. Il aurait pu, admet M. Tarlé, provoquer une révolte paysanne. Des bruits couraient dont l'absurdité n'empêchait pas — tout au contraire — la diffusion. Un certain Chabalkine est traduit devant un tribunal à Saint-Pétersbourg pour avoir dit que Napoléon était fils de Catherine II et venait réclamer la couronne, afin d'émanciper les paysans. Napoléon à Moscou fait rechercher dans les archives des renseignements sur Pougatchef. Les nobles étaient inquiets. Napoléon en octobre songeait à signer un décret supprimant le servage. M. Tarlé pense qu'il aurait réussi, mais qu'il n'était plus le général Bonaparte de la Révolution. Comme « empereur d'une monarchie bourgeoise, il se sentait beaucoup plus près du maître de la Russie féodale et serve que des paysans insurgés ». « Tu n'es plus l'homme de Castiglione », disait-il à Augereau en 1814. Lui non plus.

***

L'histoire qu'on voit ne paraît pas de l'histoire. Au bout d'un demi-siècle, c'est de l'histoire mélancolique. Le *Boulangisme* de M. Adrien Dansette, malgré tout, n'est pas mélancolique. Ce n'est pas positivement rajeunissant, c'est très proche par bien des côtés. Pourquoi le général Boulanger, brillant officier certes, mais sans notoriété ni mérites exceptionnels, a-t-il pu en quelques mois acquérir une popularité sans exemple depuis le Premier Consul, qui avait à son actif la campagne d'Italie et en face de lui le Gouvernement du Directoire? On peut dire que le besoin crée l'organe, mais les contemporains n'avaient pas l'impression, vers 1886, à la fin de la première présidence Grévy, avant que l'affaire Wilson eût éclaté, que la France fût dans un état comateux appelant un remède héroïque. Le boulangisme prendra pour mot d'ordre : révision, dissolution, constituante, mais la constitution de 1875 ne donnait pas de signes d'usure très impressionnants. Les crises par lesquelles la République parlementaire avait passé nous paraissent aujourd'hui banales. La chute de Jules Ferry en 1885, à propos de l'échec de Lang-Son, marquait la fin de la prépondérance opportuniste. Nous le savons aujourd'hui, on ne le savait pas alors. On notait, on sentait de la fatigue dans la République des notables, qui avait succédé à la République des ducs ; on éprouvait le désir confus de quelque chose d'autre, mais cette autre chose ne se présentait pas d'avance sous les espèces fatidiques d'un sabre et on aurait fort étonné Clemenceau, tombeur de Jules Ferry, en projetant à ses yeux sur l'écran de l'avenir l'ombre du cheval noir.

La voile boulangiste a été gonflée d'abord par des vents capricieux et fugaces. Comment ont-ils pris la force et la rectitude d'un alizé? Au fond, la France quand elle n'est pas en état de crise « s'ennuie », suivant le mot de Lamartine au temps de Louis-Philippe. Et pour se distraire, elle joue des tours au pion. Si le pion est faible, s'il patauge, s'il n'est pas soutenu par l'autorité supérieure, les gamineries deviennent des manifestations. Et alors, le premier chat botté qui se trouve

sous la main devient l'homme providentiel, l'instrument du destin, le maître de l'heure. Mais de l'heure qui passe. S'il la laisse passer, il retombe dans son néant : le rideau se baisse sur la pièce qui devient un four, parce que le premier rôle n'a pas été à la hauteur des illusions qu'on s'était faites sur lui.

C'est le cas du boulangisme. L'étude de M. Dansette n'apporte pas des révélations sensationnelles, mais elle éclaire, par des témoignages en partie nouveaux et toujours bien choisis, bon nombre de points encore obscurs. Les acteurs du drame ont disparu, les papiers sortent des tiroirs familiaux. Le rôle des royalistes, sympathisants peu convaincus et qui n'avaient pas tort de se méfier, est précisé. Quant au caractère du brave général, il ne sort pas grandi de l'enquête. Ce n'est pas assez de dire qu'il manque de sincérité, défaut inhérent à la politique de place publique ; il manque encore plus de volonté, défaut impardonnable chez un chef. Au fond, il n'a rien d'un chef. Il est un panneau électoral sur lequel chacun affiche des déclarations équivoques, dont l'ensemble n'a jamais constitué même un commencement de programme.

Le public, au surplus, n'en demandait pas tant. Paulus, avec sa fameuse chanson : *En revenant d'la Revue*, a plus fait pour le général que tous les discours. Le plus piquant, c'est que Paulus n'a eu qu'au dernier moment l'inspiration géniale d'adopter, entre les trois variantes soumises à son choix, celle qui l'a rendu immortel. C'était le soir même de la revue du 14 juillet 1886. Les chansonniers, Delormel et Garnier, avaient écrit : « Notre brave général Dominé », dont on célébrait la belle défense à Thuyen-Quan, — ou : « Le brave général Négrier », le glorieux blessé de Lang-Son — ou « Notre brave général Boulanger ». Quand Paulus à l'Alcazar surgit en deux bonds sur la scène, le gibus gris sur l'oreille, la canne à pomme d'or à la main, arpente les planches en gestes saccadés restés inséparables de sa silhouette, et lance au second couplet le nom magique, toute l'assistance fait chorus. La musique de Delormel sera, pour trois ans, plus entraînante que celle de Rouget de l'Isle.

Pour trois ans seulement. La partie était bien engagée, le joueur n'a pas pris la peine de la gagner. Tout le monde sait quel jour elle a été perdue. On lui avait passé toutes les fautes.

On ne lui avait pas tenu rigueur de son mensonge effronté au sujet de sa lettre de remerciement au duc d'Aumale (8 mai 1880) après sa nomination au grade de général : « Béni serait le jour qui me rappellerait sous vos ordres. » Mais le soir de sa triomphale élection à Paris (27 janvier 1889), quand il refuse à la foule délirante de marcher sur l'Élysée, il oublie que l'occasion n'a qu'un cheveu. « Depuis cinq minutes, le boulangisme est en baisse », dit un des assistants. Cette boutade était une grande vérité. Deux mois plus tard (1er avril), le dieu déchu filait en Belgique, parce que le ministre de l'Intérieur, Constans, s'est arrangé pour lui faire croire qu'on va l'arrêter. C'est la constatation de la défaite. En réalité, elle datait du 27 janvier.

A quoi est due cette inaction, cette désertion à l'heure psychologique, celle qui ne sonne pas deux fois? La principale faiblesse du général n'est pas son manque de courage civique. C'est sa passion pour madame de Bonnemains. Tout n'est pas clair dans le rôle de madame de Bonnemains. Boulanger, très inflammable, avait eu beaucoup de liaisons accidentelles ou simultanées, passades de corps de garde, traduites dans ses lettres intimes en termes difficiles à reproduire, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne le seront pas. Madame de Bonnemains était d'un autre milieu. Fille d'un officier de marine, elle avait épousé le fils d'un héros de Reichshoffen, officier lui aussi, mais coureur et joueur, dont elle était séparée à son honneur depuis 1881. Elle avait beaucoup de charme, des bras admirables, des dents fausses qui lui faisaient un sourire séducteur, les formes opulentes alors à la mode. Il existait entre eux un lien charnel très puissant qui passait avant tout. Elle n'était du reste pas une ingénue. A elle aussi, il adressait des lettres qui n'avaient rien de poétique. Elle n'avait pas été sans consolateur après sa séparation. « On cite parmi d'autres, dit M. Dansette, le prince Léopold de Hohenzollern. » Cette fois, c'est le grand amour des deux parts, avec son exclusivisme, son mépris des contingences, avec de plus, de la part de Juliette, la crainte d'être plus ou moins abandonnée, ou tout au moins espacée, si Roméo couche à l'Élysée. Le suicide de Boulanger n'est sans doute pas dû uniquement à la mort de « Marguerite », mais c'est bien « Georges » qui s'est tué sur la tombe d'Ixelles.

*
* *

Pendant la Grande Guerre, la diplomatie s'est beaucoup agitée. Elle n'a pas toujours réussi, c'est fatal : le canon fait tort à la parole. Sir Edward Grey ne le dissimule pas. « La diplomatie, dit-il, compta pour fort peu de chose en Europe pendant la guerre. Les hauts et les bas en correspondent très exactement aux revers et aux succès des Alliés. » Il est d'autant plus fondé à admettre et même à exagérer cette pauvreté en résultats qu'il en est un des principaux responsables.

M. Albert Pingaud, ministre plénipotentiaire, de ceux qui maintiennent la belle tradition de haute culture en honneur dans la « Carrière », trouve que l'histoire diplomatique de la guerre n'est pas si vide que le prétend le chef du « Foreign office ». Ce n'est pas que l'esprit de corps l'aveugle sur les fautes commises et les occasions manquées. Il les reconnaît sans ambages, il plaide coupable sur bien des points, mais invoque les circonstances atténuantes qui paralysent toujours plus ou moins la marche soi-disant commune d'une coalition. La diplomatie des Alliés a travaillé le plus souvent en ordre dispersé, elle n'a pas suivi de directives concertées, elle a obéi à certaines préoccupations égoïstes du temps de paix, prolongées bien fâcheusement en temps de guerre. Ce n'est pas surprenant. Il en a été de même sur le terrain militaire, où l'unité de commandement n'a été réalisée que tardivement et au bord de l'abîme. Le danger du manque de liaison entre états-majors était pourtant plus immédiat que l'inconvénient du manque de liaison entre chancelleries.

Les deux volumes de M. Albert Pingaud, *Histoire diplomatique de la France pendant la Grande Guerre* (éditions Alsatia) ne prétendent pas épuiser le sujet. D'abord, ils s'arrêtent au mois de juin 1917, après la mission de Jonnart en Grèce et l'abdication du roi Constantin. Le troisième ne nous mènera pas encore à la paix de Versailles. Et, même quand l'ouvrage sera fini, il ne sera pas complet : le titre indique qu'il s'agit surtout de l'histoire de la diplomatie française, ou, si on le préfère, du rôle de la diplomatie des Alliés au point de vue français. Il y a toujours eu une diffé-

rence de température entre notre action diplomatique et celle de nos alliés. Plus directement visés, serrés de plus près par l'étau qui nous prenait à la gorge, nous étions toujours plus pressés de décider les neutres à se prononcer et à intervenir matériellement dans la lutte. Les Anglais, et sir Edward Grey au premier rang, étaient instinctivement pour la réflexion, ne trouvaient jamais le moment venu de brusquer les choses et les gouvernements. M. Lloyd George, qui traite sir Edward Grey de grande incapacité reconnue, a été encore plus fuyant et avec moins de bonne volonté. Quant aux Russes, ils battaient volontiers les buissons au lieu de tâter le terrain, sans esprit de suite et trop souvent sans consulter personne.

Dès le début, cette absence de cohésion est funeste. M. Pingaud trace à plusieurs reprises des croquis de Sazonof, qui sont des morceaux choisis de psychologie. Ce n'est pas le Russe indolent et fataliste. C'est tout le contraire. Son tempérament impulsif et son imagination inquiète sont sans cesse en mouvement. C'est le plus agité des hommes d'action. Il a un avantage que nos ministres auraient pu lui envier : il reste à son poste jusqu'en juillet 1916, alors que notre Quai d'Orsay, pour la même époque, a eu trois titulaires : Viviani, Delcassé et Briand. Cette fixité n'arrive pas à le fixer lui-même, sinon sur ses intentions, du moins sur les meilleurs moyens de les réaliser. Il songe sans cesse aux fameux Détroits, les considère comme une sorte de chasse gardée, qu'il garde mal. Il vit dans le mirage de Constantinople ; on ne se guide pas sur un mirage. Sa politique hasardeuse et discursive ignore l'art de jalonner les étapes, de ménager l'amour-propre des petits pays balkaniques dont les Alliés recherchent le concours ou tout au moins la confiance. Il faut sans cesse le retenir, le prémunir contre la tendance à présenter ses offres sous des apparences d'ultimatum, et à prendre, d'autre part, des sympathies pour des engagements. Sa politique balkanique au début de la guerre est d'une incohérence qui déconcerte. Il se compromet et se contredit en moins de temps qu'il n'en faut aux Alliés pour comprendre seulement ce dont il s'agit. C'est une succession trépidante de projets abandonnés à peine conçus. Alors que les neutres, même les plus sympathisants au fond, attendent pour se déci-

der les premières indications du dieu des armées, il croit que des mises en demeure peuvent agir sur eux, au grand effroi des vieux routiers de la diplomatie, qui savent que ce n'est pas en secouant l'arbre qu'on fait mûrir le fruit. Il n'y a pas que l'armée russe qui ait été décevante.

Il ne faut pas non plus nous décerner des éloges sans réserves. A côté des frères Cambon, de Jusserand, de M. Camille Barrère, dont l'action a été fertile en résultats à première vue inespérés, nous avons eu bien des insuffisances. Nous avons cru aux Turcs quand leur alliance avec les empires centraux était déjà conclue. Notre censure empêchait la presse d'émettre des doutes sur la sincérité de la Porte dans l'affaire du *Goeben* et du *Breslau*. « Nos renseignements sont contraires à votre impression », nous disait-on, en exigeant des coupures. Il est très instructif à cet égard de relire, aux *Débats* par exemple, les articles complets conservés dans la collection, où l'on a replacé les épreuves non échoppées et rétabli à la plume les passages censurés. Nous nous flattions de l'espoir de maintenir la Bulgarie dans la neutralité, alors qu'elle avait déjà partie liée avec Berlin. Delcassé avait l'expérience des hommes et des choses ; il est resté aux Affaires étrangères plus longtemps qu'aucun autre sous la troisième République, mais il avait ses idées fixes. Il savait se taire, mûrir ses desseins, ce qui est précieux, mais poussait le mutisme jusqu'à la cachotterie et n'aimait pas à demander des conseils, encore moins à en recevoir. C'est peut-être le moyen de ne pas se tromper trop souvent, c'est aussi celui de ne pas se tromper qu'à moitié. Charles Benoist, qui était du bâtiment, lui applique le mot de Taine sur le girondin Brissot : « un homme qui a plus d'idées que de renseignements. »

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

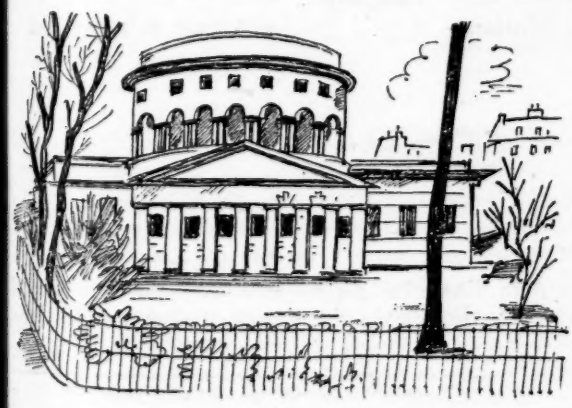
LE PAVILLON DU ROND-POINT DE LA VILLETTE

Tous les Parisiens ont vu la curieuse rotonde à colonnes qui, au bout de la rue Lafayette, domine le bassin de La Villette. Son histoire comme l'emplacement qu'elle occupe méritent mieux qu'un coup d'œil jeté au passage.

En 1785, *les Fermiers généraux, concessionnaires de l'octroi de Paris, entourèrent la ville d'un mur d'enceinte (sur laligne de nos boulevards jadis « extérieurs » : La Villette, La Chapelle, etc.); leur architecte, Claude-Nicolas Ledoux, orna chaque barrière de bureaux monumentaux. Pour meubler dignement la place où divergeaient les routes du Bourget et de Pantin, il établit en son centre un vaste édifice qui, sur une base carrée à quatre frontons, plaçait un étage principal rond encerclé de quarante colonnes. Quatre pavillons-guérites devaient flanquer ce bâtiment et commander les deux routes.*

*Les guérites s'écroulèrent, mais le bassin de la Villette fut creusé (*1808*), où vinrent se réunir les canaux de l'Ourcq (*1818*), Saint-Denis (*1821*) et Saint-Martin (*1822*). Le site, désormais charmant, devint populaire : des chansons, un drame en cinq actes, d'innombrables lithographies montrent combien il attirait et amusait les Parisiens.*

La troisième République a été fatale à notre rotonde. Brûlée en mai 1871 *par la Commune et incomplètement refaite, elle ne profile plus sa silhouette sur l'horizon du sud, désormais barré par la ligne aérienne du métro et de hautes constructions inégales. Délaissée par les gabelous, sale, les vitres cassées, elle pourrit au milieu d'un square miteux que ceinture une gare d'autos-cars.*



Heureusement, le bassin demeure et, avec lui, les chalands, en partance pour Anvers ou Rouen, l'écluse creusée sous la rue Lafayette, la haute passerelle qui tend son arc au-dessus de la masse des magasins généraux. C'est de cette passerelle et le matin qu'il faut voir la rotonde, au centre d'une des « vues de Paris » les plus originales et l'une de celles qui mériteraient le plus de soins.

A beaucoup de nos visiteurs, en effet, elle offre le premier ou le dernier spectacle parisien. Par la route de Pantin (avenue Jean-Jaurès), on va vers l'est, vers l'Allemagne; par la route du Bourget (rue de Flandre), passent non seulement les automobilistes qui gagnent le nord et la Belgique, mais tous les voyageurs des lignes aériennes : l'aérodrome du Bourget est devenu l'une des grandes portes de Paris.

Pour offrir à nos hôtes une digne entrée dans la capitale, il ne faut pas dépenser, d'un seul coup, de grosses sommes. Nettoyer la rotonde, fixer des alignements, démolir des baraques, canaliser la circulation, planter des arbres, régler enfin la hauteur et l'aspect de quelques immeubles inachevés sur ceux des maisons déjà construites, tout cela ne représente pas un effort surhumain. Il n'y faudrait qu'un plan et, surtout, la volonté de l'accomplir peu à peu.

Sans doute est-ce encore trop demander. La Villette est au nord-est de Paris : depuis qu'Haussmann a créé les « beaux quartiers », cette folie sociale, il est entendu que les embellissements sont réservés à l'ouest de la capitale. A lui les vastes pelouses, les eaux jaillissantes, les arbres, les palais, les arcs de triomphe. Le reste de la cité a droit à de maigres squares, à des maisons « ouvrières » et « bourgeoises » qui achètent également un confort relatif au prix d'une laideur désordonnée.

Il faudra bien en venir quelque jour à une conception plus raisonnable de l'art d'embellir Paris. Le facile aménagement du rond-point de La Villette permettrait d'amorcer cette utile réforme de l'esprit administratif.

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu de M. Georges Bourgin la lettre suivante

Monsieur le Directeur,

Dans l'article que M. MARCEL THIÉBAUT consacre à *la C.G.T. éducatrice* (*Revue de Paris*, 15 avril 1938, p. 859), il est question, à propos d'une publication sur *Paris*, de certaines allégations que j'aurais avancées sur la Commune de 1871 et que votre collaborateur paraît considérer comme inadmissibles.

Je tiens à faire remarquer que le texte de mon *Histoire de la Commune*, parue en 1907, et où les auteurs de *Paris* ont puisé sans doute, indique seulement, page 166, que les soldats de l'armée de Versailles ont été, en effet, nourris de viande. Il ne s'agit, dans mon texte, ni d'officiers, ni de férocité, mais Thiers, désireux de donner à son armée son maximum d'efficience, s'est occupé d'augmenter les rations de viande distribuées à ses soldats : il le dit lui-même dans sa déposition devant *l'Enquête sur le 18 mars* (t. II, p. 14).

Je ne crois pas avoir dit, d'autre part, qu'il y ait eu, après la Commune, un exode analogue à celui qui suivit la révocation de l'Édit de Nantes, à moins que la déportation soit comparable à un exode. Ce qui est vrai, et qui est établi par les statistiques, c'est qu'un grand nombre de métiers parisiens furent vidés, paralysés par la terrible répression.

J'ai pu me tromper, au surplus, dans l'interprétation des textes ; que M. MARCEL THIÉBAUT veuille bien admettre que je ne les ai jamais fournis...

Je vous prie, monsieur le Directeur, d'agréer, etc...

GEORGES BOURGIN,
Conservateur aux Archives Nationales.

L'*Histoire de la Commune*, qui, sous une forme résumée, a pris place dans le *Paris*, édité par le C.C.E.O., contient de nombreuses citations destinées à étayer cette idée que Thiers, qui pouvait éviter la bataille contre Paris, ne l'a pas voulu, car il tenait à « *une forte saignée* ». Des textes de M. BOURGIN y sont liés à des phrases d'écrivains divers. De M. BOURGIN est cette affirmation de départ : « Le ministre de la rue Transnonain *veut sa bataille contre Paris* ». Cette « volonté », en réalité, ne devait pas être bien ancrée dans l'esprit de Thiers, car il avait écrit, le 5 mars, à Jules Favre : « La police se

fera toute seule, à moins toutefois d'une bataille rangée *que vous ne provoquerez pas*... On a grand'chance d'en finir sans bataille ». (Robert Dreyfus, *Thiers contre l'Empire*, p. 174). Une erreur dans la lecture des renvois m'a fait attribuer, plus loin, à M. Bourgin la phrase : « Ainsi eut lieu un nouvel exode comparable à celui des protestants après la révocation de l'Édit de Nantes... » Cette phrase est, en réalité, de M. Léon Jouhaux.

Quant au passage relatif à la nourriture des Versaillais, des caractères italiques, utilisés par erreur, paraissent, dans mon article, attribuer à M. Bourgin des expressions qui, en effet, ne sont pas littéralement de lui. M. Bourgin a raison. Son texte parle de soldats et non d'officiers. Ce sont les soldats qu'on nourrit de viande. Et l'on place parmi eux, « *pour leur donner l'éducation morale voulue* », des « *officiers surexcités par les journaux versaillais et le monde où ils vivaient* ». Ainsi fut « *amoureusement poli* » par M. Thiers l'instrument que « *l'on mit aux mains des généraux* ». Cet « *amoureusement poli* » implique chez M. Thiers, vu par M. Bourgin, une satisfaction dans la préparation d'une machine meurtrière qui correspond bien à la « joie sadique » dénoncée par M. Dolléans. Ainsi, je dois le reconnaître, M. Bourgin n'a pas parlé de férocité, mais d'amour. Délicieux Thiers! Si pieux! Il alla, après l'écrasement de la Commune, « remercier Dieu dans une messe célébrée à l'Ile Saint-Louis ». C'est encore une citation de M. Bourgin et si heureusement placée (M. Bourgin n'y est pour rien) qu'on comprend très bien que M. Thiers remerciait Dieu d'avoir eu cette joie merveilleuse de faire tuer dix-huit mille Parisiens.

A quelques lignes de là, une autre citation de M. Bourgin nous apprend que, tandis que les « insurgés prolétariens » n'avaient rien fait contre les quartiers riches et presque rien contre les églises, les agents bonapartistes avaient détruit les édifices « qui pouvaient être les plus gênants par les papiers qu'ils contenaient pour l'Empire ». Et voilà les dévastations de la Commune (Conseil d'État, Cour des Comptes, Hôtel de Ville, etc.) qui passent ainsi au débit ou au crédit, comme on voudra, des bonapartistes. Cette thèse inquiétera beaucoup M. Léon Blum, pour qui les communards, « dans la flamme des incendies, ont éclairé les voies de l'avenir ». Hélas! qui l'eût cru, c'étaient les amis de Napoléon III et non les communards qui brûlaient les Tuileries!

MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

Clôturée dans une ambiance nettement plus favorable, à la veille du congé traditionnel de Pâques, la Bourse s'est rouverte, au lendemain des fêtes, dans une atmosphère de « boom ». L'activité brusquée des transactions et l'ampleur instantanée de la hausse enregistrée sur les valeurs les plus représentatives du marché ont certainement dépassé les prévisions les plus optimistes.

C'était la conséquence de trois événements d'importance capitale qui se conjuguaient : d'abord, le retour de confiance provoqué par la formation d'un gouvernement débarrassé des formules marxistes et paraissant décidé à pratiquer une gestion économique et financière plus orthodoxe ; ensuite, la cessation des grèves de la métallurgie parisienne, qui avaient paru, à certains moments, particulièrement inquiétantes ; enfin, la satisfaction causée par la reprise de conversations diplomatiques avec l'Italie immédiatement après la signature de l'accord anglo-italien. Il est incontestable que la position technique, très saine, du marché boursier, sur laquelle j'avais, maintes fois, attiré l'attention dans ces chroniques, a largement favorisé le mouvement de reprise auquel nous venons d'assister.

D'autre part, il convient de signaler la meilleure impression provenant de la stabilité relative de la livre et même de sa légère détente, comme aussi des réalisations, déjà signalées de divers côtés, d'or et de devises précédemment thésaurisés. Il y a là des possibilités prochaines de retour vers les emplois en valeurs mobilières qui ne sont point à dédaigner. On ne manquera pas, néanmoins, de déplorer à cette occasion l'organisation défectueuse de notre marché boursier, qui n'a pas permis de coter, durant toute une séance, un cours sur des valeurs mises momentanément en vedette par les événements. Cette carence, déjà signalée depuis longtemps, est bi en fâcheuse pour un marché de l'importance de celui de Paris

Enfin, la modicité des reports en liquidation de quinzaine, dont le taux moyen s'est établi à 2 7/8 p. 100, témoignant ainsi de l'abondance des capitaux mis à la disposition du marché, a contribué à soutenir l'entrain venant par ailleurs.

Le terrain se trouve donc bien préparé, à l'heure où j'écris ces lignes, pour une reprise plus étendue et plus générale. Mais si la Bourse, comme c'était son rôle, a présidé au mouvement en avant — mouvement indispensable à la réussite du grand emprunt national actuellement en préparation — c'est maintenant des initiatives financières, économiques et sociales du Gouvernement que va dépendre la suite. Ce serait, évidemment, une grave erreur de croire que, désormais, les choses vont s'arranger toutes seules et que les difficultés vont disparaître comme par enchantement. Tenons-nous en donc à dire, pour l'instant, que les solutions à trouver paraissent simplement facilitées ou simplifiées par ce retour de confiance qui commence à se marquer

On ne manquera point de dire, au surplus — et je l'ai moi-même indiqué déjà — que les valeurs mobilières, tant industrielles que de matières premières, ne répondaient plus, à la suite des dépréciations considérables qu'elles avaient subies, au degré d'inflation ou de dévaluation monétaire que les circonstances ont imposé. Mais ce raisonnement, si pertinent qu'il paraisse, ne doit pas faire oublier qu'une sélection sérieuse s'impose parmi ces valeurs, et c'est sur cette sélection nécessaire, émanant de sources autorisées, qu'il me paraît utile, aujourd'hui, de retenir tout particulièrement l'attention de ceux qui auront le désir de mettre à profit, dans les jours prochains, le relèvement possible, et même probable, du marché de Paris.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).